

D 1009.1

1981 à 1989

SERVICE D'INCENDIE

Protection civile



archives  
municipales

VOUS NOUS OBLIGERIEZ EN NOUS RETOURNANT

LE DOSSIER DANS LE PLUS BREF DÉLAI.

# LISTE DES DOCUMENTS AUTRES QUE DES COUPURES DE PRESSE

L'ACTUALITE - février 1983

Pas de cataclysme sans préavis - par Luc Chartrand

ALMANACH DU PEUPLE - 1987`

La rétrospective - mai 1985-mai 1986 - le 19 octobre - 5000 personnes manifestent dans les rues de Montréal

L'ACTUALITE - avril 1989

Au Canada le nucléaire est l'énergie thermique qui respecte le plus l'environnement

# Group of 10 takes charge under city's disaster plan

By HARVEY SHEPHERD  
of The Gazette

Preparation of a City of Montreal disaster plan under provincial civil-protection legislation is about 90 per cent complete, city Fire Director Jean-Paul Moineau says.

He described the plan this week as a "flexible" one, largely an inventory of the staff various city departments could make available in major emergencies of various types, including major fires, explosions or the escape of toxic gas.

Much of what remains to be done involves working out an emergency communications network, he said.

The city executive committee last month approved a list of 10 people to take charge of various city operations in a disaster. The group includes eight top city staff, Andre De Luca, director of operations in the Montreal Urban Community (MUC) police, and Councillor Justine Sentenne, a member of the executive committee.

## Details still secret

As co-ordinator of disaster efforts, Moineau replaces Gerard Perron, city personnel director, who remains on the disaster-planning group as a technical adviser.

Details of city emergency plans have not been made public.

Perron said this week that the one emergency-planning manual completed so far is a confidential document, partly because it includes personal information about where key staff can be reached at all times, partly to keep details of emergency plans out of the hands of potential terrorists and partly because some matters must still be discussed with unions of city employees.

The plan includes two alternative emergency city headquarters for the city, neither of them at city hall, and communications centres for various city services, he said.

"What we have done so far is strictly on the level of human resources: who we can count on in an emergency, who to get in touch with at every hospital and so on. Now we are looking at what equipment we still need, especially for communications," Perron said.

He said the city expects to carry out some simulation exercises later this year.

The city's assistant fire director, Rene Morency, also serves as assistant co-ordinator of the emergency group.

It also includes city Purchasing Director Yves Roy, Social Services Director Jean Seguin, Works Director Richard Vanier, Assistant Personnel Director Jean-Vianney Jutras and Pierre Shooner, head of the city's economic-development agency (responsible for public information).

Moineau said in an earlier interview that the fire department already has detailed contingency plans dealing with such matters as the evacuation of hospitals and other major buildings.

Current planning is focused largely on larger emergencies in which the personnel of other city departments would be required. The social services department, for example would be responsible for relocating people, a job it already does in a more modest way for people displaced by fires.

# POUR FAIRE FACE À UNE CATASTROPHE Montréal a maintenant son plan d'urgence

■ Il a finalement fallu que le gouvernement du Québec adopte en 1980 la loi 28 sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre pour que la ville de Montréal décide enfin de se doter pour la première fois de son histoire d'un plan de mesures d'urgence pouvant permettre aux autorités montréalaises d'affronter avec efficacité un désastre quelconque (incendie, accident, explosion de grande envergure).

## MICHEL GIRARD

Même si ce plan de mesures d'urgence n'est pas encore entièrement complété, il est possible, selon le directeur du Service des incendies de Montréal, Jean-Paul Moineau, de le mettre en application à compter d'aujourd'hui, si jamais le besoin s'en faisait sentir.

Ce fameux plan d'urgence saura certes rassurer les citoyens de la ville de Montréal, qui était jusqu'à présent totalement dépourvue de moyens préalablement organisés pour faire face à un sinistre majeur.

Un tel plan était d'autant plus justifié que Montréal, comme l'a déjà indiqué à LA PRESSE le président de l'Association des pompiers, Jean Labbé, est assise sur une bombe à cause de la présence sur son territoire de plus de 125 usines de matériaux chimiques et pétro-chimiques, du transport par camions de liquides inflammables et de matériaux toxiques et explosifs sur



Photothèque LA PRESSE

## Le directeur Moineau

ses artères principales et voies ferrées, des parkings souterrains situés en-dessous de tous les édifices en hauteur et de la construction avant 1975 d'édifices en hauteur dépourvus en majorité d'équipements efficaces pour lutter contre un incendie.

Autre raison majeure nécessitant la mise en place de ce plan de mesures d'urgence: comme son service d'incendie périlite d'année en année depuis 1972 (fermeture de 12 casernes de pompiers, réduction du matériel lourd, diminution de 330 pompiers, absence d'inspecteur au cours des fins de semaine, etc.),

il va sans dire, d'après M. Labbé, que la ville de Montréal compte maintenant sur un service d'incendie dont la qualité d'intervention a beaucoup diminué. Avec l'entrée en vigueur de ce plan de mesures d'urgence, la ville de Montréal pourra être en mesure de faire rapidement appel à de l'aide de l'extérieur si jamais son service d'incendie perdait le contrôle lors d'un sinistre important.

Ainsi ce plan comprend une série de mesures qui permettraient à un comité spécial de la ville de prendre immédiatement le contrôle de la situation dans le cas où une catastrophe surviendrait. Il serait possible d'organiser rapidement un centre de coordination des services de santé (transport ambulancier, soins hospitaliers, etc.), de mettre sur pied un plan d'évacuation efficace des sinistrés, de réquisitionner tout le personnel de la ville, de faire appel à diverses ressources humaines et matérielles disponibles à l'extérieur des services de la ville, de mettre sur pied un centre de communication, de faire venir en peu de temps l'armée canadienne, etc.

Bref, la ville de Montréal a maintenant la possibilité d'agir rapidement en cas de catastrophe, du moins sur papier. C'est au cours des prochains mois que l'on saura exactement ce que vaut ce plan de mesures d'urgence alors qu'on l'expérimentera lors de quelques sinistres simulés.



# Montréal a un plan pour réagir à toute catastrophe

par Alain Duhamel

La Ville de Montréal a mis au point depuis quelque temps déjà un plan de mesures d'urgence en cas de conflagrations et de sinistres dont la souplesse lui permet d'intervenir dans toute situation grave.

«Nous pouvons faire face à tout désastre majeur», a répondu Mlle Justine Sentenne, membre du comité exécutif, au cours de l'assemblée du conseil municipal, hier soir. Dans une certaine mesure, l'administration municipale a pu mettre à l'épreuve son plan, il y a quelques mois, lorsqu'un incendie a fait rage à l'hôpital Notre-Dame de Montréal et a provoqué l'évacuation de quelques centaines de personnes.

En cas de conflagration ou de sinistre majeur, le directeur du Service des incendies de Montréal, M. Jean-Paul Moineau, a la responsabilité de coordonner les interventions de divers services municipaux dont l'expertise et l'équipement peuvent être utiles. Le plan prévoit essentiellement la mise en disponibilité des services municipaux et de certains services de la Communauté urbaine de Montréal, tels le Service de police et la Commission de transport, manoeuvrant grâce à un sys-

tème de communications centralisé relié directement à un centre de décision.

Dans une réponse à une question écrite d'une citoyenne, Mme Ann Rajan, l'administration municipale affirme que les pompiers de la Ville peuvent aussi intervenir dans les cas où des matières dangereuses sont en cause: «Chaque intervention impliquant des matières dangereuses ou toxiques fait l'objet d'une attention toute particulière de la part du Service des incendies de Montréal. Chacune des voitures de chefs est munie d'un guide d'urgence pour les matières dangereuses.» Tous les véhicules de transport de matières dangereuses doivent identifier à l'aide d'un code la nature et le degré de toxicité des produits. Grâce à ces renseignements et au guide, les pompiers peuvent déterminer rapidement la nature de leur intervention.

Le plan des mesures d'urgence prévoit aussi des communications avec les principaux hôpitaux de la ville et même avec la Commission des écoles catholiques de Montréal dans l'hypothèse où l'un de ses immeubles devrait accueillir des personnes évacuées.

L'administration municipale estime en outre que son plan pourrait s'adapter à

une situation de danger nucléaire. «Les mécanismes nécessaires à une évacuation rapide et massive des territoires affectés y sont prévus.»

Le plan montréalais ne prévoit pas d'intégration des mesures d'urgence dans le cadre d'une intervention de la CUM. Bien que le comité exécutif de la CUM ait commandé au Conseil de sécurité publique une étude sur les mesures d'urgence et le transport des matières dangereuses, la CUM n'a pas encore son propre plan de mesures d'urgence dans les cas où plusieurs villes de l'île de Montréal seraient touchées par un sinistre majeur.

Par ailleurs, l'administration montréalaise ne se propose pas de promouvoir, voire rendre obligatoire, l'installation de détecteurs de fumée dans les immeubles. En réponse à des questions du conseiller Nick Auf Der Maur, du Groupe d'action municipale, le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, a indiqué que l'administration municipale ne s'oppose pas à la promotion de ces appareils par divers organismes. «Certains détecteurs, a dit M. Lamarre, émettent de la radioactivité. Je ne dis pas que tous les détecteurs en émettent, mais certains d'entre eux en émettent. C'est pour cela que nous ne forçons pas les gens à en avoir chez eux.»

# INCENDIE MAJEUR

## Montréal garde son plan d'urgence secret

■ Les pompiers montréalais, pas plus que l'Association des pompiers de Montréal, n'ont pris connaissance du plan d'urgence de la ville de Montréal en cas de sinistre majeur.

### YVON LABERGE

Ce qui implique, selon le président de l'Association des pompiers, M. Jean Labbé, que les employés du service d'incendie ne connaissent pas les relations qui devront nécessairement s'établir entre les services concernés par des mesures d'urgence, c'est-à-dire les pompiers, la police et les hôpitaux.

«Lors d'une rencontre avec le directeur du service d'incendie, M. Jean-Paul Moineau, ce dernier nous a dit que la direction du service, en cas de sinistre majeur, se réservait le droit de rappeler au travail tous les pompiers, que ces derniers soient en vacances, en congé ou autres», a expliqué M. Labbé hier après-midi.

Et, toujours selon M. Labbé, le directeur du service d'incendie aurait alors précisé que le plan d'urgence demeurerait secret tant et aussi longtemps que l'administration municipale n'en décidera pas autrement.

### Négociations

Par ailleurs, c'est hier matin que l'Association des pompiers de Montréal a déposé son projet de renouvellement de convention collective de travail.

L'Association des pompiers demande une augmentation salariale de deux pour cent ajoutée à l'augmentation du coût de la vie pour l'année 1981. L'Association veut également obtenir une réduction des heures de travail de 42 heures à 33,6 heures par semaine.

De plus, pendant que la ville de Montréal offre un contrat de travail de trois ans, les pompiers veulent négocier une entente d'un an. «Un contrat de travail de trois ans dans le contexte économique que nous connaissons est difficile à accepter. Sans compter que la ville n'a pas déposé d'offres salariales au cours de la rencontre d'hier matin», a déclaré M. Labbé.

Précisons enfin qu'il s'agissait hier d'une première rencontre et que les deux parties ont convenu de se rencontrer de nouveau le 6 février.



Gazette, Richard Ariess Jr.

Ann Rajan grimaces at council reply to question on how city would handle a disaster

## Writers claim 'snow job' over questions to council

By TOM SPEARS  
of The Gazette

In early January Ann Rajan of NDG wanted to find out whether Montreal has plans to cope with any spills of toxic materials. She wrote to City Hall for information.

A month and a half later, she has given up hope of getting the facts she seeks.

Claire Morissette wrote asking council why snow clearing crews blow their horns at parked cars late at night, and was told crews are instructed to go quietly after 11 p.m.

Rajan and Morissette took advantage of a six-month-old system that allows Montrealers to write in questions to Yvon Lamarre, chairman of the city's executive committee, or to other councillors.

That system stems from provincial legislation requiring municipalities to allow a public question period at council meetings.

The provincial law allows larger cities to demand that questions be in writing as Montreal does. But it doesn't compel city councils to answer.

An official in Lamarre's office said yesterday the system works well, both for citizens and for the administration.

The idea of writing questions to elected representatives still hasn't caught on with the public.

Since the Montreal bylaw was enacted in August only 21 questions have come in, six of them from Rajan alone.

And many of those who have bothered to write say it's not an effective means of citizen participation.

Too many of the answers, they claim, say simply that an anonymous department at City Hall is studying the issues they want to know about.

When Rajan asked how the city would protect its citizens against spills of nuclear materials or dangerous chemicals — she gave as an example the 1979 chlorine spill in Mississauga, Ont., that forced 225,000 people from their homes — she wasn't happy with the answer.

It told her the city has an emergency plan "flexible enough to apply to any situation which might be qualified as being a major disaster."

The fire department would be called out to deal with toxic chemicals, it said. And if there is a nuclear spill, the emergency plan "is designed to adapt to all such conditions and sets out the mechanisms needed to carry out the rapid and massive evacuation of all areas involved."

Medical help would be "rational and effective," the city's answer said.

Rajan thinks that she got short-

changed, that calling plans "rational and effective" isn't as important as saying what the plans are.

Resident Leslie Lutsky, who wrote to ask why council agendas cost the public \$5.50 each, had the same view: "They give you very vague answers."

In Lutsky's case, the answer was that \$5.50 is a fair price for agendas, which are distributed free to city councillors and reporters.

But he said there's a more serious problem: "Every month (at the monthly council meeting) there's only one or two or three people who ask questions. To me it's a comment on the people of the city that they can't be bothered."

The city's bylaw on questions limits what taxpayers can ask. No question can include "an assumption, an expression of opinion, an inference, an allusion, a suggestion or an imputation of motive."

In addition, questions must be received at city hall at least 10 business days before meetings.

The final catch is that council members can refuse to answer any question without giving the grounds.

Put together all the rules, Rajan said, "and you really feel like a third-class citizen."

She added: You feel like a nasty little child bothering busy Papa."

But she said she'll go on asking.



## Mother knows best

Well, well. The City of Montreal has a disaster plan for nuclear spills that "is designed to adapt to all such conditions and sets out the mechanisms needed to carry out the rapid and massive evacuation of all areas involved."

And how would the plan keep this admirable promise? Don't ask.

In particular, don't bother asking City Hall. What you will get is a reprint of the above, which is what it told N.D.G. resident Ann Rajan when she asked, under the new policy by which citizens can put written questions to the city government.

Never mind that if people are likely to face evacuation, it helps if they have been told ahead just where they should go.

People who have tried sending questions in to City Hall since the new policy took effect report similar runarounds are common even when, as the rules require, the questions are carefully phrased to exclude assumptions, allusions, suggestions, imputations of motive and the like. (Ideally, under these rules, it would help to know the answer to the question before asking.)

There have not been many questions — only 21 as of last Saturday. That is understandable, since every Montrealer knows his government is utterly uninterested in telling him anything of any substance.

But meaningless replies such as this are insulting to every Montrealer's intelligence.



# Lamarre promises action on island's 'disaster plan'

By HARVEY SHEPHERD  
of The Gazette

The two million residents of Montreal island lack reasonable protection against a disaster like the November, 1979, derailment of a train carrying poison gas in Mississauga, Ont., says a report to the island security council.

In a report submitted last week to the Montreal Urban Community Security Council, a committee headed by Anjou Mayor Jean Corbeil says MUC residents "cannot feel reasonably assured of at least relative safety in case of a major disaster of any kind in the present situation."

Yvon Lamarre, chairman of the security council, said last night he finds some of the language in the report "a little strong."

"There is not an extraordinary danger," Lamarre said. "We are not sitting on a bomb or on a volcano."

## Committee established

He said 27 of the 29 MUC municipalities — including Montreal, where Lamarre is chairman of the executive committee — have their own disaster plans.

But he said the security council established a working committee last Friday to pursue recommendations in Corbeil's report in three key areas:

- Development of road and railway routes within the MUC territory where the transport of hazardous products will be permitted or forbidden;

- Discussion with a provincial agency of reorganization of ambulance services in the MUC, Laval and the South Shore and the probable phasing out of the 39 ambulances now operated by the MUC police force; and

- Discussion with Bell Canada and others of the selection of a single telephone number — likely 911 — for all emergency services, an idea already endorsed in principle by the security council.

The report says authorities in Mississauga found regulations governing the transportation, handling, storing and use of toxic and explosive materials to be weak.

"Montreal island is the most important point in Quebec for the distribution of most toxic and/or explosive substances and its road network is one of the busiest.

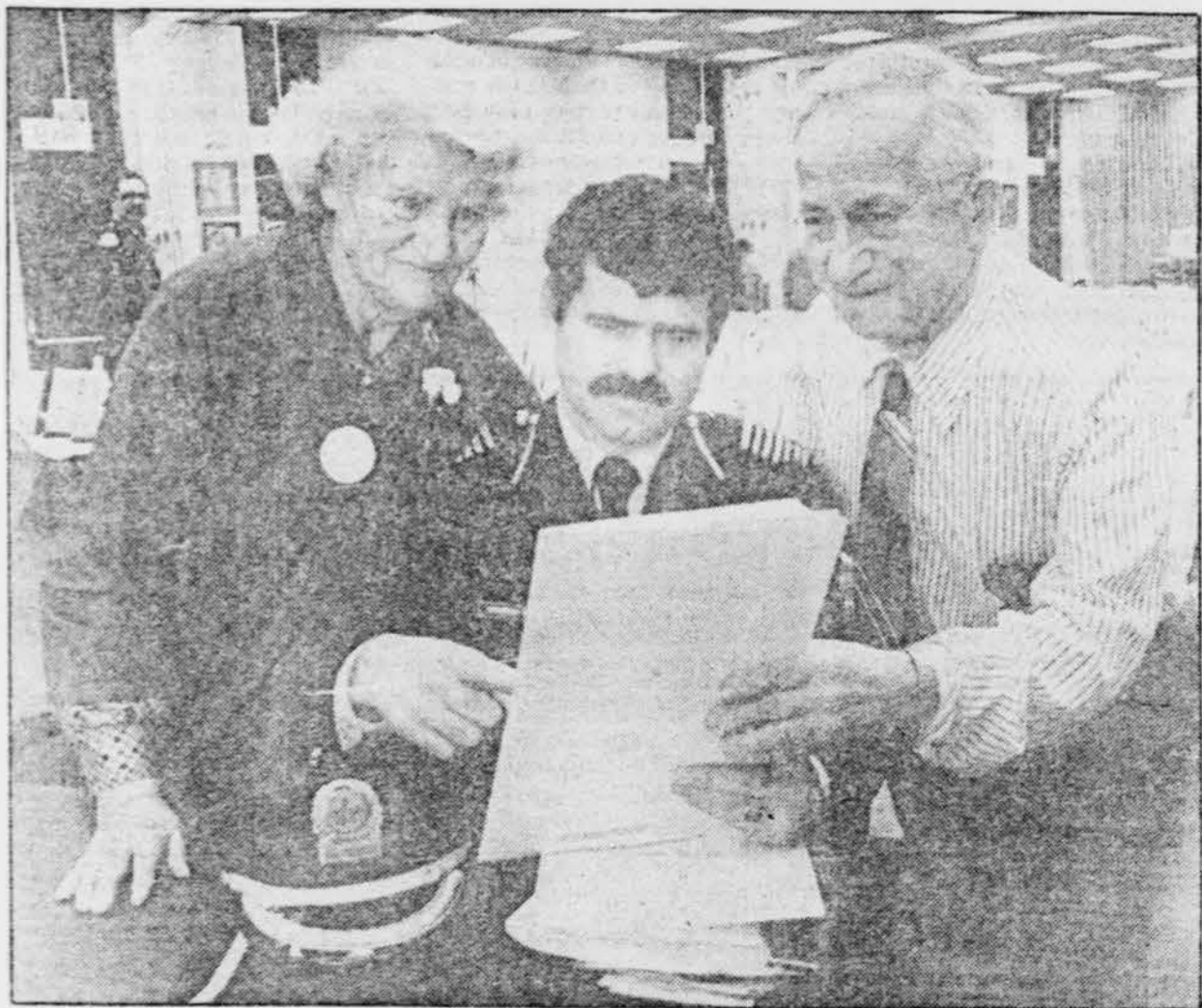
"The risks of accident are naturally more numerous than elsewhere."

But there are no regulations governing the carrying of such substances on Montreal island, the report said.

The report says decision-making in a disaster would be relatively simple if it were confined to one municipality but not if it touched more than one.

**The Gazette**

MONTREAL, WEDNESDAY, APRIL 29, 1981



Gazette, Aussie Whiting

Station 31 director Andre Chartrand talks to Bessie Berenbaum and Hyman Fogelgarn

**The Gazette**

MONTREAL, WEDNESDAY, APRIL 29, 1981

# Disaster plan lags

Back in November, 1979, Montrealers were jolted into awareness that if disaster struck this area — as almost happened that month at Mississauga, where a train carrying deadly gas derailed — they would be totally unprepared to deal with it.

Now, 18 months later, despite promises to the contrary from political leaders, pitifully little has been done to become more prepared. A report made public this week by a committee of the Montreal Urban Community's Security Council ominously concludes that MUC residents "cannot feel reasonably assured of at least relative safety in case of a major disaster of any kind in the present situation."

Making this all the more disturbing is the fact that an important cause of this laggard pace remains unresolved.

This cause is a sterile argument between Quebec and the MUC over which level of government should co-ordinate inter-municipal services if a vehicle bearing toxic gas starts leaking, an airplane crashes in a congested area or some other disaster strikes.

Only a month after the Mississauga accident, the National Assembly passed a law which gives an agency called Quebec Civil Protection (QCP) the power to co-ordinate

fire-fighting, police, health and blue-collar activities in a major emergency. This has enraged some MUC politicians who have argued — for a year now — that, since it already supervises the MUC police, the MUC Security Council is ideally qualified to supervise everything else.

Despite strong provincial resistance, the committee which issued this week's report stands firm, making it unlikely the deadlock will soon be resolved. The report also mocks the QCP for drawing up an inadequate emergency plan which lists names and phone numbers of key municipal officials who have moved on.

The QCP may deserve criticism. But the Security Council itself has a long record of mediocrity, having presided over the sharp decline in the quality of police services. Whether it can do any better with more responsibilities is questionable.

The QCP deserves a chance. Unlike the council, it is composed of specialists in emergencies rather than generalists. Also, unlike the council, it can deal with municipalities outside the MUC which could be affected by an area-wide disaster.

This fuss over who should be boss is dangerous for the public. The two parties should stop squabbling and get their act together.

## MUC plans for emergencies

By ROBERT LINNEY

The Montreal Urban Community is not far behind other North American cities in emergency planning, the head of a special MUC committee says.

"And the first steps toward an integrated plan will be taken within the next few weeks," Anjou mayor Jean Corbeil added in a CFCF Radio interview. He is head of a special committee set up by the MUC to study emergency planning on the Island of Montreal.

"At the present time, there is no one plan for the handling of a major disaster or emergency in the MUC," Corbeil explained.

"Instead, there are 27 individual plans; each city in the

MUC has its own plan. Two cities don't, but they are now working on evacuation and disaster plans, and we're confident they'll be ready soon."

What concerned the committee, Corbeil said, was what could happen if a disaster or

emergency occurred that involved more than one municipality.

"And that is what the MUC will have to tackle in the next few weeks. At the present time, according to Quebec law, it's Civil Protection that's

responsible for co-ordinating the various municipal plans. But Civil Protection officials don't work with fire and police officials on a day-to-day basis, and that means there could be difficulties in carrying out a co-ordinated effort."



*Secret route to port for radioactive material*

# Nuclear loads pass through city

By ANNE PENKETH  
of The Gazette

At least two trucks carrying radioactive material move on secret routes through Montreal streets to the port each month.

An official from Eldorado Nuclear Ltd., the Canadian refining plant, said yesterday information on the routes taken by the trucks from Port Hope, Ont., is "not public".

Eldorado has a contract with an American trucking firm for transportation of uranium hexafluoride, a raw material from which nuclear fuel is made, to Montreal for export to Europe and other parts of the world.

Concern over transportation of radioactive materials arose with Wednesday's publication of a report by the Greenpeace Foundation, the environmental lobby group, which charged that workers handling them are exposed to danger because of inadequate safety regulations.

But Eldorado Nuclear official David Smith said, "cylinders have been transported all over the world for more than 30 years and there has never been a leak during transportation."

Ed Davis, manager of Davis Transport of Kentucky, said the company uses two specially built tractor-trailer combinations for the Ontario-Quebec route.

If one of the 15 tonne cylinders containing uranium hexafluoride in its solid state were to drop from a crane during loading and smash open, it would combine with moisture in the air and form a deadly toxic vapor.

Shipments of cobalt 60, a highly radioactive substance used in cancer treatment, are also brought by truck from Ottawa to the port of Montreal for export.

City fire department official Gaston Laberge said trucks carrying radioactive material are expected to

avoid the same routes as any vehicle carrying dangerous goods such as gasoline. For example, they are not allowed to drive through tunnels.

In theory, they could bring their radioactive loads along Ste Catherine St, Laberge agreed, "but that really wouldn't be in their interest. They want to stick to the highways."

In the event of a radioactive spill during transportation, Laberge said, Montreal has an arrangement to call on the services of federal or provincial experts for detecting the extent of contamination and cleaning up.

The Quebec Civil Protection office has embarked on a training program of firemen in the MUC so they know what to do in emergencies involving radioactive material. Official Georges Gouin said 10 or 12 municipalities have so far participated, and ten instructors, "starting in the next few weeks," will teach firemen how to read radioactive monitors.

Gouin said each district fire chief now always has a geiger counter in his car.

One Montreal fire inspector is present with a radiation monitor while the shipment is unloaded.

MAL PROTÉGÉ CONTRE VOL ET RADIATION

## Greenpeace: de l'uranium illégal transiterait par le port de Montréal

■ TORONTO (PC) — La fondation Greenpeace affirmait hier que des matières radioactives sont souvent convoyées par camion à travers la ville de Montréal et entreposées dans des conditions inadéquates sur les quais de la Métropole, de Halifax et de Saint-Jean.

L'organisme affirmait également que du gaz d'uranium hexafluoré est entreposé dans ces ports, sans surveillance adéquate, ce qui pourrait ouvrir la porte à un acte de sabotage. En plus, de dire Greenpeace, aucun détecteur de radiations n'est

disponible aux endroits où ces matériaux radioactifs sont manipulés.

La fondation a de plus accusé la société Eldorado Nuclear d'ignorer un décret des Nations-Unis en transformant illégalement de l'uranium provenant de la Namibie pour l'exporter vers le Japon.

L'organisation précise que le minerai — prélevé par la Rio Tinto Zinc en vertu d'une licence du gouvernement sud-africain — est transformé à Port Hope, en Ontario, malgré un décret publié en 1974 par l'ONU interdisant les

opérations minières dirigées par des multinationales en Namibie sous licence sud-africaine.

Greenpeace rappelle que la Cour internationale de La Haye en 1950, reconnaissait que l'Afrique du Sud occupait illégalement la Namibie et que le Canada avait entériné le jugement. Selon l'organisme, un porte-parole du ministère canadien des Affaires extérieures, Paul Lapointe, a admis que le Canada ne reconnaît pas à l'Afrique du Sud le droit d'émettre des licences d'exploitation minière en Namibie.

LA PRESSE, MONTRÉAL, MARDI 21 JUILLET 1981

# Police produce 'disaster' movie

By HEATHER HILL  
of The Gazette

An overturned tanker truck lay sprawled across a Montreal East street yesterday, an ominous liquid spilling from its massive grey belly just steps away from an open sewer.

Police, firemen and environmental experts summoned to the scene huddled on the industrial sideroad along "refinery row," conferring on removal of the truck's hazardous cargo.

"Speak loudly, gentlemen," called out an overalls-clad figure directing their movements around the toppled tanker, as filming of the mock accident swung back into action.

What passing motorists on Marien

Ave. at Metropolitan Blvd. may have thought was a potential disaster was really a "disaster movie" — a 10-minute training film for use in Quebec's police academies.

Municipal and provincial police had earlier set a realistic scene, gently laying a tanker truck filled with a "hazardous" product (actually water) on its side and setting up emergency flashers on the road.

The movie, starring "real life" members of Montreal's police and fire departments and directed by Const. Christian Burelle, will show officers-in-training how to manage accidents involving the shipment of hazardous materials.

So after the first provincial policemen arrived and tanker driver Jean-Marc Barreault filled them in, Burelle summoned Montreal Urban Community police, fire trucks and then private sanitation vehicles to remove the "hazardous" material.

He had the men cover the sewer with plastic sheets and sprinkle the pavement around the truck with absorbent powder for spilled oil as a camera crew recorded their moves.

Instruction in the shipment of dangerous goods is vital for police, said Const. Norman Couillard of the MUC force.

Couillard recalled seeing a newsreel of emergency measures taken by a U.S. policeman and two firemen who tried to rescue the driver of an overturned tanker without ascertaining what he was carrying. The three died from chlorine gas fumes before they reached the truck's door.

The film will tell police to find out what is being transported, cordon off a security area and call in sanitation and environmental experts for the clean-up operation.

# Urgences

■ La police de la CUM, la Sûreté du Québec et le ministère de l'Environnement préparent un documentaire qui servira à tous les policiers et organismes du Québec qui ont à intervenir dans les situations d'urgence.

On a simulé hier un accident impliquant un camion-citerne contenant des matières toxiques, dans l'est de Montréal, pour souligner le type d'intervention nécessaire dans les circonstances.

Les intervenants apprendront la façon d'intervenir efficacement, sans mettre leur propre vie en danger et celle des citoyens. Le contenu du véhicule doit être identifié sur chacun des camions en circulation, tous les services compétents doivent être immédiatement informés et le secteur où l'accident survient doit être protégé dans les plus brefs délais. Le vidéo, en préparation, est tourné dans l'est de Montréal, où l'on retrouve en grand nombre des stations d'entreposage de produits toxiques. Les pompiers de Montréal-Est et de Pointe-aux-Trembles ont participé hier à cette production.



# Montreal: A nuclear attack would be end of our world

By DON BATES

Would Montreal be a target in a nuclear war?

What would happen if a nuclear bomb dropped on Montreal? The answer: a third of the population dead and another third seriously injured; total destruction of the inner city and significant damage to most of the island and the South Shore. And that's assuming that only *one* of the *smallest* nuclear warheads was used.

Let us suppose a one megaton explosion at 7,000 feet directly above the intersection of Notre Dame St. and University, on a clear day, a business day, at 3 p.m. Suppose it happened today, for example, on the 36th anniversary of the atomic bomb being dropped on Hiroshima.

## No warning

The people of Hiroshima had no warning; the people of Montreal would have five to 15 minutes. But the one megaton bomb used today, the equivalent of enough TNT to fill a freight train 200 miles long, is 70 times more powerful; 70 Hiroshimas all at once, all in one place.

Detonation produces a fireball, a miniature sun, with temperatures in the millions of degrees and pressures 10 million times normal. The instantly expanding ring of devastation that follows has three major, separate components: a wall of overpressure followed by high winds; thermal radiation; and nuclear radiation.

Besides the destructive powers of the pressure wall and winds, the concussion can burst eardrums and deafen people several miles away.

Thermal radiation starts as x-rays, within a split second becomes a bril-

## Dialogue

A column of opinion and commentary open to readers

- Don G. Bates is Canadian delegate of International Physicians for the Prevention of Nuclear War.

liant light which can blind someone who looks at it from 35 miles away, and then radiates out as intense heat that cooks the skin and ignites all flammable substances in a large area.

This in turn causes a fire-storm, a massive, self-fanning, incendiary event that itself generates temperatures in the thousands of degrees, sucks up all the oxygen, produces deadly amounts of carbon dioxide, and can burn for days.

The immediate nuclear radiation, (as distinct from that which comes later as fallout) is made up of neutrons and gamma rays. Very high doses severely affect the brain, causing unnatural excitement, staggering, then coma and death in hours.

Victims of slightly lower doses must endure severe nausea, vomiting, and diarrhoea, before merciful death overtakes them days later.

For a radius of a mile to a mile-and-a-half from the centre there would be a circle of total destruction. In Montreal this would mean that roughly from the CBC building on Dorchester Blvd. East to the Montreal Children's Hospital, and from Mount Royal Park to St. Helen's Island, *everything* would be flattened.

Beyond this would be an area of

heavy destruction stretching from Pie IX Blvd. to the Turcot Interchange of the Decarie Expressway, from the far border of Outremont to the far side of St. Lambert. Most factories and commercial buildings would collapse, as would multi-storeyed buildings whose walls were weight-bearing.

Virtually all residences would be destroyed and distributed as debris by the 300 mph winds. Third degree flash burns to all exposed skin and spontaneous ignition of clothing and other inflammable materials would add to the havoc. Fifty per cent of the people would be killed outright, 40 per cent injured, 10 per cent unhurt.

## Severe radiation

From this three-mile radius out to five miles, would be a zone of severe damage, reaching from beyond the Olympic Stadium to Angrignon Park, from Metropolitan Blvd. almost to the St. Hubert Airport.

Thermal radiation would still be severe enough to cause widespread ignition and third degree burns to all exposed skin. Winds would still be strong enough to kill anyone in the open. Fifty per cent of the people would still be killed or injured. All but the sturdiest residences would be destroyed and larger buildings heavily damaged.

Within this five-mile circle, virtually all medical facilities and most of the personnel would be eliminated. Since, in Montreal, so much is concentrated precisely in this area, medical care, even outside this ring, would be profoundly reduced below normal levels.

Yet it has been estimated that, to take care of severe burn cases alone,

more medical facilities would be needed in Montreal after a nuclear attack than presently exist in the whole of North America.

Significant damage would continue out for 10 miles from the centre, to the eastern end of the island, to Dorval, to the middle of the city of Laval, and to St. Bruno on the south shore.

The typical residence would be damaged but usable, at least for the rest of the summer weather. There would still be a 50 per cent chance of second-degree burns and fully 25 per cent of the people would be injured by flying glass and debris. In fact, even out here, overpressures of half a pound to 1.5 pounds per square inch would still be strong enough to shatter glass and send the pieces flying at more than 100 mph.

In short, Montreal would be destroyed. Life in the post-attack period would not bear any resemblance to what it is now. There would be no electricity, no water system, and no social services such as medical care, transportation, police or fire protection, for most of the survivors.

Food and water supplies would be scarce and there would be great difficulty in knowing what was safe, what dangerously radioactive.

Profound psychological shock would make simple coping with such hardships difficult and the ability to reconstitute larger social organization virtually impossible.

Preventing epidemic disease would be next to impossible, treating or controlling it even more so. Yet social disruption, combined with thousands of unburied dead, would make epidemics all but inevitable.

These effects are so beyond any-

thing any of us can even imagine that it is difficult to avoid the suspicion that they are being exaggerated. In actual fact, however, this is a "best-case" scenario. There are bombs 20 times more powerful. Moreover, one intercontinental ballistic missile (ICBM) is now capable of delivering several warheads to one region, shotgun fashion.

Nor has anything been said about fallout or effects from attacks on other cities.

### Lethal fallout

Simultaneous attacks on Ottawa, and the industrial heartland of Ontario would send up huge radioactive clouds that could rain down sickening, even lethal fallout over the whole Montreal area for days after the attack. Direct or near hits on Ontario's many nuclear power plants would produce particularly deadly clouds of radioactive debris, some of it capable of reaching this far.

Montrealers might be tempted to hope that Canada, and especially Montreal, would not be a target in an all-out nuclear war between the two superpowers. Unfortunately, should the United States and the Soviet Union ever decide on such an exchange, Montreal would surely be earmarked for obliteration.

As a member of the NATO alliance, and as a partner with the United States in the North American Aerospace Defence Command Agreement, (NORAD), and in the Defence Production Sharing Agreement, Canada makes direct contributions to, and is a part of the defensive and offensive capabilities of the United States.

Our present international commitments, then, leave Soviet military strategists with no choice but to lump us with the United States in such a situation.

Nor would the Soviet Union lack the weapons. Of the 6,000 nuclear warheads the Soviet Union is capable of launching against North America, only 2,000 would likely be deployed against the land-based ICBM's in the United States, the other 4,000 being available for military installations and cities.

Since, in 1970, there were only 157 cities in the United States with more than 200,000 people, it is hard to imagine that our two million would be so far down on the "hit list" that the Russians would run out of missiles before attacking us. Somewhere, we can assume, there must already be at least one Soviet warhead programmed to find its way to Montreal.

Telling this horror story would be pointless if nuclear war were either inevitable or, on the other hand, unlikely. But many people are coming to believe that the danger is greatly increasing, that the leaders of neither the United States nor the Soviet Union can be relied upon to reverse the arm race and reduce the risks, and that only massive public pressure from other industrial nations with whom the superpowers trade is going to prevent nuclear war.

Public opinion in much of Europe, Great Britain, and Japan is already well ahead of its own government leaders. Canadians, it seems, still need to be awakened from their mid-summer's night dreams. Maybe a nightmare on Hiroshima Day can do it.

## Montrealers to protest with three-day fast

Members of more than a dozen Montreal groups begin a three-day fast in Dominion Square today, commemorating the 1945 bombings of Hiroshima and Nagasaki.

The fast is one of a series of events scheduled by groups including Project Ploughshares, the Society of Friends, and the Canadian Coalition for Nuclear Responsibility "to protest rising militarism and the threat of nuclear war in today's world."

The protesters will leave

Cabot Square at Atwater St. and St. Catherine St. at 11 a.m.. They will proceed along St. Catherine to Dominion Square, where their fast will begin.

There will be a discussion on disarmament at McGill University's Newman Centre at 8 p.m. tomorrow and special events for children are scheduled for Saturday afternoon in Dominion Square.

The vigil will end with an inter-faith prayer service in the square Sunday afternoon.



# Montréal, une cible de choix en cas de guerre nucléaire

L'auteur de cet article, le Dr Don G. Bates, est professeur d'histoire de la médecine à l'université McGill de Montréal. Il est aussi délégué du Canada à l'Association internationale des médecins pour la prévention d'une guerre nucléaire.

■ Qu'arriverait-il si une ogive nucléaire était lancée sur Montréal? La réponse: un tiers de la population serait tué et un autre tiers grièvement blessé; complète destruction du centre-ville et pertes majeures pour une grande partie de l'île et de la Rive-Sud. Et c'est en supposant que ce soit là l'oeuvre de la plus petite des ogives nucléaires actuelles et qu'un seul engin ait été utilisé.

Imaginons la chose. Imaginons l'explosion d'une ogive d'une mégatonne, 7000 pieds au-dessus de l'intersection des rues Notre-Dame et Université, par temps clair, un jour ouvrable, à 15 heures. Imaginons que ça se produise aujourd'hui, par exemple, le jour du 35<sup>e</sup> anniversaire de la bombe qui a été lâchée sur Hiroshima.

Ce serait différent. Les gens d'Hiroshima n'ont pas eu d'avertissement; les gens de Montréal seraient avertis de 5 à 15 minutes à l'avance. Mais l'ogive d'une mégatonne dont on se sert aujourd'hui, l'équivalent de la quantité de TNT nécessaire pour remplir un train de marchandises de 200 milles de long, est soixante-dix fois plus puissante; soixante-dix Hiroshima d'un coup, au même endroit.

La détonation produit une boule de feu, un soleil miniature, avec des températures allant dans les millions de degrés et des pressions 10 millions de fois la normale. Le cercle de dévas-

tation, qui se met immédiatement à se répandre, a trois composantes distinctes principales: un mur de pressions très élevées (onde de choc) suivi de vents violents; la radiation thermique; la radiation nucléaire.

En plus de la puissance destructrice de l'onde de choc et des vents, le choc peut crever les tympans et rendre sourds des gens à plusieurs milles de distance. La radiation thermique se présente sous forme de rayons-x; en l'espace d'une fraction de seconde elle devient une lumière si éclatante qu'elle peut rendre aveugle quelqu'un qui la regarde à 35 milles de distance, puis irradie une intense chaleur qui cuit la peau et enflamme toute substance inflammable sur une vaste étendue. Ceci, à son tour, donne naissance à une tempête de feu, un phénomène incendiaire gigantesque qui s'attise de lui-même et donne des températures de milliers de degrés, tout en aspirant toute l'oxygène et en produisant des quantités mortelles de dioxyde de carbone; et ceci peut durer des jours durant. A Hambourg, Leipzig et Dresde, durant la Seconde Guerre Mondiale, de telles tempêtes de feu ont transformé les abris anti-bombes en fours crématoires.

La radiation nucléaire immédiate (distincte de celle qui vient après sous forme de retombées) est composée de neutrons et de rayons gamma. De très fortes doses endommagent le cerveau, causant des excitements anormaux, des hébêtements, puis le coma et la mort quelques heures après. Les victimes de doses légèrement plus faibles sont sujettes à la nausée, aux vomissements et à la diarrhée, avant que la mort libératrice vienne les chercher quelques jours plus tard.

## À Montréal, l'horreur plus grave qu'ailleurs

Dans un rayon d'un mille à un mille et demi du centre, on aurait un cercle de destruction complète. A Montréal, ça signifie que l'édifice de Radio-Canada rue Dorchester, dans l'Est, jusqu'au Montreal Children's Hospital, dans l'Ouest, du Parc du Mont-Royal jusqu'à l'Île Ste-Hélène, tout serait aplati (les édifices en béton armé, les édifices à bureaux de plusieurs étages, tout). Ce que l'onde de choc aurait laissé, les vents de 500 milles à l'heure finiraient de l'effondrer. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des gens seraient tués sur-le-champ; les survivants seraient grièvement blessés, la plupart mortellement irradiés.

Au-delà, il y aurait une zone de forte destruction, s'étendant du boulevard Pie IX jusqu'à l'échangeur Turcot de l'autoroute Décarie, de l'extrême limite nord d'Outremont jusqu'à la limite Sud de St-Lambert. La plupart des usines et des édifices commerciaux s'effondreraient, de même que les édifices à plusieurs étages dont les murs supportent le poids du bâtiment. Les résidences seraient pratiquement toutes détruites et transportées comme le reste des débris par des vents de 300 milles à l'heure. Des brûlures au troisième degré à toute peau exposée, l'ignition de tout vêtement et de toute autre matière inflammable ajouterait à l'hécatombe. Cinquante pour cent des gens seraient tués sur-le-champ, quarante pour cent seraient blessés et dix pour cent seraient intacts.

De ce rayon de trois milles jusqu'à cinq milles, il y aurait une zone de dégâts considérables, d'au-delà du stade Olympique jusqu'au parc Angrignon, du boulevard Métropolitain jusqu'à l'aéroport de St-Hubert. La ra-



diation thermique y serait encore suffisamment intense pour allumer les matières inflammables un peu partout et causer des brûlures au troisième degré à toute peau exposée. Les vents seraient encore suffisamment violents pour tuer toute personne restée à découvert. Cinquante pour cent des personnes y seraient également tuées ou blessées. La plupart des résidences, sauf les plus solides, seraient détruites et les édifices plus importants seraient fortement endommagés.

Dans ce cercle de cinq milles, la plupart du personnel et pratiquement tous les équipements médicaux seraient pulvérisés. Du fait qu'à Montréal tout est tellement concentré dans cette zone, les services médicaux, même à l'extérieur de cette zone, seraient sérieusement réduits à des niveaux au-dessous de la normale, précisément au moment où on en aurait un besoin pressant. On a évalué que, pour prendre soin des seuls cas de brûlures graves, on aurait besoin de plus de services médicaux, à Montréal, après une attaque nucléaire, qu'il n'en existe présentement dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.

Mais, les dégâts d'importance ne se limiteraient pas là. Ils s'étendraient jusqu'à dix milles du centre, jusqu'à l'Est de l'île, jusqu'à Dorval, jusqu'au milieu de la Cité de Laval, et jusqu'à St-Bruno sur la rive sud. La résidence ordinaire y serait endommagée, mais demeurerait toujours utilisable, du moins jusqu'à la fin des mois d'été. Les probabilités seraient toujours de l'ordre de 50% pour les brûlures au second degré et un gros vingt-cinq pour cent des gens seraient blessés par les vitres et les débris déplacés à grande vitesse. En fait, même à cette distance, des sur-pressions d'un quart de livre à une livre et demi par pouce carré seraient encore suffisamment puissantes pour volatiliser les vitres et envoyer voler les morceaux de vitres à plus de 100 milles à l'heure.

Bref, Montréal serait détruite. Et la vie dans la période qui suivrait l'attaque n'aurait aucune ressemblance avec la vie actuelle. Il n'y aurait plus d'électricité, des systèmes d'aqueduc, des services sociaux genre services médicaux, transports, protection policière, service d'incendie, pour s'occuper de la plupart des survivants. Les approvisionnements en nourriture et en eau seraient très rares et difficiles à trouver et, de plus, il serait très difficile de distinguer ce qui est inoffensif de ce qui est dangereusement radioactif. Un état de choc psychologique profond ferait en sorte qu'il serait difficile de faire face à de telles difficultés et il deviendrait pratiquement impossible de reconsti-

tuer une organisation sociale adéquate. La prévention des épidémies serait rendue pratiquement impossible, leur traitement et leur contrôle encore plus. Pourtant, le chambardement social, allié aux milliers de cadavres non enfouis, rendrait les épidémies pratiquement inévitables.

### Un scénario «minimal»

Ces effets dépassent tellement tout ce que l'on peut imaginer qu'il est difficile de ne pas avoir l'impression qu'ils sont exagérés. En fait, pourtant, nous avons ici un scénario «minimal». Il existe des bombes 20 fois plus puissantes. De plus, un seul missile ballistique intercontinental (ICBM) peut présentement faire livraison de plusieurs ogives sur une unique région, genre fusil à répétition.

Puis, nous n'avons rien dit des retombées ou des effets d'une attaque sur d'autres villes. Une explosion aérienne produit moins de poussières radioactives dans le voisinage immédiat et les vents d'ouest dominants transporteront à l'est de Montréal, ce qui aurait été déplacé, avant de le laisser retomber au sol. Pourtant, des attaques simultanées sur Ottawa et sur le centre industriel ontarien feraient s'élever d'énormes nuages radioactifs qui laisseraient retomber des résidus pouvant rendre malade et même tuer dans toute la région montréalaise, pendant plusieurs jours après l'attaque. Une explosion sur ou à proximité des nombreuses centrales nucléaires ontariennes produirait des nuages particulièrement mortels de débris radioactifs et une partie pourrait même se déplacer jusque dans notre région.

Face à un tel scénario de cauchemar, les Montréalais pourraient être tentés d'espérer que le Canada, et plus particulièrement Montréal, ne serait pas considéré comme cible, advenant une guerre nucléaire ouverte entre les deux super-puissances. Malheureusement, un tel espoir ne repose sur aucun fait. Si jamais les Etats-Unis et l'Union soviétique décidaient de s'adonner à un tel échange, Montréal serait vraisemblablement désignée pour être exterminée.

Comme membre de l'alliance de l'OTAN, et comme partenaire des Etats-Unis dans les Ententes sur le commandement de la défense de l'espace aérien nord-américain (North American Aerospace Defense Command Agreement ou NORAD) et dans les Ententes pour le partage de la production de défense (Defense Production Sharing Agreement), le Canada contribue directement, tout en faisant partie des capacités défensives et offensives des Etats-Unis.

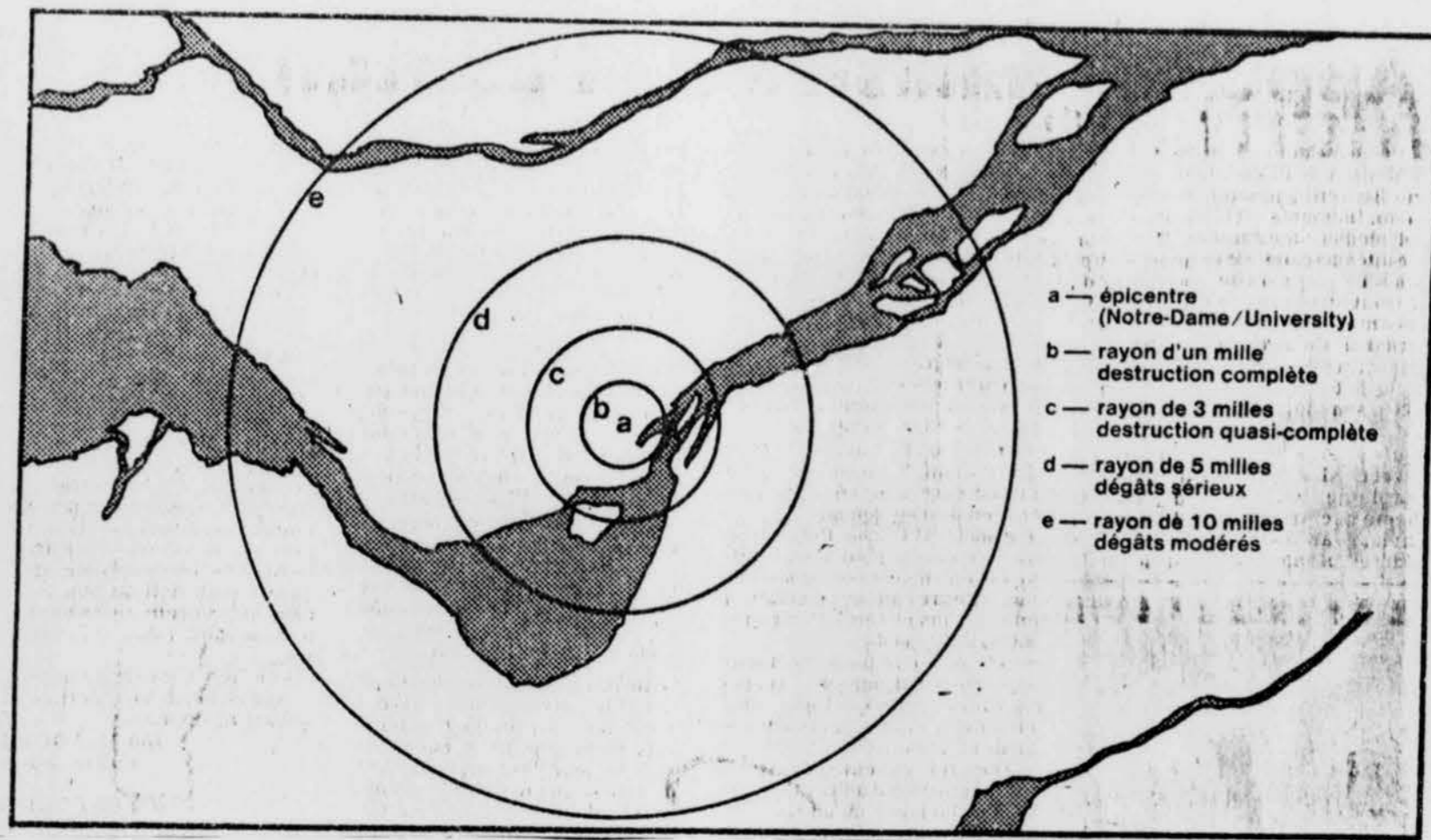
NORAD, par exemple, prévoit que l'espace aérien canadien serait pratiquement pris en charge par le commandement militaire des Etats-Unis, si jamais il y avait une guerre. Par conséquent, nos engagements internationaux actuels ne laissent pas le choix aux stratèges militaires soviétiques, qui ne peuvent que nous rattacher aux Etats-Unis, advenant une telle situation.

Même si nous avons une industrie militaire propre, dans une guerre où la stratégie est plus de détruire que d'occuper le territoire et où la puissance destructrice est si gigantesque et si abondante, toute industrie serait considérée comme pouvant contribuer à l'effort de guerre ennemi et, par conséquent, visée pour la destruction. Ce qui compterait, c'est que Montréal est une grande ville industrielle et un port d'importance.

### Une ogive pointée sur Montréal

Et l'Union soviétique ne serait pas en peine d'armement. Des 6000 ogives nucléaires qui peuvent être relancées par l'URSS, en direction de l'Amérique du Nord, seulement 2000 seraient vraisemblablement déployées contre les ICMB installés en sol américain, les autres 4000 étant disponibles contre les installations militaires et les villes. Du fait qu'en 1970, il n'y avait que 157 villes aux Etats-Unis de plus de 200.000 habitants, il est difficile d'imaginer que nos 2 millions d'habitants se situeraient bien loin sur la «liste des cibles» et que les Soviétiques manqueraient de missiles pour nous attaquer. On peut supposer que, quelque part, il y a au moins une ogive soviétique qui est déjà programmée pour se frayer un chemin jusqu'à Montréal.

Parler de cette histoire d'horreur n'aurait aucun sens si une guerre nucléaire était ou bien inévitable ou, de l'autre côté, improbable. Mais, beaucoup de gens en viennent à réaliser que le risque s'accroît dangereusement, que l'on ne peut se fier ni aux leaders des Etats-Unis ni à ceux d'URSS pour renverser la course aux armements et ainsi réduire les risques, et que seule une pression massive du public des autres nations industrialisées avec lesquelles les super-puissances font affaire, peut venir à prévenir une guerre nucléaire. L'opinion publique en Europe, en Angleterre et au Japon devance de beaucoup les leaders gouvernementaux de ces pays. Les Canadiens, semblerait-il, ont encore besoin de se faire réveiller de leurs rêves d'une nuit d'été. Peut-être un cauchemar le Jour d'Hiroshima pourrait-il y arriver?





IL Y A 36 ANS... HIROSHIMA  
**MONTREAL, UNE  
CIBLE DE CHOIX  
EN CAS DE  
GUERRE NUCLÉAIRE**

LA PRESSE, MONTREAL, JEUDI 6 AOÛT 1981



# Emergency medical planning called 'inadequate'

Medical and emergency planning in Quebec is inadequate to cope with major disasters involving casualties, Dr. Helene Lamontagne said yesterday.

"We can hardly face up to multiple casualty accidents when we cannot give good emergency service on a day-to-day basis," said Lamontagne, president of the Quebec Society for the Advancement of Medical Services.

She said in an interview that the province is "ill-served" in terms of an emergency medical system compared with such western provinces as British Columbia and Alberta and most major American cities.

But it is impossible to blame one source, she said, because it is a really a many-sided problem.

Lamontagne made the comments during a conference at Mirabel on disaster-management sponsored by the society, a non-profit group founded last year to promote better medical services.

She said ambulance personnel in Quebec are not adequately trained and few are paramedics — that is, medical technicians trained to handle emergencies out of a hospital setting.

Ambulance personnel in Quebec, said Lamontagne, only require a minimum 150 course-hours of training which is "inadequate" and compares poorly with British Columbia which has full-scale provincially-run paramedic teams.

"Doctors in Quebec must start to change their attitude and encourage the training of competent emergency medical technicians," she said. "The attitude in Quebec is that a patient isn't a patient until he hits the hospital door."

She added that in Montreal, for example, there is no special emergency phone number available and no central emergency dispatch system in a city where some 21 ambulance companies operate.

While the Quebec government has been negotiating with a social service organization to take up the responsibility, Lamontagne said action is being stalled because the Quebec Federation of General Practitioners wants control of the service.

She added the general public must be educated in first-aid techniques and stop taking a "fatalistic attitude" that once you have a heart attack it means your time has come to die.

She said in Seattle, Wash., which has trained paramedics and a good public education program on cardiopulmonary resuscitation, the patient survival rate for cardiac arrests is 42 per cent, compared with four to five per cent in Montreal.

Europe and the United States have more sophisticated emergency medical systems because of experiences in the Second World War and Vietnam "to keep patients alive before getting them to a hospital," Lamontagne said.

The three-day conference has brought together people such as doctors, firefighters, and policemen who do not normally work together, but may have to in a disaster.

Topics on the agenda include workshops on such disasters as the fire in Chapais last year which took 48 lives and the derailment of a chlorine-loaded train in 1979 in Mississauga, Ont. which required one of the most extensive evacuations in North America.



## Hampstead organizes disaster plan

by Colin Languedoc

In a report submitted last April to the Montreal Urban Community Public Security Council, a committee headed by Anjou Mayor Jean Corbeil concluded that MUC residents "...cannot feel reasonably assured of at least relative safety in case of a major disaster of any kind in the present situation."

Security Council Chairman Yvon Lamarre said that he found the language of the report "a little strong", but it underscored the need for an organized contingency plan to cope with emergencies such as the

Mississauga train disaster that might occur on Montreal Island.

Acting on a series of recommendations laid down in Corbeil's report, the provincial government's Office of Civil Protection requested all municipalities to formulate disaster plans. Although Hampstead was one of the first to propose a coordinated emergency plan several years ago, the government was unprepared to pursue it, and the idea fell by the wayside until last spring.

Working with officials from the Office of Civil

Protection, Councillor Lillian Vineberg drafted a working program designed to handle a number of different kinds of emergencies, ranging from a train derailment to an airplane crash to an earthquake.

Outlining the program at a recent meeting of Hampstead Council, Mrs. Vineberg noted that the plan uses a "team approach" that delegates responsibility to individuals in charge of various aspects of the program.

According to the plan, the mayor and council would be the principal

decision-makers in event of a disaster. However, Councillor Vineberg pointed out that in the early stages of coping with an emergency, such a decision-making body could probably not be assembled in time to take the necessary steps, in which case City Manager William Remington would be in charge.

If Mr. Remington was not available, his responsibilities as coordinator would be filled by Public Security Director John Walsh, and in his absence, Fire Director André Smith would assume command.

The coordinator would direct the efforts of six departments (communications, information, fire, security, social services, and public works). Each department head (and two deputies) have been named in advance.

Dr. Arthur Freedman, a Hampstead resident, assembled a list of Town residents who could be called upon to assist medical efforts during an emergency. The list is extensive: 65 physicians and surgeons, 32 dentists, three pharmacists, and a list of nurses that is still in preparation.

Councillor Vineberg reported that the Protestant School Board of Greater Montreal has agreed to the use of Hampstead School and other facilities in the event of a disaster, and Bell Canada is prepared to furnish emergency communications equipment on very short notice.

# En cas de catastrophe, les Montréalais ne sauraient pas trop quoi faire, mais cela ne préoccupe pas l'administration

Alors que dans les villes de Toronto et de Vancouver, les plans de mesures d'urgence applicables en cas de catastrophe sont connus de la population et ont même fait l'objet de débats au conseil municipal, celui de la ville de Montréal est secret et le restera tant que l'administration Drapeau-Lamarre le jugera bon.

**Gilles Pilon**  
C'est en effet ce qui ressort des propos qu'a

tenus hier le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, alors qu'il refusait encore

une fois de rendre public le fameux plan de mesures d'urgence de la Ville de Montréal.

M. Lamarre qui répondait aux questions du conseiller du RCM, M. Michael Fainstat, dans le cadre du débat sur le budget, a encore une fois rejeté la possibilité de rendre public ce fameux plan, déclarant que le plan de mesures d'urgence de la Ville de Montréal «ne gagnerait rien à être rendu public».

M. Lamarre a ajouté que le dit plan avait été fait de façon très sérieuse par les personnes compétentes et qu'une simulation de catastrophe serait tenue en 1982 pour en vérifier l'efficacité.

Le conseiller du

RCM n'a pas été satisfait par la réponse de M. Lamarre et en exhibant les plans de mesures d'urgence des deux villes, il a déclaré: «En tant que conseiller de Montréal, je saurais exactement quoi faire s'il survenait une catastrophe à Vancouver ou à Toronto, mais s'il survenait la même catastrophe à Montréal, je ne saurais pas du tout ce qu'il faudrait faire.»

Selon M. Fainstat, il est très important que la population sache exactement ce qu'elle doit faire en cas de catastrophe, que ce soit en ce qui a trait aux mesures d'évacuation ou encore en ce qui a trait aux personnes-ressources à contacter dans pareil cas.

Devant le peu d'intérêt que manifestait M. Lamarre à ce sujet, le conseiller du RCM a décidé de déposer les deux documents, non pas au conseil municipal, mais à la galerie de la presse. Ainsi, les journalistes pourront en prendre connaissance et informer la population sur les mesures d'urgence qui se prennent dans les autres villes. Si un jour, le Comité exécutif décide de rendre public son propre plan, les journalistes seront à même de comparer les différents plans.

# Montréal n'a pas l'intention de rendre public son plan des mesures d'urgence

■ La Ville de Montréal n'a pas l'intention de rendre public le plan des mesures d'urgence en cas de sinistre majeur et adopté récemment par le Comité exécutif.

## YVON LASERGE

Ce plan qui trace les grandes lignes d'intervention en cas de conflagrations ou incidents majeurs n'est pas, par définition, destiné au grand public, estime le président de l'exécutif, M. Yvon Lamarre, qui a également précisé qu'il sera mis à l'essai l'an prochain.

«Nous considérons avoir un plan modèle en la matière et je ne vois pas la nécessité de le rendre public», a-t-il ajouté.

Pour sa part, le conseiller du

Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), M. Michael Fainstat, croit qu'il y a lieu d'informer la population montréalaise des mesures qui seront prises advenant un sinistre.

Faisant référence aux plans des mesures d'urgence des villes de Toronto et Vancouver, le conseiller du RCM a expliqué que les administrations de ces deux villes canadiennes, en plus d'en informer la population, avaient consulté leurs contribuables avant d'en débattre.

Et devant la décision de l'administration montréalaise de ne pas publiciser son plan des mesures d'urgence, le conseiller du RCM a décidé, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre lundi soir lors du débat sur les orientations

des politiques du service du Personnel, de ne pas déposer, pour l'information du conseil, le contenu des deux plans des mesures d'urgence de Toronto et Vancouver.

M. Fainstat a plutôt choisi de confier ces plans à la Galerie de la presse de l'Hôtel de ville. «Je les remettrai à l'administration lorsque cette dernière me remettra le sien. Je me dois de constater qu'en tant que conseiller montréalais il m'est plus facile obtenir les plans de mesures d'urgence d'autres villes.»

...et de conclure pour sa part le président du Comité exécutif, si le conseiller Fainstat ne les rend pas publics, je ferai comme lui et demanderai à ces deux administrations municipales de me les faire parvenir.



Michael Fainstat, du RCM, croit que la population doit être au courant des mesures d'urgence advenant un sinistre.



# Le règlement sur l'aménagement du centre-ville se fait attendre

par Alain Duhamel

Plus d'un an après avoir déposé son rapport sur l'aménagement du centre-ville de Montréal, le Service d'urbanisme de la Ville demeure toujours en attente d'une convocation du comité exécutif pour l'acheminer vers la préparation d'un règlement municipal.

Promis pour l'année 1981, le règlement municipal portant l'aménagement du centre-ville n'est plus inscrit au plan d'action du Service d'urbanisme pour l'année 1982 déposé hier au Conseil municipal à l'occasion de l'étude du budget de ce service. «Je n'ai prévu au plan d'action de l'année prochaine, a dit M. Aimé Desautels, directeur du Service d'urbanisme, que les choses que je peux réaliser et pour lesquelles j'ai la conviction qu'elles se réaliseront en 1982».

M. Desautels répondait alors aux questions du conseiller Michael Fainstat, du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), lequel s'inquiétait de l'absence de plusieurs grands dossiers au programme du Service d'urbanisme l'an prochain.

Depuis l'automne 1980, le comité exécutif de Montréal a en mains le rapport du Service d'urbanisme. Ce rapport a été transmis à plusieurs services municipaux pour analyse et commentaire. Les directeurs des services ont demandé des délais supplémentaires et, semble-t-il, ont fait tenir au cours de l'année, avec quelques mois de retard, leur avis au secrétariat administratif. M. Desautels a indiqué que ces rapports ne lui sont pas parvenus, pas plus d'ailleurs que les rapports que le comité exécutif a pu commander à des experts hors de l'administration municipale.

En juillet dernier, le comité exécutif a commandé auprès d'un professeur de l'Université McGill une étude sur certains aspects économiques de l'aména-

ment du centre-ville et du quartier ancien de Montréal. Interrogé à ce sujet, le directeur du Service d'urbanisme ignorait l'initiative du comité exécutif.

Aussi longtemps qu'il ignorera les intentions et les instructions du comité exécutif, le directeur du Service d'urbanisme ne se croit pas en mesure d'entreprendre une phase de consultation publique qu'il souhaiterait articuler, ni de publier une série de documents d'information à ce sujet comme il se proposait de le faire cette année.

M. Fainstat a aussi noté que le plan d'aménagement du quartier chinois avait été confié à la Commission d'initiative et de développement économique de Montréal (CIDEM) plutôt qu'au Service de l'urbanisme. Dans le premier cas, le Service de l'urbanisme a estimé qu'il avait trop de travail et l'a confié à la CIDEM tandis que dans le second cas, compte tenu du caractère essentiellement industriel et commercial du secteur, le comité exécutif a jugé plus approprié d'en saisir la CIDEM.

Par ailleurs, le directeur du Service d'urbanisme a trouvé des sources d'encouragement dans le fait que l'Hydro-Québec ait renoncé à construire son siège social sur un terrain situé immédiatement au nord de la Place des Arts. Quelques semaines avant le référendum de mai 1980, l'Hydro-Québec annonçait son intention de construire son siège social à Montréal en bordure de la rue Sherbrooke sur un terrain occupé en partie par l'ancienne Ecole technique et par l'église Saint-Jean L'Évangéliste. Le Service de l'urbanisme de la ville de Montréal s'était opposé à ce choix bien que l'administration municipale n'ait pas voulu faire obstacle au projet.

Depuis, M. Desautels a appris que l'Hydro-Québec, sur la foi de rapports d'urbanistes dans le secteur privé, en était venue à des conclusions semblables aux siennes et recherchait un autre site

parmi une demi-douzaine que le Service de l'urbanisme lui a suggérées. «Cela remonte notre moyenne au bâton», a commenté M. Desautels.

Au plan d'action du Service d'urbanisme pour l'année 1982 figure la révision complète des règlements de zonage de Montréal. Le Service de l'urbanisme a pris la direction d'un groupe de travail dont la préoccupation se porte particulièrement sur toute la réglementation touchant l'habitation. Deux autres groupes de travail de l'administration municipale auxquels le Service d'urbanisme participe ont pour mission de revoir toute la réglementation touchant le commerce et de préparer un code du commerce à Montréal.

Le Service d'urbanisme a également terminé la révision des règlements de zonage dans le quartier Rivière-des-Prairies où le développement urbain s'est considérablement accru depuis deux ans. Son rapport devrait parvenir au comité exécutif dans quelques semaines pour être ensuite soumis, en 1982 espère-t-on, au Conseil municipal.

D'autre part, l'administration municipale n'a pas l'intention de publier son plan des mesures d'urgence comme le lui demande avec insistance le conseiller Fainstat. «Je ne vois pas ce que notre plan gagnerait à être publié», a dit le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre. «Nous croyons qu'il est efficace. Nous avons même l'intention en 1982 de tenter une expérience de simulation.»

M. Fainstat ne s'explique pas le refus de l'administration municipale puisque, sur demande, il a pu obtenir le plan des mesures d'urgence des villes de Toronto et de Vancouver. Le conseiller du RCM a déposé ces documents à la galerie de la presse de l'hôtel de ville et ne le remettra à l'administration municipale que lorsqu'elle publiera le plan montréalais des mesures d'urgence.



# Montreal council to hear motion on nuclear arms

Nuclear disarmament will be on Montreal city council's agenda today.

Civic Party councillor Abraham Cohen is to propose a motion that Montreal join 79 municipal councils in the country which have endorsed the concept of a global referendum on disarmament.

Cohen's motion is being made on behalf of Operation Dismantle, a four-year-old, 1,300-member organization based in Ottawa. The group is asking municipal councils to urge the

federal government to propose a global referendum — an idea born in Canada — to the United Nations.

Cohen says "disarmament is something I believe in very strongly," but his motion is considered likely to run into opposition from Mayor Jean Drapeau, who could rule it out of order.

Cohen would need the backing of four other councillors to appeal such a ruling.

Cohen can count on support from party colleague John Parker, who is to second his mo-

tion, and opposition councillors Michael Fainstat and Nick Auf der Maur.

But he would need a third Civic Party supporter to appeal an "out of order" ruling to a vote. And that's where the difficulty lies.

"I don't know whether I can get the support," said Cohen.

James Stark, president of Operation Dismantle, wants Montreal's support.

Stark, a psychologist, says between seven and 10 nuclear bombs are made every day in the world, each with an average power of 20 Hiroshima bombs.

The destructive power of all nuclear weapons in the world is equal to 1.3 million Hiroshimas, Stark said, enough to blow up the world 30 times.

"This is the insanity, the profundity of the situation," said Stark. "It's total, it's utter."

"Given the consistent failure of national governments over the last 35 years to address the disarmament question, I think Drapeau should look at an exception here."

## Nuclear disarmament isn't the city's business mayor tells councillors

Montreal Mayor Jean Drapeau yesterday shot down a motion endorsing the principle of a world referendum on nuclear disarmament.

"I see no article in the City of Montreal charter that would permit discussion of disarmament," Drapeau told a city council meeting as he ruled the motion out of order.

"Disarmament has nothing to do with the administration of the city."

The motion was introduced by councillor Abraham Cohen, of Drapeau's own Civic Party, on behalf of Operation Dismantle, a 1,300-member anti-nuclear organization based in Ottawa.

The group is seeking support at the municipal level in hopes of persuading the federal government to propose a world referendum at the United Nations.

Similar motions have been endorsed by 80 municipal councils across Canada, representing a total population of 4.7 million.

"I don't know how other cities operate," Drapeau said. "But I know the federal government, not the municipal administration, was elected to discuss the issue of disarmament."

He agreed that a world referendum was a worthy idea.

"But there are many worthy ideas — the battle against disease, for example. But city council cannot be a forum for discussion of every good idea that comes along."

Cohen's motion was seconded by Civic Party councillor John Parker and supported by opposition councillors Michael Fainstat of the Montreal Citizens Movement and Nick Auf der Maur of the Municipal Action Group.

Fainstat said he was appalled that Drapeau, after all his efforts to "put Montreal on the map," was not more intent on keeping it there.

## Pas de discussion sur le désarmement nucléaire au conseil, tranche Drapeau

■ Finalement, c'est le maire et président du conseil municipal, Me Jean Drapeau, qui a eu le dernier mot: le désarmement nucléaire n'est pas de juridiction municipale, rien n'étant prévu en la matière à la charte de la Ville de Montréal.

### YVON LABERGE

C'est un jugement sans appel qu'a rendu le maire-président en rejetant une motion présentée par le conseiller Abraham Cohen et appuyé par John Parker — tous deux conseillers du Parti civique du maire Drapeau — qui demandaient l'appui du conseil pour que le gouvernement canadien prie l'Assemblée générale des Nations unies de tenir un référendum mondial sur le désarmement.

De leur motion, retenons que les conseillers exposaient que les 54 conseillers de la Ville de Montréal ont pour mission de veiller au bonheur et au bien-être de toute la population et qu'il serait donc dans l'intérêt de cette population qu'ils représentent qu'une voix s'élève pour exprimer toute l'inquiétude que provoque chez ces citoyens le danger très réel d'un holocauste nucléaire.

Le maire Jean Drapeau, faisant référence à la charte de la Ville, a justement rappelé que la juridiction du conseil se limite aux intérêts des Montréalais et à la réglementation qui en découle. «Le désarmement est un sujet sympathique... mais vous admettez avec moi qu'il y en a bien d'autres... Le conseil n'est pas un forum où on discute des sujets sympathiques. Je ne peux permettre la discussion là-dessus, parce que pas de juridiction du conseil», a tranché le maire.

...Mais il y eut quand même discussion.

Ainsi, a rappelé le conseiller Michael Fainstat du RCM, quand le maire de Montréal prend la parole pour discuter de ses projets de relier Mirabel à New York par liaison ferroviaire rapide ou pour défendre le dossier du port de Montréal, deux sujets qui sont pourtant de ressort fédéral donc non prévus à la charte de la Ville, le maire s'exprime ainsi pour le bien-être des Montréalais. «Or, a dit M. Fainstat, c'est justement pour l'intérêt des Montréalais que cette motion est présentée.»

Quant au conseiller Abraham Cohen, s'il n'y a rien qui prévoit l'adoption d'une telle motion c'est donc qu'il n'y a rien qui s'y oppose. «C'est un souhait que nous demandons au conseil d'approuver et que ce message soit par la suite expédié au premier ministre de ce pays», a dit essentiellement le conseiller du Parti civique.

### L'incinérateur

Par ailleurs, l'administration espère être en mesure, dès l'automne prochain, d'alimenter des entreprises voisines de l'incinérateur Des Carrières en vapeur via un réseau de distribution qui sera aménagé au cours de la prochaine année.

Le conseil a voté la somme de \$2.8 millions pour l'achat de conduits en acier inoxydable.

L'opposition des conseillers du RCM et du GAM n'en était pas une reliée à la vente de la vapeur, mais sur les modalités d'achat des tuyaux en acier inoxydable.

NEWS ITEM:  
NUCLEAR  
DISARMAMENT  
ISN'T THE CITY'S  
BUSINESS MAYOR  
TELLS COUNCILLORS



Sunday Express, December 27, 1981



## Hits city hall 'complacency' over nuclear fear

The Dec. 21 presentation at Montreal City Council of a motion concerning a global referendum on disarmament was both more moving and more appalling than newspaper accounts would indicate.

Presented by a member of the mayor's own Civic Party, the motion was dramatically excoriated from the agenda before it could be voted on. One wonders why.

All that was being asked of the city was a gesture of good will. Montreal would simply add its name to a list of 80 other Canadian municipalities, including Ottawa, that support the idea and are asking the federal govern-

ment to convey their support to the United Nations. In these precarious push-button times, what have we got to lose?

However, after much thumbing of the voluminous city charter, the mayor succeeded in ruling the motion "outside the jurisdiction" of the city and hence out of order.

The city has set an appalling example for all of us: to remain complacent, to pass the buck elsewhere, to abdicate responsibility for whatever result, however horrifying.

What sort of realistic hope is there for the more noble of human ideas to have effect if our leaders have not

the courage to endorse them? What sort of human dignity do we have in abdicating responsibility?

I found your Dec. 23 editorial on this subject, entitled "Worthy goal, wrong means," superficial. The logistics of a global referendum are not the important point. It is the idea that is enormous — to focus global consciousness on humanity's will not to be annihilated, but to survive.

The editorial says that "more practical, sensible expedients" should be tried, but it fails to suggest any.

ANN GAMINA  
Montreal

**'If one can light up a small flame to brighten the darkness'**

## **Councillor Parker supported on disarmament stand by residents**

"If one can light a small flame to brighten the darkness, one should do so."

And thus, City Councillor John Parker, agreed to second a motion presented by another city councillor from the Snowdon area, in respects to nuclear disarmament.

The motion was presented on December 11, by Councillor Abraham Cohen, who sought Parker's endorsement of his proposal. At first, as Parker said, he was reluctant to second the motion, but not because he was not in accord with the thought. He was.

But, as a councillor on a municipal council, he wondered if the idea of holding a worldwide re-

ferendum on nuclear disarmament was, in fact, a civic concern. He had doubts as he read over Cohen's motion as to whether a motion of this kind had any bearing on civic affairs.

But then he read an extract on nuclear war which outlines the fact that the United States had 4,000 strategic nuclear weapons in 1970, while today it has 10,000 deliverable such weapons. And, as well, the U.S.S.R., in 1970, had 1,800 as compared to the 6,000 it has today.

Then he further read part of a speech made by Admiral Gene R. La Rocque, director of the Center for Defense Information in Washington, D.C., in

June of last year.

In part, La Rocque said the following:

"My own experience as a career naval officer led me to the conclusion that if nuclear weapons are used in the next war, and there will be more wars, the devastation and deaths will destroy civilization in the northern half of our planet and bring hunger and disease to Asia, Africa and Latin America. If we continue on the course we are headed, the next war will be a nuclear war a very likely the last one humans will ever fight. It will be the ultimate irony if our own technological genius is the cause of our own destruction..."

As Cohen's motion stipulated, the City of Montreal is endowed with parks, universities and scientific research centers and an unsurpassed urban inventory and all represent centuries of work, sacrifice and labor of many generations of Montrealers and that the city, like other major ones in North America, is threatened by nuclear arms possessed by two super powers.

As a result, Cohen's motion, sought to introduce a resolution that the city endorse the concept of

a global referendum on disarmament and that the Executive Committee write to the Prime Minister requesting that Canada propose a worldwide referendum on disarmament to the general assembly of the United Nations. Parker, as concerned with the thought of nuclear weapons, and their build-up, decided to endorse

Cohen's motion, and said that if he could serve as an instrumental figure in lighting up a small flame to lighten up the darkness, he would. And thus, seconded the motion.

He was joined by another local city council member, Michael Fainstat.

But, as anticipated, the motion was ruled "out of order" at the December sitting, because it went beyond the realm of municipal endeavors.

Nevertheless, as Councillor Parker told The Monitor, Mayor Jean Drapeau, who ruled the motion out of order, was one of the first to write to him expressing his agreement with the idea behind the motion.

## 'Drapeau missed chance to protect Montrealers'

I sat in the gallery of the Montreal City Council chamber Dec. 21 and witnessed a most disappointing event. Jean Drapeau, our dynamic and energetic mayor, someone who many Montrealers have thought of as a man of vision where his city is concerned, turned down the opportunity to help protect his citizens from the threat of nuclear attack.

Montreal is targeted for one or more nuclear weapons in the event of an all-out nuclear war by the superpowers. Canada makes direct contributions to the defensive and offensive capabilities of the North Atlantic Treaty Organization. Also, Montreal has vital aerospace, telecommunications, petroleum, and distilling industries, and a major port.

"Every attempt to enhance our security by escalating the arms race has inexorably diminished that security," noted the Union of Concerned Scientists on Nov. 11. "The probability of nuclear annihilation is increasing wherever one lives — in the United States, Soviet Union, Western Europe, Middle East — everywhere. It will be far greater in a decade if we stay on this course. The nuclear arms race is the road to nuclear war."

There is no possible medical response, no effective civil defence. Any evacuation plan has to make at least two rather shaky assumptions:

that there will be a warning period and a place to which to evacuate. The only thing the federal government can realistically do to protect its citizens is to work for prevention. To date its record hasn't been notable.

Is there anything then that we Montrealers can do? The mobilization of public opinion is believed by many to be the key.

City council has a deep responsibility to make the citizens of Montreal aware of the chances for survival from a nuclear war and to do what it can for the prevention of this holocaust.

Some 80 Canadian municipalities representing almost five million Canadians have considered the endorsement of a global referendum on balanced disarmament to be a sensible, helpful and realistic move towards insuring their security. It is designed to urge the federal government to take the world vote proposal to the United Nations.

The modest request that we make of our city council is that it endorse such a resolution and write letters to the federal government to this effect. In view of the gravity of the issues, we of Operation Dismantle believe it is the least we can expect of our municipal government.

INGRID SROLOVITZ  
Montreal

## Montréal ne désarme pas

La présentation au conseil de ville de Montréal, d'une motion au sujet d'un référendum mondial sur le désarmement, a été beaucoup plus touchante et étonnante que les journaux ne l'ont rapporté.

Présentée par un conseiller du Parti civique du maire Drapeau, la motion a été dramatiquement rayée de l'ordre du jour avant même que l'on ne puisse procéder au vote. Et l'on se demande pourquoi!

Tout ce que nous voulions de la Ville, c'était un geste de bonne volonté: Montréal n'avait qu'à ajouter son nom à la liste de 80 municipalités canadiennes, y compris Ottawa, qui appuient ce référendum et qui demandent au gouvernement fédéral qu'il prie l'Assemblée générale des Nations unies de tenir un tel référendum.

Qu'avons-nous à perdre, par un temps incertain de pressions?

Toutefois, après avoir longuement feuilleté la volumineuse charte de la Ville, le maire déclara que la motion échappait à la juridiction municipale et la rejeta.

Faire montre de suffisance, laisser tomber ses responsabilités même si les résultats risquent d'être horribles, voilà un bel exemple de légèreté et d'inconscience de la part de notre administration municipale.

Est-il possible d'entrevoir la plus petite lueur d'espoir pour un monde noble et humanitaire si nos chefs n'ont même pas le courage d'appuyer cet idéal? Comment pourrions-nous garder la moindre dignité si nous refusons toute responsabilité?

La survie de notre planète ne doit-elle pas transcender la charte de la ville!

**Ann GAMINA**  
Montréal



# Drapeau was off base blocking anti-nuclear resolution

By DOROTHY ROSENBERG

The recent Montreal City Council fiasco on nuclear disarmament, in which Mayor Jean Drapeau refused to endorse a world-wide referendum on nuclear disarmament, has raised a number of important issues besides the lack of democracy at City Hall.

As recent polls show, the majority of people in the Western world believe that nuclear war is inevitable. In England, Western Europe and Romania, the massive anti-war demonstrations are evidence of the concern of those people about missiles being located in or near their communities, thus making them targets for attack. Many of those cities and towns are beginning to declare themselves "nuclear weapons free zones."

In Canada and the United States, we have seen the rising interest in peace and disarmament issues from scientists, physicians and other health professionals, educators, and religious leaders as well as the more familiar disarmament groups such as Project Ploughshares, Voice of Women, Development and Peace, and Operation Dismantle.

Fortunately, not all politicians in this country and others push aside the arms race as does Mayor Drapeau. Not only have the city of Ottawa and 80 other municipalities endorsed programs dealing with resolutions on disarmament, but some have taken an active role in promoting peace education in their schools and in the community.

In Massachusetts, the city council of Cambridge has set a remarkable example by publishing and distributing to every home a booklet entitled *Cambridge and Nuclear Weapons: Is there a Place to Hide?* In the introduction, the mayor and city officials explain that after a hearing on the effects of nuclear war, they felt a sense of disbelief, despair and anger. They then concluded that it was their responsibility to make the citizens aware, as they had been made aware, of the chances of surviving a nuclear war.

The publication describes what would happen to the city and its inhabitants, tells people what they can do to get involved, and lists the

## DIALOGUE A column of opinion and commentary open to readers

• Dorothy Rosenberg is a film consultant and disarmament educator.

names and addresses of agencies, politicians, and peace organizations in the area. It directed the civil defence department to "conduct a program through all the media urging the citizens of Massachusetts to communicate to their representatives in Congress and the legislature the necessity of continuing arms negotiations."

The school committee also established a curriculum to support understanding of the history, scientific background, economics and politics of waging peace in the nuclear age.

It should be noted that Cambridge is the home of Harvard University and the Massachusetts Institute of Technology. It is perhaps no coincidence that its well-informed citizens and politicians are so concerned. By way of example, they are showing the rest of the world that these are issues that do concern people where they live and work.

Decisions about war and peace may be made at national levels, but people will be directly and immediately affected in their municipalities and suburbs. Several U.S. mayors such as Richard Hatcher of Gary, Ind., travel throughout the United States emphasizing the need for public pressure at all levels of government.

The late Albert Einstein said, "From the halls of science to the village square we must carry the message. The splitting of the atom has changed everything save man's mode of thinking, hence we drift toward unparalleled catastrophe."

Canadian Members of Parliament frequently say that they hear criticism about the budget, inflation and the constitution, but comparatively little on foreign policy in terms of the escalating arms race and Canada's role in it.

Although it is not well known, there exists among them a group, Politicians for Peace, formally known as Canadian Parliamentarians for World Order, affiliated with the larger international body of Parliamentarians for World Order, whose chairman is Doug Roche of Edmonton South.

Parliamentarians for World Order is now a network of more than 550 legislators in 21 countries who share the goal of world peace through law. They are trying to raise this point in their own national parliaments and to develop the role of parliamentarians at the United Nations.

*The Politics of Human Survival*, a report on their first parliamentary forum held at the UN, deserves special attention as it asks important questions of politicians themselves. It presses them to act on the issues of the massive buildup of nuclear arsenals and conventional weapons, depletion of resources and the upsurge of violence, terrorism and poverty which are making the 1980s the most dangerous decade that the human community has ever known.

This group is now focussing on the second UN special session on disarmament taking place in New York June 7 to July 9. It is expected that more than a million extra people will converge on New York for it, including a delegation of 1,000 Japanese and other Asians. There will be a huge peace rally June 14, where they and many others will march and demonstrate for bilateral disarmament.

Many peace education campaigns aimed at influencing foreign policy are under way in this country, among them Project Ploughshares. Operation Dismantle proposes that Canada take to the first special session on disarmament the idea of a global referendum on disarmament, supported by 117 MP's from all three parties.

In seeking endorsement, whether from city councils, provincial or federal representatives, the very act of pursuing these goals helps the educational process along. At the least they will be forced to ponder the questions at hand; at the most they may take action. Isn't that what democracy should be all about?

Daniel Ellsberg, whose theft and unveiling of the *Pentagon Papers* in 1971 forced public reexamination of the U.S. role in Vietnam, likens the buildup of the arms race to the arrival of the shipments of cyanide in Jamestown, Guyana, before November, 1979, the fateful time of the mass suicide of the followers of the Reverend Jim Jones.

They were told, "Trust me, this time it's only a drill, I will decide." Those European demonstrations, Ellsberg feels, are telling the leaders of the present military escalation what the mothers and fathers at Jonestown waited too long to say, what they should have said from the start: "No! Not our children, we won't be part of this."

If Mayor Drapeau won't let this be discussed at City Council, perhaps the residents of Montreal should let him know their objections.

# Les pompiers refusent de se plier aux examens médicaux

■ Dénonçant l'initiative comme une atteinte à leur liberté et une violation de leur convention de travail, les pompiers de Montréal refusent systématiquement de se soumettre aux examens médicaux que leur imposent les autorités du service.

Depuis une semaine, plus d'une vingtaine d'entre eux ont tourné les talons en arrivant à la porte du médecin choisi par la Ville. Il en sera ainsi, selon le président de l'Association des pompiers de Montréal, Jean l'Abbé, tant que toutes les facettes de cet important dossier n'auront pas été clairement définies avec les parties en cause.

Cette initiative du service des incendies de Montréal de réévaluer l'état physique de ses hommes fait suite à une enquête de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST). Le syndicat, qui craint que la Ville ne profite de l'occasion pour réduire à nouveau son personnel de sapeurs-pompiers, a deman-

dé à la CSST de revenir sur cette décision. Son appel sera entendu le 7 mai prochain.

«La CSST a outrepassé sa juridiction, puisque l'imposition d'un tel examen médical n'est qu'une des nombreuses mesures prescrites dans le cadre d'un programme d'ensemble de santé et de sécurité au travail», est d'avis M. l'Abbé, d'autant plus, selon lui, que l'article 113 de la loi sur la santé et la sécurité au travail n'est pas encore en force.

Le syndicat a par ailleurs porté devant le tribunal du Travail cette décision de forcer les pompiers à subir des tests médicaux. Celle-ci, à ses dires, contrevient à la convention collective de ses membres. «La direction du service est en droit d'exiger un examen médical d'un pompier pour deux raisons seulement: pour déterminer si l'absence du travailleur est motivée ou encore pour juger de la date possible de son retour au travail...», a expliqué M. l'Abbé.

## **UNE RUSE DE LA VILLE CONTRE LES POMPIERS?**

Craignant de voir diminuer leurs effectifs, les pompiers de Montréal ont sonné le mot d'ordre à un mouvement de désobéissance à une directive de l'administration municipale exigeant qu'ils se soumettent à des examens médicaux.

Ainsi, les pompiers, selon Radio-Canada, estiment que le but réel de la Ville de Montréal, par le biais de ces examens médicaux, est de faire de nouvelles mises à pied chez les sapeurs de la métropole qui se disent déjà en nombre insuffisant.



# Anti-nukers fear for city

By DAVID LAKE

If a one-megaton nuclear missile exploded over the heart of Montreal, there would be total destruction from the Olympic Stadium to Angrignon Park, from the Metropolitan to the South Shore, according to Dr. Donald Bates, a member of International Physicians for the Preven-

**'A nuclear bomb has no territorial limits.'**

tion of Nuclear War.

Operation Dismantle, a Canadian organization trying to halt the possibility of scenarios like the one above and the \$550 billion-a-year arms race via a world referendum, recently opened a branch in Montreal.

Councils of 80 Canadian municipalities — including Toronto, Ottawa, Edmonton and Vancouver — have endorsed Operation Dismantle. The councils of Toronto (to the chagrin of Mayor Eggleton), Ottawa and 30 other cities have decided to include a ballot on disarmament in upcoming municipal elections.

In Montreal, Mayor Drapeau refused to let city council vote on endorsing a world disarmament referendum because there is nothing

in the city's charter relating to nuclear war and weapons. Drapeau believes endorsement of Operation Dismantle would lead to other motions of support and there would be no end to it.

"Drapeau's decision is bad for the city's good name," says Ingrid Srolowitz, head of the Montreal branch. "Though many Civic Party members felt support for Operation Dismantle important, they are a bunch of sheep and afraid to say 'boo' to the mayor."

To put pressure on Drapeau, Operation Dismantle plans to get municipalities surrounding Montreal to support the resolution. The group also expects to garner support from the Civic Party's opposition.

One Civic Party councillor, Abraham Cohen, an anti-nuclear war movement supporter, did go against Drapeau's whim and fought for the endorsement. "A nuclear bomb has no territorial limits," says Cohen. "It doesn't come flying over Montreal and decide not to land because the city has no jurisdiction to receive it."

In the last five years, Operation Dismantle has gained the support of 129 members of Parliament (all the NDP, 50 Liberals and 44 Conservatives). The United Nations has assured sponsorship of the referendum proposal if a member country forwards the motion.

External Affairs Minister Mark MacGuigan has stated Canada would not forward the motion for a world disarmament referendum. Jim Stark, national president of Operation Dismantle, hopes Canada will change its mind, but has been lobbying several other

countries — two of which look promising.

In the referendum plan, each national government is responsible for holding the ballot. The cost of a worldwide vote should be around \$800 million — half the cost of a Trident nuclear submarine.

Operation Dismantle is also one of many groups involved in The Montreal Coalition on Disarmament — a temporary group set up to get Montrealers to a massive disarmament rally in New York City, June 12th.

The New York rally is expected to attract hundreds of thousands of people, including visitors from Japan and Europe. What will be North America's largest anti-nuke rally is timed to coincide with the United Nations second special session on disarmament (June 11 to July 9). A round-trip ticket on a Coalition bus costs \$35 and accommodations can be arranged — for more info call 392-3008.

## La flamme olympique reviendra à Montréal

■ Pour la première fois, la flamme olympique a quitté le Mont Olympe, en Grèce, pour une autre raison que les Jeux, et elle arrivera à Montréal le 3 juin, en route pour New York. Cette sortie du symbole de paix - dans la Grèce antique, toutes les guerres cessaient durant les Jeux - se déroule dans le cadre

### JEAN-PAUL SOULIE

de l'ouverture de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui se tiendra à New York du 7 juin au 9 juillet prochain.

Portée par le coureur de 400 mètres Grec Nikos Regoukos, la flamme arrivera à Mirabel le 3 juin. Le lendemain, le Maire de Montréal, M. Jean Drapeau, or-

ganise une réception à l'Hotel de Ville pour la délégation grecque et les représentants des organisateurs.

Les principales activités de l'étape canadienne du voyage de la flamme olympique auront lieu le 5 juin. A partir de 6 heures du matin, des centaines de jeunes et plusieurs marathoniens de marque transporteront la flamme de Mirabel au Stade Olympique où elle sera accueillie par le député de Maisonneuve, Madame Louise Arel, et le président du Marathon international de Montréal, M. Serge Arsenault. Elle sera ensuite transportée au Carré Dominion, d'où, à partir de 14 heures, elle prendra la tête de la grande Marche pour la Paix par les rues Dorchester, Drummond, Sherbrooke et Jeanne Mance, pour se terminer par une cérémonie sur la terrasse de la Place des Arts.

# La flamme olympique s'en vient

**(PC) — La flamme olympique, quittant pour la première fois la Grèce sauf pour les Olympiades, est attendue à Montréal le 3 juin, en route pour New York où elle marquera l'ouverture de la session de l'Organisation des nations unies sur le désarmement le 7 juin.**

Les détails de l'itinéraire de la «flamme de la paix» ont été dévoilés hier, en conférence de presse, par l'Association des travailleurs grecs de Montréal.

C'est le champion des 400 mètres de Grèce, Nikos Regoukos, qui a transporté la flamme olympique du mont Olympe à Athènes le 16 mai, après quoi elle est passée en Yougoslavie, en France, en Italie, en Espagne et au Portugal. Regoukos est attendu à 16h40 le 3 juin à l'aéroport de Mirabel avec la flamme.

Le lendemain, la mairie de Montréal recevra la délégation grecque ainsi que les représentants des organismes qui parrainent la marche pour la paix, notamment le général Francesco da Costa Gomez, ex-président du Portugal, MM. Abdoulayah Diallo, ministre du Conseil présidentiel de la Guinée, et Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix.

## **Au stade**

La flamme de la paix quittera Mirabel le 5 juin à 6h du matin, accompagnée par des centaines de jeunes et des marathoniens de marque, pour se rendre au Stade olympique où elle sera accueillie par la députée de Maisonneuve à l'Assemblée nationale, Mme Louise Harel, et le président du Marathon international, de Montréal, M. Serge Arsenault, à midi.



**La "Flamme de la paix" à Montréal**

• En appui à l'action des Nations unies en faveur du désarmement, une vingtaine d'organismes québécois recevront la "Flamme de la paix" à Montréal vendredi et samedi. Acheminée depuis Olympe, en Grèce, cette flamme aura traversé plus d'une dizaine de pays d'Europe avant d'arriver à Montréal, dernier arrêt dans ce périple qui aboutira à New York au moment de l'ouverture de la Session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement le 7 juin. Plusieurs centaines de coureurs achemineront le flambeau de l'aéroport de Mirabel au Stade olympique et au carré Dominion, à la Place des Arts, etc.



# La flamme olympique revient à Montréal samedi, symbole d'un mouvement mondial anti-nucléaire

par André Tardif

Près de six ans après un premier séjour dans la métropole, la flamme olympique, cette fois au service de la paix, revient à Montréal samedi (5 juin) prochain, dans le cadre d'un vaste mouvement mondial pour l'abolition des armes

nucléaires.

La flamme sera en effet le point de ralliement d'une Marche pour la paix visant à alerter l'opinion publique aux dangers d'une guerre nucléaire et sensibiliser les gouvernements canadien et québécois en faveur de l'abolition des armes nucléaires, ainsi

que de l'arrêt des essais de missiles de croisière et de la course aux armements.

C'est la première fois que la flamme olympique quitte la Grèce en dehors du cadre des jeux olympiques. Son point final d'arrivée sera New York, où une gigantesque manifestation est prévue pour le 12 juin, à l'occasion de la session extraordinaire que les Nations unies y tiendront sur le désarmement, du 7 juin au 9 juillet.

«L'idée d'utiliser la flamme olympique en faveur de la paix revient au Comité grec de la paix. Or, nous avons obtenu, à peu de frais, que la dé-

légation grecque s'amène quelques jours plus tôt que prévu et s'arrête ici», a confié au DEVOIR M. Édouard Sloan, porte-parole du Conseil québécois de la paix, l'un des organismes impliqués dans la grande manifestation.

Portée par Nikos Regoukos, un athlète de la Grèce, la flamme, qui a quitté son pays d'origine le 16 mai dernier à la faveur d'un ralliement qui a regroupé 100.000 pacifistes au Stade olympique d'Athènes, aura parcouru cinq pays avant son arrivée à l'aéroport international de Mirabel jeudi (3 juin).

Une vigile a alors été prévue

jusqu'à samedi matin, laquelle comprend une réception par le maire Jean Drapeau à l'hôtel de ville, vendredi à 15h, pour la délégation grecque (6 personnes) ainsi que les représentants des organismes québécois parrainant les activités.

Dès 6h samedi matin, des centaines de jeunes et de marathoniens transporteront la flamme de Mirabel, en passant par plusieurs municipalités ainsi qu'en empruntant plusieurs rues de la métropole, jusqu'au Stade olympique où elle sera accueillie à midi par le président du Marathon international de Mon-

tréal, M. Serge Arsenault, et le député de Maisonneuve, Mme Louise Harel.

Du stade, la flamme sera transportée jusqu'au carré Dominion où elle précédera la grande Marche de la paix, à 14h, laquelle se terminera par un rassemblement sur la terrasse de la Place des Arts. Plusieurs personnalités seront alors présentes, dont le général Francesco da Costa Gomez, ex-président du Portugal, et Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix, ainsi que Mme Rachel Robinson, veuve de l'ancienne vedette de baseball Jackie Robinson.

Un programme culturel suivra avec la participation de

plusieurs artistes, y compris la chanteuse grecque Maria Farantouri.

M. Sloan précise que la flamme se rendra ensuite à New York où, durant toute la semaine précédant le 12 juin, des milliers d'enfants la porteront par les rues de la grande métropole américaine.

«Notre marche est dans la continuité d'un mouvement irréversible qui s'étend non seulement au bloc occidental mais également à plusieurs pays de l'Est, l'Allemagne de l'Est notamment, où des manifestations en faveur d'un désarmement nucléaire se font de plus en plus nombreuses et regroupent de plus en plus de participants», dit-il.

## Olympic flame will lead city disarmament march Saturday

Almost six years after it was snuffed out amid emotional ceremonies at Olympic Stadium, the Olympic flame is coming back to Montreal, this time in the cause of nuclear disarmament.

It will head a peace march on Saturday afternoon organized by groups promoting nuclear disarmament and an end to the testing of cruise missiles over

Canadian territory.

The Olympic flame, which left Athens by runner on May 16, is on its way to New York where a major anti-nuclear demonstration is planned June 12 to coincide with a month-long United Nations special session on disarmament.

After passing through Yugoslavia, Italy, France, Spain and Portugal, the flame is to arrive at Mirabel airport in an urn with a six-man Greek delegation Thursday night, Edward Sloan of the Quebec Peace Council, one of 25 groups organizing the local march, said yesterday.

A vigil is to be mounted over the flame until about 6 a.m. Saturday when between 200 and 300 runners — including both mara-

thon competitors and children — will carry in relays a torch lit by the flame to Olympic stadium for a brief welcoming ceremony involving provincial politicians such as Louise Harel, MNA for Maisonneuve.

Runners will then carry the torch to Dominion Square for the 2 p.m. start of the peace march which is to wind up at Place des Arts. There, the torch will be turned over to New York representative Rachel Robinson, widow of the late baseball great Jackie Robinson, who will take it to New York Sunday morning.

Mayor Jean Drapeau is to receive the Greek delegation accompanying the Olympic flame at a city hall reception Friday afternoon.



Gazette, Richard Arless Jr.

## *Flame of peace arrives*

Costa Leventis, president of the Greece peace movement, carries the Olympic flame of peace at Mirabel yesterday. The

flame will be taken to Olympic Stadium tomorrow for a march beginning at noon and then to New York for a June 12 rally.



## La flamme de la paix à Montréal

■ (PC) — Après avoir été le symbole d'importants rassemblements en Europe, la flamme de la paix sera portée aujourd'hui de Mirabel au stade olympique, puis au centre-ville de Montréal, où une marche a été organisée.

De Montréal, la flamme sera acheminée dimanche vers New York, où son arrivée coïncidera avec l'ouverture de la deuxième session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations-unies, consacrée au désarmement.

Hier, le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, a reçu la délégation internationale accompagnant la flamme depuis son départ d'Olympe, en Grèce.

Les sympathisants du mouvement de la paix soutiennent qu'en affectant les \$600 milliards qui se dépensent annuellement dans le monde pour l'armement, une large part des maux économiques pourraient être résolus.





Organisateurs et participants de la marche pour la paix, prévue pour cet après-midi dans les rues de la métropole, ont été reçus hier à l'hôtel de ville par le délégué du maire Jean Drapeau, M. Claude Frenière (à g.). L'ex-président du Portugal, M. Francesco de Costa Gomez, signe ici le livre d'or, sous les yeux de Nikos Regoukos, un athlète de la Grèce qui accompagne la flamme olympique à l'occasion de la marche, et M. Édouard Sloan, président du Conseil québécois de la paix, à l'origine de cette manifestation en faveur du désarmement nucléaire. (Photo Jacques Grenier)

## La flamme olympique guidera les marcheurs de la paix à Montréal

par André Tardif

La flamme olympique, qui vient de quitter la Grèce pour la première fois en dehors du cadre des Jeux olympiques, sera le point de ralliement d'une marche pour la paix que les organisateurs souhaitent aussi imposante que possible,

aujourd'hui dans les rues de la métropole.

Arrivée à Mirabel depuis jeudi, la flamme, cette fois au service de la paix, sera portée par des coureurs jusqu'au Stade olympique où elle sera accueillie par Jacqueline Gareau et Marcel Jobin, deux des plus célèbres athlètes du

Québec. On la transportera ensuite jusqu'au carré Dominion, d'où la marche se mettra en branle, à 14 h jusqu'à la Place des arts, lieu d'un rassemblement où se produiront plusieurs artistes de plusieurs pays.

La délégation grecque qui accompagne la flamme en provenance d'Olympe, ainsi que les organisateurs de l'événement et plusieurs invités, ont été reçus hier à l'Hôtel de ville par le maire suppléant, M. Claude Frenière. Dès demain, la flamme sera portée jusqu'à New York, où une grande manifestation pour la paix est prévue le 12 juin, à l'occasion de la session extraordinaire sur le désarmement qui aura lieu aux Nations unies, du 7 juin jusqu'au 9 juillet.

M. Édouard Sloan, président du Conseil québécois de la paix, un regroupement d'organismes divers à l'origine de la marche pour la paix et le désarmement nucléaire, espérait toujours lier que Mme Rachel Robinson, veuve du célèbre joueur de baseball Jackie Robinson et pacifiste reconnue à New York, soit dans la métropole cet après-midi afin de recevoir la flamme au nom de ses concitoyens.

Un organisateur montréalais, le révérend Donald Pipe, de l'Église unie du Canada, relate, à la suite d'un récent séjour à Moscou où avait lieu un rassemblement mondial pour l'abolition des armes nucléaires, que les citoyens des pays de l'Est sont tout aussi impliqués dans le mouvement de paix que ceux des pays de l'Ouest, sinon davantage.

M. Pipe, qui est pasteur à

Hampstead, raconte que certains de ses fidèles voudraient qu'il soit moins actif dans ce vaste mouvement mondial, sous prétexte que certains des participants pourraient être des communistes.

«Mais je leur répond que l'Église leur enseigne, depuis qu'ils sont tout jeunes, à préparer l'avènement du royaume de Dieu sur la terre, et que voilà une excellente occasion pour eux d'y participer de façon active. Il faut donc faire abstraction de certaines croyances et méthodes qui pourraient nous diviser et travailler ensemble pour le bien de l'humanité. Nous n'avons d'ailleurs par le choix quant on regarde jusqu'ou peut nous mener cette folie nucléaire.»

Par ailleurs, M. Sloan tentait d'obtenir hier la participation, cet après-midi, des membres du Monde à bicyclette, qui tiennent à peu près au même moment une manifestation cycliste, depuis le parc Lafontaine, pour souligner la journée internationale cycliste.

Enfin, la Coalition québécoise pour le désarmement organise, pour demain soir au Cégep de Saint-Hyacinthe, un spectacle-bénéfice auquel participeront notamment la danseuse de réputation internationale Margie Gillis, de même que les chanteurs québécois, Alain Lamontagne, Jim Corcoran et Monique Thouin.

# Marche et jeûne pour la paix

par  
Denise Robillard

**C**ET après-midi à Montréal aura lieu à 14 h une marche pour la paix. Le cortège partira du carré Dominion pour se rendre à la terrasse de la Place des Arts. La Torche de la paix, allumée à la flamme olympique qui brûle à Olympie et qui a été précédemment accueillie à Mirabel, puis portée jusqu'au Stade olympique, précèdera ce défilé pour ensuite prendre le chemin de New York où plus de 200.000 manifestants venus des quatre coins du monde sont attendus le 12 juin.

Toutes ces manifestations sont suscitées par la tenue à New York, du 7 juin au 9 juillet de la deuxième session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement. Le but est de faire pression sur les gouvernements et d'alerter l'opinion publique en faveur de la paix et du désarmement. A Montréal, manifestations, prières, jeûne, pétition, auront lieu dans les jours qui entourent cet événement.

Demain, à 18 h aura lieu une veillée de prière interconfessionnelle et un pique-nique de la paix à la chapelle et dans les jardins qui entourent le Centre d'œcuménisme, au 2065 ouest, rue Sherbrooke. On souhaitera bon voyage aux quelque 2.500 Montréalais qui se rendront à New York par autobus. Leur départ est prévu les 10 et 11 juin. Il s'agit d'une initiative de la section montréalaise de la Coalition pour le désarmement. Renseignements: 3625, rue Aylmer, Montréal H2X 2C3, tél. (514) 392-3608 ou 937-9177.

Demain également, entre 18 h et minuit, aura lieu à l'église Saint-Antoine de Longueuil, une veillée de recueillement placée sous la présidence de l'évêque de Saint-Jean, Mgr Bernard Hubert. Les animateurs de cette veillée s'inspirent du message de paix et de joie de François d'Assise et du document sur le désarmement présenté par les évêques du Canada au Comité permanent de la Chambre des communes sur les affaires extérieures et la défense nationale.



A 21 h, il y aura célébration œcuménique dans les deux langues. A partir de 22 h, la soirée sera animée par Claude Lafortune et le notaire Pierre Tardif, de Longueuil, avec la participation des Olivette Thibault, Anne Puzé, Christiane Lamer. Le père Léo Hébert

fera un exposé sur François d'Assise et le désarmement.

Une pétition qui circule depuis quelques jours, sera remise lundi à l'ambassadeur canadien aux Nations unies, M. Gérard Pelletier. On demande que le gouvernement canadien s'engage sur la voie

du désarmement, principalement en ce qui a trait aux armes nucléaires; qu'il freine ses dépenses militaires et augmente celles qui sont consacrées au développement des peuples les plus démunis et qu'il se désolidarise des régimes militaires qui répriment

les droits de la personne. Les chrétiens sont invités à s'associer au jeûne de 24 h qui se fera aujourd'hui à travers le monde, dans un esprit de foi et d'espérance. Pour plus de renseignements sur cette activité, s'adresser à (514) 679-1100 ou 347-7533.

La caravane qui partira de Montréal en autobus les 10 et 11 juin participera, le samedi 12 juin, au grand rassemblement de New York qui se tiendra sur les deux thèmes suivants: «Cesser la production et commencer la réduction des arsenaux nucléaires; réorienter l'affectation des ressources pour répondre aux besoins humains».

Rappelons que la marche mondiale pour la paix a débuté au Japon en avril 1981 et que, depuis, des moines et des religieux bouddhistes, auxquels se sont joints de nombreux montréalais en avril dernier, marchent à destination de New York où ils doivent être rendus le 7 juin. Ils seraient un millier. Le rassemblement du 12 juin donnera lieu à une marche depuis le siège social de l'ONU jusqu'au Central Park. Il y aura représentations dramatiques dans la rue, musique, discours, kiosques d'information.

Cette session spéciale des Nations unies sur le désarmement est l'aboutissement d'années d'efforts déployés par des travailleurs de la paix, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ONU. Des représentants de 156 nations y discuteront des propositions préparées depuis la première session spéciale qui s'est tenue en 1978.

## LA FLAMME OLYMPIQUE À MONTRÉAL

# Une manifestante marche pour éviter la guerre à ses fils

La flamme olympique, symbole de paix par excellence, est arrêtée à Montréal, samedi, en route vers New York où s'ouvrira la session spéciale de l'Organisation des Nations-Unies sur le désarmement, lundi.

Des milliers de Montréalais ont marché derrière la flamme, du Square Dominion à la Place des Arts, en début d'après-midi, pour manifester en faveur de la paix.

Une manifestante, Danielle, a résumé de façon pratique la motivation de quelques marcheurs, plus que les discours des intervenants: "J'ai deux fils. Je ne veux pas les perdre dans une guerre..."

Le coureur de marathon et député de l'Assemblée nationale David Payne a porté la flamme olympique jusqu'à la tribune de la Place des Arts, "comme un devoir et un plaisir de transporter ce symbole de paix en route vers New York". Il a remis le flambeau à un coureur du conseil athlétique grec qui la rendra à New York.

Après avoir accepté la flamme olympique, "avec joie et émotion", le coureur a réclamé "la dernière année des armes

nucléaires et la fin des bases nucléaires de tous les pays".

Les intervenants qui se sont succédés à la tribune: André Morin, de la Centrale des enseignants du Québec, M. D. Gomez, ancien président du Portugal, Mario Nario pour le Salvador, Sylvio Gagnon, de la Confédération des syndicats nationaux, le révérend Donald Pipe, M. Djaló, ambassadeur itinérant de la Guinée aux Nations-Unies. Ils ont tour à tour fustigés les fabricants d'armes qui

tirent 600 milliards de dollars de leur industrie, dénoncé les injustices dans le monde, rappelé cruellement la faim et la soif de plusieurs millions de personnes dans le monde, la peur des Libanais sous les bombes, les Falklands... Tous ont invité à la paix, à la justice et à la liberté.

Le Révérend Donald Pipe a aussi invité les Montréalais présents à la marche à faire sortir leurs voisins pour de pareilles manifestations, afin que les Québécois comme les



Des Québécois de toutes origines ont marché en faveur de la paix, samedi, derrière la flamme olympique portée par le coureur David Payne, également député à l'Assemblée nationale du Québec.





Plusieurs athlètes se sont succédés pour porter le flambeau olympique jusqu'à Montréal, en route pour New York. L'ONU ouvrira une session spéciale consacrée au désarmement, demain.

Allemands, les Français, les Anglais, les résidents de Vancouver démontrent clairement que la majorité des citoyens et des peuples sont contre la guerre et pour la paix.

La flamme olympique se rendra donc à New York lundi pour l'ouverture de la session spéciale de l'Organisation des Nations-Unies, de cinq semaines, consacrée au désarmement,

dans le but d'arrêter la course aux armes nucléaires qui risque de détruire l'humanité.

Cette session accueillera plusieurs chefs du monde: Ronald Reagan des États-Unis, Margaret Thatcher d'Angleterre en guerre avec l'Argentine, Helmut Schmidt d'Allemagne, et Zenko Suzuki du Japon. Le ministre Andrei Gromeyko, de Russie, représentera

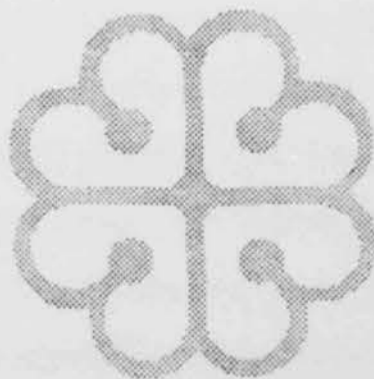
le bloc soviétique en compagnie de plusieurs ministres des Affaires étrangères de pays de l'Union.

C'est à 15 h 00 lundi que le président de l'assemblée ouvrira la session. Le président est Ismat Kittani, D'Irak, un pays en guerre avec l'Iran depuis près de deux ans.

Le premier ministre du Japon sera le pre-

mier chef d'État à prendre la parole, mercredi. Faut-il rappeler que son pays a subi une attaque nucléaire.

Cette session spéciale de l'ONU risque fort de ne pas passer inaperçue, contrairement à la première en 1978. Outre la participation des chefs d'État, des millions de personnes dans le monde ont manifesté en faveur de la paix, comme les Québécois samedi.





Un coureur venu de Grèce a ramené la flamme olympique à Montréal, mais cette fois pour la cause de la paix internationale.

**Bernard Lavoie**

Costa Leventis, un authentique coureur grec, est entré sur la piste 400 du Stade olympique, suivi d'une centaine de jeunes coureurs enthousiastes. Il tenait au bout de ses bras la flamme olympique qu'on appelait hier la flamme de la paix. Il l'a remise à Jacqueline Gareau et Marcel Jobin, des athlètes québécois de renommée internationale. Puis, Mme Louise Harel, député de Maisonneuve à l'Assemblée nationale, a vivement dénoncé le gouvernement canadien qui consacre \$7 milliards annuellement à son budget militaire et exporte pour \$700 millions d'armes, la plus forte proportion mondiale per capita.

Le comité québécois de coordination de la marche pour la paix avait réussi, hier, à réunir quelques centaines de personnes pour sensibiliser l'opinion publique sur la situation dangereuse que vit le monde: conflits, armements, pauvreté, chômage, injustices sociales, etc. Les Québécois suivaient ainsi le mouvement amorcé en Grèce par le Comité de détente et de désarmement qui a initié le long voyage de la flamme olympique de la paix en Espagne, en France, en Italie, en Yougoslavie et au Portugal.

Les manifestants se sont regroupés au Carré Dominion, au centre-ville de Mont-

## La flamme de la paix revient à Montréal

réal, pour se rendre à la Place des Arts afin d'y entendre des personnalités locales et internationales parler de paix et de désarmement. On a ensuite remis la flamme olympique de la paix à Mme Jackie Robinson, épouse du regretté grand joueur de baseball, qui la ramènera en avion à New York où elle sera présentée au secrétaire général adjoint de l'ONU, lundi matin, juste avant l'ouverture de la deuxième session extraordinaire de cet organisme sur le désarmement.

Et pendant ce temps, on continue de se battre aux îles Malouines, les Polonais vivent encore dans la

peut, on meurt de faim dans les pays en voie de développe- ment... la flamme de la paix peut toujours brûler.



Photo Le Journal - Michel MILLER

La flamme de la paix, accompagnée par une centaine de jeunes coureurs, fait son entrée dans le Stade olympique, près de six ans après les Jeux olympiques.



Photo Le Journal - Michel MILLER

Costa Leventis, un marathonien venu de Grèce, a remis la flamme olympique de la paix à Jacqueline Gareau et Marcel Jobin, deux grands athlètes québécois.

## Olympic flame leads 5,000 through rain in anti-nuke protest

It may have rained on their parade, but more than 5,000 anti-nuclear demonstrators — including babies in arms and strollers — turned out in downtown Montreal on Saturday to march for peace.

Singing and chanting, they followed the Olympic flame, which made its first reappearance in the city since the 1976 Games, to a rally at Place des Arts.

### 'It can't go on'

There, Liberal MNA for Laurier, Christos Sirros, told the crowd, who were also marching to protest the planned testing of cruise missiles in Canada:

"This whole nuclear arms race is a waste of time, energy and money.

"By showing up here, we are concerned that we must be more visible and more vocal. It can't go on. It's got to give somewhere and stop."

The Olympic flame, which arrived in Quebec from Athens earlier last week, is to be carried to New York on Saturday for a major anti-nuclear protest coinciding with a special month-long United Nations session on nuclear disarmament.

Saturday's march in Montreal was one of many. Hundreds of thousands protested against the nuclear arms build-up on the weekend in Toronto and in the European capitals of London, Rome, Bonn and Paris.

### Traffic snarled

● In Toronto, 3,000 members of church, science and peace groups marched in the rain through the downtown area to the Ontario Legislative buildings, handing out anti-nuclear pamphlets, shouting protest slogans and snarling traffic.

● In London, more than 100,000 jammed the city's Hyde Park on the eve of U.S. President Ronald Reagan's visit to Britain and condemned both him and Prime Minister Margaret Thatcher as "warmongers."

● In Rome, 200,000 shouting protesters marched past the U.S. and Soviet embassies.

● In Bonn and Munich an estimated 100,000 West Germans marched in support of Germany's alliance with the U.S.


● And in Paris, police clashed with about 3,000 leftists parading against "American warmongers."



## en bref...

### ■ **Marcheurs de la paix**

Guidées par la flamme olympique, environ 3.000 personnes ont participé, samedi après-midi dans les rues de la métropole, à une marche en faveur du désarmement nucléaire. Organisée par un regroupement de 25 organismes, la marche voulait également protester contre le projet de tester des missiles Cruise au Canada. Le retour de la flamme olympique à Montréal survenait six ans après qu'elle se fut éteinte, à la clôture des Jeux de Montréal en 1976. La flamme avait quitté la Grèce le 16 mai dernier et traversé la Yougoslavie, l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal avant d'arriver à Mirabel la semaine dernière. Dès hier, elle prenait le chemin de New-York où doit avoir lieu, dimanche prochain, un gigantesque rassemblement international pour la paix. Samedi à Toronto, malgré un temps pluvieux, 10.000 autres pacifistes ont lancé un appel au désarmement nucléaire à Queen's Park, dans un climat enthousiaste.



## On prostitue la flamme olympique à des fins politiques

Beaucoup de gens ne savent pas vraiment ce que signifie la flamme olympique parce qu'ils ne se sont jamais souciés d'en connaître l'origine. C'est celle que les adorateurs de Zeus veillaient à garder toujours vivante devant la statue de leur dieu dans son temple à Olympie en Grèce. C'est là que prirent naissance les Jeux olympiques qui vinrent à jouer un rôle dans l'histoire sportive plusieurs siècles avant Jésus-Christ. Au début, les Jeux étaient célébrés et les récompenses données aux vainqueurs dans

l'enceinte sacrée d'Olympie en l'honneur de Zeus.

Ne trouvez-vous pas aberrant qu'on prenne la flamme olympique, un symbole païen pour marquer l'ouverture de la session de l'Organisation des nations unies sur le désarmement le 7 juin? Croyez-vous que le Christ, le vrai Messie est d'accord pour l'appeler «la flamme de la paix»? N'est-ce pas plutôt une chose ridicule à ses yeux et même qu'il désapprouve?

Rose Chrétien  
St-Esprit-  
de-Montcalm



Un pique-nique «joyeux et paisible» au Parc Lafontaine samedi pour tous ceux qui ne pourront participer au grand rassemblement pour la paix qui aura lieu cette journée-là à New York où l'on attend plusieurs centaines de milliers de personnes venant d'Amérique et d'Europe.

**Luc Rufiange**

Le 12 juin a été choisi comme journée internationale pour la paix dans le but de souligner la tenue de la Deuxième Session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement qui a débuté lundi au siège de l'ONU et qui doit se poursuivre jusqu'au 9 juillet.

Ce «rassemblement pique-nique» pour le désarmement chez nous et dans le monde est organisé par le club politique Connivence 82, un groupe de travail formé l'automne dernier pour favoriser la communication et la concertation entre les groupes populaires, les mouvements alternatifs et les individus.

L'évènement aura lieu de midi à 15 heures au Parc Lafontaine et permettra aux gens d'ici de participer au mouvement de protestation contre la course aux ar-

mements qui se manifeste depuis un certain temps à l'échelle mondiale.

Des centaines de milliards de dollars sont affectés chaque année à l'armement dans le monde et ils sont de plus en plus nombreux ceux qui soutiennent, surtout en période de crise économique, que cet argent pourrait être utilisé au développement économique inté-

rieur de chaque pays ainsi qu'à l'aide aux pays pauvres.

Parmi les groupes qui collaborent à ce paisible pique-nique, on retrouve la Ligue des droits et libertés, Le Temps Fou, le Parti Rhinocéros, Vélo-Québec, le Café Campus, la Coop Saint-Louis et l'Association des radios communautaires.

**Banderoles rose**

Les enfants sont

bienvenus et les gens sont invités à apporter leur casse-croûte. On convie aussi tout le monde samedi à accrocher à leur fenêtre ou à leur balcon une banderole rose (morceau de drap ou de vêtement ou de sous-vêtement...) en signe de volonté de paix.

C'est avec un slogan agressif que Connivence 82 entend manifester son opposition à la

course aux armements: «Qu'ils nous foutent la paix». Comme l'expliquait l'une des organisatrices, «le temps n'est plus aux fleurs bleues et il faut passer à l'action».

Il y aura aussi samedi, au Parc Lafontaine, de la musique et des interventions «politiques, poétiques et théâtrales» avec, entre autres, Simone Chartrand et Pierre Vallières.

## Un pique-nique «paisible» samedi au Parc Lafontaine



# Le pouvoir de Montréal sur les armes nucléaires

par  
**Ingrid Srolowitz**

L'auteur préside la section  
montréalaise de l'Opération  
Désarmement, 60 rue de Brésolas,  
bureau 104, Montréal H2Y 1V5  
(tél.: 844-0889).

Il y a un an, j'ai assisté à une conférence de trois jours sur la course aux armements nucléaires, et j'en suis ressortie effarée. Il me semblait qu'il y avait peu de chance que l'humanité se réveille à temps et prenne conscience de la gravité de la situation. La bataille semblait perdue d'avance, mais il fallait la livrer.

J'ai consacré 22 de mes 43 ans à mettre au monde et à soigner mes tableaux et mes quatre enfants. Même s'il m'arrivait de temps à autres d'être stupéfiée par toute la folie que je voyais «dans le monde», j'avais généralement l'impression qu'on pouvait en confier la bonne marche aux présidents, premiers ministres et autres hommes politiques. C'était avant de faire plus ample connaissance avec la bombe A. Ce monstre a été reproduit à plus de 50,000 exemplaires, il se nourrit de \$600 milliards par année tirés du PNB mondial, et ses dangereux déchets atteignent 100 millions de pieds cubes aux États-Unis seulement.

Durant la dernière année, je me suis renseignée au sujet des mégatonnes et des brûlures par radiation, au sujet de la «dissuasion» et des retombées radioactives, au sujet des «dommages secondaires», des globes oculaires qui se liquéfient et des tempêtes de feu. Aujourd'hui, des signes qui ne trompent pas indiquent que l'on commence à prendre collectivement conscience qu'un choix, le plus terrible qui soit, se pose à l'humanité: apprendre à coexister, ou disparaître. Aujourd'hui, même s'il y a encore de l'espoir, nous demeurons les otages vivants de ces armes redoutables. Aujourd'hui, je ne suis pas seulement effarée; je suis en colère.

Il est devenu pour moi très clair que quoi que nous fassions de bon (ou de moins bon) avec nos vies, tout se passe comme si nous vaquions à nos occupa-

tions avec un fusil sur la tempe: à tout moment, nous pouvons, avec ceux que nous aimons, être réduits à une chiure de mouche, voir les résultats de tous nos labours effacés, comme ceux de nos ancêtres ou de notre progéniture à venir.

Voilà les beaux draps où nous nous retrouvons tous aujourd'hui: Leonid Brezhnev autant que vos jeunes enfants ou petits-enfants, Paul Newman autant que l'Africain qui a faim, Edward Teller autant que votre serviteur. Voilà pourquoi nous ne pouvons plus, nous ne devons plus abandonner le monde aux mains des dirigeants et des hommes politiques.

Il n'existe aucun moyen, civil ou militaire, pour nous défendre contre ces armes. La «dissuasion», qui au départ nous assurait une Destruction Littérale Réciproque (DELIRE), a ouvert la voie à la volonté de livrer une guerre nucléaire «limitée», pour nous conduire ensuite aux armes de première frappe comme les missiles «Cruise» et de là, à la mentalité «autant s'en servir puisqu'on les a»: d'étape en étape, on voit nos stratèges s'éloigner de plus en plus de la réalité pour nous rapprocher tous de la catastrophe.

Notre sécurité ne s'est nullement accrue par le fait que nous ayons cédé à la facilité et tenté de régler nos problèmes humains et psychologiques par des moyens technologiques. Nous n'avons que repoussé à plus tard la tâche que chacun d'entre nous doit entreprendre, et qui consiste à faire face à nos peurs inavouées et à prendre en main nos responsabilités.

Des 50,000 armes nucléaires qui infestent notre jolie planète, deux ou trois sont destinées à Montréal. Il faut prévoir un délai de livraison de 15 minutes à une demi-heure. La destruction prendrait des dimensions cauchemardesques. Le mois dernier, le service de santé de la ville de Toronto adoptait un rapport qui «indique clairement quelles seraient les conséquences catastrophiques d'une guerre atomique tout en soulignant l'inefficacité des moyens de protection civile prévus pour secourir la population». Le rapport soutient de façon convainquante que la seule solution à cette menace contre la santé publique, la pire qui soit, est de «recourir à l'action politique afin d'assurer un contrôle sur les armes nucléaires, leur réduction et éventuellement le désarmement nucléaire».

Le rapport note également que malgré le fait que le stockage des engins atomiques constitue une terrible menace pour la vie sur la planète, les hommes politiques fédéraux avouent qu'ils sont dans l'impossibilité d'agir sans un solide appui de leurs électeurs. «Étant donné les conséquences catastrophiques d'une guerre nucléaire sur les communautés canadiennes et le refus des hommes politiques fédéraux à assumer leur rôle de leadership, les gouvernements et les organismes locaux doivent s'intéresser à la question et agir». (Anne Johnston, présidente — Service de santé de la Ville de Toronto).

Comme le rapport l'indique, les municipalités peuvent jouer un rôle important pour sensibiliser leurs résidents sur les conséquences d'une guerre nucléaire, et en mobilisant l'opinion publique, elles peuvent faire pression sur les politiciens fédéraux et les forcer à agir.

Toronto n'est d'ailleurs pas la seule ville canadienne à adopter cette position: au dernier recensement, pas moins de 34 villes au pays avaient décidé de tenir un référendum sur le désarmement en même temps que leurs élections municipales prévues pour l'automne. Parmi ces villes, dont Montréal est la grande absente, on retrouve Vancouver, Regina, Hamilton, London, Kingston et Windsor en plus de Toronto. La question qu'on pourra lire sur le bulletin de vote sera: «Appuyez-vous l'objectif de 'désarmement global' et donnez-vous le mandat à votre gouvernement de négocier et de mettre en œuvre, de concours avec les gouvernements d'autres pays, les mesures appropriées permettant d'atteindre cet objectif dans les meilleurs délais?»

Il y a une autre raison pour laquelle je suis en colère: les hommes politiques locaux sont, pour la plupart, si obtus et si peu imaginatifs qu'ils ne voient pas ce que l'éclat horriblement lumineux d'une déflagration atomique rend pourtant très clair: chacune des questions d'actualité qui font la manchette des journaux au Québec a, comme préalable, notre survie. Les droits linguistiques cèdent le pas au droit qu'ont nos enfants d'être raisonnablement assurés de pouvoir vivre et grandir; la criminalité urbaine cède le pas au crime contre l'humanité que constituent les armes nucléaires: se soucier de l'envi-

ronnement, c'est d'abord se soucier de la survie de la planète.

Quant au sujet dont on parle le plus et qui nous tourmente tant, l'économie, je m'étonne toujours que les médias n'aient pas encore fait le lien entre la course aux armements la plus coûteuse que le monde ait connue et la détérioration continue de l'économie mondiale. Nous sommes certainement conscients que toutes les économies du monde sont interdépendantes. Tout comme il est devenu impossible d'assurer la sécurité politique d'un pays sans l'assurer à tous, de même la sécurité économique est impossible sans une saine économie mondiale. Étant donné qu'au Canada, notre industrie est en grande partie entre les mains d'étrangers, cette bonne santé nous est d'autant plus nécessaire.

En démocratie, les pressions municipales peuvent et doivent avoir un effet sur les politiques fédérales. Ici à Montréal, le maire Drapeau a refusé que le conseil se prononce sur une motion sur le désarmement, la jugeant irrecevable parce qu'elle n'était pas d'intérêt municipal. Le président de la CUM, Pierre Des Marais, le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Yvon Lamarre, et le président du conseil des maires de banlieue, Jean Corbeil ont tous refusé d'entendre les faits sur les répercussions qu'aurait une attaque nucléaire sur Montréal et la région, et de dire quelles mesures, s'il en est, ils pourraient prendre pour protéger leurs concitoyens.

Cela me met très en colère, et j'imagine qu'il en sera de même pour la majorité des Montréalais capables de jugement. L'ennui, c'est que bien des gens se disent qu'il n'y a pas grand-chose qu'ils puissent faire. Que l'on se comprenne bien: voilà la meilleure façon de s'assurer qu'une guerre atomique devienne réalité. Il y a beaucoup de choses que nous, les citoyens ordinaires, pouvons faire, comme le démontre éloquemment l'actuelle lame de fond du mouvement populaire engagé dans la campagne antinucléaire aux États-Unis. En fait, la mobilisation de l'opinion publique est certainement la seule façon de se sortir de ce gâchis. Le réputé Carl Sagan, auteur de 'Cosmos', affirmait récemment à Toronto que le principal problème qui sera soulevé lors des prochaines élections aux États-Unis et au Canada sera celui de la course aux armes nucléaires. Faisons en sorte que les candidats qui se présenteront bientôt aux prochaines élections municipales se prononcent très clairement sur cette question des plus importantes.





Un peu plus de 300 personnes ont participé au rassemblement pour la paix qui se tenait à Montréal, samedi, au parc Lafontaine, dans le but de souligner la journée internationale pour la paix et la manifestation monstre qui se tenait au même moment à New York en faveur du désarmement nucléaire. Ce rassemblement, qui avait pour thème: « Qu'ils nous foutent la paix », a donné lieu à une grand pique-nique et s'est déroulé dans la bonne humeur. L'intervention la plus remarquée a cependant été celle d'une délégation de 80 Japonais venus à Montréal pour cette occasion. Selon l'interprète du groupe, ces Japonais sont du nombre de ceux qui se sont vus refuser un visa de séjour aux Etats-Unis par l'ambassade américaine à Tokyo sous prétexte qu'ils étaient pro-soviétiques.

photo Pierre Côté, LA PRESSE



# Montreal disaster plans would be 'confusing,' says Yvon Lamarre

Montreal has no intention of revealing plans for disasters because they might confuse people, says Yvon Lamarre, chairman of the city executive committee.

The statement is contained in a written reply to questions from the public on civil defence.

Ann Rajan-Gamina, of Decarie

Bvd., told *The Gazette* that she and five friends concerned about the risks of nuclear war "pooled our efforts" in submitting a total of 10 questions on emergency measures.

In one letter, Rajan-Gamina noted that Emergency Planning Canada recommends that citizens become acquainted with the disaster plans of

their communities.

Lamarre wrote: "The authorities do not intend to make the emergency plan public in advance because the complexity of some problems and the solutions projected would run the risk of confusing citizens unfamiliar with these matters.

"On the other hand, those responsi-

ble for the plan do intend to give all useful information to citizens at the appropriate time so they can safeguard themselves in such cases."

Lamarre told Frances Elliott, of Jeanne Mance St., that the city does not plan to publish pamphlets describing its plans because "the constraints present in any disaster can-

not be known in advance."

In other replies, Lamarre said a "limited" disaster exercise is planned for this fall in Montreal and Montreal's disaster plan is for the city alone, as provincial law provides.

Lamarre made public his answers to 18 written questions, including one

from a city councillor.

Two dealt with bicycle matters, two with a rezoning, one with the city's petroleum suppliers, one with a park, one with parking meters and trees and one with why the public conveniences in Phillips Square were closed (dangers of violence and drug-dealing).



## Les plans d'urgence: «top secret»

**La Ville de Montréal n'a pas l'intention de dévoiler ses plans d'urgence en cas de désastres majeurs parce qu'ils risquent de mêler les citoyens, a déclaré Yvon Lamarre, président du Comité exécutif.**

C'est le contenu de la réponse de M. Lamarre à la question du citoyen Ann Rajan-Gamina posée par écrit au Conseil municipal comme le veut la charte de la ville.

La requérante et cinq de ses amis inquiets par

les risques de guerre nucléaires ont soumis dix questions sur le plan des mesures d'urgence à Montréal.

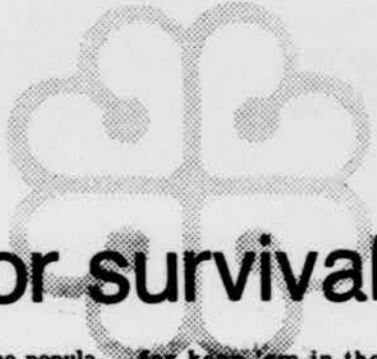
Dans sa lettre, Rajan-Gamina note que le Plan des mesures d'urgence du Canada recommande que les ci-

toyens soient mis au courant des plans d'urgence élaborés dans leur région.

Le président Lamarre écrit dans sa réponse que «les autorités n'ont pas l'intention de rendre public à l'avance leurs plans d'urgence à cause de leur complexité face aux problèmes et aux solutions proposées, ce qui risquerait de mêler les citoyens insensibilisés à ces dangers.

«Les responsables de ces mesures vont informer les contribuables au moment opportun des moyens à prendre en cas de danger pour assurer leur sécurité.»

Lamarre a également répondu à France Elliott, de la rue Jeanne-Mance, que la ville ne peut publier des pamphlets expliquant les mesures d'urgence car «il est impossible de prévoir à l'avance quelle catastrophe peut éclater.»



## Secrecy or survival

The folks in charge of saving the population of the Montreal area in case of a disaster have a strange way of looking at their charges. They appear to regard the public as morons. Consider:

● In Montreal City Council this week, the Drapeau administration refused a citizen's written request to look at the city's plan for coping with a disaster. That's a reasonable request; in fact, the federal office which deals with this area, Emergency Planning Canada, states in its booklet *11 Steps for Survival*, "Some municipalities in Canada have emergency plans to deal with both peacetime disasters and nuclear attacks. These include the details of how welfare, health, police public utilities, fire and other emergency services will operate. . . . Find out about your municipal emergency plans now."

The inquiring citizen was told by the chairman of the city's executive committee, Yvon Lamarre, that "it is not the intention of the authorities to make public, in advance, the emergency plan because of the complexity of certain problems and solutions might create confusion with citizens. . . ." In other words, he's saying that citizens are too stupid to understand how to save their lives.

● It's hard to top Mr. Lamarre's statement

for keep 'em-in-the-dark hauteur, but Georges Gouin has done it. He is assistant director of the provincial Bureau of Civil Protection's Montreal region. Asked by an editorial writer how many of the 29 municipalities on Montreal Island have complied with directives to draw up emergency plans, he said, "It's none of your business. If the public wants to know, it can call up each municipality and find out."

He said there are about 400 municipalities in his region. All, under a 1980 Quebec law, must have emergency plans. He said about 50 have yet to do so. Asked to name some, he replied, "The public does not have to know." He said, despite the law, there was no urgency for them to have plans.

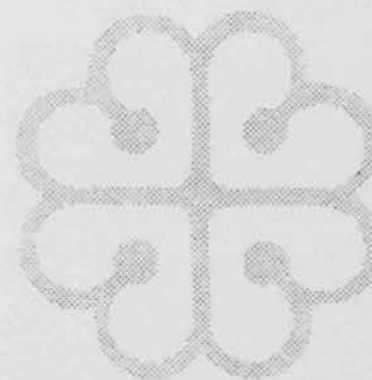
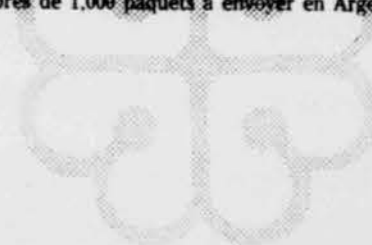
Checks with the two closest big cities show our secrecy and casualness are not universal. In Boston and Toronto, plans exist or are in preparation for what to do in case of Mississauga-type poison clouds, air crashes and nuclear attack. All the plans are public. "We won't tell you what we'll do in case of a riot because if you knew that you could run a very good riot," says a Toronto official. "But we'll tell you everything else."

If Montrealers are worth saving in the event of disaster, they are also worth trusting. The confusion which Mr. Lamarre condemns should be his own.

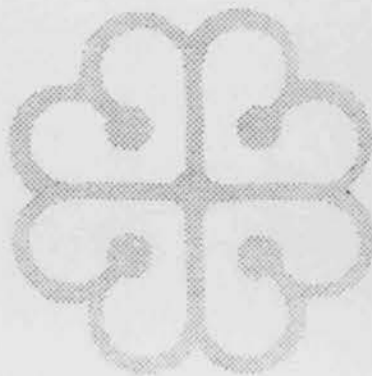


### ■ Montréal, port nucléaire

Le groupe anti-nucléaire Greenpeace viendra-t-il manifester au port de Montréal? On peut se le demander puisque Montréal a servi et doit peut-être servir encore pour l'expédition d'équipements nucléaires destinés à l'Argentine. La Commission de contrôle de l'énergie atomique a en effet confirmé hier que 2,000 paquets de tiges nucléaires fabriquées par Combustion Engineering Superheater, de la région de Moncton, ont quitté cette semaine le port de Montréal. Ces équipements auraient dû logiquement être expédiés du port de Saint-John (N.B.) mais les débardeurs ont décidé en mai de boycotter ces paquets. Il reste près de 1,000 paquets à envoyer en Argentine.







## 'A city emergency plan needed for all disasters'

We wish to clarify a point in your story on Montreal's emergency measures plan ("Montreal disaster plans would be 'confusing', says Yvon Lamarre," June 23.

We five citizens who posed questions on this issue at the June Montreal city council meeting are members of the Canadian Coalition for Nuclear Responsibility, an organization concerned about the dangers of nuclear energy as an electric power source.

Your article referred to our concern about the risks of nuclear war. We are indeed concerned about nuclear war, but this is *not* the context in which we asked about Montreal's emergency plans.

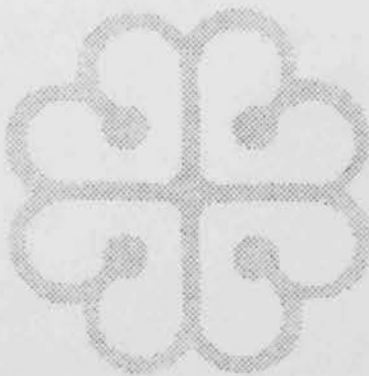
To reiterate the statement of the International Physicians for the Prevention of Nuclear War (Letter from

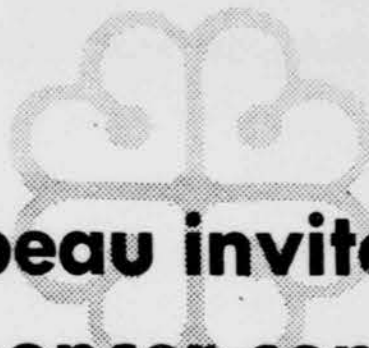
Don G. Bates, *The Gazette*, June 22), we feel . . . "there can be no effective civil defence against nuclear war."

We are, however, concerned that Montreal have an adequate emergency plan to cope with serious disasters, such as the major chemical spill at Mississauga, Ont., several years ago or, in the event of an accident at Quebec's nuclear power plant (Gentilly II), scheduled to commence operation soon.

We feel that the public should be informed on emergency measures and that this information should be clear, not "confusing."

ANN RAJAN-GAMINA  
FRANCES ELLIOTT  
DOROTHY ROSENBERG  
JANET MRENICA  
DAVID COFFMAN  
Montreal





## Drapeau invité à se prononcer contre l'effort nucléaire

■ Le maire de la ville japonaise de Hiroshima, M. Takeshi Araki, a fait parvenir un télégramme au maire de Montréal, M. Jean Drapeau, invitant ce dernier à travailler à la cause de l'abolition de l'effort nucléaire. «Comme maire de Hiroshima, la première ville au monde à avoir été détruite par une fatale attaque à la bombe nucléaire, j'espère sincèrement que des villes à travers le monde emboîteront le pas avec nous pour payer la voie pour

un nouvel ordre de paix en stoppant l'âge nucléaire», indique le télégramme. La coalition québécoise pour le Désarmement commence déjà ses activités en ce sens. Chaque jour, dès 11 h du matin, vous êtes invités à signer le Livre de la Paix, au Yellow Door, 3625 de la rue Aylmer. Beignets et café vous y attendent. Des ouvriers de certaines centrales syndicales ont déjà fait savoir qu'ils entreprennent dès maintenant un jeûne de la paix.

## DES DANSEURS S'IMPLIQUENT DANS LA LUTTE CONTRE LE NUCLÉAIRE



Photo Le Journal - Pablo DURANT

Les meilleurs représentants de la danse moderne chez nous ont accepté de donner un spectacle bénéfice.

(L.B.) — Que ne ferait-on pas pour la bonne cause! Pour permettre au Regroupement pour la surveillance du nucléaire de renflouer ses fonds et d'amortir les dépenses de son centre de ressources, les meilleurs représentants de la danse moderne chez nous ont accepté de donner un spectacle-bénéfice le 15 septembre à la l'Expo-théâtre.

Sur la même scène, défileront ainsi «Les Ballets Jazz» de Montréal, la troupe de danse-théâtre d'André Fortier, la grande danseuse Margie Gillis, Jo Lechay, Daniel Léveillé, Edouard Lock, la troupe Pointépiénu et Sylvie Panet-Raymond. Les Créations

des enfants, une troupe de théâtre d'adolescents, sera également de la partie.

Il s'agit là d'une première à deux niveaux: d'abord d'un premier spectacle-bénéfice pour le Regroupement, organisme qui vise à sensibiliser la population aux dangers de la technologie nucléaire, et ensuite, d'une première implication des danseurs dans la lutte contre le nucléaire. Margie Gillis, membre du Regroupement, a été la première instigatrice du projet et a reçu aussitôt l'appui de ses collègues dans le milieu de la danse.

Il est à signaler que les billets — au prix unique de \$10. — sont en vente à quelques points de distribution: les succursales de Montreal-Trust, Archambault Musique, et les librairies Bonder (rue Bernard) et Double Hook.



Photo Le Journal - Pablo DURANT

Margie Gillis participera au spectacle-bénéfice le 15 septembre à l'Expo-théâtre.





Guy Pinard

## Le plan de protection civile, un secret trop bien gardé?

■ Il y a eu le déraillement de Mississauga et l'évacuation de milliers de gens dans cette banlieue de Toronto. Il y a eu le déménagement forcé des résidents de Love Canal, près de Niagara Falls, à cause de la grave pollution de leur environnement. Puis il y a eu Three Miles Island et le vent d'inquiétude qui a soufflé sur cette région pendant de longs jours.

Ces trois incidents ont permis de constater à quel point l'environnement pouvait être fragile et souvent à la merci d'un accident contre lequel on aurait pu peut-être se prémunir si des mesures efficaces avaient été prises à temps.

### La préoccupation des Montréalais

Et qu'en pensent les Montréalais? Certains tout au moins sont autant préoccupés que d'autres par les conséquences désastreuses qui pourraient découler d'événements semblables dans leur environnement immédiat.

Ce n'est pas l'intérêt qui manque. À preuve, depuis le 19 janvier 1981, au moins 12 questions ont été posées à ce sujet aux conseillers municipaux dans le cadre du programme de demandes d'informations proposé aux contribuables montréalais. Compte tenu du peu d'intérêt que soulève la formule rigide imposée par l'administration actuelle, ce nombre est important.

### Un vrai secret d'État

Si on en juge par les réponses écrites déposées au Conseil municipal, ces contribuables en ont été quittes pour des banalités qui n'ont aucune commune mesure avec l'importance qu'ils attachent au Plan municipal de mesures d'urgence.

En effet, la Ville de Montréal a choisi de tenir ses contribuables dans l'ignorance la plus complète, sous le prétexte que «la complexité de certains problèmes et les solutions préconisées risqueraient d'amener la confusion chez les citoyens non familiers avec ces mesures», pour reprendre les mots du Cabinet du président du Comité exécutif (les réponses ne sont pas signées par le président M. Yvon Lamarre... c'est moins gênant ainsi), dans sa réponse du 18 juin 1982 à Mme Ann Rajan-Gamina. Peu importe que des villes importantes comme Toronto acceptent de divulguer leur plan à leurs citoyens. Peu importe aussi la recommandation faite aux citoyens canadiens par Planification d'urgence Canada, dans sa brochure «Onze étapes pour la survivance», de prendre connaissance du plan d'urgence de leur municipalité. À Montréal, on a décidé que le secret le plus complet devait régner.

Et comme logique dans les réponses, on ne peut vraiment pas souhaiter mieux si on en juge par le fil conducteur des 12 réponses fournies aux contribuables. Le cabinet du président, toujours le 18 juin, dit à M. David Coffman qu'en cas d'alerte, Montréal aurait recours à «la multiplicité des médias d'information, dans les deux langues... pour donner aux citoyens des directives ou de l'information». Comme il s'agit d'une alerte, on peut conclure qu'on fait alors allusion aux médias électroniques en priorité.

Or, qui dit électronique, dit électricité, ce qui amenait Mme Janet Mrenica de la rue Hutchison, à demander, conséquence logique, comment on s'y prendrait pour rejoindre la population si l'alerte s'accompagnait d'une panne d'électricité. C'est bien simple, répond le cabinet du président, «les directives seraient transmises par les ressources en audio dont disposent plusieurs de nos services municipaux». Mais on ne fournit pas la moindre idée de l'importance de ces moyens et de leur disponibilité.

### La complicité du bureau provincial

L'administration municipale ne pourrait certes pas s'en tirer de la sorte sans l'appui tacite du Bureau de la protection civile du Québec.

Le bureau dont le siège social se trouve à Québec, partage ses activités entre les dix régions administratives du Québec. Montréal tombe sous la responsabilité du directeur de la région 06, M. Hervé Lesage. C'est donc ce dernier qui a dû approuver le plan d'urgence préparé par Montréal. Malheureusement, M. Lesage est présentement en congé de maladie, et c'est le directeur de la Formation et des Opérations à Québec, M. Jean-Paul Morin, qui doit le remplacer.

Selon M. Morin, le plan proposé par la Ville de Montréal répondait aux critères du bureau, même s'il faut le revoir continuellement à cause de l'évolution des événements. Chaque service municipal, chaque organisme dont la collaboration serait requise en cas de sinistre majeur, connaît donc le rôle qu'il serait appelé à jouer dans les circonstances.

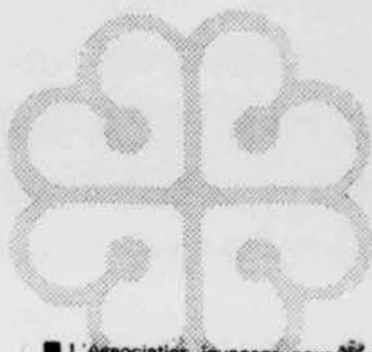
Et que pense-t-il du désir de la Ville de ne rien divulguer de son plan? À notre déception, M. Morin donne raison aux autorités municipales.

Divulguer un tel plan, dit-il sans convaincre outre mesure, équivaudrait à publier une brique qui ne serait pas applicable, et qui, aurait-il pu ajouter, ne serait probablement pas lue par les contribuables.

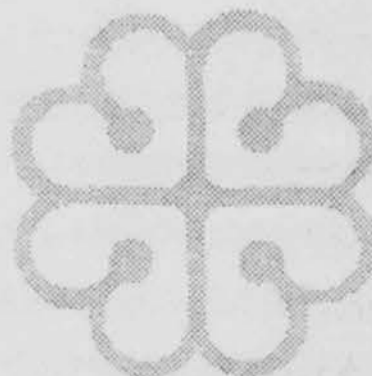
Faire des exercices d'évacuation d'urgence de l'île? L'armée canadienne y avait songé à la fin des années 50 mais avait abandonné l'idée. Et de toute manière, ajoute M. Morin, on peut difficilement imaginer un sinistre assez grave pour justifier l'évacuation complète de l'île, sauf évidemment une attaque nucléaire.

Mais entre l'attitude cachotière actuelle de la Ville de Montréal et la publication intégrale du plan d'urgence, il existe sans doute un moyen terme qui pourrait être mis en pratique de manière à rassérer les plus inquiets. Le plan d'urgence ne comprend certainement pas des secrets d'État.





■ L'Association jeunesse pour la paix organise une manifestation visant à faire accepter par la Ville de Montréal un référendum sur le désarmement. Départ à 12h, de la place Jacques-Cartier, pour se rendre dans le parc du Mont-Royal où auront lieu des spectacles et un pique-nique.





### **Volte-face de Montréal**

L'émission « Actualités » de Radio-Canada reprenait le thème de la chronique du 13 septembre consacrée au programme d'urgence de la Ville de Montréal. Cette émission nous a permis d'apprendre du président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, que la Ville entendait, contrairement à l'attitude adoptée jusqu'à ce moment, divulguer le contenu du programme à ceux qui en feront la demande. Il s'agit là d'une volte-face intéressante de la part de M. Lamarre.



**TED  
BLACKMAN**



#### **Anti-nukes gear up**

Mayor Drapeau may feel that nuclear disarmament has no place at city hall, but **Operation Dismantle** hopes to make the growing common concern an issue in the municipal election campaign.

In Canada, 138 cities and towns — including Toronto, Vancouver, Ottawa, Winnipeg and Regina — are committed to holding referendums on nuclear disarmament. As many as five million Canadians could vote and, if a recent Gallup Poll is any indication, 67 per cent would be for total worldwide disarmament.

Operation Dismantle plans to thrust the issue into the current election campaign with a splash Oct. 24. Dr. Linus Pauling, two-time Nobel Prize winner, has agreed to appear at both a brunch and an evening meeting in Leacock Hall at McGill that day.

Henri-Paul Vignola has consented to attend; Jean Dore is expected to confirm shortly; and the Liberals have designated MP Paul McRae (Thunder Bay) and the NDP Dan Heap (Spadina). The Tories have yet to name their MP for this unusual tri-party representation.

More info: Ingrid Srolovitz, 844-0889.

# City market to be renovated

## City Briefs

The City of Montreal intends to allocate about \$1.5 million at tomorrow's council meeting to extensively renovate the Jean Talon Market in time for next summer.

Jean Talon councillor George Savoidakis made the announcement yesterday, saying the city plans to erect a dome over the market as well as install running water, improved lighting, more parking facilities and pave the area around the facility.

"We believe in that market being used more and more by Montrealers shopping in Montreal," Savoidakis said. "Not only will the merchants benefit, but so will the customers."

### Inter-faith service

About 1,000 persons of various faiths are scheduled to attend this afternoon's inter-

faith service sponsored by the Montreal Chapter of the World Conference on Religion for Peace.

The service at St. James United Church in downtown Montreal is associated with the start of Disarmament Week and United Nations Day, the traditional start of the movement for disarmament.

Local conference official Rosemary Sullivan said today's service "expresses the deep concern for peace of peoples of all faiths. We are gradually realizing that we are all in the same situation in this arms race. We must now be heard so that leaders around the world will see that we are heading to ruination."

### Taxi League to meet

Nearly 3,700 members of the Montreal Taxi League will congregate next Sunday at the Queen Elizabeth Hotel for their general meeting.

Under Bill 48, only taxi-cab owners registered on the League's official list will be entitled to vote at the meeting and in the election of directors or for positions on the Board of Directors.

### One carb, two Pellans

Two armed bandits help up a Kingsway Transport truck Friday afternoon and made off with over \$600,000 in Canadian painting reproductions and auto parts, Montreal police announced yesterday.

The suspects hijacked the truck at Bordeaux and Dandurand Streets, transferred the goods and left the bound driver and his empty truck in Boucherville, where police found him two hours later.

Police spokesman Constable Charles Foxon said the 35,000 reproductions of Canadian art works were scheduled for delivery to *Chatelaine Magazine* in Winnipeg as part of a promotion.

### Santa Claus Parade

Montreal's Santa Claus Parade, after an absence of over 10 years, will be making a comeback November 20, announced promoter Deborah Sims.

Ronald McDonald will lead the parade of floats, bands and majorettes down St. Catherine St. to Place Dupuis with jolly old St. Nick bringing up the rear.



## MCM, MAG would hold disarmament referendum

The Montreal Citizens' Movement (MCM) and the Municipal Action Group (MAG) disagree with Mayor Jean Drapeau's claim that nuclear disarmament is not an issue in municipal politics.

Jean Dore, MCM mayoralty candidate, attended a press conference yesterday with Dr. Linus Pauling, two-time Nobel Prize winner, in support of worldwide municipal referendums on nuclear disarmament.

Henri-Paul Vignola, mayoralty candidate for MAG, was represented by Michael Fish.

"The MCM fully endorses the idea of a worldwide referendum on nuclear disarmament," Dore said. "It is up to the municipal council to adopt a motion to ask the federal government to press for disarmament."

Fish said MAG would also pass the necessary resolution if elected.

"This is a municipal issue," Fish said. "Those bombs are aimed directly at cities and any cleaning up in the aftermath of a bombing would be entirely a municipal responsibility."

Pauling was in Montreal to address a public meeting on nuclear disarmament last night at McGill University.

"The situation today is insane," he said. "We have stockpiles of nuclear weapons that could destroy civilization 150 times over."

---

## Not the city's business

Quite properly, Mayor Jean Drapeau is doing what he can to prevent nuclear disarmament from becoming an issue in the Montreal mayoralty campaign.

Representatives from the Montreal Citizens Movement and the Municipal Action Group attended a weekend press conference in support of a proposed municipal referendum on nuclear disarmament, but not the mayor. Mr. Drapeau has already made his opposition to any such vote plain, and clearly saw no reason to change his mind now.

It's not necessary to accuse those pressing for such a referendum of naivete. Doubtless they are sincere, but this does not make their referendum desirable.

Of course a nuclear war would affect Montrealers. Nevertheless the geopolitics of nuclear disarmament is no more the affair of Montreal's government than are farm or tele-communications policy — which bear directly on how Montrealers feed their bodies and minds.

A nuclear referendum would cost money and require the services of municipal employees. The city's reserves of both are limited, and both can be used to greater effect in work that is properly a municipal concern.

The threat of a nuclear war is a real one. Wishing it would go away, with a referendum whose results are a foregone conclusion, won't make the wish come true.

## 'Use Metro tunnel as shelter'

On the subject of nuclear disarmament, I accept that both the American and Soviet opponents have built enough nuclear arms to destroy the entire civilized world.

But since 1945, when atomic bombs were dropped to destroy Hiroshima and Nagasaki, which abruptly ended the Second World War, no other nuclear bombs have been detonated in anger, despite the fact that both sides are competing to build huge stocks of nuclear missiles, and aiming them at each other.

I maintain that these nuclear stocks present a fantastic deterrent, similar to what happened on the outbreak of war in September, 1939.

In September, 1939, everyone in Britain expected massive air raids by the enemy, carrying loads of poison gas bombs. The British government issued gas masks to the military and civilian population. Everyone carried a gas mask in a case, slung over the shoulder.

As the war progressed, to the surprise of everyone, no poison gas bombs were dropped, as both sides of the conflict knew that each possessed the knowledge of these dreadful bombs, and were therefore deterred from arming their planes with them.

It is not logical to expect that the contenders will destroy their stocks of nuclear weapons, so instead of breast-beating and hand-wringing, let us look at the possibilities of civil defence.

Our Mount Royal is about 700 to 800 feet high. Years ago, the CNR drove a big tunnel under the mountain, which has lately been incorporated into our Metro system. A direct hit on the mountain by an atomic bomb could not do more than scratch the surface. This tunnel could be the nucleus of a new vast excavation, to take care of a large proportion of our citizens.

S. POTASHIN  
Montreal

## Le métro, un abri anti-nucléaire?

Est-il vrai que le métro de Montréal a été construit partiellement dans le but de servir d'abri atomique

Pierre Haché,  
Lac-À-la-Puce

Non. Le métro de Montréal a été cons-

truit exclusivement pour remplir la fonction qu'il remplit actuellement. C'est simplement par ricochet, parce qu'il est construit sous terre, à une profondeur qui est parfois assez importante, qu'il devient naturellement un abri tout à fait acceptable

contre l'impact d'une bombe atomique et même contre la radioactivité. C'est la raison pour laquelle, dans tous les pays où il y a un programme de défense civile ET un métro (Paris, New York, Londres, etc.), le métro est considéré comme «abri collectif»

pouvant recevoir des milliers de gens. À Montréal, malheureusement, il n'y a pas de programme de défense civile. Ce qui signifie qu'advenant que Montréal ou ses environs devienne la cible d'une ogive nucléaire ce sera «chacun pour soi et Dieu pour tous». Surtout si cet «incident» survenait la nuit, quand le métro est fermé...



# EN CAS DE CATASTROPHE, DES MESURES SONT PRÉVUES

Si lors d'un tremblement de terre à Montréal le boulevard Dorchester se scindait en deux, que des gratte-ciel vascillaient un peu et que certains murs d'immeubles se lézardaient, un plan d'urgence serait immédiatement mis en application avant même qu'il soit officiellement édicté par les édiles municipaux.

**Jean Maurice Duddin**

C'est ce qu'affirme M. Georges Guoin, directeur adjoint au service de la Protection civile du Québec. «Les policiers rentreraient immédiatement en action pour dévier la circulation du boulevard Dorchester. Les pompiers rappliqueraient

sur les lieux tout en appelant les employés du Gaz Métropolitain, d'Hydro-Québec et l'équipe d'urgence Environnement Québec», explique M. Guoin.

Ce contingent se rendrait le plus rapidement possible sur les lieux de la tragédie avant même que ne soit décrété l'état des mesures d'urgence par les élus municipaux.

Ce sont d'ailleurs les policiers et les pompiers appuyés par les autres intervenants directement impliqués qui informeraient les élus de la situation et qui, devant la gravité des faits, pourraient juger qu'il devient important de procéder à l'évacuation d'un secteur.

## **Emission toxique**

Ces travailleurs s'assureraient de contrôler les bris de conduites d'eau, d'égout, le sectionnement de cles électriques et les bris des conduites de gaz naturel.

Finalement, si le plan d'urgence devait être mis en application, ce serait le même que lors de l'évacuation d'un secteur rendue nécessaire à la suite d'une catastrophe où il y a des émanations toxiques, comme cela c'est produit à Mississauga, en Ontario, il y a quelques années.

Des mesures de sauvetage pourraient s'ajouter si le tremblement de terre provoque des effondrements. «Nous formons à la Protection civile des bénévoles et du personnel de ville pour ces mesures. Mais leur entrée en action s'effectue évidemment après la catastrophe et leur plan de travail est déjà fixé à l'avance», spécifie M. Guoin.

Mais de telles mesures n'ont pas eu à être appliquées hier puisque les conséquences du séisme pourraient se résumer en une vitre craquée à Boucherville.

## 'Tunnel no deterrent to disaster'

S. Potashin says we should concentrate our energies on civil defence since "It is not logical to expect that the contenders will destroy their stocks of nuclear weapons" (Letters, Nov. 4).

This writer draws a parallel with the poison gas bombs that were anticipated in the Second World War but which were never used, the horrendous consequences of their use serving as a deterrent.

The writer says that, in the same way, "nuclear stocks present a fantastic deterrent," and then goes on to suggest that the CNR tunnel under Mount Royal be used to provide for civil defence as "a direct hit on the mountain by an atomic bomb could do no more than scratch the surface."

Anyone who believes this state-

ment to be accurate would be well advised to read Jonathan Schell's exposition on the effects of nuclear war, *The Fate of the Earth*. Not only would a direct hit on Mount Royal by a hydrogen bomb totally level the city; the multiple repercussions of such an occurrence would make Dante's *Inferno* look like a picnic.

BRUCE McCORMACK  
Montreal

## Le général Zia à Montréal demain

OTTAWA (AFP) — Le président du Pakistan Zia-Uj-Haq est attendu mardi à Montréal, pour une visite officielle de quatre jours au Canada qui, après le Québec, le conduira à Ottawa puis à Toronto.

À Ottawa, l'étape la plus importante de son voyage canadien, le chef de l'État pakistanais doit s'entretenir jeudi et vendredi avec le Premier ministre, M. Pierre Trudeau, «de la situation internationale et de l'ensemble des relations bilatérales», in-

diquent de hauts fonctionnaires fédéraux.

Ces consultations seront «extrêmement importantes, du fait que la situation géopolitique du Pakistan et de son rôle dans la crise afghane, notamment au niveau diplomatique, estime-t-on de mêmes sources.

La place importante du Pakistan dans le monde islamique, son influence au sein du mouvement des non-alignés et ses initiatives aux Nations-Unies couvrent en fait «les zones d'accord canado-pakistanais».

Les deux pays, ajoute-t-on, ont des attitudes semblables sur les grands problèmes (Afghanistan, ASEAN, Cambodge et désarmement).

## Tight security shields Zia's arrival at Dorval

President Mohammed Zia ul-Haq of Pakistan arrived at Dorval airport at 6 p.m. yesterday for a five-day Canadian goodwill visit.

Surrounded by tight security, Zia and his entourage sped immediately to a nearby high-technology export-import centre owned by expatriate Arab Saad Gabr. Zia was to have dinner later in the evening with Charles Lapointe, federal minister of state for external affairs.

Zia, who arrived from the United States, is on his first state visit to North America since he deposed the late president Zulfikar Ali Bhutto in a 1977 military coup.

A luncheon with Quebec External Trade Minister Bernard Landry is scheduled for today, as well as meetings with top Canadian journalists and leaders of Canada's 40,000-member Pakistani community.

He will be in Ottawa tomorrow and Friday before meeting Ontario Premier William Davis in Toronto on Saturday.



# Pakistani protest greets visiting Zia

By PEGGY CURRAN  
of The Gazette

President Mohammed Zia ul-Haq's first state visit to Canada started yesterday with warm government welcomes but ended in a wave of protests over charges of violations of human rights in Pakistan.

Zia arrived at Dorval Tuesday night. He is to spend five days meeting government officials, businessmen and leaders of Pakistani communities in Montreal, Ottawa and Toronto.

At a luncheon given yesterday by Quebec External Trade Minister Bernard Landry, Zia said Canada-Pakistan relations show how diverse countries can work together for "better international environment."

The Pakistani president expressed pleasure over a Quebec government promise to help develop a copper mine in his country. The \$600-million project would be financed jointly by Pakistan, Quebec and the federal government. Landry promised partial funding for an \$8 million feasibility study.

## Blames Ottawa

An aide to Landry, Jean-Yves Duthel, said the idea had been discussed before but stalled when the federal government failed to come through with its share.

An External Affairs official said the mining project is not among topics expected to come up during Zia's talks today and tomorrow with Prime Minister Pierre Trudeau and External Affairs Minister Allan MacEachen.

The official also said that the issue of human rights is unlikely to arise, "except in regard to Pakistan's excellent record accepting Afghan refugees."

But Zia's visit did raise questions as to whether Western leaders should meet a head of state who replaced democratic rule with a military junta.

Last night, about 40 Pakistanis marched outside the Queen Elizabeth Hotel where Zia is staying



**MOHAMMED ZIA UL-HAQ**  
At luncheon yesterday

to protest the visit by a man they call "a traitor and usurper."

The group, calling itself the Council of Concerned Pakistanis Abroad, said more than 600 political prisoners are executed by Zia's regime every year.

Members cited human rights violations and an increase in the heroin traffic from Pakistan since Zia deposed Zulfikar Ali Bhutto in a 1977 military coup.

Bhutto, who headed the Pakistan People's Party (PPP), was executed in April, 1979, on charges of plotting the murder of a political opponent.

## 'Double standard'

At a news conference in Montreal, a former member of Bhutto's government said he was ashamed of the "double standard" Western nations use when considering martial law in Poland and Pakistan.

Dr. Ghulam Hussein, a physician who spent three years in prison after Zia's takeover, said Western nations are wooing Zia in the false hope that he will hold the Soviets at the Afghan border.

Today Zia will meet local businessmen, and the chancellor of McGill University, followed at 11 a.m. by a tour of the Olympic site with Mayor Jean Drapeau.



Gazette, George Bird

Woman protests visit in city by Pakistani president.



Photo Le Journal - UPC

Le ministre Bernard Landry, qui a accueilli le président pakistanais Mohammed Zia ul-Haq hier à Montréal, a fait savoir que des investissements de l'ordre de \$500,000 seraient injectés sous peu dans un consortium de compagnies québécoises qui participeront à un projet de développement minier au Pakistan.

## LE PRÉSIDENT DU PAKISTAN À MONTRÉAL

(PC) — Le ministre québécois du Commerce extérieur Bernard Landry a porté un toast au président Mohammed Zia ul-Haq du Pakistan, hier, disant espérer que le Québec participe à un projet de \$500 millions dans ce pays d'Asie.

Prenant la parole au cours d'un déjeuner offert en l'honneur du général Zia et de sa suite, M. Landry a déclaré qu'un consortium de trois compagnies québécoises avait soumissionné pour exécuter la première phase du projet d'exploitation du cuivre dans la province du Baluchistan.

«Nous ne pouvons tirer de conclusions, mais l'offre est ferme pour la première phase et je pense que dans quelques mois nous signerons le contrat», a déclaré M. Landry aux journalistes.

«Éventuellement, cela pourrait nous mettre dans une très bonne position pour participer à la deuxième phase, qui est la plus importante», a-t-il ajouté.

Le consortium comprend le Groupe SNC (ingénieurs-conseils), la Société de développement industriel et Soquem. Le contrat relatif à la première phase vaut \$8 millions et porte sur l'évaluation du potentiel minier du Baluchistan.

Répondant à l'allocution du ministre Landry, le président Zia a dit: «Je vous assure que vous ne serez pas déçu. Il y a 100 pour cent de cuivre dans ces mines.»

Le président du Pakistan est arrivé à Montréal mardi soir pour une visite de cinq jours au Canada.

Plus tard dans la journée d'hier, M. Zia a reçu les journalistes et des compatriotes à son hôtel.

Pendant ce temps, une douzaine de sympathisants du Parti populaire pakistanais manifestaient paisiblement à l'extérieur. Ce parti dirigeait le Pakistan avant le coup d'état en 1977 qui porta le général Zia au pouvoir, lequel fit exécuter l'ancien président Ali Bhutto.

En conférence de presse, le secrétaire général du parti le docteur Ghulam Hussain a dénoncé la loi martiale dans son pays et a accusé le général Zia d'exécuter de 400 à 600 dissidents chaque année.



Photo Le Journal - UPC

À l'arrivée du président pakistanais Mohammed Zia ul-Haq dans la métropole hier, un groupe de manifestants brandissant des posters à l'effigie de l'ancien président Ali Bhutto, ont protesté contre la venue au pays de celui qui a pris le pouvoir lors d'un coup d'État en 1978.



Téléphoto Le Journal - UPC

## **Le président Zia au Parc olympique**

Au cours de sa deuxième journée à Montréal hier, le président du Pakistan, Mohammed Zia ul-Haq a fait une tournée en compagnie du guide Rita Chin des installations du Parc olympique. Le premier ministre pakistanais était accompagné du ministre d'État aux Affaires extérieures, Charles Lapointe.





## Zia cherche une assistance à son programme nucléaire

Le président du Pakistan, Mohammad Zia ul-Haq, aimerait que le Canada reprenne son assistance technologique au programme nucléaire de son pays. Parlant à Montréal, lors de la troisième journée de sa visite de cinq jours au Canada, M. Zia a souligné que le Pakistan possédait des réserves d'uranium suffisantes pour alimenter le réacteur Candu de 135 mégawatts qu'il a acheté au Canada durant les années 70. « Mais nous demandons aujourd'hui à nos amis, y compris le Canada, de nous aider à exploiter notre réacteur pour satisfaire à nos besoins énergétiques ». Le Canada avait mis fin à sa coopération nucléaire avec le Pakistan en 1976, lorsque Zulfikar Ali Bhutto - que Zia renversa en 1977 et qu'il fit par la suite exécuter - refusa de signer un traité de non-prolifération. M. Zia s'est dit prêt à signer une telle entente si d'autres

nations en respectaient elles aussi les termes. On sait que l'Inde, l'ennemi traditionnel du Pakistan, possède des armes nucléaires. La visite de M. Zia à Montréal, à l'occasion de laquelle il a fait don d'une plaque commémorative au maire Jean Drapeau, a été marquée par ailleurs de manifestations de la part d'émigrés pakistanais, qui l'ont accusé d'être un assassin à la solde de la CIA. Par ailleurs, le Québec serait intéressé à conclure avec le Pakistan une entente relative à un projet de développement minier dans ce pays, projet qui assurerait des retombées de plus de \$250 millions à la province. En annonçant la nouvelle à l'Assemblée nationale hier, le ministre du Commerce extérieur, Bernard Landry, a déclaré, sans fournir plus de détails, qu'il avait discuté de la question cette semaine avec le ministre des Finances du Pakistan.

**TED  
BLACKMAN**



## Pakistani leader travels in style

**GOOD MORNING:** Talk about a blue streak. Rimming the sidewalk perimeters of the Ritz-Carlton Hotel last Thursday at noon were no fewer than 18 navy blue Cadillac limousines with smartly-dressed drivers at the wheel.

And the meters were running. Oh, how they were running.

"We were hitting \$1,200 an hour at one point," says a dispatcher at Samson Limousine. "And that's just our company. With the supplemental cars from Murray Hill and Phoenix it was probably closer to \$1,800."

The project was the two-day Montreal leg of Pakistan President Zia's visit to Canada. The Department of External Affairs needed 40 limos; the Pakistani Consul-General and Zia's friends, such as Saad Gabr, another 20.

They moved the presidential party from Dorval to downtown Montreal, about the city for various receptions, to North Hatley for a visit to Gabr's estate and then off to Ottawa. Officials are reluctant to discuss the total bill, but it's hefty.

### Mounties behind wheel

All of the limos came with their regular drivers, except three. The Royal Canadian Mounted Police picked up the "specials," combed them and put their own wheel men inside as the lead car for Zia, the decoy and the back-up.

You can enjoy the same treatment, at \$19 for a trip from the Queen E. Hotel to Dorval or \$44.50 to Mirabel. Want to leave the car at home for the busy New Year's Eve circuit? It's yours, limo and driver, for \$30 an hour.



**PRESIDENT ZIA  
Visits North Hatley**

The limo charge is set at 20 per cent more than a taxi ride under ideal circumstances, but as soon as a cab hits a red light or a traffic snarl, the disparity begins shrinking. Often a limousine ends up costing the same and with few of the hassles.

Your limo driver will smoke. Or he won't. And he'll talk. Or he won't.

"We have a very strict set of rules and regulations," says Ron Cook, the head man at Samson. "Our policy is that when you hire our limo you're riding in your own personal car, under your own conditions, and your wish is our command."

A Samson driver cannot smoke unless the passenger invites him to do so. He isn't allowed to suggest such an invitation. He's instructed to initiate a congenial conversation and if there's no reply, he clams up.

"He's allowed to make three efforts at conversation," Cook says. "Something like 'Good morning,' or 'Have you had a good day, sir?' and if nothing comes back, he keeps his eyes on the road and his lips sealed.

"If you want, he'll make small talk all the way to Quebec City. If you want silence, or a particular AM or FM station, or nothing at all, that's exactly what you'll get. It's your car and nothing is imposed on you."

### Drivers set own hours

The drivers in Samson's 80-car fleet (seven seven-passenger Caddies, three five-passenger Caddies, 70 five-passenger Chrysler New Yorkers) are not employees, but franchise entrepreneurs.

They rent the limos from Samson and, working a 50-hour week, make an average of \$25,000 a year. The fares generate the salary and car rental; tips generally cover gasoline and maintenance costs. They set their own hours and pace.

But they must adhere to "the book," however, and won't be dispatched unless they demonstrate their conformity.

Drivers are issued a 20-piece uniform, including three-piece blue suit, a half-dozen short-sleeved shirts and another six with long sleeves, cap, umbrella, gloves, tie and top coat.

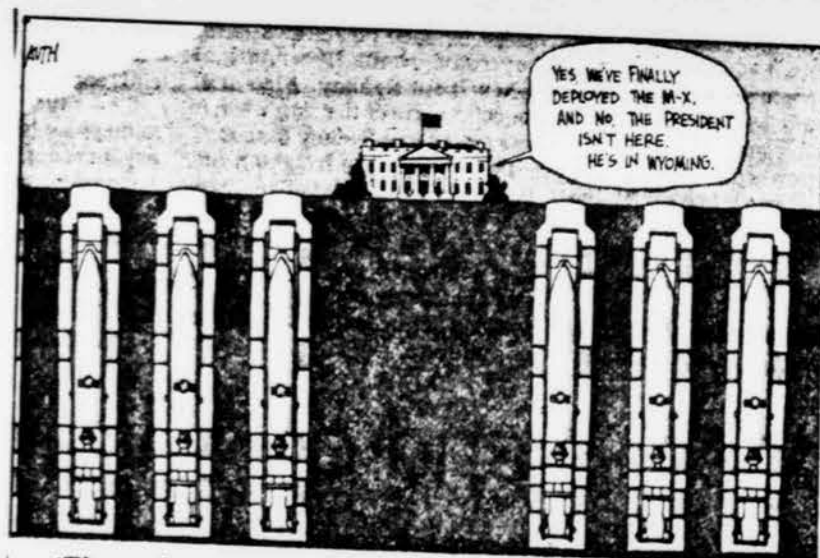
"If they're not dressed properly or the car isn't clean, the dispatcher in the red uniform at Dorval won't load the car," Cook says.

The drivers are schooled in the nice twists, too. Order a limo for 8:30 a.m. and it's there no later than 8:20. No driver is allowed to ring a doorbell before 8 a.m., but is permitted a soft knock.

"If you have an early flight to catch, that's all you need — a soft knock," Cook explains. "You don't need a doorbell waking up the entire household."

Samson's fleet does between 1,000 and 1,500 loads a day. Out of all those "rides" there are always a few of the typical questions.

"We don't run a dating service," says one driver. "But our drivers have enough smarts to recommend the most active bars."



'The only nuclear protection is total disarmament.'

## 'Civil defence unworkable'

I disagree with Robert Shepherd's suggestion that Canada should develop a civil defence program to be implemented in case of nuclear attack (Letters, Dec. 15).

Many experts, including the International Physicians for the Prevention of Nuclear War, have denounced the idea of civil defence programs being effective against nuclear attack as a dangerous illusion.

Implicit in his view of a more comprehensive civil defence plan being organized "until nuclear disarmament has been achieved" is the notion of learning to cope with nuclear war.

Until we shelve the ludicrous notion of surviving a nuclear war, we will never be able to generate the support and commitment needed to make nuclear war not probable but impossible. When there is no survival option, we make the only correct choice: worldwide disarmament.

Try to imagine Mr. Shepherd's civil defence program: thousands of terrified people heading in a calm and orderly manner to their fallout shelters; others, perhaps, are waiting patiently in cars or buses to be evacuated. Meanwhile, their city is being engulfed in a fireball fanned by winds of up to 300 miles per hour.

Think only of the chaos in Montreal on Dec. 14 when one, just one, of

our systems, electricity, failed us for a few hours.

However, let us imagine the improbable: People reach their fallout shelters and, once inside, they are not asphyxiated by the fireball. There they sit, little groups of human beings, demented with fear. People caught on the move also manage to reach "safety" although where this might be and who would supervise their evacuation is not clear.

Having lived through the initial blast, our "survivors" begin to emerge from their shelters. Although Mr. Shepherd is concerned about the disruption of such social structures as medical care and the transportation of food supplies, he omits all mention of the damage that a nuclear attack would cause to our natural life-support systems.

Our water would be contaminated. Possibly, the ozone layer would be damaged and radiation from the sun would kill us. For hundreds of miles, the earth would be barren.

There are 60,000 nuclear weapons in existence, having a total explosive strength of more than one million Hiroshima bombs, according to United Nations document A/35/392.

Only when millions of us throughout the world actively express our opposition to the arms race will nuclear disarmament be achieved.

ROSE MARIE WHALLEY  
Montreal



# Pas de cataclysme sans préavis

Que feriez-vous si  
une alerte générale  
était donnée  
dans 4 secondes?  
...advenant que la  
sirène fonctionne.

par LUC CHARTRAND

« **A**-t-on pensé au jeu de cartes? » Dans la chambre de moine où attend depuis 20 ans un petit lit simple en fer, je me sens pris d'une pensée affectueuse pour notre premier ministre. Non, l'armée canadienne n'a pas prévu de jeu de cartes pour la cellule de René Lévesque!

C'est ici, à Valcartier, que s'enfermerait le chef du gouvernement québécois advenant le grand soir de l'apocalypse. Les militaires de Valcartier ont baptisé cet abri gigantesque le « sous-marin »: sur deux étages, il renferme une cafétéria, un studio radiophonique, des salles de réunion, des bureaux, des chambres à coucher, etc. Une fois les « écouteilles » fermées, 369 personnes seraient chargées d'y maintenir, sous un océan de feu, le gouvernement du Québec. Le pouvoir de la dernière heure pourrait survivre 14 jours.

« Comprenez bien, dit André Tremblay, directeur pour le Québec de Planification-d'urgence-Canada, que cet abri n'est pas là pour protéger des individus mais une structure politique. Peu importe le parti. Seules seraient admises ici les personnes essentielles à l'exercice du gouvernement. » Dans cette hiérarchie de fin du monde, mandarins et technocrates au-



## En matière de protection civile, nous vivons dans un des pays les plus insoucians du monde. En cas de désastre, la quasi-totalité de la population n'a aucun abri...

ront priorité sur les simples députés.

Pierre Trudeau a bien sûr son abri, à 40 km à l'ouest d'Ottawa; on peut y abriter 400 personnes. Tous les gouvernements provinciaux ont le leur. Les administrations municipales et régionales importantes aussi (celui de l'administration montréalaise est à Sainte-Agathe). Même le parchemin de la nouvelle constitution canadienne dormirait à l'abri des «rems» et des poussières radioactives advenant une catastrophe. Les citoyens ne sont pas aussi bien pourvus. Le ministère fédéral de la Santé dispose de 211 cantines d'urgence équipées chacune d'assez de casseroles pour servir 200 personnes!

En matière de défense civile, nous vivons dans un des pays les plus insoucians du monde. En cas de désastre militaire, la quasi-totalité de la population n'a aucun abri. A part la petite vague des «bunkers» privés qui avait suivi la crise des missiles de Cuba, on n'a jamais vu ici de programme national de construction d'abris.

Au Canada, c'est une affaire individuelle. Planification-d'urgence fournit une documentation complète sur la manière de construire l'ultime refuge. On y dispose d'une série de brochures, véritables modes d'emploi de l'hécatombe, dont la lecture est à vous décourager d'investir dans l'immobilier de surface: *Abri dans le sous-sol contre les retombées radioactives, Le danger qui menace le Canada, Survie dans les zones-cibles probables, Abris plus simples, Les onze étapes de la survivance*, etc. Environ 50 000 ont été postées l'an dernier.

La littérature est vieillotte, comme la préoccupation. Dans l'iconographie officielle de la défense civile, les cheveux sont en brosse, les talons aiguilles et les jupes droites! Même l'encre dont devraient se servir les fonctionnaires de l'underground enfouis sous Valcartier a séché dans les pots depuis 1962.

Mais André Tremblay se fait rassurant. «En cas de guerre nucléaire, je ne serais nullement inquiet pour la survie de la population. Un bon sous-sol de maison offre un coefficient de sécurité élevé. Nous ne décourageons pas la construction d'abris privés mais nous n'insistons pas non plus là-dessus.» Le directeur de Planification-d'urgence prêche par l'exemple: il a aménagé le sien dans sa cave!

Contrairement à ce qu'on pense, ce ne sont pas des gens farfelus qui investissent dans la protection anti-nucléaire. La Suisse compte 850 hôpitaux-abris et la loi exige que toute nouvelle construction soit pourvue d'un refuge. En 20 ans, ce pays aura investi 30 dollars par an par habitant. Les quatre cinquièmes sont allés à la construction d'abris. L'information de la population est constante et complète, voire brutale. Selon les spécialistes, si la population d'Hiroshima avait pu être informée, elle ne serait pas restée en plein air pour regarder le ciel s'embraser. La Banque centrale des États-Unis a logé sous terre le plus grand coffre-fort de l'Histoire. Pour protéger les devises de l'après-troisième-guerre! Quant à l'URSS, tous ses citoyens savent exactement dans quelle maison, à la campagne, ils iront se réfugier en cas d'alerte et d'évacuation. Moscou a consacré, depuis 1960, plus de 20 milliards de dollars à son programme de défense civile.

En Suède, l'effort pour la protection civile est comparable à celui fait pour l'armement. Toute construction doit prévoir un abri. Près de quatre p. cent de la population, soit 300 000 personnes, sont directement impliquées. La Norvège également a un programme poussé.

Dans le dénouement plausible d'un prochain conflit, le «jugement» dernier n'est qu'une hypothèse parmi d'autres.

**La catastrophe de Mississauga. Plus de 200 000 personnes ont dû être évacuées.**



Une guerre pourrait être limitée. Elle pourrait même ne pas être nucléaire.

La plupart des pays sont en train de réévaluer leur effort de défense civile en tenant compte de ces scénarios. L'an prochain, à la demande du président Reagan, le budget américain dans ce secteur doublera. Nos voisins se préparent à mettre en branle un programme de 4,3 milliards de dollars étalé sur sept ans, uniquement pour se doter d'un plan d'évacuation des grandes villes. Ici, aucun nouvel effort à signaler. Bon an, mal an, le gouvernement fédéral consacre 25 000 000 de dollars à la défense civile, soit l'équivalent de cinq millièmes de nos dépenses militaires ou, si l'on préfère, un dollar par habitant.

L'invasion de l'Afghanistan a réveillé un peu l'attention chez les militaires. Suite à une demande de vérification émanant du bureau du premier ministre, on s'est rendu compte qu'aucune des sirènes d'alerte du Nouveau-Brunswick n'était encore en état de fonctionner! «Chez nous, raconte le capitaine Verrette, officier d'alerte du Québec, l'inspection et l'entretien avaient été confiés à une entreprise privée. Nous nous sommes aperçus qu'ils envoyaient leurs rapports sans même avoir fait les vérifications!» Ces sirènes, au nombre de 1 700 dans le pays, sont vieilles de plus de 30 ans.

D'ailleurs, ce n'est pas parce qu'on est officier de protection civile qu'on s'illusionne sur les chances de survie dans le cas d'une guerre nucléaire totale. «Vous me parlez de la fin du monde!» s'exclame Georges Gouin, du Bureau de la protection civile du Québec. Les meilleurs abris seront au ciel! C'est l'avis de la plupart.

La vision sinistre des bunkers au coin des rues n'enchant personne. On ne vivrait pas avec un cercueil dans sa chambre en se disant qu'un jour il servira. La défense anti-atomique se heurte à la même hostilité: «On aurait beau me démontrer que c'est parfaitement utile et justifiable, jamais je ne construirai d'abri chez moi», entend-on.

Certains pays, comme la France, ont boudé les abris au nom d'arguments stratégiques. Les militaires français soutenaient jusqu'à tout récemment qu'un investissement dans ce domaine aurait si-

**«C'est triste à dire,  
mais les gens auraient  
besoin d'une claque genre  
Mississauga pour se réveiller.»**

gnifié qu'on n'avait pas confiance dans la force dissuasive de l'arsenal atomique français. Au Canada, c'est au nom de la qualité de la vie que le gouvernement renonce à un programme visible de défense.

«La signalisation des abris, les exercices et les campagnes d'information sont prévus uniquement si la situation internationale se détériore, dit André Tremblay. En parler en temps de paix risquerait tout simplement de créer une psychose de guerre.»

Le moins qu'on puisse dire du plan de la dernière chance du Canada, c'est qu'il ne sombre pas dans la paranoïa. Une menace sérieuse, croit-on, donnerait au moins 30 jours à Planification-d'urgence pour appliquer progressivement son programme d'organisation des abris dans les immeubles existants. Mais à quel moment une menace apparaît-elle suffisamment sérieuse pour déclencher l'application du plan ?

Dans son bureau d'Ottawa, Bill Snarr, le grand patron de Planification-d'urgence-Canada, répond calmement :

«Non, l'Afghanistan n'a jamais représenté une menace assez sérieuse pour amorcer les étapes préliminaires. Si vous regardez objectivement, il n'y a jamais eu de menace véritable de guerre nucléaire. Cuba ? Les Russes n'auraient jamais risqué leur sécurité pour cette île ! C'est évidemment plus facile à dire après...»

À Planification-d'urgence, on estime que seule une confrontation directe entre les deux superpuissances sur un enjeu qui menacerait l'intégralité territoriale de l'une des deux constituerait un signe alarmant. Oserait-on alors amorcer les préparatifs ? L'expérience montre qu'il peut être contre-indiqué de passer trop tôt aux actes dits défensifs. Lors de la révolution iranienne, le sauvetage des Canadiens se trouvant en Iran a été repoussé jusqu'à l'ultime limite: on voulait éviter de donner trop tôt l'impression que l'on considérait nulles les chances du Shah de reprendre le dessus. Tout indique qu'en cas d'escalade entre les super-grands, il serait de très mauvais goût diplomatique d'entasser des sacs de farine dans les couloirs du métro !

Notre politique de la cigale, estime certains scénaristes de la troisième guerre mondiale, aggrave la menace de guerre.

«La protection civile, selon le général belge François Close, un ancien de l'état-major de l'OTAN, est l'outil de dissuasion des pays neutres.» La Suisse et la Suède, en tout cas, appliquent ce précepte à la lettre. En cas de guerre nucléaire, elles pourraient assurer la survie de 90 p. cent de leurs populations.

Une étude secrète effectuée par Léon Sloss, du bureau du secrétaire américain de la Défense, pour Zbigniew Brzezinski, directeur du Conseil national de sécurité sous Jimmy Carter, a démontré que les mesures de défense civile prises par les Soviétiques étaient efficaces. On a trouvé qu'une tentative délibérée de tuer le plus grand nombre de civils possible n'atteindrait pas les 60 p. cent prévus mais plutôt 25 p. cent de la population soviétique, c'est-à-dire moins de 100 000 000 de victimes.

Cette étude a permis de découvrir que le programme soviétique de défense civile

tiellement une de retombées.»

L'évacuation des villes n'entre d'ailleurs pas dans la stratégie canadienne. Inapplicable en hiver, elle exigerait aussi, entre l'alerte et la fin de l'opération, un délai qui laisserait le temps aux missiles de faire une centaine d'aller-retour entre l'URSS et le Canada !

En 40 ans d'oscillations entre la détente et la dissuasion, tout a été dit en matière de stratégie. L'ennui, c'est que la théorie change souvent. Dans les années 60, l'attaque des villes canadiennes était sérieusement envisagée. Aujourd'hui, non.

«Au Québec, estime André Tremblay, il y a peu de cibles possibles: Montréal, Québec, Hull-Ottawa, et encore. Le plus gros danger nous viendrait des retombées causées par un bombardement des villes américaines, en particulier du Mid-West. Les poussières radioactives suivraient la même route qu'empruntent actuellement



L'abri de Pierre Trudeau. A 40 km à l'ouest d'Ottawa.

a été confié aux militaires et que des sommes considérables ont été dépensées. Des abris profonds sont disséminés à travers toute la ville de Moscou; 75 sont réservés aux seuls dirigeants politiques et militaires. Certains sont blindés pour résister à des pressions de l'ordre de 1 000 livres par pouce carré.

Advenant une guerre ouverte entre les super-grands, les Russes, qui ont une bonne longueur d'avance, seraient nettement avantagés. Le déséquilibre des morts varierait entre 10 et 40 contre un en faveur des Soviétiques.

D'où la thèse que la défense civile contribue à la dissuasion.

Bill Snarr n'y croit pas le moins du monde: «Il n'y a pas d'effet dissuasif à construire des abris pour la simple raison que les civils ne seront pas la cible d'une guerre nucléaire. La menace en est essen-

les pluies acides!»

A Plattsburg, les citoyens s'exercent périodiquement en fonction d'une attaque possible de la base avoisinante. Or, selon les vents du moment, le nuage radioactif pourrait atteindre la Baie Missisquoi en quelques minutes.

Montréal, à cause de sa concentration industrielle, figure donc parmi les cibles possibles. Son plan de défense demeure pourtant un mystère. Les autorités municipales prétendent qu'il existe, mais refusent de le rendre public.

Pourtant, l'une des brochures de Planification-d'urgence affirme qu'il y a au moins deux bombes H d'une mégatonne (50 fois Hiroshima) pointées en permanence sur Montréal, capables chacune de tout anihiler de la rue Papineau jusqu'au Forum.

Ironiquement, la ville la plus souter-



raîne au monde ne retire aucun avantage de cette caractéristique, faute d'aménagement des espaces. «Le métro de Montréal ne figure pas dans nos inventaires d'abris, affirme André Tremblay. Il représente un espace incomparable, mais c'est tout. Il n'y a pas d'eau, pas de toilettes, un système de ventilation désastreux. La vie y deviendrait vite intenable.»

Pourtant, mal informés, c'est le premier endroit où les gens songeraient à se présenter. A ma demande d'information sur le programme d'abris du ministère des Travaux publics, la réceptionniste a répondu: «Vous voulez parler du métro?»

Au sujet des abris privés existants, Planification-d'urgence ignore à peu près tout. La plupart des propriétaires préfèrent demeurer incognito. Ils ont d'ailleurs de bonnes raisons de ne pas le crier sur les toits. En cas de catastrophe, ils risqueraient de se découvrir de nombreux «amis». Pour cette raison, le service fédéral recommande de garder une arme dans ce retranchement de la dernière heure.

Il est toujours difficile de prévoir quel sera le comportement des foules en cas de désastre. Parfois, il est surprenant. La panique généralisée est probablement un des clichés les plus répandus et les plus faux sur les situations de catastrophe. Les études démontrent qu'au contraire les individus réagissent plus rationnellement et efficacement lorsqu'ils se trouvent devant une urgence.

Mais il n'y a pas que le cauchemar de la Bombe H qui semble plaider en faveur des installations et exercices de défense civile. Les pays qui investissent dans le domaine sont conscients qu'en se prémunissant contre le pire, ils se défendent du même coup contre des dangers plus probables. Autour de nous et dans un passé récent, les exemples ne manquent pas.

En 1979, dans une banlieue tranquille de Toronto, Mississauga, plus de 200 000 personnes furent évacuées suite au déraillement d'un convoi de matières dangereuses (ce qui correspond à peu près à vider la ville de Québec). Au plus fort de l'alerte, on crut devoir évacuer tout Toronto-Est. La même année, à Three Mile Island, en Pennsylvanie, autant de gens étaient délogés à cause d'un dérèglement de la centrale nucléaire locale. A Mississauga, ce sont les hôpitaux qui ont suscité le plus d'inquiétude: il fallut jusqu'à cinq heures pour reloger 300 malades graves d'un hôpital de la zone sinistrée.

Au premier rang des bombes à retardement qui menacent les grandes villes, on retrouve le volume croissant des matières dangereuses utilisées par l'industrie. En 1976, à Seveso en banlieue de Milan, un nuage de gaz toxique contenant de la dioxine s'échappait d'une usine de la société Hoffman-LaRoche. La dioxine est probablement le produit le plus toxique de la planète: il l'est 500 fois plus que la strychnine et 10 000 fois plus que le cyanure! Jamais on ne saura avec certitude

### **Le métro ne pourrait pas servir d'abri: pas d'eau, pas de toilettes, une ventilation désastreuse.**

dans quelle mesure elle pourrait être liée à certaines malformations congénitales et grossesses avortées survenues par la suite à Seveso...

On ignore quelle quantité de dioxine est stockée au Canada, mais on sait qu'il en circule chaque année par route et par rail. Un service du ministère fédéral des Transports, Canutec, peut fournir 24 heures sur 24 sur simple appel téléphonique toute information utile permettant de neutraliser une matière dangereuse, quelle qu'elle soit. Canutec fut créé au lendemain de la catastrophe de Mississauga. Il avait alors fallu cinq heures aux secouristes pour connaître avec certitude la nature des produits qu'ils avaient à combattre.

La réponse aux catastrophes ne s'amé-

liore malheureusement souvent qu'à cause des erreurs du passé. «Nous ne pouvons tout prévoir», admet-on sans détour dans tous les services d'urgence de la fonction publique.

«Le grand dilemme de la protection civile, c'est qu'on peut y investir des sommes astronomiques en souhaitant toujours que ça ne serve à rien!» explique M. Georges Gouin, responsable pour Montréal au bureau de la Protection civile, un service provincial. Politiquement, rien n'est moins rentable. «Que voulez-vous, dit de son côté André Tremblay, on ne gagne pas une élection en offrant aux gens de les mettre sous terre! Surtout pas dans un pays comme le nôtre où les gens n'ont jamais connu la guerre.»

«Je ne suis pas certain que les gens accepteraient de payer le coût que représente la défense civile de certains pays d'Europe, dit José Mathieu, directeur des communications à la Protection civile. Creuser des abris, pour un individu comme pour la société, ça coûte une fortune.»

La plupart des villes du Québec sont tout de même pourvues d'un plan d'urgence municipale. Grâce à une modification récente de la loi de la Protection civile, le gouvernement du Québec peut ordonner la préparation d'un plan à toute municipalité lorsque nécessaire.

En 1981, une fuite de gaz toxique — de l'anhydride sulfureux — à la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire donnait l'occasion de vérifier la qualité du plan. Pour une période de 26 heures, 800 personnes furent évacuées. «Ce fut une expérience très positive, estime Gilles Dubuc, coordonnateur municipal de l'opération. Tout s'est passé sous le signe de la bonne humeur, en bonne partie parce que nous étions bien organisés. Même la protection des propriétés évacuées était prévue. Nous n'avons eu aucune plainte de vol pendant cette période.»

Depuis le tragique glissement de terrain à Saint-Jean-Vianney, en 1970, le Québec n'a pas vécu d'urgence nationale d'ampleur considérable. Quelques inondations, feux de forêts et fuites de produits chimiques mettent chaque année en branle quelques dispositifs, mais sans plus.

La pire frousse est survenue l'an dernier, quand une fissure est apparue au barrage de Manic 5. Dans les heures qui suivirent, Hydro-Québec a rappelé des experts de Californie et même de Chine pour les conduire sur la rivière Manicouagan.

Il ne s'est rien produit, mais la Protection civile était sur les dents. Certains ont critiqué la lenteur d'Hydro à donner l'alerte. La fissure avait été détectée un

jeudi; Paul Chevette, directeur de la Protection civile pour la région, fut prévenu... le dimanche après-midi! «Le problème, dira Paul Chevette après coup, c'est que seule Hydro-Québec a la compétence et les moyens d'inspecter les barrages et de déterminer les dangers.»

Les barrages du Québec constituent, au même titre qu'une centrale nucléaire ou une industrie chimique, une menace potentielle à la sécurité civile. Il y a quelques mois, Hydro-Québec informait le gouvernement qu'elle devait remplacer l'évacuateur de crues de la rivière des Prairies, détérioré au point de représenter un risque majeur de catastrophe. André Mathieu, un propriétaire du secteur, a réclamé et obtenu la tenue d'audiences publiques.

«Je me suis rendu compte au cours des audiences que les gens prenaient pour acquis la sécurité des barrages et ne songeaient même pas à mettre en question la qualité des inspections et de la surveillance qu'en faisait Hydro-Québec.» André Mathieu a réclamé une enquête sur cette question.

«C'est triste à dire, remarque José Mathieu, mais les gens auraient besoin de manger une claque du genre Mississauga pour se réveiller. A Baie Saint-Paul, lorsque nous parlons aux gens des risques de tremblement de terre, ils se tordent de

rire. Pourtant, c'est pour eux un risque majeur.»

Le problème numéro un de tout système de protection civile reste toujours le facteur humain. «Le plus difficile, poursuit José Mathieu, c'est de convaincre la municipalité de tenir son plan à jour. Si le gars qui assure les communications est déménagé depuis un an ou si le responsable de l'évacuation est en vacances, le meilleur plan ne sert à rien.»

«Nombre de municipalités sont munies d'un compteur de radioactivité, dit Georges Gouin. Mais ça fait souvent 10 ans qu'il dort dans le sous-sol de l'hôtel de ville sans que personne se souvienne comment le faire fonctionner!»

Paradoxalement, les Montréalais ignorent absolument tout de leur plan d'urgence, alors qu'ils vivent à l'endroit le plus névralgique: entre les raffineries de Montréal-Est, traversé par un treillis de voies ferrées où se baladent des produits toxiques, dans une zone sismique et, avec pour toutes sorties, 26 ponts qui constituent un problème permanent d'encombrement.

Les experts en défense civile accordent pourtant à l'information une importance prioritaire. A l'OTAN, on en fait même une recommandation explicite: «La protection civile est une question d'auto-défense pour la population. Il faut donc que

celle-ci soit bien informée, qu'elle comprenne les risques qu'elle court et qu'elle sache quoi faire en période de crise.»

A Montréal, selon les spécialistes du milieu, le plus gros obstacle à cette règle c'est... les journalistes! «Dans la plupart des régions, affirme Georges Gouin, nous pouvons passer par les journaux locaux pour assurer la diffusion du plan. A Montréal, c'est impossible. Si le plan est rendu public, les journalistes ne chercheront pas à le diffuser mais à le détruire.»

En cas de crise, ce problème de communication pourrait s'avérer catastrophique. Comment prendre contact avec les enfants qui sont à l'école? Comment identifier les routes à éviter? Et qui saurait la première chose à faire si demain matin les 282 sirènes d'alerte du Québec se déclenchent sur l'ordre du premier ministre? (En l'occurrence, il faudrait syntoniser le plus rapidement possible la radio de Radio-Canada.)

Une chose est certaine: les organismes de défense civile, canadien et québécois, doivent faire un sérieux effort de communication. «C'est un fait que nous sommes mal connus, admet Georges Gouin. Nous recevons 40 appels par jour au sujet de chats grimpés dans les arbres et de tout ce que vous pouvez imaginer. Quant aux plans d'abris, nous recevons trois demandes par année!» ■



# PROTECTION CONTRE LES INCENDIES À MONTRÉAL: LAMARRE SATISFAIT

Le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, a déclaré hier que le maintien de la cote 3 pour Montréal «signifierait une amélioration puisque les normes de protection contre les incendies ont été rendues plus sévères ces dernières années.»

M. Lamarre a cependant précisé qu'il n'a pas encore reçu le rapport définitif des spécialistes établissant la cote de se-

curité-incendie dont jouira la métropole au cours des prochaines années. On sait que les déclarations faites au cours des derniers jours par le Groupement technique des assureurs laissent croire que la cote de Montréal sera maintenue à son niveau actuel, soit le niveau 3.

«Notre administration estime avoir déployé des efforts concrets pour diminuer les risques d'incendies dans les quartiers

de Montréal, notamment par des programmes incitatifs de démolition des hangars et aussi en favorisant la restauration, chaque année, de milliers de logements», a expliqué M. Lamarre.

Lors de la séance du conseil municipal, mardi soir, le bras droit du maire Jean Drapeau a mentionné que le rapport définitif parviendra à l'administration montrealaise d'ici le 15 août.

# Major blaze at refineries tops list of disasters

*But municipal leaders in the east end also fear floods, chemical leaks and even a tornado*

By DAVID WINHURST  
of The Gazette

While Montreal East has identified its major concern as a gas leak from any of the huge refineries in the municipality, the fear that haunts Montreal North is the possibility of a Riviere des Prairies flood, followed by an earthquake, a plane crashing onto the city, an electrical blackout, hurricane or a tornado.

In neighboring Anjou, a gas leak is the number one concern. Then comes a plane crash, a major road accident and an explosion.

## Power failure

St. Leonard considers a power failure, a plane crash, a blizzard and a gas leak to be its major threats.

And the City of Montreal worries about a major blaze, a leak of toxic chemicals, radioactive pollution and a plane crash.

The provincial law under which municipal emergency plans are prepared was passed in December, 1979, and requires each town to update its plan annually.

The Civil Protection Office (CPO) advises the municipalities on preparing their plans, beginning with the choice of priority concerns.

## Island-wide plan

These are determined by identifying the effects of a certain risk, like an earthquake, and then calculating the degree of frequency with which the risk is likely to occur.

Anjou Mayor Jean Corbeil believes a better solution than the variety of existing municipal plans would be to have one master plan for the entire island.

But when, on Corbeil's initiative, the Montreal Urban Community (MUC) proposed the idea to the provincial Justice Department it was shot down.

The argument used was that provincial co-ordination, organized by the CPO, would take care of any serious emergency that threatened more than one community.

## Outside help

Once a situation develops that is outside one town's ability to cope, the local co-ordinator has to inform the CPO which then mobilizes outside help.

For example, the emergency services of other towns can be called in, schools can be turned into evacuation centres, experts in different types of disaster control can be located, mass transport can be organized and the Canadian Armed Forces can be summoned to provide extra aid.

In the case of the four east-end municipalities of St. Leonard, Montreal North, Anjou and Montreal-East, a mutual aid agreement already exists to help each other combat major fires.

## Drills twice a year

Among the oil refineries there is a similar agreement and drills are held twice a year to test the readiness of the system.

Jean Fiset, safety manager at the Shell refinery, said the refineries have at least 12 specialized fire trucks at their disposal.

At a rehearsal, held last November, Fiset said the response time to the alarm was 27 minutes, the time it took for the last of the nine fire trucks to arrive at the Petro-Canada refinery where the drill was held.

If these combined firefighting resources are not enough to handle the situation, the refineries can also call on the east-end municipal fire departments for help.

In that event, municipal fire departments take their orders from the refinery fire chiefs and play a back-up role, like cooling oil and gas storage tanks.



Gazette, Richard Arless Jr.

St. Leonard disaster team, from left: Giuliano Annunzi, Claude Blais, Raymond Guenette.

# East-end suburbs have emergency plan, but will it work?

By DAVID WIMHURST  
of The Gazette

Last Jan. 7, at a level crossing near Prince Albert St. and Marien Ave. in Montreal East, a CN locomotive collided with a tanker truck loaded with domestic heating oil.

Police quickly cordoned off the area as firemen moved in to mop up the more than 3,700 litres of fuel that spilled on the street.

When Town Manager Edouard Rivet arrived on the scene, the situation was under control. There were no injuries and no need for other municipal services to be summoned.

## Sigh of relief

Rivet breathed a sigh of relief and returned to city hall, knowing that the time had not yet come to imple-

ment Montreal East's emergency plan.

If the accident had been worse, involving for example toxic or explosive chemicals and gases from the refineries that dominate the east-end suburb of 3,600, it would have been Rivet's job, as co-ordinator of the plan, to ensure that all the necessary emergency measures were deployed.

Apart from the police and fire department rescue squads, the measures include technical teams, social services, transport and food as well as communications and information services.

But the effectiveness of the response in an emergency remains an open question, because like most other municipalities in Quebec, Montreal East has never had a di-

saster "dry run."

"I won't be happy until we've had a simulation," said Rivet. "We have plans for an exercise this fall, but right now it's difficult to say whether it would be a practical simulation or just done on paper. But whatever it is, it will not be complicated."

So far, the residents of Montreal East have never faced a major disaster although there have been many incidents over the years similar to the January collision.

- In 1957, a propane tank at one of the refineries exploded, shattering windows three-quarters of a mile away. It was spectacular but nobody was hurt.

- In 1960, four homes had to be evacuated after chlorine gas leaked



Shell's safety manager Jean Fiset, left, and Michel Ricard will join 'dry run' test.

Gazette, Richard Arless Jr.



into the sewer system, but again the leak was small and easily contained.

Montreal East has never had a major disaster. Nothing on the scale of the 1980 inferno in Moose Jaw, Sask., set off by an explosion of an oil tanker at a fuel transport depot that sent rivers of flaming fuel through the streets and forced the evacuation of 900 residents.

But it could happen.

And if it does, the emergency plan would be tested to its limit.

For now, the plan prepared with the assistance of Quebec's Civil Protection Office (CPO), remains organizational rather than operational.

### Gas leak main fear

It lists, in order of importance, potential disasters that can strike the town, beginning with the one everyone fears the most — a major gas leak — followed by a chemical leak, a snowstorm and an explosion.

A second list includes all the municipal services required to deal with the particular type of emergency.

With four oil refineries and a number of major chemical plants within the suburb's 11.5-square-kilometre area, the result of another Mississauga-type disaster would be catastrophic.

The train crash that forced the evacuation of the Ontario town's 250,000 residents on Nov. 11, 1979, resulted in the explosion of eight propane tanker cars that ruptured another car containing 70 tons of deadly chlorine.

### Needs MUC approval

But Montreal East's disaster plan did not list a train accident among potential emergencies until last February when the scheme was revised. A very busy rail line cuts across the suburb and the refineries.

Daniel Savard, a graduate student of McGill's University's School of Urban Planning, was commissioned earlier this year by the city to design an evacuation plan.

The finished product, which is divided into three distinct areas — industrial disasters, train derailments and residential emergencies, has been submitted to Mayor Yvon LaBrosse, and is subject to approval by the Montreal Urban Community's (MUC) emergency measures department.

Savard said the plan isn't too detailed because it must be flexible enough to adapt to any possible emergency.

The choice of routes out of the town depend on factors like the nature and site of a particular disaster, the prevailing winds and the sort of damage suffered by principal and secondary roads.

These factors were relatively easy to determine, said Savard, as well as the choice of assembly points.

Montreal Urban Community (MUC) police have already drawn up a program that will ensure each house to be evacuated is visited and each evacuee is tagged with his origin and destination.

"The most important thing is that all municipal services playing an evacuation role in a disaster are able to respond automatically to any emergency," said Savard, "so no time is lost in event of the plan being put into operation."

The ultimate destination of evacuees, to be decided by the CPO, will be kept a secret.

Later this year, if the plan is approved, Montreal East hopes to hold a simulation to test its response to an emergency.

### Odd-man-out

But Anjou Mayor Jean Corbeil is not an advocate of such rehearsals.

"Personally, I don't believe in simulations," he said. "I don't say they're not a good idea, but they are very costly and the strenuous conditions of a real emergency are very different."

Georges Gouin, the CPO's assistant director in Montreal, realized this and had hoped to get as many municipalities as possible involved this year in a basic program designed to test the readiness of emergency services.

But Gouin said last week he was "disappointed" with the response the idea received from town managers, adding that it was difficult to arrange a simulation with even one municipality in the MUC.

"We've had 12 simulations this year with municipalities off the island," he said. "But there seems to be a lack of interest on the part of the (MUC) municipalities in simulations."

"Unless something happens to create that interest, town managers are complaining that they're already over their heads in work."

Gouin had suggest earlier that the heads of the various services in a town get together to simulate an emergency headquarters.

"That means they sit around a table and discuss a scenario thrown at them by the CPO, like an explosion at a gas station."

"There's no question of mobilizing all the personnel that would really be involved at this first stage," said Gouin. "None of the municipalities in the MUC is ready for that yet."

### No 'dry runs'

Montreal North also does not plan any emergency "dry runs" in the near future, because the city can't afford it and besides it probably wouldn't be worth it anyway, according to the suburb's director of emergency services Roland de Grandpre.

"A simulated disaster would not be indicative of what our services would be capable of offering in times of emergency," he said.

"Once we are faced with the reality of a disaster, we'll know how efficient we are."

He said this was because people "will not react as quickly and passionately when they know the emergency is not real."

He said Montreal North updates its emergency services every four or five years, and is in the process of doing so right now.

In St. Leonard, small-scale emergency exercises are held every two weeks.

Raymond Guenette, St. Leonard's deputy-emergency planner, is proud of the system he has organized, which includes 100 volunteers, a mobile medical centre, a supply truck and a four-wheel drive vehicle.

The bi-monthly exercises include first-aid, rescue, radiation control and communications training.

Earlier this year, a joint drill was held with the emergency services for Ville St. Laurent.

About 100 people were involved in such things as radiation detection and first aid.

Guenette said that because Metropolitan Blvd. bisects his city, his evacuation plans are to be carried out in two directions.

The value of such exercises is very important, said Bill Cusson, who has spent 10 years organizing emergency services at the airport in Dorval.

As director of airport safety and security, Cusson is an expert in a specific type of disaster management but the principles that apply to his specialty also apply to other types of emergencies.

One of these is the management of mass casualties.

Unless the seriously injured are immediately treated at the site of a major accident, Cusson said, about half will die.

At Dorval, a team of eight doctors can be summoned to a crash within minutes. Triage, or the sorting of victims according to types of injury and dispatching them to the appropriate hospital once they are stabilized, would be carried out on the spot.

There is no such organized medical response available for the rest of the MUC although preparations for a similar service for the whole island as well as Laval are under way.

### Eight hospitals on call

For the time being, eight hospitals are assigned responsibility for any major medical emergency that might arise.

However, both Dr. Patrick Kilmartin, who heads the Dorval medical team and Dr. Paul Masson, medical director of the Centre de Co-ordination des Urgences Sante (CCUS), agree that the existing state of affairs is inadequate.

"There's a sleepy attitude to disaster response," said Kilmartin.

Masson was more specific.

"None of the eight hospitals is ready to intervene in the event of a disaster, with perhaps the exception of the Montreal General," he said.

But a plan is being prepared which would make the CCUS responsible for first response to a disaster.

With a fleet of 69 ambulances and 31 mobile doctors at its disposal, the CCUS already answers most calls for immediate medical attention from the public.

"We can get there fast, because we are on the road 24 hours a day," said Masson, "and the doctors are all emergency specialists."

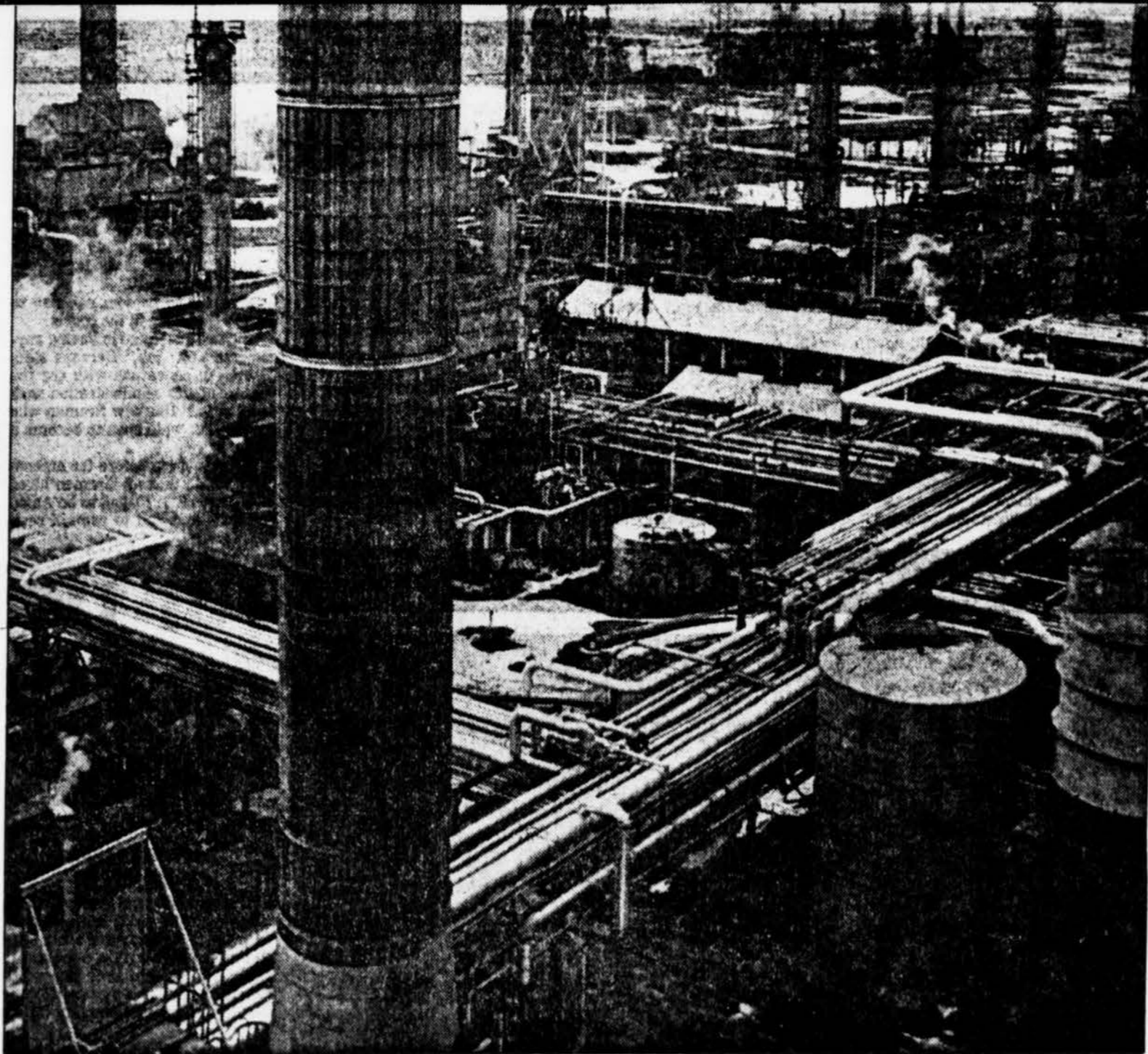
At the level of experts like Masson, and the fire and police departments which regularly deal with emergencies, the attitude towards disaster planning is serious, professional.



Although each municipality has its own plan, it seems there is some way to go before the organization at the local level is ready to fully respond to a crisis.

"The trouble is," said Montreal North's Grandpre, "there is still the mentality that it won't happen here. The everyday problems are considered more important."

Until, of course, a disaster strikes.



Gazette, Richard Arless Jr.

East-end refineries are focus of emergency disaster plan that calls for evacuation of thousands from the area.

# LE MODE D'INTERVENTION DES POMPIERS DE MONTRÉAL REDÉFINI CET AUTOMNE

Alors que le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, s'apprête à dévoiler publiquement son plan des mesures d'urgences, le service des incendies de la Ville de Montréal compte dès cet automne redéfinir ses méthodes d'intervention dans tous les secteurs de la métropole.

Cette redéfinition des effectifs aura pour but d'améliorer le temps et les moyens d'intervention lors de sinistres. Par exemple, dans le cas d'un incendie dans un secteur résidentiel, le nombre de véhicules envoyés

dans la mêlée sera moins important que lors d'un incendie dans le Vieux-Montréal, où les risques d'aggravation sont considérés comme étant plus substantiels.

«Jusque-là, on avait l'habitude de

dépêcher un nombre imposant de camions d'incendie sans pren-



TEXTES  
YVON  
LAPRADE

dre le temps de vérifier l'importance et le lieu du sinistre. On

pouvait ainsi retrouver deux auto-pompes et deux auto-échelles pour un feu dans un secteur résidentiel où la présence de seulement deux véhicules aurait été suffisante», a souligné hier le directeur du service d'incendie, M. Raymond Legault.

Ce dernier ajoute que cette nouvelle orientation s'inspire d'une étude menée au cours des trois dernières années par une équipe de six membres du service des incendies.

L'étude de com-

bustibilité de la ville de Montréal, un travail de bénédictin, selon M. Legault, a permis de scruter à la loupe tous les recoins montréalais. Tous les bâtiments ont été répertoriés et étudiés de même que toutes les rues de la ville.

«Grâce à cette étude, la centrale des communications des incendies pourra mieux évaluer les déplacements d'équipements et de sapeurs-pompiers. Un incendie de bungalow déplacera moins de monde qu'un feu à

l'angle de Sainte-Catherine et Guy, par exemple», a expliqué M. Legault.

Le directeur des incendies estime enfin que le maintien de la cote 2 de la Ville de Montréal en matière de prévention des incendies est un signe encourageant pour le futur. Le Groupe technique des assureurs du Canada a maintenu sa cote au niveau 2. Dans son rapport, cependant, on y fait état de «faiblesses» d'intervention, notamment dans le Vieux-Montréal et dans le quar-

tier Rivière-des-Prairies.

Actuellement, le service des incendies de la Ville de Montréal compte sur des effectifs d'un peu moins de 2,000 pompiers.

# Anjou council rejects convention report bid

By ELOISE MORIN  
of The Gazette

Anjou council voted last week to send Councillor Jean-Pierre Hebert to the Third International Convention on Disaster Situations, but rejected a demand for a report on his experiences.

The three-day convention begins Friday at the Parc-Regent Hotel in Montreal.

At its meeting last Tuesday, council rejected a request by opposition Councillor Lucien Deraspe that Hebert file a report after the convention.

Deraspe has repeatedly complained that Anjou spends too much of the taxpayers' money on conventions and that the city's representatives never inform the council about what has been gleaned at such gatherings.

"Mr. Hebert will be well-informed after this outing and surely he could share some of his knowledge with the rest of us," Deraspe said.

"The citizens of this town have a right to know what they are getting for their money."

Deraspe and Bruno Provost, who form the opposition on the 11-member council, cast the only votes in favor of the report.

The city will pay about \$250 for Hebert to attend the convention.

The convention will focus on improving the quality of emergency services during disaster situations.

Activities include a visit to Mirabel Airport and a possible simulated disaster situation along with workshops held by professionals in the field of medicine, firefighting and emergency services.

City council recently voted to spend about \$3,000 to send Claude Denault, Anjou's assistant director of community services to Barcelona, Spain.

He is there this week attending the convention of the International Federation of Parks and Recreation Administrators.



# Lamarre dévoile ce matin son plan des mesures d'urgence

Le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, dévoilera ce matin, au quartier général du service d'incendie, le plan des mesures d'urgence attendu depuis plusieurs mois.

**Yvon Laprade**

Grâce à ce document étoffé, le service d'incendie de la Ville de Montréal pourra dorénavant mettre en branle un processus sophistiqué d'intervention lorsque surviendra un événement imprévisible qui peut mettre en danger la vie des Montréalais.

Montréal deviendra ainsi l'une des premières villes au Québec à se conformer à la Loi 28 sur la protection des biens des personnes adoptée en 1980. En vertu de cette loi, les municipalités sont tenues de soumettre un tel plan. Deux autres provinces disposent d'une telle législation. En dévoilant ce plan, Montréal imite Toronto. On a encore en mémoire le déraillement de train survenu à Mississauga, où la population environnante avait dû être évacuée à cause du danger que représentaient les matières dangereuses que transportait le convoi ferroviaire.

Préparé en collaboration avec les

divers services municipaux, ce document qu'on dit étoffé répondra à toutes les questions touchant les modes d'intervention prévus lors d'accidents majeurs sur le territoire montréalais. Des mécanismes bien définis permettront aux services d'incendie de la Ville de Montréal de réagir plus efficacement pour combattre un sinistre qui prend des proportions alarmantes.

Les ressources humaines et physiques dans la région de Montréal ont d'ailleurs été comptabilisées dans ce document. Selon le principe de la pyramide, chacun sera appelé à jouer un rôle précis en cas d'hécatombe. La centrale de coordination, par exemple, sera le pivot dans de telles circonstances. Les ambulanciers d'Urgences-Santé seront appelés, pour leur part, à prodiguer leurs soins sur les lieux du sinistre.

«On ne se fera pas prendre par surprise», a souligné l'un des responsables du service d'incendie qui a coordonné la confection de ce rapport «épais comme une brique».





Le quartier général du Service d'incendie de Montréal, avenue du Parc, au flanc du Mont-Royal où sont reçus tous les appels deviendrait, en cas de sinistre majeur, le centre de coordination des mesures d'urgence de la Ville de Montréal.  
photo Robert Mailloux, LA PRESSE

## MONTRÉAL A SON PLAN DES MESURES D'URGENCE

# Lamarre: nous serions prêts à entrer en action dès demain

■ « Nous croyons que s'il advenait un sinistre à Montréal dépassant en importance et en gravité tout ce que nous pouvons contrôler avec nos ressources d'urgence normales, nous serions en mesure d'y faire face dès demain matin. »

### GEORGES LAMON

C'est ainsi que le président du comité exécutif de la Ville de Montréal a présenté, hier matin, aux journalistes et en présence de nombreux chefs de service municipaux et du secteur privé, le plan des mesures d'urgence de la Ville de Montréal, trois ans après sa préparation.

M. Yvon Lamarre a expliqué ce retard des pouvoirs publics à divulguer ce plan — que la Ville avait refusé de rendre public en dépit des demandes répétées du RCM — par le fait qu'il voulait que ce plan « dynamique », soit « correct ».

« Nous avons pris un an à le raffiner dans ses détails, de manière à en arriver à une exactitude à toutes épreuves, a précisé M. Lamarre. Nous avons com-

mencé modestement pour en arriver aujourd'hui à recueillir les données les plus pertinentes. On l'a épuré aussi de certains éléments confidentiels. »

Pourtant, le représentant de la station CKAC s'est étonné que le nom de son employeur ne figurait pas dans la liste des postes de radio au chapitre « Ressources information » dans le plan. M. Raymond Legault, coordonnateur du plan, s'est empressé d'y voir là une erreur parmi d'autres à s'être glissée dans le document.

Quelques instants avant le début de cette conférence de presse au quartier général du Service d'incendie de Montréal, avenue du Parc, des cameramen en lock-out, de Télé-Métropole avaient invité sans équivoque aucune, l'équipe du réseau TVA à quitter les lieux.

Le volumineux document, préparé en collaboration avec le bureau de la Protection civile du Québec, fait l'inventaire de toutes les ressources humaines et matérielles disponibles tant dans les services municipaux qu'après des entreprises privées. On y précise également les tâches de tous les organismes appelés à

travailler conjointement dans le cas d'un sinistre d'envergure à Montréal.

Ce plan de mesures d'urgence qui sera coordonné à partir de la centrale de coordination du service d'incendie de Montréal, par le directeur du service, M. Raymond Legault, avec l'appui de tous les services municipaux et gouvernementaux (Hydro-Québec, CN, CP, Port de Montréal) et ceux des entreprises privées (Bell Canada, Gaz Métropolitain), prévoit l'implication de quelque 12 000 employés et l'équipement et le matériel nécessaires.

Certes, M. Legault n'a pu préciser de scénarios possibles d'intervention, expliquant qu'il serait inutile d'avoir de tels scénarios tout cuits, puisque ce n'était pas la solution idéale. Toutefois, le document met en relief bon nombre de risques possibles: conflagration-incendie divers, fuite de produits chimiques, radioactivité, chute d'avions, séisme, effondrement d'édifices, etc.

D'ailleurs, M. Lamarre a laissé entendre la possibilité d'une simulation de désastre à Montréal en 84.

### ■ **Plan d'urgence à Montréal**

(CP) Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Yvon Lamarre, a annoncé hier que la ville avait réussi après trois ans de recherche et de planification et un budget de \$1,3 million, à élaborer un plan d'urgence en cas de conflagration générale. Dans une telle situation, les responsables de la ville assumeraient la coordination des efforts communs de compagnies telles que Bell Canada, Gaz Métropolitain, les hôpitaux, le transport en commun, les services de police et d'incendie pour circonscrire le désastre.

# Plan de mesures dévoilé **EN CAS D'URGENCE,** **MONTREAL** **EST PRÊT**

Réclamée depuis bientôt deux ans au conseil municipal par le Rassemblement des citoyens de Montréal, la publication du plan de mesures d'urgence de la Ville de Montréal s'est faite hier en présence du président de l'exécutif de la Ville de Montréal et des différents intervenants qui seraient appelés à agir en cas de sinistre majeur.

**Gilles Pilon**

Le document d'environ 300 pages présenté hier aux journalistes se veut un recueil d'informations sur toutes les structures administratives des services municipaux et paramunicipaux, ainsi que des entreprises de la région de Montréal qui pourraient être mises à contribution lors d'une situation d'urgence. On fait état dans le document de

- tout l'équipement de ces services ou entreprises qui pourraient être utilisés pour porter secours à la population en cas de besoin.

Loin de tracer les scénarios possibles en cas de conflagration majeure, le plan d'urgence ne se veut qu'un guide établissant la voie hiérarchique en cas de situation d'urgence. tout de même assez précis, il fournit un tableau qui semble assez réaliste de tout

ce qu'on peut retrouver au Service des incendies de Montréal, à la police de la CUM, à Urgence-Santé, à la CUM, à la Commission de transport de la CUM, à Hydro-Québec, à Bell Canada, à Gaz Métropolitain, au port de Montréal ainsi qu'au CP et au CN.

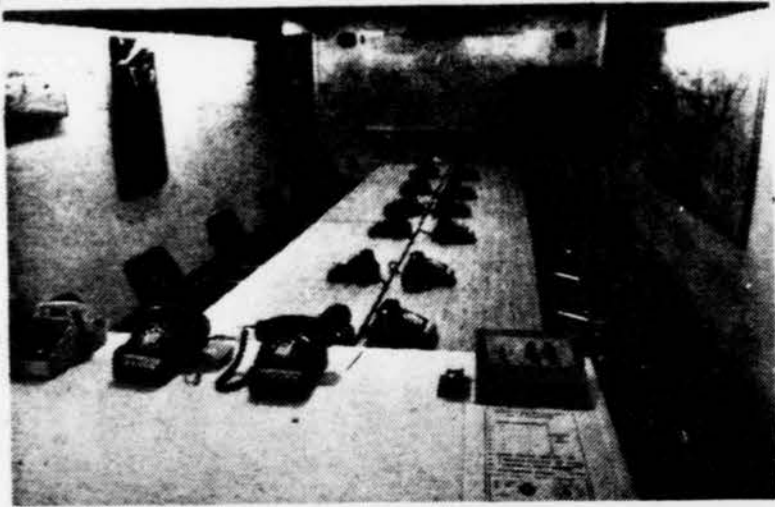
S'il ne précise pas de scénario précis de plans de mesures d'urgence, c'est qu'on estime qu'aucune si-

tuation d'urgence ne peut être prévue dans le détail et qu'il vaut mieux laisser toute latitude aux autorités lorsque de telles situations se présenteront.

Les situations où il pourrait être applicable sont: les incendies majeurs, les fuites de produits chimiques dangereux, des accidents nucléaires, des chutes d'aéronefs, des séismes, des effondrements d'édifices, des pannes d'électricité majeures, des fuites de gaz, des accidents ferroviaires et routiers, des tempêtes de neige ou de pluie, etc.

L'organisation des mesures d'urgence en cas de catastrophe a été confiée au Service des incendies de la Ville de Montréal qui, à partir de son centre opérationnel du Mont-Royal, devrait planifier tout le travail des secouris-

**POUR  
VENIR  
EN  
AIDE  
AUX  
GENS**



Un local spécialement aménagé au quartier général du Service des incendies servirait de centre de coordination. Il est équipé de plusieurs lignes téléphoniques, d'un système de communication radio et d'un système de projection.



Un centre de coordination mobile a été aménagé dans un camion du Service des incendies de Montréal.

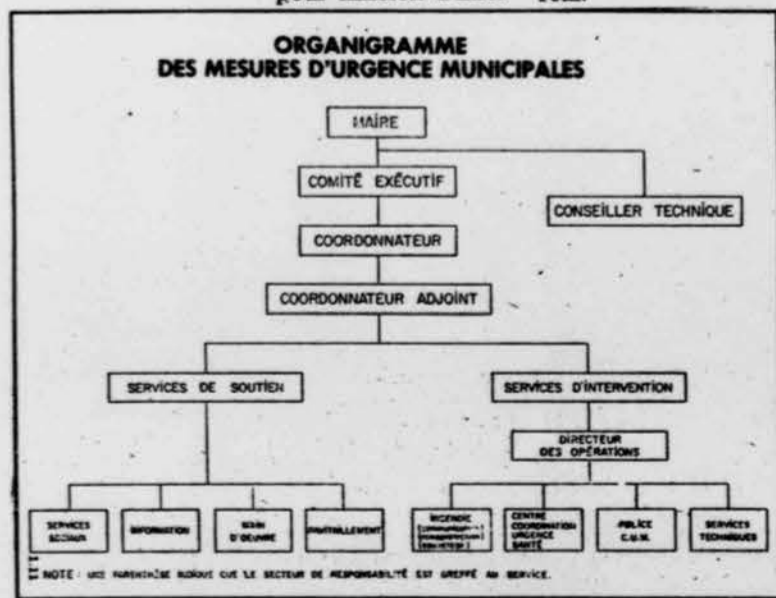
tes. Les décisions administratives et politiques devraient cependant être prises par le maire de la ville et des membres du comité exécutif après consultation auprès des personnes-ressources affectées au centre de coordination. Un local spécial a d'ailleurs été aménagé au QG du Service des incendies d'où les responsables pourront émettre leurs directives. Le local n'est toutefois

pas protégé contre les radiations, ce qui fait qu'il serait inutilisable en cas de conflit nucléaire.

En cas de besoin, plusieurs services municipaux seront mis à contribution. Le service des incendies, le Service des travaux publics, le service de police, le Service de l'information et les services sociaux font partie notamment du groupe d'intervention. Le service d'information composé d'employés du cabinet du maire et du président de l'exécutif auraient pour mission d'infor-

mer la population par la voie des media.

Il a fallu plus d'un an pour élaborer le présent plan de mesures d'urgence et au moins une autre année pour le faire approuver par la Direction de la protection civile du Québec. Le document est maintenant public et disponible pour tous les citoyens qui voudraient en faire l'acquisition. Le coût est d'environ dix dollars et on peut se le procurer en en faisant la demande auprès du Service des incendies de la Ville de Montréal.





## City is ready for disaster

It makes pretty grim reading. It's the Montreal master plan on what to do in the event of a disaster — from an earthquake to a plane crash and 14 other catastrophes.

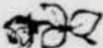
The 350-page document, unveiled to reporters yesterday by executive committee chairman Yvon Lamarre, is packed with diagrams, names, addresses and phone numbers.

It spells out what 12,000 city employees — including police and firemen — will do in the event of a disaster.


Fire Chief Raymond Legault, chief co-ordinator of emergency measures, said the plan cost about \$1 million.


The plan will be on sale, but the public will get a free leaflet giving a few hints about how to handle an emergency.

Stay calm, listen to your battery-powered radio, leave immediately when told to evacuate your area, dress warmly and keep out of elevators.



## *Bouquets and brickbats*



 To Yvon Lamarre, head of Montreal's executive committee, for making public the city's 350-page master plan for disasters, thereby implicitly recognizing that the public is not so stupid after all. A year ago he had refused to reveal the plans, saying they would only "confuse citizens."



# Montréal fait connaître son plan de mesures d'urgence

Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Monsieur Yvon Lamarre, a rendu public le mardi 18 octobre le plan de mesures d'urgence que la Ville a préparé afin d'assurer aux Montréalais toute la protection nécessaire en cas de situation d'urgence.

Son élaboration s'est faite par un groupe de travail mis sur pied par l'administration municipale et qui, dans le cadre de son mandat, a rencontré une foule d'intervenants susceptibles d'apporter leur aide et leur expertise en cette matière.

Le président du Comité exécutif, Monsieur Yvon Lamarre, a expliqué que le plan rendu public

tient compte des multiples facettes que peut présenter une situation d'urgence.

Le plan qui a été dévoilé repose sur la base des structures d'organisation des services déjà existants à la Ville. Compte tenu de sa taille et de ses besoins, Montréal possède des services qui sont fortement structurés et qui oeuvrent dans un large éventail d'activités.

Selon la nature du sinistre, les effectifs municipaux peuvent recevoir l'aide d'entreprise ou d'organismes extérieurs. Des ententes ont été conclues en ce sens, ce qui permet d'avoir une structure d'action impliquant les ressources sui-

vantes:

- tous les services de la Ville de Montréal, ce qui veut dire 12,000 employés ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire

- le Bureau de la protection civile du Québec

- le Service de police de la CUM

- la Communauté urbaine de Montréal

- la Commission de transport de la CUM

- Urgence-Santé

- Hydro-Québec

- Bell Canada

- Gaz Métropolitain

- le Port de Montréal

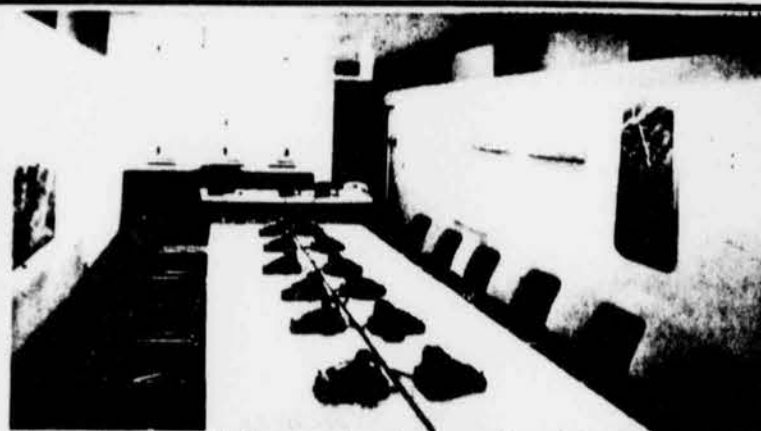
- Le CN et le CP.

L'application des mesures et des opérations est dirigée par un groupe d'une douzaine de personnes ayant à leur tête le co-ordonnateur du plan

de mesures d'urgence. Ce dernier est assisté d'un adjoint et ceux-ci peuvent compter sur quatre services de soutien et quatre autres d'intervention.

Ce groupe dirigera les diverses manoeuvres à partir d'un centre des opérations spécialement aménagé dans l'immeuble du centre administratif du Service d'incendie, avenue du Parc.

L'élaboration de ce plan de mesures d'urgence, a précisé Monsieur Lamarre, a été faite en ayant comme objectif premier d'assurer aux Montréalais la meilleure protection possible. Ce souci se traduit d'ailleurs dans chacune des mesures préconisées et



Le centre des opérations aménagé au quartier général du Service d'incendie et d'où seront dirigées les opérations s'il survient une situation d'urgence.



Pour faciliter les communications entre le centre des opérations et le lieu du sinistre, un poste de commandement a été aménagé dans un fourgon automobile.

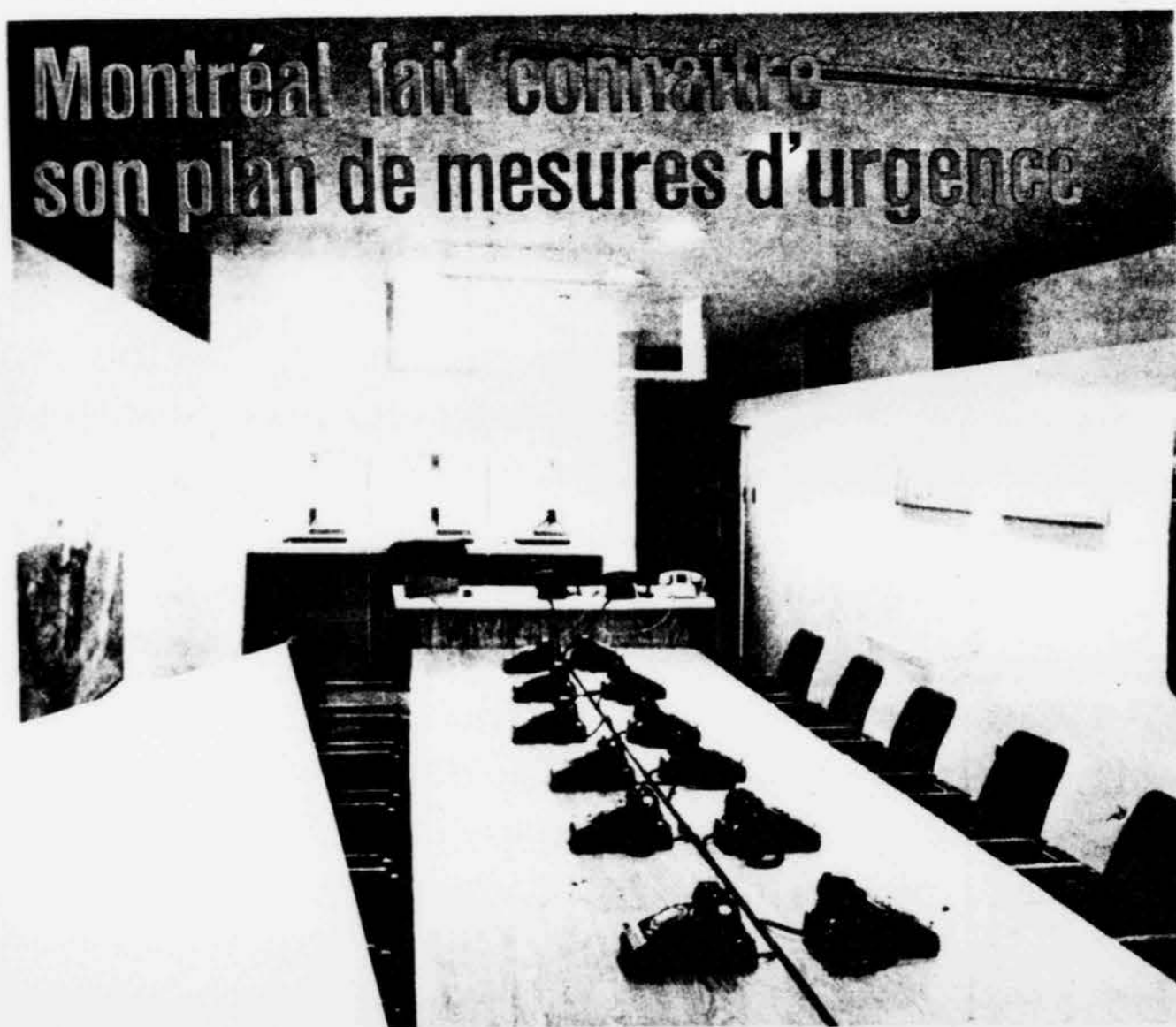
qui seront mises en application advenant une situation d'urgence.

Afin de sensibiliser les Montréalais à une telle éventualité, la

Ville de Montréal a fait préparer un dépliant expliquant brièvement ce qu'est le plan de mesures d'urgence. Il contient également quelques

conseils pratiques à suivre avant et durant une situation d'urgence. Ce dépliant sera distribué au cours des prochains mois.





# Montréal fait connaître son plan de mesures d'urgence

Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Monsieur Yvon Lamarre, a rendu public le mardi 18 octobre le plan de mesures d'urgence que la Ville a préparé afin d'assurer aux Montréalais toute la protection nécessaire en cas de situation d'urgence.

Son élaboration s'est faite par un groupe de travail mis sur pied par l'administration municipale et qui, dans le cadre de son mandat, a rencontré une foule d'intervenants susceptibles d'apporter leur aide et leur expertise en cette matière.

Le président du Comité exécutif, Monsieur Yvon Lamarre, a expliqué que le plan rendu public tient compte des multiples facettes que

peut présenter une situation d'urgence.

Le plan qui a été dévoilé repose sur la base des structures d'organisation des services déjà existants à la Ville. Compte tenu de sa taille et de ses besoins, Montréal possède des services qui sont fortement structurés et qui oeuvrent dans un large éventail d'activités.

Selon la nature du sinistre, les effectifs municipaux peuvent recevoir l'aide d'entreprise ou d'organismes extérieurs. Des ententes ont été conclues en ce sens, ce qui permet d'avoir une structure d'action impliquant les ressources suivantes:

- tous les services de la Ville de Montréal, ce qui veut dire



Le centre des opérations aménagé au quartier général du Service d'incendie et d'où seront dirigées les opérations s'il survient une situation d'urgence.

12.000 employés ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire

- le Bureau de la protection civile du Québec
- le Service de police de la CUM
- la Communauté urbaine de Montréal
- la Commission de transport de la CUM

- Urgence-Santé
- Hydro-Québec
- Bell Canada
- Gaz Métropolitain
- le Port de Montréal
- Le CN et le CP.

L'application des mesures et des opérations est dirigée par un groupe d'une douzaine de personnes ayant à leur tête le coordonnateur du plan de mesures d'urgence. Ce dernier est assisté d'un adjoint et ceux-ci peuvent compter sur quatre services de soutien et quatre autres d'intervention.

Ce groupe dirigera les diverses manoeuvres à partir d'un centre des opérations spécialement aménagé dans l'immeuble du centre administratif du Service d'incendie, avenue du Parc.

L'élaboration de ce

plan de mesures d'urgence, a précisé Monsieur Lamarre, a été faite en ayant comme objectif premier d'assurer aux Montréalais la meilleure protection possible. Ce souci se traduit d'ailleurs dans chacune des mesures préconisées et qui seront mises en application advenant une situation d'urgence.

Afin de sensibiliser les Montréalais à une telle éventualité, la Ville de Montréal a fait préparer un dépliant expliquant brièvement ce qu'est le plan de mesures d'urgence. Il contient également quelques conseils pratiques à suivre avant et durant une situation d'urgence. Ce dépliant sera distribué au cours des prochains mois.



Pour faciliter les communications entre le centre des opérations et le lieu du sinistre, un poste de commandement a été aménagé dans un fourgon automobile.

# Montréal fait connaître son plan de mesures d'urgence

Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Monsieur Yvon Lamarre, a rendu public le mardi 18 octobre le plan de mesures d'urgence que la Ville a préparé afin d'assurer aux Montréalais toute la protection nécessaire en cas de situation d'urgence.

Son élaboration s'est faite par un groupe de travail mis sur pied par l'administration municipale qui, dans le cadre de son mandat, a rencontré une foule d'intervenants susceptibles d'apporter leur aide et leur expertise en cette matière.

Le président du Comité exécutif, Monsieur Yvon Lamarre, a expliqué que le plan rendu public tient compte des multiples

facettes que peut présenter une situation d'urgence.

Le plan qui a été dévoilé repose sur la base des structures d'organisation des services déjà existants à la Ville. Compte tenu de sa taille et de ses besoins, Montréal possède des services qui sont fortement structurés et qui oeuvrent dans un large éventail d'activités.

Selon la nature du sinistre, les effectifs municipaux peuvent recevoir l'aide d'entreprises ou d'organismes extérieurs. Des ententes ont été conclues en ce sens, ce qui permet d'avoir une structure d'action impliquant les ressources suivantes:

- tous les services de la Ville de Montréal, ce qui veut dire 12,000

employés ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire

- le Bureau de la protection civile du Québec
- le Service de police de la CUM
- la Communauté urbaine de Montréal
- la Commission de transport de la CUM
- Urgence-Santé
- Hydro-Québec
- Bell Canada
- Gaz Métropolitain
- le Port de Montréal
- Le CN et le CP.

L'application des mesures et des opérations est dirigée par un groupe d'une douzaine de personnes ayant à

leur tête le coordonnateur du plan de mesures d'urgence. Ce dernier est assisté d'un adjoint et ceux-ci peuvent compter sur quatre services de soutien et quatre autres d'intervention.

Ce groupe dirigera les diverses manoeuvres à partir d'un centre des opérations spécialement aménagé dans l'immeuble du centre administratif du Service d'incendie, avenue du Parc.

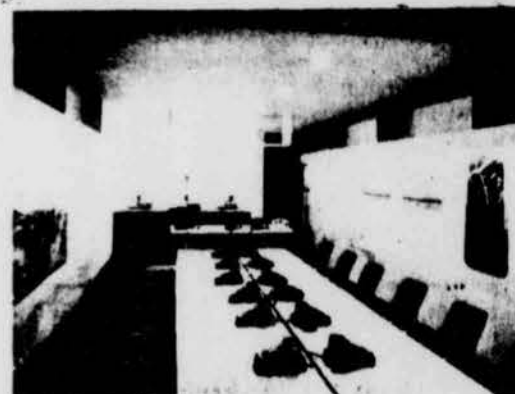
L'élaboration de ce plan de mesures d'urgence, a précisé Mon-

sieur Lamarre, a été faite en ayant comme objectif premier d'assurer aux Montréalais la meilleure protection possible. Ce souci se traduit d'ailleurs dans chacune des mesures préconisées et qui seront mises en application advenant une situation d'urgence.

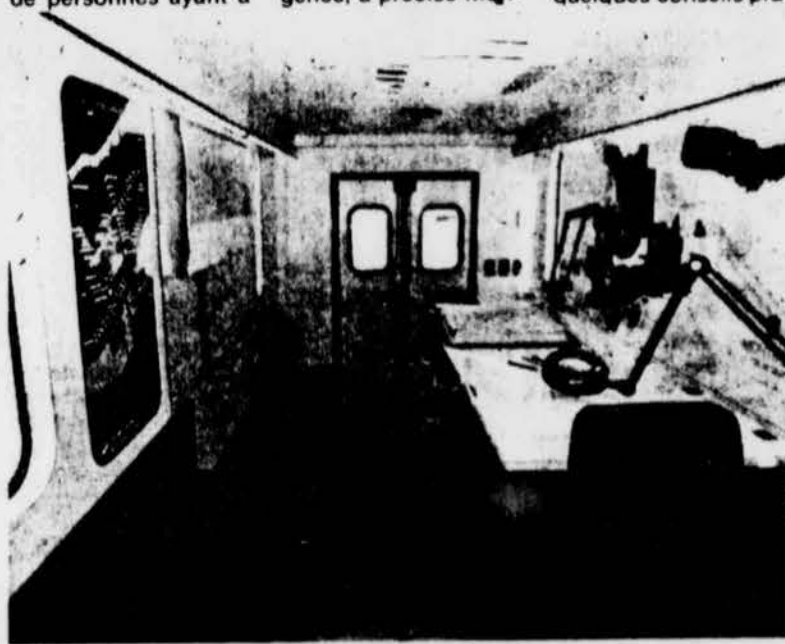
Afin de sensibiliser les Montréalais à une telle éventualité, la Ville de Montréal a fait préparer un dépliant expliquant brièvement ce qu'est le plan de mesures d'urgence. Il contient également quelques conseils pra-

tiques à suivre avant et durant une situation d'urgence. Ce dépliant

sera distribué au cours des prochains mois.



Le centre des opérations aménagé au quartier général du Service d'incendie et d'où seront dirigées les opérations s'il survient une situation d'urgence.



Pour faciliter les communications entre le centre des opérations et le lieu du sinistre, un poste de commandement a été aménagé dans un fourgon automobile.

# MONTREAL FAIT CONNAÎTRE SON PLAN DE MESURES D'URGENCE

Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Monsieur Yvon Lamarre, a rendu public le mardi 18 octobre le plan de mesures d'urgence que la Ville a préparé afin d'assurer aux Montréalais toute la protection nécessaire en cas de situation d'urgence.

Son élaboration s'est faite par un groupe de travail mis sur pied par l'administration municipale et qui, dans le cadre de son mandat, a rencontré une foule d'intervenants susceptibles d'apporter leur aide et leur expertise en cette matière.

Le président du Comité exécutif, Monsieur Yvon Lamarre, a expliqué que le plan rendu public tient compte des multiples facettes que peut présenter une situation d'urgence.

Le plan qui a été dévoilé repose sur la base des structures d'organisation des services déjà existantes à la Ville. Compte tenu de sa taille et de ses besoins, Montréal possède des services qui sont fortement structurés et qui oeuvrent dans un large éventail d'activités.

Selon la nature du sinistre, les effectifs municipaux peuvent

recevoir l'aide d'entreprises ou d'organismes extérieurs. Des ententes ont été conclues en ce sens, ce qui permet d'avoir une structure d'action impliquant les ressources suivantes:

- tous les services de la Ville de Montréal, ce qui veut dire 12,000 employés ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire
- le Bureau de la protection civile du Québec
- le Service de police de la CUM
- la Communauté urbaine de Montréal
- la Commission de

transport de la CUM

- Urgence-Santé
- Hydro-Québec
- Bell Canada
- Gaz Métropolitain
- le Port de Montréal
- le CN et le CP

L'application des mesures et des opérations est dirigée par un groupe d'une douzaine de personnes ayant à leur tête le coordonnateur du plan de mesures d'urgence. Ce dernier est assisté d'un adjoint et ceux-ci peuvent compter sur quatre services de soutien et quatre autres d'intervention.

Ce groupe dirigera les diverses manœuvres à partir d'un centre des opérations spécialement aménagé dans l'immeuble du centre administratif du Service d'incendie, avenue du Parc.

L'élaboration de ce plan de mesures d'urgence, a précisé Monsieur Lamarre, a été faite en ayant comme objectif premier d'assurer aux Montréalais la meilleure protection possible. Ce souci se traduit d'ailleurs dans chacune des mesures préconisées et qui se-

ront mises en application advenant une situation d'urgence.

Afin de sensibiliser les Montréalais à une telle éventualité, la Ville de Montréal a fait préparer un dépliant expliquant brièvement ce qu'est le plan

de mesures d'urgence. Il contient également quelques conseils pratiques à suivre avant et durant une situation d'urgence. Ce dépliant sera distribué au cours des prochains mois.



# Montréal fait connaître son plan de mesures d'urgence

• Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, monsieur Yvon Lamarre, a rendu public le mardi 18 octobre le plan de mesures d'urgence que la Ville a préparé afin d'assurer aux Montréalais toute la protection nécessaire en cas de situation d'urgence.

Son élaboration s'est faite par un groupe de travail mis sur pied par l'administration municipale et qui, dans le cadre de son mandat, a rencontré une foule d'intervenants susceptibles d'apporter leur aide et leur expertise en cette matière.

Le président du Comité exécutif, monsieur Yvon Lamarre, a expliqué que le plan rendu public tient compte des multiples facettes que peut présenter une situation d'urgence.

Le plan qui a été dévoilé repose sur la base des structures d'organisation des services déjà existantes à la Ville. Compte tenu de sa taille et de ses besoins, Montréal possède des services qui sont fortement structurés et qui oeuvrent dans un large éventail d'activités.

Selon la nature du sinistre, les effectifs municipaux peuvent recevoir l'aide d'entreprises ou d'organismes extérieurs. Des en-

tentes ont été conclues en ce sens, ce qui permet d'avoir une structure d'action impliquant les ressources suivantes:

— tous les services de la Ville de Montréal, ce qui veut dire 12 000 employés ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire;

— le Bureau de la protection de la CUM;

— la Communauté urbaine de Montréal;

— la Commission de transport de la CUM;

— Urgence-Santé;

— Hydro-Québec;

— Bell Canada;

— Gaz Métropolitain;

— le Port de Montréal;

— le CN et le CP.

L'application des mesu-

res et des opérations est dirigée par un groupe d'une douzaine de personnes ayant à leur tête le coordonnateur du plan de mesures d'urgence. Ce dernier est assisté d'un adjoint et ceux-ci peuvent compter sur quatre services de soutien et quatre autres d'intervention.

Ce groupe dirigera les diverses manœuvres à partir d'un centre des opérations spécialement aménagé dans l'immeuble du centre administratif du Service d'incendie, avenue du Parc.

L'élaboration de ce plan de mesures d'urgence, a précisé monsieur Lamarre,

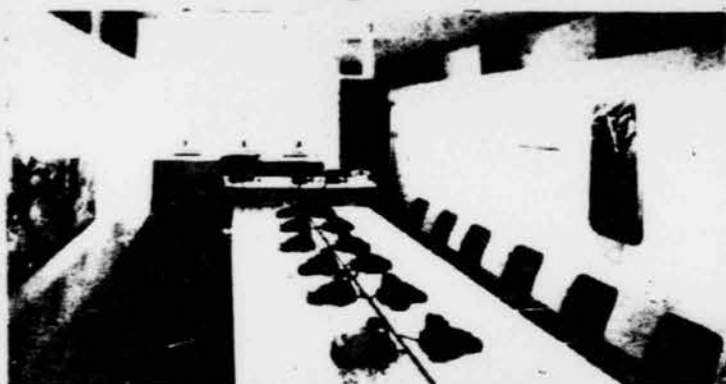
a été faite en ayant comme objectif premier d'assurer aux Montréalais la meilleure protection possible. Ce souci se traduit d'ailleurs dans chacune des mesures préconisées et qui seront mises en application advenant une situation d'urgence.

Afin de sensibiliser les Montréalais à une telle éventualité, la Ville de Montréal expliquant brièvement ce qu'est le plan de mesures d'urgence. Il contient également quelques conseils pratiques à suivre avant et durant une situation d'urgence. Ce dépliant sera distribué au cours des prochains mois.



Le centre des opérations aménagé au quartier général du Service d'incendie et d'où seront dirigées les opérations s'il survient une situation d'urgence.

**Montréal a maintenant  
son plan de mesures  
d'urgence**



# Montréal a finalement rendu public son plan de mesures d'urgence

Le président du comité exécutif de la ville de Montréal, M. Yvon Lamarre, a rendu public le 18 octobre dernier le plan de mesures d'urgence que la Ville a préparé afin d'assurer aux Montréalais toute la protection nécessaire en cas de situation d'urgence.

Son élaboration s'est faite par un groupe de travail mis sur pied par l'administration municipale et qui, dans le cadre de son mandat, a rencontré une foule d'intervenants susceptibles d'apporter leur aide et leur expertise en cette matière.

Le plan qui a été dévoilé repose sur la base des structures d'organisation des services déjà existants à la Ville. Compte tenu de sa taille et de ses besoins, Montréal possède des services qui

sont fortement structurés et qui oeuvrent dans un large éventail d'activités.

Selon la nature du sinistre, les effectifs municipaux peuvent recevoir l'aide d'entreprises ou d'organismes extérieurs. Des ententes ont été conclues en ce sens, ce qui permet d'avoir une structure d'action impliquant les ressources suivantes:

- tous les services de la Ville de Montréal, ce qui veut dire 12.000 employés ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire

- le Bureau de la protection civile du Québec

- le Service de la police de la CUM

- la Communauté urbaine de Montréal

- la Commission de transport de la CUM

- Urgence-Santé

- Hydro-Québec

- Bell Canada

- Gaz Métropolitain

- le Port de Montréal

- le CN et le CP

## Un groupe pour l'appliquer

L'application des mesures et des opérations est dirigée par un groupe d'une douzaine de personnes ayant à leur tête le coordonnateur du plan de mesures d'urgence. Ce dernier est assisté d'un adjoint et ceux-ci peuvent compter sur quatre services de soutien et quatre autres d'intervention.

Ce groupe dirigera les diverses manœuvres à partir d'un centre des opérations spécialement amé-



Pour faciliter les communications entre le centre des opérations et le lieu du sinistre, un poste de commandement a été aménagé dans un fourgon automobile.

nagé dans l'immeuble du centre administratif du Service d'incendie, avenue du Parc.

L'élaboration de ce plan de mesures d'urgence, selon M. Lamarre, a été faite en ayant comme objectif d'assurer aux

Montréalais la meilleure protection possible. Ce souci se traduit d'ailleurs dans chacune des mesures préconisées et qui seront mises en application advenant une situation d'urgence.

Afin de sensibiliser les Montréalais à une telle éventualité, la ville de Montréal a fait préparer un dépliant expliquant brièvement ce qu'est le plan de mesures d'urgence. Il contient

également quelques conseils pratiques à suivre avant et durant une situation d'urgence. Ce dépliant sera distribué au cours des prochains mois.

# Montréal a finalement rendu public son plan de mesures d'urgence

Le président du comité exécutif de la ville de Montréal, M. Yvon Lamarre, a rendu public le 18 octobre dernier le plan de mesures d'urgence que la Ville a préparé afin d'assurer aux Montréalais toute la protection nécessaire en cas de situation d'urgence.

Son élaboration s'est faite par un groupe de travail mis sur pied par l'administration municipale et qui, dans le cadre de son mandat, a rencontré une foule d'intervenants susceptibles d'apporter leur aide et leur expertise en cette matière.

Le plan qui a été dévoilé repose sur la base des structures d'organisation des

services déjà existants à la Ville. Compte tenu de sa taille et de ses besoins, Montréal possède des services qui sont fortement structurés et qui œuvrent dans un large éventail d'activités.

Selon la nature du sinistre, les effectifs municipaux peuvent recevoir l'aide d'entreprises ou d'organismes extérieurs.

Des ententes ont été conclues en ce sens, ce qui permet d'avoir une structure d'action impliquant les ressources suivantes:

- tous les services de la Ville de Montréal, ce qui veut dire 12.000 employés ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire
- le Bureau de la protection civile du Québec
- le Service de la police de la CUM
- la Communauté urbaine de Montréal
- la Commission de transport de la CUM
- Urgence-Santé
- Hydro-Québec
- Bell Canada
- Gaz Métropolitain
- le Port de Montréal
- le CN et le CP

## Un groupe pour l'appliquer

L'application des mesures et des opérations est dirigée par un groupe d'une douzaine de personnes ayant à leur tête le coordonnateur du plan de mesures d'urgence. Ce dernier

est assisté d'un adjoint et ceux-ci peuvent compter sur quatre services de soutien et quatre autres d'intervention.

Ce groupe dirigera les diverses manœuvres à partir d'un centre des opérations spécialement amé-

nagé dans l'immeuble du centre administratif du Service d'incendie, avenue du Parc.

L'élaboration de ce plan de mesures d'urgence, selon M. Lamarre, a été faite en ayant comme objectif d'assurer aux Montréalais la meilleur

protection possible. Ce souci se traduit d'ailleurs dans chacune des mesures préconisées et qui seront mises en application advenant une situation d'urgence.

Afin de sensibiliser les Montréalais à une telle éventualité, la

ville de Montréal a fait préparer un dépliant expliquant brièvement ce qu'est le plan de mesures d'urgence. Il contient également quelques conseils pratiques à suivre avant et durant une situation d'urgence.



Le centre des opérations aménagé au quartier général du Service d'incendie et d'où seront dirigées les opérations s'il survient une situation d'urgence.



# If the Bomb fell on Montreal . . .

By SUSAN CARSON  
of The Gazette

The bomb, when it came, about 15 minutes after the warning sirens went off at 10 a.m., was a one megaton warhead, with an explosive power of one million tons, small in terms of others in the Soviet arsenal. Not many knew why the sirens were sounding. Those who knew were not helped by the knowledge.

For a split second after it was exploded a mile above the intersection of University and Notre Dame Sts., there was a miniature, man-made sun hovering over the city — a fireball hotter than 40 million degrees Centigrade.

The nuclear explosion we're describing is fictional, of course. No one can say whether the world will ever endure the explosion of such a bomb, and if it should, who and where its victims will be.

While the political circumstances under which an nuclear attack might occur are hard to predict, the results of the blast are not.

Dr. Don Bates, a Montreal physician and co-director of the Physicians for Social Responsibility, a Canadian group favoring nuclear disarmament, has provided the information for the following scenario to show exactly what would happen.

Everyone and everything in a 3 km radius of the blast, stretching from the Montreal Children's Hospital to the CBC Building on Dorchester Blvd E., to the top of Mount Royal and Ile Ste. Helene is totally obliterated — buildings, cars, buses, and people are picked up by a shockwave of compressed air, followed by 800 km/h winds and hurled about at velocities not much less than the speed of sound.

## Fifty per cent killed

Six km from the centre, an area roughly bounded by the Turcot interchange on Decarie Boulevard, Pie IX, the far side of Outremont and the South Shore, the effect of the blast is still devastating, with winds still twice the speed of a hurricane.

All homes are destroyed. Only buildings with steel I-Beam construction are left standing, as charred and empty shells. Fifty per cent of the people in the area are killed, 40 per cent seriously injured and 10 per cent survive uninjured.

Within a 13-km radius (Angrignon Park in the west, beyond the Olympic Park in the east, Metropolitan Blvd. in the north and almost to St. Hubert in the south) 80 per cent of the city's medical facilities including all of the special hospitals with high-technology equipment and specially trained staff are destroyed.

At a 19 km-radius, which includes all of the island of Montreal, homes would be damaged, but still standing. All windows, however, would be shattered, with splinters carried over 160 km, and at least one-quarter of the population would be injured by the glass and flying debris.

A nuclear explosion also gives off heat. In the city centre, everything will be incinerated, as well as blasted. Even out at 19 km, the heat causes at least the equivalent of a severe sunburn, if not a second-degree burn to exposed skin.

## Many would die in hours

At eight to 13 km from the centre, the heat is still hot enough to cook flesh, causing extensive, frequently fatal, third-degree burns. Anything inflammable — trees, grass, clothes and household combustibles — is spontaneously ignited, causing many individual fires which threaten to merge into a giant firestorm so hot all but the most expensive shelters are destroyed.

One third of the bomb's radiation is released at the time of detonation, the rest in

the form of fall-out.

Depending upon the length and time of radiation exposure, some Montrealers who would receive a lethal dose of radiation die within hours, developing convulsions, before lapsing into a coma.

Others take a week to die. Bruises appear, their gums bleed, blood runs in their urine and from under their finger nails. Vomiting and diarrhea follow, then dehydration, headaches, seizures, and finally death.

Burns are the most common injury of the survivors. Yet with most of the hospitals obliterated, there is little treatment for the 10,000 Montrealers who require intensive treatment.

In the days that follow the blast, transportation through the radioactive debris and rubble is impossible. There are no telephones, electricity, or drinkable water.

Large scale epidemics of cholera, plague, malaria, small pox and typhoid fever — now rare or unknown in North America — occur while respiratory diseases spread through the air afflicting those seeking refuge in shelters.

Montreal has been destroyed.

There's little Montrealers could do to protect themselves because the devastation would be so complete, says Bill Snarr, head of Emergency Planning Canada (EPC), the federal agency which co-ordinates the federal response to peacetime and wartime emergencies.

"If the enemy has decided to bomb a Canadian city for population or production purposes, then Montreal is a likely target,"

he said. "If the people weren't killed outright, they'd die soon after."

However, should the Plattsburgh Air Force Base and its Strategic Air Command (SAC) bombers carrying nuclear warheads be bombed, or the more than 20 nuclear reactors in southern Ontario be targeted, Montrealers would be faced with radioactive fall-out, Snarr said, from which many could be protected, given some warning.

## Might be warning

"The biggest fear is that someone will unleash a war in a sudden desperate act of madness, for which no one has had any time to prepare. If a nuclear war should occur, it's far more likely to begin after weeks of rising tensions, and specific confrontations, leading up to a crisis.

"Under those conditions the government would have sufficient warning to step in and release evacuation plans, to tell people where they should shelter, to stockpile food and sandbag those shelters for added protection."

But Dr. Peter Vaktor, chairman of the emergency measures committee at the Royal Victoria Hospital which has been de-

signed as the city's radiation treatment centre should there be a peacetime nuclear accident, rejects the notion that shelters would save Montreal from death by wind-carried radiation.

"Even if you could get some Montrealers into shelters (and the city doesn't have any adequate ones) and keep them there for two weeks — roughly the time it takes for the air to be decontaminated, they'd still have to go back into a world that was coated with three centimetres of radioactive dust. There is no way to decontaminate an entire city.

"So people would get it all over their clothes and skin. How much they would be affected would depend upon the amount of radioactivity they were exposed to and how long it was on their skin. They might get away with surface burns to their skin. But they'd recontaminate themselves over and over, everywhere they went. And all those people who hadn't been adequately sheltered — probably the majority — would die."

Today, Vaktor said, the Royal Victoria Hospital could probably decontaminate and provide medical treatment for 24 people simultaneously.

"If the decontamination were done elsewhere maybe we could treat 100. But we'd be asked to treat thousands and that's impossible. That's why it's not just futile for the government to spend anything on civil defence, it is wrong. It just encourages people to think we could survive and from a medical point of view, I know we can't."

At present, the Canadian government spends 30 cents per person on civil defence, Snarr said, "compared with 60 cents in the U.S., 90 cents in the U.K., \$20 in the USSR and \$30 in Switzerland, where elaborate shelters have been drilled into the mountains."

Though the contrast between Canada and these other countries is large, Snarr pointed out that the Canadian geographic and political situation is different.

"We're not a target in our own right and our population is more diffused."

While EPC co-ordinates federal responses to emergencies, Snarr said any civil defence project needs local planning to make it work.

In Quebec, there's been little wartime protection planning in the past 10 years, according to Georges Gouin, assistant director of the provincial Bureau of Civil Protection in the Montreal region, because of the essential futility of the venture and because wartime protection is basically a federal responsibility.

## 2 million shelter spaces

However, the federal Ministry of Public Works is just completing shelter feasibility studies in all provinces except Ontario (which did not want to participate). The Quebec study will be presented to Quebec's Civil Protection office in the new year for further development, according to Kenneth Farrell, director of emergency preparedness for Public Works.

"Montreal has 2 million shelter spaces, excluding private homes," Farrell said. "Of course, not all these spaces are in suitable



Gazette, Paul Chenard

## Buildings, cars and people — everything and everybody from Mount Royal across to Expo would be obliterated

**W**ICHITA, Kan. — The angry young U.S. Air Force officer pulled out his loaded pistol and aimed it point-blank at the insubordinate officer standing a few feet away in the underground missile command capsule.

Sound familiar? If you've seen the popular, and often improbable, movie *WarGames*, you will remember that chilling opening scene.

In *WarGames*, the gun-wielding missile commander was incensed that his partner would not insert a key in the launch panel so the two could carry out a legitimate order and fire off their nuclear-tipped missile.

To Jim Litsey, now a Wichita business-

man, that scene was all too real. Litsey, a Titan missile officer in the 1970s, claims that he, too, was confronted by an angry commander who jammed a loaded pistol into his stomach at their command post.

In this real-life case, however, the danger was not spawned by a great issue like war or peace, but by a minor irritant. Litsey, a practical joker, admitted: "I hid his breakfast, and he threatened to shoot if I didn't get it" — which Litsey quickly did.

Litsey reported the affair, but the gun-wielder was not disciplined. In fact, he remains in the U.S. Air Force — as an evaluator of missile crews. Asked about the incident, he now says curtly: "I don't recall."

This week, following the airing of ABC's

movie *The Day After*, Americans — and by a small geographical extension, Canadians — are thinking about the unthinkable ... the grim horror of a nuclear war.

In ABC's movie, Kansas City is reduced to rubble in a flash, and people in surrounding towns suffer from a dreadful and fatal radiation sickness. But the film left hanging the question: Who fired first?

Litsey and his hotheaded captain are among the thousands of men who literally have their fingers on the nuclear trigger. Although the prevailing wisdom is that only the president of the United States can order a nuclear strike, some military men — under some circumstances — would have the technical ability to fire without permis-

sion.



Au lendemain de LA bombe

# Si Montréal était la cible de la bombe H

La présentation à la télévision américaine du film "The Day After" a fait l'objet de maintes conversations depuis dimanche dernier... et fait couler beaucoup d'encre.

THE GAZETTE, dans son édition de samedi, a publié un récit fictif sur ce qui se serait produit si la bombe, au lieu de tomber dans la banlieue de Kansas City, à Lawrence, était tombée en plein centre de Montréal.

L'auteur de l'article, Susan Carson, place l'explosion de la bombe à environ un mille de hauteur à l'intersection des rues University et Notre-Dame.

## Il est 10:15 h

Dans un rayon de trois kilomètres de l'explosion, soit de l'Hôpital de Montréal pour enfants à l'édifice de Radio-Canada, boulevard Dorchester est, et du haut du Mont-Royal à l'île Sainte-Hélène, tout est

détruit: personnes, maisons, édifices, automobiles, autobus.

Des vents de 800 kilomètres à l'heure soufflent sur la ville.

## Le centre-ville

À six kilomètres du centre, un secteur qui s'étend du rond-point Turcot à Pie-IX, et d'Outremont à la Rivière-Sud, l'effet de l'explosion est dévastateur, les vents soufflent encore deux fois plus que la vitesse d'un ouragan.

Toutes les maisons sont anéanties. 50% de la population de ce secteur périt, 40% est gravement blessée et 10% survit.

Dans un rayon de 13 kilomètres du parc Angrignon, à l'ouest, au parc Olympique, à l'est, du boulevard Métropolitain, au nord, à Saint-Hubert, au sud, 80% des installations médicales, y compris tous les hôpitaux dotés d'équipement hautement technologique, sont anéanties.

Dans un rayon de 19 kilomètres, ce qui comprend toute l'île de Montréal, les maisons sont endommagées, mais demeurent debout. Toutes les fenêtres, toutefois, sont fracassées et les débris transportés sur plus de 160 kilomètres. Au moins un quart de la population est blessé par des morceaux de vitres et autres débris volants.

## La forte chaleur

Une explosion nucléaire dégage également de la forte chaleur. Au centre de la ville, tout est incinéré. Même à 19 kilomètres, la chaleur cause des brûlures au moins équivalentes à de



Dessin de Paul Chenard, de la Gazette.

gros coups de soleil, sinon à des brûlures au deuxième degré sur la peau exposée.

De huit à 13 kilomètres du centre, la chaleur est encore assez intense pour causer des brûlures au troisième degré. Tout ce qui est inflammable: les arbres, le gazon, les vêtements, prend spontanément en feu.

Un tiers des radiations de la bombe éclate au moment de la détonation, le reste prend la forme de retombées.

Selon le temps d'exposition à la radiation, plusieurs Montréalais recevraient une dose fatale, succombant dans quelques heures.

Dans les jours suivant

l'explosion, le transport dans les débris radioactifs est impossible. Il n'y a plus de téléphone, d'électricité ou d'eau potable.

Des épidémies de choléra, de peste, de malaria, de variole et de fièvre typhoïde éclatent sur une grande échelle.

Montréal a été détruit.



Françoise Côté

## Les bâtiments sont sûrs à Montréal

**S**il y a dix ans Montréal pouvait être comparée à Los Angeles du point de vue de la vulnérabilité dans l'éventualité d'un tremblement de terre majeur, ce n'est plus le cas. C'est ce que révèle l'ingénieur Paul Drolet, responsable du rôle fonctionnel à la division des bâtiments et des travaux publics de la ville de Montréal.

M. Drolet a été le principal investigateur de la démarche qui a amené le Service sismique du Canada à situer Montréal et sa région dans la zone 2 plutôt que dans la zone 3 où elles avaient d'abord été placées. Il faut savoir que le Canada est divisé en quatre zones selon l'importance des dégâts en cas de séisme.

Ainsi, au Québec, la seule zone où ces dégâts pourraient être très importants est celle de Charlevoix qui est placée dans la zone 3, la plus dangereuse. Au pays, la côte du Pacifique, la Terre de Baffin dans l'Arctique de

l'est et le sud de l'Ontario sont dans la zone 3.

Montréal est classé dans la zone 2 où les dégâts pourraient être «moyens». M. Drolet explique que c'est l'analyse de l'histoire sismique de Montréal qui a amené le changement. Il est convaincu que les édifices en hauteur de Montréal peuvent résister à un tremblement de terre d'une magnitude de 6 à 7, ce qui devrait être le plus fort séisme qu'on pourrait avoir dans la métropole.

Évidemment cela ne veut pas dire que les hautes structures de verre ne subiraient pas de dommages, mais l'édifice lui-même, soit sa structure de soutien, devrait tenir le coup.

Un sismologue canadien, le Dr M.-J. Berry, directeur de la division de la sismologie et des études géothermiques à Énergie Canada, se refuse également à comparer Montréal à Los Angeles, pour une raison bien simple, c'est que le code d'évaluation

n'est pas le même pour le Canada et les États-Unis. Spécialisé dans l'étude des séismes de la région de Charlevoix, le Dr Berry considère Montréal comme région beaucoup moins dangereuse que la région située à l'est de la ville de Québec. Il estime que Montréal est plutôt comme la région de l'Outaouais et qu'un tremblement de terre majeur ne devrait pas avoir plus qu'une magnitude de 6.

Pendant quelques années, le Québec avait son propre code de normes de la construction des édifices mais celui-ci doit bientôt être abandonné; il fait double emploi avec le code des normes des bâtiments du Conseil national de la Recherche. Ce code est en constante révision pour tenir compte des données nouvelles recueillies par les sismologues. Le Québec est représenté au comité technique qui travaille à cette révision par un fonctionnaire, M. Pierre Masson. D'autres Québécois

siègent à ce comité comme l'architecte montréalais M. Jean-Luc Poulin.

Comme principale mesure de prévention, le code a donc des normes de construction qui devraient rendre les édifices capables de résister à un tremblement de terre pour permettre leur évacuation. Car il faut noter que dans un tremblement de terre le mouvement du sol est rarement la cause directe de morts ou de blessures. Celles-ci sont surtout causées par la chute d'objets ou de débris car les secousses peuvent faire bouger, endommager et même démolir les bâtiments.

«Les bâtiments ne s'écroulent pas forcément lors de tremblements de terre», dit le guide de la conduite à suivre en cas de séismes publié par Environnement Canada. Certains, comme les maisons à charpente de bois peuvent résister très bien au choc. Toutefois, les cheminées, les parapets, le plâtre des pla-

fonds et les appareils d'éclairage peuvent tomber.»

On précise que les fenêtres peuvent voler en éclats. Quant aux grands pans de murs en verre, qui sont une innovation récente en architecture, on a peu de renseignements sur leur résistance. Ils n'ont pas généralement encore subi l'épreuve d'un séisme. On sait qu'à Boston, un de ces murs s'est écroulé lors de forts vents.

M. Jacques Donato, surintendant adjoint de la division de la construction de la ville de Montréal, est aussi confiant que les normes actuelles du code du bâtiment canadien assurent la sécurité des édifices en hauteur montréalais. Il précise que ces normes ne tiennent pas uniquement compte des séismes éventuels mais également de la vitesse des vents, ainsi que de l'accumulation de pluie et de neige, qui pourraient affecter leur solidité. □



Armes nucléaires...

## **LaSalle demande une consultation populaire**

(AD)-Invité par les villes de Vancouver et d'Aylmer à se prononcer sur la prolifération des armes nucléaires, le conseil municipal a résolu de demander au gouvernement canadien de tenir une consultation publique sur la question.

Si les Canadiens décidaient par référendum de faire du pays une zone

libre d'armes nucléaires, le transport, l'usinage, la distribution et l'entreposage des armes nucléaires pourraient être interdits.

La proposition, adoptée à LaSalle à l'unanimité, a été présentée par la conseillère Louise Lemieux-Bérubé lors de l'assemblée publique du 26 juin dernier.

# Notre ville dénucléarisée avant qu'il ne soit trop tard

Dans le contexte de la situation internationale tendue, les efforts de chaque citoyen, de chaque gouvernement, à tous les niveaux, pour diminuer le danger de guerre nucléaire sont devenus nécessaires.

A quoi serviraient en effet tous les efforts des élus du peuple et des citoyens engagés dans l'amélioration de la qualité de la vie, si c'est la vie elle-même qui est menacée? Préserver la vie de la planète est devenu un im-

pératif pour tous les états et gouvernements, tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté.

Au niveau municipal, la transformation de différentes zones urbaines en territoires libres de toutes armes nucléaires est mise à l'ordre du jour de villes toujours plus nombreuses à travers le monde comme mesure urgente pour renforcer la sécurité. Une zone libre d'armes nucléaires (ZLAN) signifie que sur

un territoire donné on ne consentira pas de production, de transport, de déploiement ou d'entreposage d'armes ou de pièces d'armements nucléaires.

## Villes ZLAN

Au Québec, Jonquière est devenue la première ville ZLAN en février 1983. Quelques semaines plus tard, Drummondville et La Plaine se déclaraient à leur tour ZLAN. Dans le reste du Canada, Toronto, Vancouver, Regina et d'autres villes se sont déclarées ZLAN. Vancouver a même installé des panneaux signalisateurs annonçant cette volonté de paix de la ville.

Aux Etats-Unis, 35 villes allant des Iles Hawaï, du Maryland, l'Orégon, le New Jersey, le Wisconsin, le Massachusetts, la Californie et l'Etat de Washington, se sont déclarées dénucléarisées. Le Maryland s'est même engagé à ne pas octroyer de contrats aux entreprises liées à la production d'armes nucléaires.

En Angleterre, 130 municipalités, y compris Londres et Glasgow se sont déclarées des ZLAN. Parmi les autres

grandes villes du monde qui se sont déclarées ZLAN il y a déjà quelque temps, il y a encore Athènes (Grèce), Amsterdam (Hollande), Sydney (Australie). Et le mouvement ne fait que commencer.

## Réduire la menace

Au fur et à mesure que chaque municipalité du Québec se déclarera "zone libre de toute arme nucléaire", elle apportera une contribution de poids au renforcement de la paix universelle et au régime de non-dissémination des armes nucléaires. Ce sera une entrave sérieuse sur la voie de la course aux armements nucléaires.

Cette idée de création de ZLAN n'est pas nouvelle. On en discute aux Nations-Unies depuis les années '50 et on encourage ce mouvement plus que jamais aujourd'hui. Car il est clair que pour l'ONU cette mesure tend à réduire la menace nucléaire pour tous les peuples concernés, tout en les mettant à l'abri de la tension internationale.

Pour les citoyens ordinaires préoccupés effectivement de l'avenir de la paix et cherchant le

moyen de sortir de la situation tendue actuelle, cette mesure est concrète et réalisable parce que le pouvoir municipal est à leur portée.

Au cours de 181 référendums municipaux qui ont eu lieu ces derniers deux ans, y compris à Outremont, au moins 77% de plus d'un million d'électeurs canadiens se sont prononcés en faveur du désarmement. La ville de Plessiville adoptait en avril dernier une résolution invitant le gouvernement à tenir une consultation populaire sur la question du désarmement général, y compris en se prononçant pour le gel nucléaire.

## Caravane pour la paix

Une pétition circule présentement à travers le Canada, la Caravane de

pétitions pour la paix, laquelle demande entre autres que l'ensemble du Canada devienne une ZLAN. Cette campagne a reçu l'appui unanime de l'Assemblée nationale, ainsi que des maires d'Ottawa, de Vancouver et de Toronto. Il est certain que si une majorité de municipalités québécoises se joignent aux millions de citoyens Canadiens qui désirent que leur pays devienne une ZLAN, le Canada pourrait jouer un véritable rôle de médiateur pour la paix.

En septembre prochain, environ 2.000 représentants de 1.500 villes et municipalités assisteront à Montréal au 11e Congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées. Il nous semble

important que la question de la création de villes ZLAN à travers le monde entier soit abordée à ce grand forum.

Le Conseil québécois de la paix lance un appel pressant à toutes les villes du Québec de se déclarer "zone libre de toutes armes nucléaires", c'est-à-dire zone pour la paix et le désarmement.

Nous invitons les citoyens et citoyennes de la région à dire à leurs élus municipaux qu'ils désirent aussi que leur ville devienne une ZLAN et joigne ainsi le mouvement mondial en faveur du désarmement nucléaire.

Avant qu'il ne soit trop tard.

**Roger Moreau,**  
**Conseil québécois de la paix**

# 100 ans d'actualités

Sur la scène de  
**L'ACTUALITÉ**



Le brigadier J.-Guy Gauvreau, coordonnateur de la défense civile pour la région métropolitaine, qui vient d'être nommé (le 21 août 1951) officier des relations extérieures de la ville de Montréal.

## Le RCM entend présenter une motion sur la dénucléarisation

À la prochaine assemblée du conseil municipal, à la mi-novembre, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) tentera à nouveau de faire adopter une résolution sur la dénucléarisation de la ville.

Déjà, une centaine de villes canadiennes ont adopté des résolutions relatives au désarmement et à la dénucléarisation. L'an dernier, à Montréal, le conseil municipal avait été saisi d'une motion semblable que la présidence a jugée irrecevable puisqu'elle ne relevait pas de la compétence municipale. Le RCM entend, cette fois, libeller sa motion de manière à la situer dans le domaine des préoccupations municipales, telle l'affectation des sols et le transport.

Il y a quelques jours, le RCM participait à la marche de la paix dans les rues de Montréal. Hier, une délégation d'élus du RCM a rencontré

avec d'autres organismes montréalais Mme Maj Britt Theorin, présidente de la délégation suédoise au comité des Nations unies sur le désarmement.

Député, vice-présidente du Bureau international sur la paix, Mme Theorin présidait en juin dernier la conférence de Genève sur le désarmement.

L'expérience suédoise en ce domaine intéresse particulièrement le RCM parce qu'elle constitue l'une des plus articulées et des plus avancées dans la réflexion sur la reconversion des usines d'armement et sur le développement d'alternatives au plan économique.

Dans la grande région de Montréal, plusieurs milliers d'emplois sont reliés, directement ou indirectement, à l'industrie militaire et nucléaire.



PROPOSITION DU RCM

## Montréal : « zone libre d'armement nucléaire »

■ Le RCM souhaite que Montréal devienne, à l'instar d'une centaine d'autres villes canadiennes, « zone libre d'armement nucléaire ». Le parti doit présenter une motion à cet effet lors de la prochaine assemblée du conseil municipal, le 12 novembre.

### MARIANE FAVREAU

Le président d'assemblée au conseil municipal a déjà soutenu que ce sujet n'est pas de la juridiction de la Ville. Le RCM soutient le contraire et cite les exemples de Toronto dont même le papier à lettre porte l'en-tête « zone libre d'armes nucléaires ». Ottawa, Edmonton, Vancouver, Winnipeg seraient dans la même situation.

La motion demande qu'on étudie la possibilité d'organiser un référendum comme le permet la charte. Cela aurait pour effet qu'on y cesse la recherche, la fabrication, les essais et l'entreposage d'armes nucléaires et de leurs composantes. Cela implique aussi que cesse dans le territoire montréalais le transport de telles substances.

Mais la mesure ne toucherait pas l'industrie d'armement conventionnel dont plusieurs usines sont installées dans la région montréalaise.

Enfin, le RCM signale que les résidents du quartier Mile-End se sont déjà prononcés à 87 p. cent en faveur de bannir tout armement nucléaire du territoire. Il croit qu'il pourrait en être ainsi dans la plupart des quartiers.

**Proposition du RCM au Conseil demain**

# Montréal, zone dénucléarisée par prochain référendum?

**par Yves CHARTRAND**

C'est demain soir lundi, lors de son assemblée régulière, que le Conseil municipal de la ville de Montréal sera saisi d'un projet de résolution présenté par le leader de l'Opposition, Jean Doré, afin de débattre de la possibilité que Montréal tienne un référendum sur l'opportunité de se déclarer une zone libre d'armes nucléaires.

Si une majorité de conseillers approuvait cette motion et que les citoyens acquiescent lors d'une vaste consultation publique, Montréal interdirait sur son territoire toute activité économique touchant la recherche, la fabrication, les essais

et l'entreposage de toute arme nucléaire, de ses composantes ou de ses systèmes de lancement, ainsi que le transport de toute forme d'arsenal ou appareil pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires.

Mais cette éventualité paraît hautement improbable dans le contexte politique actuel à l'hôtel de ville. La différence idéologique qui oppose le Rassemblement des citoyens de Montréal de Jean Doré et le Parti civique du maire Jean Drapeau empêchera sans nul doute tout consensus en faveur d'un tel geste symbolique.

Il est de notoriété publique que le phénomène du désarmement

nucléaire et de la paix dans le monde soint des préoccupations de mouvement essentiellement de gauche, surtout au Canada et en Amérique en général, où les poches de résistance sont certes dynamiques, mais somme toute embryonnaires.

Dans cette lignée, il n'est pas vain de prétendre que l'habile chef du RCM cherche davantage à lancer le débat à un haut niveau décisionnel que de gagner son point. Le RCM cherche sans doute à monopoliser sur sa formation, l'attention d'une génération montante pour qui les préoccupations écologiques sont en tête de liste.

## Contrats militaires ici

Par ailleurs, un inventaire effectué par le Groupe de travail sur les

usines d'armements au Québec et publié en septembre dans un petit fascicule à l'occasion de la journée du désarmement de l'ONU, établit que les industries de la seule région métropolitaine bénéficiaient en 1983, de 3 389 contrats militaires d'une valeur excédant \$1,9 milliard.

Le groupe de travail précise toutefois que la recherche n'a pas permis d'identifier "une production d'armement nucléaire au Québec", précisant cependant qu'un certain nombre d'usines n'ont pas été identifiées ou à tout le moins son type de production.

## CIL et Cie

Sur l'île de Montréal, une bonne dizaine d'industries ont été reconnues comme fabriquant des produits militaires conventionnels dans le

domaine des munitions, des produits chimiques, des véhicules de transport et de l'aéronautique. Outre les grands complexes comme Canadair Ltée, Bombardier et CIL, on a repéré des entreprises de taille plus modeste qui n'en sont pas moins fort actives dans la production de matériel militaire.

Un des traits importants de l'économie montréalaise: la haute technologie, participe également aux contrats militaires. Spar Aérospace Inc. et RCA de Ste-Anne-de-Bellevue, ne sont que deux des 11 industries spécialisées dans le domaine de l'informatique, des instruments de détection et des télécommunications et des équipements électroniques.

Enfin, le document a inventorié une quinzaine d'entreprises dont la production n'est pas connue.

# Le RCM souhaite la dénucléarisation de la ville de Montréal

**ALAIN DUHAMEL**

Bien que l'administration municipale ait toujours refusé d'intervenir dans un débat qu'elle juge hors de son domaine, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) tentera de la persuader de tenir un référendum sur la dénucléarisation de Montréal.

Au soutien de sa motion inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée du conseil cette semaine, le RCM affirme que les villes, étant les premières cibles d'une attaque nucléaire, ne peuvent demeurer indifférentes et peuvent contribuer à prévenir même si, sur la scène internationale, elles n'ont pas voix au chapitre.

« La prévention est la seule solution à un conflit nucléaire et à cet effet la solution consiste à renoncer à la recherche, à la fabrication, aux essais, au transport et à l'entreposage de toute arme nucléaire, ses composantes et ses systèmes de lancement dans notre ville. » peut-on lire dans le projet de motion.

Plusieurs villes canadiennes dont Ottawa, Toronto, Vancouver, Winnipeg et Edmonton, ont posé des gestes semblables. La voix de Montréal dans ce mouvement contribuerait à sensibiliser davantage le gouvernement canadien et à l'inciter à se retirer de toute activité liée à la course aux armements nucléaires.

Outre la motion du RCM, le Con-

seil municipal étudiera le rapport annuel du vérificateur de la ville et quelque 76 autres articles.

Le projet de règlement portant approbation des plans du projet de la société Cadillac Fairview, avenue McGill College, n'apparaît pas à l'ordre du jour.

L'administration municipale affirme qu'elle n'a pas terminé ses études.

Le promoteur immobilier, qui souhaitait obtenir une approbation rapide de son projet de manière à mettre en chantier avant la fin de l'année, a laissé entendre qu'il avait répondu à toutes les interrogations des services municipaux.

Le projet de Cadillac Fairview, évalué à \$130 millions, consiste à construire avenue McGill College la maison de l'Orchestre symphonique de Montréal et un ensemble commercial. L'été dernier, il avait demandé à l'administration municipale de suspendre l'étude d'un projet de règlement en attendant les conclusions de la consultation publique à laquelle il avait accédé, après plusieurs semaines d'une vive controverse dans l'opinion publique.

Le rapport d'un comité consultatif, publié en septembre dernier, l'a conduit à reprendre complètement son projet, à la grande satisfaction de la plupart des groupes qui lui faisaient opposition dans sa première tentative.

## **MONTRÉAL LIBRE D'ARMES NUCLÉAIRES: Le Parti civique refuse le débat**

■ Avant même que le président du RCM, M. Jean Doré, ait pu lire sa proposition de faire de Montréal une zone libre d'armes nucléaires, le parti du maire Drapeau la déclarait irrecevable.

### **MARIANE FAVREAU**

A peine M. Doré s'était-il levé que le vice-président de l'exécutif, M. Pierre Lorange la juge irrecevable parce qu'une motion semblable a été jugée telle en 1981. Lecture faite de la proposition antérieure, on apprend qu'on demandait à la Ville d'appuyer un référendum mondial contre les armes nucléaires.

Le conseiller Gardiner signale que la présente résolution porte plutôt sur un règlement que la Ville peut faire et sur un référendum dans son territoire qu'elle peut tenir.

Rien n'y fait, le président d'assemblée déclare la motion irrecevable parce que ultra vires: la mesure proposée relève du fédéral. Et le Parti civique enterre avec son unanimité coutumière la possibilité même d'un débat pour faire de Montréal une zone libre d'armes nucléaires, comme d'autres villes canadiennes, pourtant régies elles aussi par le fédéral.



# Why Montreal should be nuclear-free

By JEAN-LUC MOISAN

The Montreal Citizens Movement wants Montreal's Executive Committee to hold a referendum on whether to declare the city a nuclear-free zone.

This would imply that all research, production, testing, transportation and storage of nuclear weapons, their components and their launching or guidance systems would be prohibited.

At first glance it might seem strange for municipalities to be asked to take a position on this important question when they have no role in the formulation of policies that may escalate the nuclear arms race. However, there are several reasons why cities should in fact take an unequivocal stand by exercising powers that are within their jurisdiction.

There appears to be a broad public consensus that nuclear arms production is a serious threat to the survival of all forms of life on this planet. Furthermore, cities are both prime targets for missiles and major nuclear weapons production sites.

As in the case of many cities, Montreal's geographical location makes it a probable target. In 1983 the City of Westmount published a pamphlet on the short-term consequences if a one-megaton bomb were exploded over Montreal.

According to this study, if such a bomb were exploded over the Peel and St. Catherine intersection, 98 per cent of the population in a three-km radius from ground zero would die instantly. All buildings would be pulverized by the shock wave or torn to bits by winds of more than 800 km/h. All hospitals in the downtown area would be reduced to ashes.

Within a six-km radius, 50 per cent of the population would die almost instantly, while another 40 per cent would be victims of injuries that could be fatal if not treated immediately. Even at 13 km from the point of impact, 50 per cent of the population would suffer ei-

---

## DIALOGUE

*A column of opinion  
and commentary  
open to readers*

● *Jean-Luc Moisan is press attaché for the Montreal Citizens Movement.*

---

ther death or severe injury.

In fact, more and more studies are concluding that there can be no winner in a nuclear war. Carl Sagan's research on the "nuclear winter" confirms the predictions of other scientists that all life on earth would become extinct after a nuclear war.

One quickly comes to the conclusion that regardless of the statements made by certain government officials, any notion of civil defence (fallout shelters and the like) is unrealistic. If it is impossible to protect oneself effectively against the effects of a nuclear war, then action must be taken to prevent it.

Because cities house the majority of the world's population, they should be taking the lead in denuclearization. Municipal administrations have a responsibility to ensure that the people they represent have a future.

The need for preventive action is the basis for the MCM's initiative, which defines a number of nuclear arms-related activities which could be prohibited by municipal bylaws within the city's jurisdiction.

Montreal would not be the first city in Canada to take such measures. In fact, 53 communities have already declared themselves to be nuclear-free zones after holding local referendums. Toronto, Vancouver and Regina are among the cities which have decided to ban the production and transportation of nuclear weapons.

This is not the first time the MCM has raised the issue. In 1983, Councillor

Michael Fainstat asked Mayor Jean Drapeau if his administration was ready to declare Montreal a nuclear-free zone. While expressing sympathy with the cause of peace, the mayor said that this question did not fall within municipal jurisdiction.

More recently a local referendum was organized in the Mile End district, calling for this neighborhood to be declared a nuclear-free zone. The vast majority of the population voted in favor of this position and gave local Councillor Kostas Georgoulis a mandate to demand that the administration hold such a referendum across the city. Residents of the St. Jean Baptiste and Laurier districts have signed petitions to the same effect.

In response to this wave of community concern, the MCM is asking the Executive Committee to initiate a referendum as permitted by Article 471 of the city charter, which stipulates that such a procedure can be used for any issue affecting the people of Montreal, provided that City Council approves.

All public opinion surveys on denuclearization show considerable concern about this difficult question. However, a poll or survey only provides some indication as to public opinion. A referendum, on the other hand, gives everyone a chance to take a position and formally binds the elected representatives to take the necessary action in response to the public will.

In the fields under its jurisdiction, particularly with regard to regulation of land use, the city can prohibit a certain number of nuclear arms-related production and transportation activities.

It is true that Montreal is not considered to be one of the centres directly involved in the nuclear weapons industry, largely due to the impossibility of verifying the activities of our local military industries. In fact, one piece of equipment can be used for several purposes, including the production of nuclear weapons components.

As far as transportation is concerned, it is a well established fact that nuclear fuel usable in arms production has been transported through Quebec, and possibly even through Montreal, in flagrant violation of Canada-U.S. agreements. Even if total control would appear to be difficult, this is why it is possible for the city to use all its regulatory powers to impose maximum restrictions on the proliferation of the production or transportation of nuclear weapons components in its territory.

It would also be appropriate to raise broader questions about the entire problem caused for local economic development by both the nuclear and conventional armaments industries and their influence on the selection of priorities in fields that are much more vital to the future of our societies.

Another significant aspect of such referendums is their symbolic value in enabling a large number of Quebecers and Canadians to express their wish for Canada to withdraw from all activities related to the nuclear arms race and to declare this country a nuclear-free zone.

By declaring Montreal a nuclear-free zone, our city would be participating in a much broader movement with the eventual aim of including cities in both North Atlantic Treaty Organization and Warsaw Pact countries.

For the MCM, it is of course a vital priority to fight for more democracy in Montreal, for better city planning and for improved public services. But what must be remembered is that all these initiatives and their concrete benefits could be wiped out in an instant.

It is important that we take our collective responsibility to stop a nuclear arms race that could only prove detrimental to all Montrealers. This is why we as MCM councillors invite the other members of City Council to debate our motion.

## City won't hold anti-nuclear vote councillors told

The chairman of Montreal city council rejected a motion by the opposition last night to hold a city-wide referendum on making Montreal a nuclear-free zone.

Chairman Marc Beaudoin said such action is outside the city's legal powers.

Councillor Jean Dore, leader of the Montreal Citizens' Movement (MCM), said the decision by Beaudoin, a Civic Party councillor, is politically motivated.

Dore said the city charter allows the city to hold a referendum on any issue. Beaudoin's rejection was preventing Montrealers from stating their position on what Dore called "the constant menace" of nuclear war.

MCM Councillor Michael Fainstat said Montreal is the first city in Canada to reject a debate on the issue.

Several cities across the country, including Toronto, Vancouver and Edmonton, have voted in favor of such motions.

The MCM's motion called for a referendum to declare Montreal an area free of the research, fabrication, test and storage of nuclear arms.

**Montréal**

# **Pas de référendum sur le nucléaire**

**Malgré le souhait du Rassemblement des citoyens de Montréal, il n'y aura pas de référendum sur la présence d'armements nucléaires à Montréal.**

La motion en ce sens déposée par le chef du RCM, Jean Doré, à l'assemblée régulière du conseil hier soir, a été jugée irrecevable par le président de l'assemblée, Marc Beaudoin. Cette motion demandait qu'un référendum soit tenu à Montréal afin de déclarer la ville zone libre d'armes nucléaires.

Hier, Jean Doré demandait que la ville, en vertu de sa charte, tienne un référendum pour bannir toutes formes de production ou de recherche sur les armes nucléaires à Montréal.

Le président de l'assemblée, Marc Beaudoin, a considéré la motion irrecevable en alléguant que c'est de juridiction fédérale.

M. Doré en a appelé de sa décision. L'appel a donc été battu.

M. Doré a finalement conclu en affirmant que la décision du président de l'assemblée, Marc Beaudoin, n'avait aucun fondement juridique.



## City rejects referendum motion

Councillor Marvin Rotrand says the city of Montreal has rejected his motion asking that the municipality hold a referendum asking citizens their opinions concerning the creation of an anti-nuclear zone within the city's boundaries.

The motion was presented at the meeting held January 20, and Rotrand says it was presented based on a referendum held in November in the Snowdon and Cote des Neiges areas.

Rotrand, in his motion, pointed out that 95 per cent of those who participated in that referendum asked municipal councillors to present a motion to this effect at a city council meeting.

His motion pointed out that similar resolutions have been adopted by other Canadian municipalities, including Toronto, Vancouver and Regina.

His referendum motion also asked for the creation of of a non-nuclear zone relative to the installation, the manufacture, transport and the warehousing of all nuclear arms and their accessories along with launch systems within the limits of the city.

As well it sought to have the city give preference to its business transactions to companies not implicated in nuclear arms manufacture.

# City Ukrainians demand news of nuclear mishap

By DANIEL KUCHARSKY  
and RICK BOYCHUK  
of The Gazette

Hundreds of members of Montreal's Ukrainian community gathered at special church services yesterday to pray for relatives and friends living in the area of the Chernobyl nuclear reactor disaster.

Without exception, people interviewed by *The Gazette* criticized the Soviet Union's handling of the disaster, expressed frustration at their inability to reach the Ukraine by telephone, and scoffed at Soviet claims that there were only two deaths and less than 200 injuries.

Canadians of Ukrainian origin fear there may be many casualties, as the Western media have suggested.

"The issue is the information that everybody needs to know. It really is a worldwide problem," Zeny Bryniawsky said in an interview outside Assumption of the Blessed Virgin Mary Ukrainian Catholic Church in Rosemount.

"We're trying to find out what happened, like everybody else. It's not easy. Nobody's getting information."

Bryniawsky said the Soviet Union has a responsibility to tell the world the truth about the meltdown, as the U.S. did after the Three Mile Island meltdown.

## 'Should stick together'

"We should stick together to help people everywhere," he said, adding that instead, "everybody's stonewalling, while people are dying."

Eugene Czolij said: "It seems to us the Soviets place more importance on their weaponry than on their people."

Czolij said Soviet leader Mikhail Gorbachev is reneging on his pledge to be more open than his predecessors.

"Gorbachev was supposedly the new generation," Czolij said. "He had a chance to show his real face and he showed it."

"To build a nuclear power plant near Kiev (the Ukrainian capital, 90 kilometres from the Chernobyl

plant), with so many people around, is a crazy thing," said an elderly man who did not want to give his name because he fears repercussions against his relatives in the Ukraine.

McGill University student Greg Smolyneec had made plans to go to the Ukraine this summer, but now fears the trip might have to be cancelled.

He'd said he'd like to go so he can learn the fate of his relatives.

"I've never seen Ukrainians in recent years so perturbed by anything," Smolyneec said in an interview at St. Sophie Ukrainian Orthodox Cathedral, where a youth group was giving a performance for Ukrainian Easter.

"My parents are particularly upset. Everybody's talking about it constantly."

## Sending advice

Meanwhile, Radio Canada International has been broadcasting medical advice to listeners in the Ukraine.

Adrian Chomenko, a member of the Concordia Ukrainian Students' Union, told reporters Saturday that many Canadian Ukrainian organizations fear that the Soviet Union is not warning people of the true extent of the danger.

"The radio program is offering Ukrainians advice on what is safe to eat and drink," Chomenko said.

Orest Pawliw, who works for the Ukrainian section of Radio Canada International, said several items on what to do during a nuclear accident were broadcast last week.

"We also have a specialist in nuclear medicine, who speaks Ukrainian, preparing reports to be broadcast this week," Pawliw said.

Yaroslav Kulba, chairman of the Montreal branch of the Ukrainian Canadian committee, said his organization wants to launch a \$1-million fund-raising drive to buy medical supplies for the victims of the nuclear accident.

However, he said, the Soviets may block efforts by Ukrainian Canadians to send supplies into the Ukraine, "for obvious reasons."

PAS DE TRACES  
DE RADIOACTIVITÉ  
À MONTREAL!

Chez nous n'ya  
Jamais de catas-  
trophes à part  
Aïda à l'opéra  
l'autre jour comme  
dit Grand'Pa!





Photo Pierre VIDICAIRE

## **La police doit intervenir dans une manif anti-nucléaire**

Les policiers de la CUM et leurs confrères des Ports nationaux ont arrêté neuf personnes, hier, lors d'une manifestation anti-nucléaire dans le port de Montréal, à la hauteur de la rue Saint-André. Une trentaine de manifestants s'étaient rassemblés pour protester contre la présence d'un navire chargé d'uranium dans le port de Montréal. L'un d'eux s'est plaint qu'un policier ait pointé une arme dans la direction de trois protestataires qui se trouvaient dans une auto peinte de slogans pacifistes. Plusieurs se sont ensuite rendus devant le poste 52 de la police de la CUM pour protester contre l'attitude des policiers lors de la démonstration.



## **MONTRÉAL, ZONE LIBRE D'ARMES NUCLÉAIRES**

Re: Question écrite  
pour le Conseil de ville  
du 16 octobre

**ATTENDU QUE**  
12,000 citoyennes et ci-  
toyens de Montréal se  
sont prononcés en fa-  
veur d'une consulta-  
tion publique pour fai-  
re de Montréal une zo-  
ne libre d'armes  
nucléaires;

**ATTENDU QUE** les  
deux candidats à la  
mairie se sont pronon-  
cés en faveur de con-  
sultations publiques;

**ATTENDU QU'**une  
demande formelle a été  
adressée au Président  
du Comité exécutif, M.  
Yvon Lamarre, le 15  
août 1986, pour que  
cette consultation ait  
lieu lors du scrutin du 9  
novembre prochain;

**ATTENDU QU'**une  
consultation publique  
tenue lors d'un scrutin  
municipal engendre  
peu de frais supplé-  
mentaires;

**ATTENDU QUE** le

Conseil de Ville doit  
décider de la tenue d'u-  
ne telle consultation au  
moins trente jours  
avant la date de la con-  
sultation;

**ATTENDU QUE** l'ad-  
ministration munici-  
pale n'a pas saisi le  
Conseil de Ville de cet-  
te question à sa réu-  
nion du 15 septembre  
dernier, rendant main-  
tenant impossible la  
tenue d'une telle con-  
sultation;

Nous aimerions savoir  
pourquoi l'administra-  
tion de la Ville de  
Montréal n'a pas jugé  
bon de tenir une con-  
sultation publique sur  
la question de faire de  
Montréal une zone li-  
bre d'armes nucléaires  
et pourquoi elle n'a pas  
fait parvenir de répon-  
se officielle aux requé-  
rants.

**Marguerite Taille-  
fer  
Montréal**

## Question au conseil de ville

Greffier de la  
Ville de Montréal

Attendu que 12,000 citoyennes et citoyens de Montréal se sont prononcés en faveur d'une consultation publique pour faire de Montréal une zone libre d'armes nucléaires (ZLAN);

Attendu que les deux candidats à la mairie se sont prononcés en faveur de consultations publiques;

Attendu qu'une demande formelle a été adressée au président du Comité exécutif, M. Yvon Lamarre, le 15 août 1986, pour que cette consultation ait lieu lors du scrutin du 9 novembre prochain;

Attendu qu'une consultation publique tenue lors d'un scrutin municipal engendre peu de frais supplémentaires;

Attendu que le conseil de ville doit décider de la tenue d'une telle consultation au moins trente jours avant la date de la consultation;

Attendu que l'administration municipale n'a pas saisi le conseil de ville de cette question à sa réunion du 15 septembre dernier, rendant maintenant impossible la tenue d'une telle consultation;

Nous aimerions savoir pourquoi l'administration de la Ville de Montréal n'a pas jugé bon de tenir une consultation publique sur la question de faire de Montréal une zone libre d'armes nucléaires et pourquoi elle n'a pas fait parvenir de réponse officielle aux requérants.

**Marguerite TAILLEFER**  
Au nom des citoyennes et  
citoyens du projet ZLAN

# MCM plans to introduce motion declaring city nuclear-free zone

The Montreal Citizens' Movement (MCM) will finally get its chance next week to declare Montreal a nuclear-free zone.

The MCM administration plans to introduce a motion at city council to make Montreal free of nuclear arms, and to hold a referendum on the issue in 1990.

The MCM has presented a similar motion three times in the past two

years, but was shot down by ex-mayor Jean Drapeau who said disarmament isn't the city's business.

This time the motion is being unanimously endorsed by the MCM, which has 55 seats on Montreal's 58-member council, said MCM Councillor Konstantinos Georgoulis, who will introduce the motion.

"The question of peace is not the jurisdiction of the municipal, provin-

cial or federal government," said Georgoulis, councillor for Mile End. "It's the jurisdiction of individuals."

Georgoulis said the MCM wants to pass the motion right away because 1986 is the United Nations' International Year of Peace.

In 1984, the anti-nuclear motion was presented by Mayor Jean Doré and seconded by executive committee chairman Michael Fainstat, then members of the opposition.

The MCM motion calls for the executive committee and peace groups to set up a committee to make citizens more aware of peace issues. The new committee would also organize a referendum to be held in conjunction with the 1990 municipal elections, Georgoulis said.

Manitoba, Ontario, the Northwest Territories and 139 Canadian cities have passed resolutions declaring themselves nuclear-free, a Toronto-area peace activist said yesterday.

Montreal city council, which meets Monday evening, will open with a prayer for the last time.

The MCM plans to introduce a resolution to replace the traditional prayer with a moment of reflection. But the council chairman must read the prayer to begin the meeting.

Other council items include:

- A bylaw to create an oral question period for the public.
- Changing the name of the southern part of Victoria Square to Place du Commerce.

# MCM plans to introduce motion declaring city nuclear-free zone

The Montreal Citizens' Movement (MCM) will finally get its chance next week to declare Montreal a nuclear-free zone.

The MCM administration plans to introduce a motion at city council to make Montreal free of nuclear arms, and to hold a referendum on the issue in 1990.

The MCM has presented a similar motion three times in the past two

years, but was shot down by ex-mayor Jean Drapeau who said disarmament isn't the city's business.

This time the motion is being unanimously endorsed by the MCM, which has 55 seats on Montreal's 58-member council, said MCM Councillor Konstantinos Georgoulis, who will introduce the motion.

"The question of peace is not the jurisdiction of the municipal, provin-

cial or federal government," said Georgoulis, councillor for Mile End. "It's the jurisdiction of individuals."

Georgoulis said the MCM wants to pass the motion right away because 1986 is the United Nations' International Year of Peace.

In 1984, the anti-nuclear motion was presented by Mayor Jean Doré and seconded by executive committee chairman Michael Fainstat, then members of the opposition.

The MCM motion calls for the executive committee and peace groups to set up a committee to make citizens more aware of peace issues. The new committee would also organize a referendum to be held in conjunction with the 1990 municipal elections, Georgoulis said.

Manitoba, Ontario, the Northwest Territories and 139 Canadian cities have passed resolutions declaring themselves nuclear-free, a Toronto-area peace activist said yesterday.

Montreal city council, which meets Monday evening, will open with a prayer for the last time.

The MCM plans to introduce a resolution to replace the traditional prayer with a moment of reflection. But the council chairman must read the prayer to begin the meeting.

Other council items include:

- A bylaw to create an oral question period for the public.
- Changing the name of the southern part of Victoria Square to Place du Commerce.



## **Montréal, zone libre d'armes nucléaires**

**(JMD) - Le Conseil de ville a entériné hier après-midi, le principe de déclarer Montréal zone libre d'armes nucléaires (ZLAN).**

La motion, présentée par le conseiller du RCM Kostas Georgoulis, était soumise aux membres du Conseil, pour qu'ils étudient la possibilité de mettre sur pied un comité, qui aura comme objectif de faire de Montréal une zone libre d'armes nucléaires.

La motion a été adoptée à l'unanimité.

Les membres du Comité exécutif ont donc été chargés de créer un comité qui aura un double mandat.

Il devra sensibiliser les Montréalais aux dangers, volontaires ou accidentels, d'un conflit nucléaire.

Dans un deuxième temps, il devra définir les modalités qui permettront aux Montréalais d'entériner cette décision, par exemple par le biais d'un référendum.

# Montreal a 'nuclear-free zone' will study arms-industry controls

By MARIAN SCOTT  
of The Gazette

Montreal followed other major Canadian cities yesterday by declaring itself a nuclear-free zone.

City council unanimously approved a motion proposed by Mile End councillor Konstantinos Georgoulis to declare the city a nuclear-free zone and appoint a committee to study further anti-nuclear initiatives.

"Montreal has joined 2,957 cities around the world, including major Canadian cities like Toronto and Vancouver, in becoming part of this vast movement," Mayor Jean Doré said in an interview after the council meeting.

He added that the new committee will decide whether to hold a referendum on disarmament, possibly during the 1990 civic election.

Doré, who tried unsuccessfully to get city council to pass an anti-nuclear motion three times when in opposition, rejected former Mayor Jean Drapeau's argument that Montreal lacked jurisdiction.

"When you are a citizen of a



**JEAN DORÉ**  
"Citizens of world"

city, you are also a citizen of the world, and I think the growing movement to increase awareness (of the nuclear issue) has a definite influence on government policy," he said.

Doré said the committee will study whether it is within Montreal's jurisdiction to pass a zoning bylaw outlawing

companies connected with the nuclear arms industry.

Council also approved plans to set up two other committees, one on homeless people and rooming houses, and the other on the protection of heritage buildings.

Mark London, an architect and executive director of Heritage Montreal, was named to the arbitration commission, which reviews demolition applications. In the past, the commission has been criticized for favoring demolition.

"Demolitions will be less the rule than they were under the Drapeau administration," Doré said.

The six-member committee on the homeless includes Claudette Godley, director of Chez Doris, a centre for homeless women, and Sylvio Michaud, a priest and director at the Maison du Père.

It will examine ways to preserve rooming houses, many of which are being transformed into condominiums and single-family homes.

The city administration favors extending renovation subsidies to rooming houses, which are now ineligible.

# Aucune arme nucléaire ne pourra être fabriquée ni entreposée à Montréal

MARIANE FAUREAU

■ En plus d'adopter une déclaration visant à faire de Montréal une zone libre d'armements nucléaires, le conseil municipal envisage la mise sur pied d'un comité qui préparerait la tenue d'un référendum sur la question. Le conseil a également entériné la formation de deux autres comités, au cours de son assemblée d'hier après-midi, l'un sur les sans-abri, l'autre sur les démolitions d'immeubles.

Par ailleurs, au deuxième jour de la nouvelle pratique des questions orales du public, aucun citoyen ne s'est présenté au micro.

Après avoir tenté en vain, alors qu'il était dans l'opposition, de faire adopter une motion en faveur de la dénucléarisation de Montréal, le RCM a pris une douce revanche hier. Si l'administration Drapeau-Lamarre prétendait qu'une telle déclaration de « zone libre d'armement nucléaire » (ZLAN) n'était pas du ressort municipal, l'administration Doré-Fainstat la juge au contraire pertinente.

D'autant plus que des villes comme Vancouver, Winnipeg et Toronto (que la nouvelle administration prend souvent comme exemple) ont adopté des résolutions semblables.

C'est le conseiller RCM du Mile End, Konstantin Georgoulis, qui a présenté la motion, insistant sur le fait qu'il s'agit de la dernière assemblée du conseil avant la fin de l'Année internationale de la Paix. Il assure que cette motion

## *Le RCM présente une motion pour faire de Montréal une zone libre d'armements nucléaires et songe à tenir un référendum à ce sujet*

représente le vœu de milliers de citoyens qui se sont déjà prononcés lors de referendum ad hoc dans les districts de Mile End, Snowdon et Côte-des-Neiges. Sans compter la pétition qui a circulé ces derniers temps et qui aurait recueilli 12 000 signatures.

La motion du conseiller Georgoulis, vise « à ce que Montréal soit déclarée ZLAN, ce qui veut dire qu'aucune arme nucléaire ou composante d'armes nucléaires ne pourront être fabriquées ni entreposées à Montréal, ni transiter sur le territoire ou au-dessus du territoire de cette ville. »

Il demandait également la formation d'un comité qui, avec les groupes du milieu, sensibilisera la population à la question du désarmement nucléaire. Et surtout, « préparera la tenue d'un referendum lors d'une prochaine consultation populaire ».

Le conseiller Sam Boskey a insisté sur le fait qu'il faut plus qu'une déclaration de principes et donc trouver les moyens de l'appliquer concrètement, peut-être en se faisant donner des pouvoirs additionnels.

### **Nominations et comités**

Autre revanche sur le passé, le conseil municipal a nommé hier Mark London à la Commission d'arbitrage du patrimoine rési-

dentiel. Cette commission est une sorte de tribunal d'appel pour les propriétaires à qui le comité exécutif aurait refusé un permis de démolition.

Or, trop souvent, son jugement (sans appel) permettait une démolition que l'exécutif avait refusée. Le RCM croit qu'en y adjoignant un champion de la préservation du patrimoine comme Mark London, directeur de Héritage Montréal, les démolitions seront moins faciles. M. London est architecte et urbaniste de profession, et habite Westmount. Sa rémunération, comme celle des autres membres de la commission, est de \$200 par séance.

Par ailleurs, le conseil a mis sur pied un comité spécial de conseillers pour examiner toute la réglementation relative à la protection du patrimoine résidentiel et voir à réduire les possibilités de démolition d'immeubles. Présidé par Hubert Simard, ce comité comprend Arnold Bennett, Thérèse Daviau, Marcel Sévigny, Raymond Blain et Denis Beauchamp. Il doit faire rapport à l'exécutif au 31 mars.

Un autre comité a vu le jour hier, qui se penchera sur la question des sans-abri à Montréal. Selon le conseiller John Gardiner, la ville précède ainsi de peu l'année internationale des sans-abris.

décretée par l'UNESCO pour 1987.

Il y aurait quelque 10 000 personnes sans adresse permanente à Montréal, qui logent sur une base hebdomadaire ou mensuelle dans des maisons de chambres, des refuges ou maisons d'hébergement, dans les rues. Le conseiller RCM de Saint-Jacques, Raymond Blain, a rappelé que de 1977 à 1982, 33 p. cent des maisons de chambres ont disparu. La moitié de celles qui restaient sont à leur tour disparues entre 1982 et 1984. Et depuis, de 20 à 30 maisons de chambres ont fermé leurs portes.

Le comité sur les sans-abri est formé de citoyens qui ont une certaine expertise dans le domaine : Claudette Godley (Chez Doris), Sylvio Michaud (Maison du Père), Fernand Gauthier (centre d'Accueil Préfontaine), Monique Picard (l'Accueil Bonneau), John Bradley (Forum des citoyens âgés), et Pierre Legros (CLSC Centre-ville).

Ils suggéreront au conseil un ensemble de politiques sur les terrains à construire, les règlements de zonage, les programmes de subvention, etc. Ils feront rapport avant le 31 mars. Leur rémunération est de \$200 par séance jusqu'à un maximum de \$7 000 pour l'ensemble du comité.

Enfin, le conseil a nommé quatre personnes à la Commission athlétique de Montréal, qui verront à son intégration à la Régie de la sécurité dans les sports. Il s'agit de Daniel Robin, Alain Arsenault, Réjean Séguin et de l'adjoint au chef de cabinet de l'exécutif, André Sénécal.

# ZLAN : un autre sigle pour Montréal, qui signifie zone libre d'armes nucléaires

## CLÉMENT TRUDEL

À l'unanimité, le conseil de ville de Montréal a approuvé hier une résolution qui peut signifier la tenue prochaine d'un référendum: les citoyens veulent-ils déclarer leur ville Zone libre d'armes nucléaires (ou ZLAN)?

C'est la quatrième fois, depuis 1981, que le Rassemblement des Citoyens de Montréal revient à la charge sur les ZLAN. Les trois fois précédentes, l'administration Drapeau-Lamarre avait rejeté l'idée d'un référendum pour une question qui « n'était pas du ressort de la ville ». Hier toutefois, le conseiller Jargoulis (Mile-End, RCM) eut la tâche facile: le maire Jean Doré qui, du temps qu'il était conseiller, avait proposé une semblable résolution, a donné son « appui entier », rappelant qu'il avait, le 15 décembre, reçu une pétition de 15,000 noms demandant que Montréal devienne ZLAN. Le président du comité exécutif, Michael Fainstat, a promis que dans 60

jours au plus, le comité exécutif aura une date à suggérer pour le référendum, et qu'il précisera les points à inclure dans la question à poser.

Dans le monde, il existe environ 3,000 ZLAN (pays, Etats, villes ou provinces) qui s'engagent à ne pas accepter que leur territoire serve à la fabrication, au stockage ou au transit d'armes nucléaires (ou de composantes de ces armes). Le cas de Montréal est intéressant à suivre, car on retrouve dans la région de Montréal environ 50% des usines reliées aux industries d'armement et de défense au Canada. Hier, il fut fait mention du port de Montréal par lequel transiteraient des matériaux servant à la fabrication d'armes nucléaires.

La résolution du conseiller Jargoulis a pour but la formation, par l'exécutif, d'un comité qui verra à travailler avec les groupes concernés, dans le but de sensibiliser le plus grand nombre possible de Montréalais à cette possibilité que Montréal se proclame ZLAN. M. Jargoulis

s'est dit heureux de ce nouveau départ qui se produit au cours de la dernière séance que tient le Conseil de ville durant l'Année Internationale de la Paix; il a présenté son geste comme un message lancé aux deux grandes puissances.

Tandis que Montréal faisait hier un pas décisif qui pourra la faire entrer dans le club planétaire des ZLAN, on apprenait que la ville de Didsbury (Alberta) a rescindé, lundi, la résolution par laquelle les anciens

dirigeants de la ville avaient décidé de faire de leur ville une Zone libre d'armements nucléaires.

La dernière tentative du RCM de mettre cette question à l'ordre du jour du Conseil de Montréal remonte au 16 octobre dernier; elle visait à tenir un référendum sur les Zones libres d'armements nucléaires lors des élections du 9 novembre qui, on le sait, ont mené à l'entrée en force du Rassemblement des Citoyens de Montréal à l'hôtel de ville.

## La première ZLAN en Alberta est abandonnée

DIDSBURY, Alb. (PC) — Didsbury, première ville de l'Alberta à se déclarer zone libre d'armements nucléaires, a changé d'idée.

Mardi soir, le conseil municipal a jugé que sa décision antérieure était plus ou moins un rêve parce que personne aujourd'hui ne peut croire à une telle neutralité.

En outre, a décidé le conseil municipal, la ville coupera ses liens avec les organisations locales ou fédérales luttant pour le désarmement.



### ■ **La fierté d'être ZLAN**

J'ENGAGE vivement mes concitoyens et concitoyennes qui veulent éprouver la fierté d'appartenir à une démocratie lucide et agissante à se rendre, à l'occasion, aux séances de leur nouveau conseil municipal.

La motion qui vient d'y être adoptée (le 17 décembre) pour faire de Montréal une Zone libre d'armes nucléaires (ZLAN) met enfin notre ville au rang des forces vives qui luttent pour sauver notre planète d'une irréparable catastrophe nucléaire.

Les témoignages réalistes et émouvants du conseiller Georgoulis, qui a présenté la motion, de la conseillère Milhomme, et de plusieurs autres, dont MM. Boskey, Fainstat et Doré, m'ont permis de constater avec joie que nous avons enfin à l'hôtel de ville des femmes et des hommes à la hauteur des lourdes responsabilités qui nous incombent en cette fin du 20<sup>e</sup> siècle, si nous voulons survivre, dans la justice et la paix. Bravo !

Assistons plus souvent aux séances du conseil et voyons, nous aussi, à doter nos quartiers de comités populaires actifs et vigilants. Et espérons que de prochaines affiches municipales proclameront la fierté d'être Zone libre d'armes nucléaires.

— DANIELLE DIONNE

Montréal, le 17 décembre.

## ■ **Pour tous les humains**

M. PIERRE Villeneuve pousse un cri d'alarme au sujet de la décision du conseil municipal de Montréal sur la pétition ZLAN. Même la Ville de Chicago l'a adoptée, comme bien d'autres métropoles en Amérique et en Europe !

Ce que M. Villeneuve omet de signaler, c'est que le conseil a aussi nommé un comité pour étudier les implications pratiques, et la tenue éventuelle d'un référendum municipal. C'est dire que les partisans d'une Zone libre d'armes nucléaires ne sont nullement « inféodés à Moscou ».

Le RCM, comme les partisans mondiaux du projet ZLAN, pense au bien de tous les humains, non seulement à leur propre peau. Ils sont très conscients que les gros intérêts financiers qui poussent à la course aux armements se fichent bien de la pauvreté à laquelle elle astreint la majorité des humains qui ne mangent jamais à leur faim, ne disposent pas de services médicaux minimum, vivent souvent sans logement.

Les gens agitant le fantôme du « diable soviétique », à la suite du président Reagan, (qui se révèle de plus en plus comme un fiéffé menteur !), manquent de coeur et ne voient pas plus loin que leur nez. Dieu merci, nous avons enfin à Montréal une administration qui se soucie plus du sort des humains que de slogans d'épouvante.

Même des anciens officiers de carrière, des savants de renommée mondiale, osent élever la voix contre la folie des armements. Comme le disait un vieil officier : « Je crois de moins en moins à la valeur du nombre ; plus les armées des grandes puissances croissent, plus elles ont peur ! Il n'y a qu'un homme ayant une bonne conscience, devant Dieu et son prochain, qui ne craigne pas. »

— **CLAUDE DE MESTRAL**  
Montréal, le 14 janvier.

## ■ La stratégie victorieuse

NON PAS que je veuille me lancer dans une polémique interminable au sujet du ZLAN (Zone libre d'armes nucléaires) mais je trouve quand même souhaitable qu'un débat ait lieu sur la question. Si le RCM veut procéder à un référendum sur ce sujet, qu'il autorise la constitution d'un comité du NON et d'un comité du OUI comme ce fut le cas pour le référendum du PQ sur la souveraineté-association.

Car les partisans du NON ont autant le droit d'utiliser les fonds publics pour faire valoir leur point de vue. Présentement, il n'existe qu'un comité du OUI, le club des camarades du RCM et autres pacifistes qui sont, comme vous devriez le savoir, ultra-minoritaires dans l'ensemble de la société.[...]

Quant à l'argumentation « à l'estomac » du Pasteur de Mestral, force nous est de constater que les régimes communistes consacrent une part plus grande de leur budgets à l'armement que les régimes occidentaux et qu'en plus, comme ils dominent leur peuple par la force et en l'absence de toute démocratie, ils n'ont pas à le justifier à leur opinion publique, qui est vite réprimée si elle est le moindrement dissidente. De plus, les besoins humains étant par définition illimités, il y en aura toujours pour se plaindre du manque de services de santé et d'éducation.[...]

Si je m'oppose aux ZLAN, c'est que je ne veux pas n'avoir que des fusils de chasse à opposer aux soviétiques quand ceux-ci auront réussi à nous endormir et procéderont à l'invasion surprise de notre territoire. Car le but du communisme est de conquérir la planète entière.

Aux stratégies du ZLAN, l'Occident a intérêt à opposer la stratégie victorieuse de l'État d'Israël contre son milieu hostile islamo-bolchévique. Ce n'est qu'à ce prix, en montrant aux Soviétiques que nous avons des dents et que nous ne les laisserons pas nous dominer, que nous pourrons vivre en paix.

— PIERRE VILLENEUVE

Montréal, 19 janvier

### ■ **Encore le ZLAN**

M. PIERRE Villeneuve est revenu à l'attaque, critiquant verbalement le ZLAN. C'est son droit.

Il se fait donc le champion d'Hiroshima et de Nagasaki, que la majorité des humains condamne comme de la barbarie, et une grave faute de l'Occident.

Le ZLAN ne s'oppose pas, en soi, à la défense de notre sécurité, cette vieille idole qui a fait couler tant de sang, et fait souffrir tant d'innocents. C'est aux armes nucléaires que le ZLAN s'oppose. M. Villeneuve décrit « le RCM et autres pacifistes » comme « ultra minoritaires ». Il oublie les faits. Le 9 novembre 1986, Montréal a porté le RCM au pouvoir par plus de 220 000 voix contre moins de 100 000 aux partisans de Jean Drapeau, qui, par deux fois, a refusé au Conseil municipal de discuter de Zone libre d'armes nucléaires.

Non seulement l'armement nucléaire est un retour à la barbarie, mais, avec le projet de « guerre des étoiles » du président Reagan, il est une folie financière qui ne peut qu'appauvrir l'Occident. Il repose sur une haine aveugle, et nie le principe même des Nations unies, auxquelles notre pays appartient.

L'industrie des armements repose sur un mépris complet de toute saine administration, comme en fait foi la triste aventure d'Oerlikon à St-Jean — qui coûterait \$ 600 millions au Canada — permettant le gaspillage des fonds publics. Mais de cela M. Villeneuve se fiche bien.

— **CLAUDE DE MESTRAL**

Montréal, le 27 janvier



### **La ZLAN mérite un comité d'étude**

Montréal a été déclarée «zone libre d'armes nucléaires» (ZLAN) par le conseil en décembre.

Depuis, le comité exécutif a étudié la question et proposé au conseil, lundi soir, de former un comité de six membres chargés, avec le concours des personnes et les groupes intéressés, de recommander des modifications à la réglementation municipale en matière de fabrication, de transport et d'entreposage d'armes nucléaires et leurs composantes.

toire montréalais.

Île de Montréal

## Verdun s'oppose aux armes nucléaires



**FLORIAN  
BERNARD**

■ Le conseil municipal de Verdun a adopté une résolution qui demande au premier ministre du Canada d'instituer une enquête publique sur tous les aspects de la question des armements nucléaires et de la visite, dans les ports du pays, de navire capables de transporter de tels armements. La requête prie le gouvernement canadien d'apporter une attention particulière à tous les aspects touchant la sécurité des gens vivant à proximité de ces ports. Le conseil municipal a dit s'inquiéter de la venue au Canada de plusieurs navires américains transportant des armements nucléaires. La résolution souligne que la marine américaine a elle-même reconnu qu'entre 1965 et 1985, plus de 600 accidents se sont produits avec des armes nucléaires en sa possession.

## 2 MILLIONS POUR DES ARMES À LA MINUTE

D'ici à la fin de ce siècle, les dépenses militaires annuelles atteindront, paraît-il, près de 1,000 milliards, soit près de deux millions à la minute. Les chiffres astronomiques sont devenus monnaie courante lorsqu'on parle de budget militaire et, évidemment, sont toujours dans la colonne «passif» d'un budget gouvernemental.

Les armes (nucléaires principalement) ne sont pas seulement coûteuses à produire, mais elles deviennent vite désuètes, lorsque l'adversaire met au point une arme encore plus perfectionnée.

Cette course contre la montre lorsqu'il s'agit de mettre au point de nouvelles armes exige non seulement d'énormes sommes d'argent, mais crée beaucoup moins d'emplois que l'on peut croire. Des études démontrent que pour le même investissement, on peut créer plus de deux fois plus d'emplois dans

la construction de nouveaux logements, les transports en commun, l'éducation, les services de santé, etc. Ces dépenses non-militaires ont de plus l'avantage d'améliorer la qualité de vie et non pas de la détruire.

Le gouvernement canadien mené par l'homme de fer de Baie-Comeau, M. Brian Mulroney, semble cependant pencher beaucoup plus en faveur de la politique reaganienne de militarisation.

Il devient donc très important que des projets ZLAM (Zone libre d'armes nucléaires) s'implantent un peu partout au Canada et qu'ils soient largement publicisés par la presse.

Tout comme la proposition du R.C.M. de faire de Montréal un ZLAN, il importe que d'autres villes, d'autres provinces fassent de même pour en arriver à faire du Canada une ZONE LIBRE D'ARMES NUCLÉAIRES.

Michel petit  
Montréal

## City still plans anti-nuke law — councillor

Montreal still intends to pass legislation to enforce its declaration as a nuclear-free zone, but the question needs more research, a city councillor told members of international peace organizations yesterday.

Councillor Diane Barbeau, chairman of a committee studying the issue of nuclear weapons, told the delegates city hall is determined to pass such legislation, after declaring itself a nuclear-free zone last December.

The Montreal Citizens' Movement administration set up the six-member committee in February to look at what Montreal can do to "eliminate any manufacturing, transportation and storage of nuclear arms on its territory."

Barbeau said in an interview the task is not easy because "information about companies that might be associated with nuclear arms is difficult to obtain."

She said anti-nuclear legislation probably would not apply to companies already manufacturing nuclear components or conducting nuclear-arms research.

Legislation might be adopted by the fall after public consultations, she said.

The peace delegation to city hall included Miho Cibot-Shimma from the Hiroshima-Nagasaki Institute of Japan, Dimitri Tomashewski of the Soviet Committee for European Security and Co-operation, and Hélène Zografos-Meynaud of the International Committee for European Security and Co-operation.

The delegates participated at a peace conference last weekend at the Université du Québec à Montréal, organized by an alliance of Quebec peace groups.



**MONTRÉALAIS DANS L'ACTUALITÉ EN...**

**1887** Le maire *Abbott* faisait lecture, il y a 100 ans, au conseil municipal, de la supplique du maire de Nanaimo, qui demandait le secours des citoyens de Montréal pour les résidents de cette ville de Colombie-Britannique victimes d'une explosion dans une mine de charbon.

Le retour de quatre ambassadeurs du désarmement

# Il est encore possible d'éviter la guerre nucléaire, croient les jeunes Canadiens

ISABELLE PARÉ

Après avoir parcouru 42 000 km, rencontré plus de 120 000 étudiants au Canada, aux États-Unis et en URSS, quatre étudiants canadiens ont célébré hier leur retour au bercail, au terme de huit mois de campagne soutenue auprès des jeunes pour le désarmement nucléaire.

Pour couronner cet enlevant périple, Désirée McGraw, Maxime Faille, Alison Carpenter et Seth Klein étaient reçus hier à l'Hôtel de ville par le conseiller Michael Fainstat et ont signé le très illustre livre d'or de la ville.

Fatigués mais enthousiastes, trois de ces jeunes Montréalais ont témoigné du succès de cette tournée, qui les a menés de Terre-Neuve à Moscou, en passant par San Francisco et Vancouver.

« En général, les jeunes se sentent impuissants devant la prolifération des armes et ne croient pas que la dissuasion soit un gage de paix. Les risques de catastrophes accidentelles préoccupent au plus haut point les étudiants que nous avons rencontrés », a raconté Maxime Faille, l'un des quatre mousquetaires du groupe, étudiant en sciences sociales au cégep Saint-Laurent à Montréal.

D'emblée, l'entreprise était audacieuse. De retour au pays, la délégation du groupe SAGE (Solidarité anti-guerre étudiante) trace maintenant un bilan plus que satisfaisant de sa tournée pour le désarmement.



Photo Louise Lamoignon

Après avoir rencontré plus de 120,000 étudiants pour causer désarmement nucléaire, Alison Carpenter, à gauche, Maxime Faille et Désirée McGraw sont confiants qu'il est possible d'éviter la guerre nucléaire.

Les quatre membres du groupe auront visité 325 écoles, foulé le sol de 160 villes du pays, rencontré 10 % des députés canadiens, et parlé à des centaines de milliers d'élèves.

Pas moins de 67 % des jeunes canadiens de 10-15 ans prévoient qu'une guerre nucléaire interrompra leur vie et 93 % d'entre eux se sentent impuissants face à ce fléau. Toutefois, les ambassadeurs de SAGE estiment qu'il y a espoir. L'intérêt des jeunes

pour la question est vif et les idées pleuvent, répondent-ils. Les jeunes moscovites, pour leur part, se disent très soucieux du maintien de la paix, même s'il n'existe pas encore chez eux de regroupement de jeunes pour le désarmement.

« Tous les jeunes nous posent la même question: qu'est-ce que je peux faire? À notre avis, une simple lettre envoyée au premier ministre a plus de poids qu'une pétition. Nous

sommes les futurs voteurs », fait valoir Maxime Faille.

Par exemple, à Kitchener, le jour où l'assemblée législative ontarienne s'appretait à adopter une résolution pour faire de l'Ontario une zone dénucléarisée, 600 jeunes ont décroché le récepteur pour faire connaître leur opinion aux élus. À Winnipeg, des étudiants ont amassé 60 000 boîtes de soupe dans leur école pour illustrer les 60 000 armes nucléaires, parsemées sur la surface du globe, qui laissent planer la menace d'une hécatombe nucléaire.

Pour financer leur tournée, les membres de l'équipe ont reçu au total \$ 17 000 en subventions provenant de l'Institut canadien pour la Paix et la Sécurité, de la CEQ, des Travailleurs unis de l'automobile et de divers Églises. En plus, ils ont réussi à amasser \$ 70 000 durant leur tournée en semant T-shirts et macarons sur leur passage, bouclant leur budget avec un surplus de \$ 20 000. L'argent sera utilisé pour le financement d'un bulletin d'information et les activités futures de SAGE.

En guise de conclusion, les jeunes, optimistes, croient qu'une catastrophe nucléaire peut-être écartée. « Nous faisons partie du 40 % de jeunes canadiens qui croient qu'une guerre nucléaire peut-être évitée, claament-ils. L'esclavage a été aboli même si tous les arguments économiques penchaient en faveur de son maintien, pourquoi pas les armes nucléaires? ».

## DE JEUNES PACIFISTES HONORÉS

Après avoir consacré huit mois de leur jeunesse à encourager des étudiants canadiens, américains et soviétiques à s'impliquer en faveur du désarmement nucléaire, quatre Montréalais ont été honorés, hier, par l'administration municipale.

Mario Villeneuve

Rappelant que l'un des premiers gestes de la nouvelle administration a été de déclarer Montréal « zone libre d'armements nucléaires », le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Michael Fainstat, a salué l'initiative de ces jeunes qui ont livré un message de paix à 120 000 Canadiens dans 325 écoles secondaires de 160 localités du pays.

Avant d'être invités à apposer leur signature dans le Livre d'or de la ville, Désirée McGraw, 17 ans, Maxime Faille, 18 ans, et Alison Carpenter, 18 ans, (le quatrième, Seth Klein, 19 ans, était absent) ont souligné que leur tournée a permis aux jeunes de constater qu'ils peuvent influencer les décisions sur les grandes questions de l'heure.

Des études ont indiqué qu'au Canada, 60% des adolescents pensent qu'une guerre nucléaire va éclater avant la fin de leur vie. Or, 93% d'entre eux se

sentent impuissants face à cette menace », a révélé Mlle Carpenter.

« Nous quatre considérons faire partie du 7% qui se sentent puissants et qui estiment pouvoir faire changer le cours des choses », a-t-elle ajouté.

S'il faut en croire Mlle McGraw, cette détermination a fait son oeuvre puisque « dans 90% des écoles visitées, des groupes d'étudiants prônant le désarmement se sont formés ».

L'expérience a démontré que l'envoi de lettres ou le recours aux chaînes téléphoniques a son effet auprès des politiciens, ont-ils répété à leurs jeunes auditoires.

Maxime Faille a notamment retenu qu'« ils considèrent généralement que si une personne prend cinq minutes pour coucher une opinion sur papier, c'est qu'elle est très sérieuse. Et comme la majorité des politiciens caressent des ambitions à long terme, ils doivent prêter une attention toute spéciale aux jeunes, les futurs électeurs... »

À leur avis, l'efficacité de leur action réside dans ce que « les jeunes ne doivent pas s'imaginer qu'ils vont changer le monde, l'univers, mais plutôt centrer leur action au niveau local, dans leur entourage immédiat ».



Photo Denis RIVERIN

Soulignant que la nouvelle administration municipale veut d'abord « garder Montréal sur la carte », le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Michael Fainstat, a félicité (de g. à dr.) Alison Carpenter, Maxime Faille et Désirée McGraw pour leur initiative de paix.

# Peace tour wages war on pessimism Montreal foursome urges teens to work for nuclear disarmament

By ANN LAUGHLIN  
of The Gazette

Four Montreal youths who spent eight months crossing Canada in an old station wagon to teach teenagers they can do something about nuclear disarmament say Canadian high school students are the most pessimistic in the world.

"This is something schools are going to have to deal with," 18-year-old Alison Carpenter said yesterday as she and two of her three companions were welcomed to city hall. "Sixty per cent of Canadian teens think there is going to be a nuclear war, compared with 40 per cent in the United States and 9 per cent in Soviet Union.

## 93% feel powerless

"But worse, a McMaster University study shows 93 per cent of Canadian teens don't think they can do anything about it.

"We feel young people can make a difference and that's what our tour was about."

The tour took Carpenter, 18-year-old Maxime Faille, 19-year-old Seth Klein and 17-year-old Désirée McGraw to 360 high schools in 162 communities from St. John's, Nfld. last September to Port Hardy on Vancouver Island this spring. They wound up their odyssey with a trip to San Francisco and a two-week visit to the Soviet Union to exchange views on peace and militarism with Soviet youth as guests of the Canadian delegation to the conference of International Physicians for the Prevention of Nuclear War.

The four Montrealers — two of whom founded a nuclear-disarmament awareness group called SAGE (Students Against Global Extermination) — raised almost half the \$38,000 cost of their Canadian tour before setting out. The rest came on the tour in the form

of donations, the \$125 honorariums the high schools paid them for their presentations, and the T-shirts they sold along the way.

Carpenter's mother, Georgia, became national co-ordinator of the tour and Carpenter broke into tears while thanking her during yesterday's city hall ceremony.

On the road, the four teenagers were billeted in private homes and split into teams of two to reach as many high schools as possible. They made two to four presentations a day.

But not everybody wanted to hear about peace.

"About 50 schools wouldn't let us in and the Toronto School Board refused to pass on our notice to their 300 schools so through individual contacts we made presentations in only eight Toronto high schools," Carpenter said. "I think some of the school administrators were worried about our political feelings, but we proved to be equally critical of the U.S. and the Soviet Union."

The question the four were most frequently asked was how could world leaders be expected to listen to young people when even their own school principals often do not heed them, Carpenter said.

## 'Incredible cynicism'

"It starts in the schools and the homes and this pessimism spills over into an incredible cynicism about politicians," she said.

Faille said the tour had a tailor-made opportunity to show young people how much clout they have when they arrived in the Kitchener-Waterloo area on the eve of a vote in the Ontario legislature on declaring the province a nuclear-free zone. A similar motion had been defeated three years earlier and there was not much optimism in the schools this time. But Faille and his group urged students to phone their provincial representatives and ask them to vote for the motion, which passed.

"Young people saw that they did have an impact when enough of them got together," Faille said.

Michael Fainstat, chairman of the city's executive committee, praised the young people's "courage, guts and commitment" and noted the Montreal Citizens' Movement's first act after taking office in December was to declare Montreal a nuclear-free zone.





Gazette, Tedd Church

City executive committee chairman Michael Fainstat helps three national disarmament tour members hold banner. With him are Désirée McGraw, Maxime Faille, Alison Carpenter.

# Quatre étudiants «enseignent» le désarmement nucléaire à 120 000 jeunes

ALAIN FRANÇOIS BRUNEL

■ Qui a parlé de l'indifférence des jeunes face aux grands problèmes du monde? Quatre étudiants montréalais âgés de 17 ans ont réussi à former un réseau canadien de groupes de jeunes pour le désarmement nucléaire.

Au terme d'une tournée de 10 mois au Canada, à San Francisco et à Moscou, Désirée McGraw, Maxime Faille, Alison Carpenter et Seth Klein, de l'organisme S.A.G.E., ont rencontré 120 000 étudiants de 325 écoles secondaires. Ils ont combattu le désespoir ressenti par les 67 p. cent de Canadiens de 10 à 15 ans qui pensent qu'une guerre nucléaire se produira au cours de leur vie, selon un sondage de M. Ross Parker de l'Université McMaster, en Ontario. Ils ont battu en brèche le sentiment d'impuissance des 93 p. cent qui estiment ne rien pouvoir y faire. Ils ont réussi à susciter l'action. Dans 90 p. cent des villes visitées, des étudiants ont formé des groupes pour le désarmement nucléaire.

Les jeunes pacifistes d'aujourd'hui n'ont pas l'allure des protestataires d'antan. Un «look» très sage. Mais ils sont terriblement efficaces. Alison, Maxime et Désirée signaient hier, à l'hôtel de ville, le livre d'or de Montréal en présence du président du comité exécutif, M. Michael Fainstat.

Ils ont financé leur périple,



De gauche à droite, Désirée McGraw, Maxime Faille et Alison Carpenter, trois pacifistes sages et efficaces.

PHOTO PIERRE MCCANN, LA PRESSE

réalisé en majeure partie en voiture, grâce à des dons de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité, des Travailleurs unis de l'automobile, de la CEQ, des Fondations Bronfman, des Églises Unie et Anglicane. Mais aussi en vendant des tee-shirts et en demandant des honoraires aux écoles visitées. Résultat: ils disposent d'un surplus de \$20 000. Avec cet argent, ils comptent lancer un bulletin pour relier les groupes créés.

La question la plus souvent posée par les adolescents, «Qu'est-ce qu'on peut faire?», a fait naître des actions originales et massives. A Winnipeg, les jeunes ont rassemblé 60 000 boîtes de soupe pour illustrer le nombre d'armes nucléaires sur la planète. A Kitchener, en Ontario, 600 étudiants ont inondé d'appels deux députés de l'Assemblée provinciale, afin qu'ils votent en faveur d'une Zone libre d'armement nucléaire. Ils

ont obtenu gain de cause au parlement ontarien.

Désirée est plus optimiste aujourd'hui qu'au début de la tournée. Alison suggère aux jeunes de canaliser pour la paix l'énergie qu'ils dépensent en «party». Maxime rappelle que l'esclavage était considéré «naturel» avant son abolition. Ils sont allés à l'école de la démocratie. Et 120 000 étudiants ont assisté aux cours.

# Les «coureurs de la paix» passent à Montréal

Une douzaine de coureurs partis de Victoria le 1<sup>er</sup> juin dernier sont arrivés à Montréal, samedi, après avoir parcouru une distance de 6 000 km dans le cadre de la « Course pour la paix Sri Chinmoy ».

Michel Rousseau

L'événement se déroule simultanément

dans 55 pays sur un parcours total de 43 000 km, ce qui en fait la plus longue course de tous les temps.

Les coureurs sont arrivés au carré Dominion

à 12 h 30 en portant un flambeau pour la paix.

Warren Allmand, député libéral de NDG à la Chambre des Communes, et Peter Blaikie, ex-président du Parti conservateur, se sont joints

à eux dans les rues de Montréal.

A leur arrivée au carré Dominion, ils ont été applaudis par quelques dizaines de supporters.

Le but de la course n'est pas d'amasser de l'argent. Il s'agit plutôt de permettre aux gens de poser un geste concret pour la promotion de la

paix dans le monde », a indiqué Michel Béchar, un des organisateurs de la course au Canada.

Au cours d'une brève cérémonie, les coureurs ont livré leur message en faveur de la paix.

Le représentant de la Ville de Montréal, le conseiller Georges Ledoux, les a accueillis en leur transmettant l'appui du maire Jean Doré.

M. Ledoux a rappelé les gestes posés par l'administration Doré en faveur de la paix en citant, entre autres, la résolution adoptée en décembre 1986 qui fait de Montréal une zone libre d'armement nucléaire.

À la fin de la cérémonie, une demi-douzaine d'enfants de diverses origines ethniques ont livré un court message de paix dans leur langue maternelle.

Puis, ce fut l'envolée des ballons et le départ du « Mille de la paix », dans les rues du centre-ville de Montréal, avant que les coureurs reprennent leur route vers Saint-Jean (Terre-Neuve), où ils sont attendus le 25 juillet.

Sri Chinmoy, qui est à l'origine de cette course, est directeur d'un centre de méditation, à New York.



Photo Denis RIVERIN

Le député Warren Allmand tient le flambeau de la paix, à son arrivée au carré Dominion, dans le cadre de la « Course pour la paix Sri Chinmoy ».

## ■ Les artistes pour la paix

*Lettre adressée à M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada*

LES JOURNAUX nous ont appris récemment que votre gouvernement avait décidé de dépenser près de 200 milliards de dollars dans le domaine de la défense, durant les quinze prochaines années, assurant en même temps, pour la même période, une augmentation annuelle du budget de la défense d'au moins 2 % supérieure à celle du coût de la vie. [...]

Notre association n'a aucun lien avec quelque parti ou quelque groupement politique que ce soit. Elle compte, comme membres, plusieurs centaines d'artistes québécois de toutes disciplines, convaincus que le Canada doit faire preuve d'indépendance envers les deux superpuissances qui voudraient se partager le monde. [...]

En passant en revue les mesures prises par votre gouvernement, depuis un peu plus d'un an, nous ne pouvons que constater que ses politiques et ses décisions semblent en désaccord avec l'opinion de la majorité des citoyens et des citoyennes du Canada. [...]

La question cruciale consiste à savoir quelles mesures entend prendre votre gouvernement, sans tarder, pour rectifier la direction inquiétante dans laquelle le Canada s'est engagé. Et nous ne parlons pas ici de déclarations de principes, mais bien d'actions précises. Nous savons trop que les belles déclarations des gouvernements n'ont rien apporté à l'humanité, en matière de désarmement. [...]

Nous, citoyens canadiens du Québec, sommes particulièrement alarmés de l'importance grandissante de l'incidence militaire sur notre économie. Le projet de la Compagnie Oerlikon Aerospace, à Saint-Jean-sur-le-Richelieu, illustre bien une telle tendance. Selon une étude publiée en 1985, par le ministère québécois de l'Industrie et du Commerce, 3,300 entreprises du Québec ont reçu des contrats, du ministère de la Défense nationale. Nous croyons savoir que la plus grosse partie de cette production militaire est destinée à l'exportation, particulièrement vers les États-Unis. Nous croyons de plus savoir qu'il y a environ 100,000 travailleurs québécois employés dans des industries, reliées d'une façon ou d'une autre à la production militaire.

Pour couronner cet inquiétant tableau, l'annonce récente du budget démesuré, attribué à la défense nationale, a déjà amené un homme connu jusqu'ici pour ses prises de position pacifistes — le maire de Montréal, M. Jean Doré — à souhaiter que l'économie de Montréal profite des retombées de cette abondante

manne militaire. Et, d'ailleurs, un débat s'est déjà ouvert, entre deux de vos ministres, pour savoir quelles régions du Canada devraient être économiquement favorisées par l'attribution de contrats reliés à la production militaire.

La conclusion de toute cela, c'est que non seulement le Canada est-il, au plan militaire, inexorablement lié à l'une des superpuissances, les États-Unis, mais encore l'est-il — comme plusieurs de ses provinces, et le Québec en particulier — de la même façon, au plan économique, de par la masse monétaire qu'entraîne, derrière elle, toute politique militariste.

Quant à nous, nous allons poursuivre notre travail d'éducation, auprès de nos compatriotes ; nous allons continuer, dans la mesure de nos moyens, à exhorter le Canada d'avoir assez d'imagination et d'esprit d'indépendance pour développer des plans d'action, qui répondent à ce que nous croyons être les vœux de la majorité de ses citoyens et de ses citoyennes.

*Cette lettre ouverte du Comité exécutif des artistes pour la paix porte la signature de : Jean-Louis Roux, o.c., s.r.c., président ; Joseph Rouleau, o.c., premier vice-président ; Pierre Jasmin, 2e vice-président ; Dimitri Roussopoulos, trésorier ; Louis Charest, secrétaire et Adriana Roach, conseillère*

Montréal, le 1er juillet.



## Dans la région de Montréal

# PAS D'INFLUENCE SUR L'INDUSTRIE MILITAIRE?

«On ne peut que se réjouir de la signature de ce traité de désarmement», déclare Mgr Gilles Ouellet, de l'Assemblée des évêques catholiques du Canada.

---

André Dalcourt

---

•Il est le résultat de nombreuses tractations, l'aboutissement de la volonté des deux chefs et le fruit des nombreuses marches pour la paix.

•Il faut maintenant viser la dénucléarisation complète de la planète, y compris celle de l'espace qui entoure la Terre», poursuit l'ecclésiastique, critique à l'égard du projet de bouclier spatial du président Reagan.

À son avis, l'escalade militaire a atteint aujourd'hui une démesure telle qu'aucune guerre ne peut prétendre être juste, eu égard au fait qu'elle entraînerait la destruction de l'humanité toute entière.

En lieu et place, estime l'évêque, les superpuissances doivent s'engager dans la voie de la dénucléarisation. De cette façon, croit-il, elles pourront réorienter leurs investissements et satisfaire d'autres besoins urgents.

### Perte d'emplois

Le traité de désarmement ne causera, par ailleurs, aucune perte d'emplois, ni aucun ralentissement dans les entreprises de la région de Montréal impliquées dans la recherche militaire.

Chez Canadian Marconi, Mme Ganka Dvornik, déclare au *Journal*: «Nous sommes heureux de la signature de ce traité, mais il n'aura aucun effet sur nous. Nous ne sommes pas impliqués dans la fabrication de ces missiles-là».

Chez RCA, M. Ron Power commente: «Nous sommes impliqués dans certains programmes de défense mais pas dans celui-là».

Chez CAE Electronics, M. John Paterson ajoute: «Nous sommes impliqués dans la fabrication de simulateurs de vols et de contrôle hydro-électrique. Ce traité ne nous touche pas».

Enfin, chez Spar Aerospace, M. Réal Poitras conclut: «Nous sommes seulement impliqués dans la construction de la future station orbitale. Nous ne sommes nullement concernés par les missiles visés par le traité».

«Cependant, ajoute l'homme perspicace, vous ne trouverez peut-être pas d'entreprises qui avouent leur activité dans ce secteur dans la région métropolitaine. S'il y en a, elles préféreront sans doute garder le silence afin de ne pas avoir le consultat soviétique sur le dos.»

# Des conseillers disent non aux armes nucléaires et à l'apartheid

MICHEL C. AUGER

La Ville de Montréal devrait cesser de transiger avec des sociétés qui fabriquent des armes nucléaires ou qui ont des liens avec l'Afrique du Sud.

C'est ce que recommandent deux groupes de travail de conseillers municipaux qui se sont penchés sur ces questions au cours des derniers mois.

Le premier comité, qui avait été formé à la suite de la déclaration de Montréal comme Zone libre d'armes nucléaires (ZLAN), propose dans son rapport préliminaire d'interdire « la fabrication, le transport, l'entreposage et le déploiement d'armes nucléaires ou leur composantes sur le territoire de la Ville ».

Seraient aussi interdites les recherches dans ce domaine et la Ville demanderait au gouvernement fédéral

d'interdire l'entrée dans le port de Montréal de tout navire transportant de l'uranium.

Pour le conseiller Sam Boskey, membre du comité ZLAN, s'il est évident que les questions touchant le désarmement dépassent largement les compétences de la Ville, il n'en demeure pas moins qu'une municipalité a plusieurs moyens d'action.

Ainsi, la Ville pourrait, au moyen de règlements de zonage et des permis qu'elle accorde, interdire la construction ou la rénovation d'édifices de sociétés participant dans la fabrication d'armes nucléaires.

De plus, la CIDEM, l'organisme para-municipal chargé du développement économique pourrait voir son mandat modifié pour décourager les entreprises montréalaises de poursuivre ou d'entreprendre des activités reliées aux armes nucléaires.

Dans une annexe de son rapport,

la commission cite une recherche effectuée en 1982 et qui nomme les principales sociétés qui travaillent à Montréal à la fabrication d'armes nucléaires ou de leurs composantes.

Ainsi, les sociétés Marconi et Versatile Vickers avaient, en 1982, des contrats dans le projet des sous-marins Trident et de ses 24 missiles nucléaires. Plusieurs sociétés du secteur aéronautique travaillaient aussi à des modèles d'avions capables de transporter des ogives nucléaires.

Pas moins de 180 municipalités canadiennes et deux provinces (le Manitoba et l'Ontario) se sont déjà déclarées ZLAN et le comité suggère à la Ville d'inviter toutes ces municipalités à former une association canadienne des ZLAN.

Le rapport sera maintenant soumis à une consultation publique qui débutera le 21 octobre prochain à l'Hôtel de ville.

Quant à la politique anti-apartheid, elle vise à doter Montréal d'une politique d'achats, d'investissement, de financement et de subvention qui minimise le plus possible les contacts avec l'Afrique du Sud.

En vertu de cette politique, dont le Conseil municipal sera saisi à l'automne, la Ville ne procéderait à aucun achat de produits fabriqués en Afrique du Sud et ne transigerait plus à des fournisseurs liés au gouvernement minoritaire blanc d'Afrique du Sud.

De plus, la Ville n'emprunterait plus auprès des banques ayant des liens avec Pretoria et la Caisse de retraite des employés municipaux que gère la Ville se départirait de tout placement dans des sociétés liées à l'Afrique du Sud.

La Ville n'accepterait plus la présence de représentants officiels du gouvernement sud-africain aux manifestations qu'elle organise et excluerait de ses programmes de subventions toutes les sociétés ayant des intérêts en Afrique du Sud.

De plus, le comité de toponymie serait encouragé à donner à un parc ou à une rue le nom de Nelson Mandela ou tout autre nom marquant l'opposition des Montréalais au système d'apartheid.

Le groupe de travail présidé par le conseiller Michel Prescott note que plusieurs grandes villes du Canada, dont Toronto, Ottawa et Regina ont déjà adopté des politiques anti-apartheid, tout comme le gouvernement fédéral et plusieurs provinces dont le Québec.

# Les Montréalais seront consultés sur la présence chez eux d'éléments nucléaires

CONRAD BERNIER

■ Le Comité ZLAN, créé en décembre dernier après l'adoption unanime, par le Conseil municipal, d'une résolution déclarant Montréal « zone libre d'armes nucléaires », a remis son rapport, hier. Celui-ci contient notamment une série de recommandations qui, si elles sont adoptées par le conseil municipal, feront effectivement de Montréal « une zone où il sera interdit de fabriquer, de transporter et de déployer des armes nucléaires et leurs composantes ».

La présidente du Comité, Diane Barbeau, a pour sa part annoncé la tenue d'une consultation publique sur ce rapport, le 21 octobre. Les citoyens et les organismes, désireux de présenter un mémoire au comité ZLAN, doivent le faire parvenir au bureau des Commissions, Hôtel de ville, 275, est, rue Notre-Dame,

Montréal. On peut se procurer une copie de ce rapport en composant le 872-3770.

Les membres du comité ZLAN recommandent d'abord que la ville de Montréal modifie ses règlements de zonage et la réglementation régissant l'émission de permis de construction, de rénovation et d'occupation, de façon à interdire la fabrication, l'entreposage et le déploiement d'armes nucléaires et de leurs composantes. Montréal doit envisager la possibilité d'exiger des cautions, pour le transport de matières nucléaires, demander au gouvernement fédéral d'interdire l'entrée, dans le port de Montréal, aux transporteurs d'uranium, et d'adopter une politique claire interdisant tout contrat avec une société qui fabrique des armes nucléaires ou leurs composantes.

Enfin, le comité recommande que la ville de Montréal réoriente les activités de la CIDEM, encourage la recherche dans les univer-

sités sur des projets de reconversion des industries locales présentement impliquées dans la production d'armes nucléaires, prenne l'initiative de former une fédération de tous les organismes et des municipalités ZLAN du pays.

Le concept de « zone libre d'armes nucléaires » (ZLAN) date des années 50. Il intéressa rapidement certains pays, désireux de se dissocier des activités des puissances nucléaires, et de contribuer à la création d'un climat de confiance internationale. Outre les cinq traités internationaux ZLAN actuellement en vigueur, 21 pays ont inclus des clauses ZLAN dans leur constitution, ou les ont adoptées comme politique nationale. Parmi ces pays, on trouve l'Australie, la Finlande, la Suède, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande.

C'est dans les années 70 que le concept ZLAN se répandit dans le monde entier, grâce surtout aux mouvements pacifistes et aux

administrations municipales. Confirmant le rôle primordial des municipalités dans la campagne de désarmement nucléaire, la première Conférence mondiale des maires pour la paix eut lieu à Hiroshima en août 1985. Elle regroupait les maires de 98 villes représentant 23 pays.

On compte présentement plus de 3 600 municipalités ZLAN dans 24 pays. Aux États-Unis, en 1987, il y a 134 municipalités ZLAN, et 64 d'entre elles ont adopté des ordonnances ayant force de loi. L'un des exemples les plus impressionnants d'initiative ZLAN locale est la réglementation anti-nucléaire de Chicago, adoptée à l'unanimité du conseil municipal, le 12 mars 1986. Cette réglementation vise l'élimination graduelle, sur une période de deux ans, de toute activité reliée aux armes nucléaires sur le territoire de la ville de Chicago, bien que celle-ci soit le siège de nombreuses industries d'armes nucléaires.

### 'Nuke-free' city?

A city committee recommended yesterday that Montreal be declared off-limits for the fabrication or transportation of nuclear weapons.



# Montréal ville anti-nucléaire?

La Ville de Montréal pourrait emboîter le pas de certaines métropoles du monde en interdisant la fabrication, le transport et l'entreposage d'armes nucléaires sur son territoire.

*Jean Maurice Duddin*

Telle est du moins la proposition que le Comité ZLAN (zone libre d'armements nucléaires) a rendu publique hier à l'hôtel de ville.

Le Comité, présidé par la conseillère Diane Barbeau, suggère comme moyens concrets de modifier les règlements de zonage et la régle-

mentation de l'émission des permis de construction de façon à interdire la fabrication, l'entreposage et le déploiement d'armes nucléaires en sol montréalais.

Les six membres du Comité proposent aussi d'envisager la possibilité d'exiger des cautions pour le transport de matières nucléaires tout comme il souhaite que l'on encourage la recherche dans les universités sur les projets de reconversion.

Le Comité ZLAN pense aussi à demander au gouvernement fédéral d'interdire l'entrée dans le port de Montréal aux transporteurs d'uranium.

On veut aussi que la Ville adopte une politique claire interdisant tout contrat avec une société qui fabrique des armes nucléaires ou leurs composantes. Le Comité souhaite que les fournisseurs de la ville signent un certificat de conformité avec la politique municipale.

Le Comité tiendra une consultation publique sur le rapport le 21 octobre prochain.

Rappelons que le Conseil municipal a adopté une motion, le 17 décembre dernier, visant à déclarer Montréal zone libre d'armes nucléaires.

Le maire Jean Doré croit qu'il est important que les élus locaux prennent de telle position afin de mettre de la pression sur les gouvernements supérieurs et, par conséquent, sur les grandes puissances, pour que la course à l'armement nucléaire s'arrête.

Les six conseillers membres du Comité soutiennent d'ailleurs dans leur argumentation que les Montréalais, en élisant le RCM, a exprimé son opposition à la course aux armes nucléaires. On souhaite donc que Montréal s'abstienne de toute forme de complaisance vis-à-vis la course aux armes nucléaires.

## Vers le désarmement unilatéral du Canada

DANIEL VIGNOLA

■ Le 17 décembre 1986, le Conseil de ville entérinait la conversion de Montréal en une zone libre d'armes nucléaires (ZLAN). Suite à cette décision, le Conseil a mandaté un Comité ZLAN composé de six conseillers pour inventorier les moyens dont dispose la ville pour éliminer la fabrication, le transport et l'entreposage d'armes nucléaires sur son territoire. Afin d'obtenir le concours du public, le Conseil de ville a convoqué des audiences publiques à l'hôtel de ville pour le 21 octobre prochain.

Rappelons que la conversion de Montréal en ZLAN s'est faite en conformité avec les articles 6.13 et 11.22 du programme du RCM, articles proposant l'élimination de l'industrie militaire (nucléaire et conventionnelle) du territoire montréalais.

Dans son rapport préliminaire publié en septembre dernier, le Comité ZLAN fait grand cas du fait que des milliers d'autres villes ont été déclarées ZLAN à travers le monde. N'était-ce pas normal que Montréal se joigne au mouvement afin d'apporter sa contribution au renforcement de la paix?

Il semblait naturel de répondre par l'affirmative. Jusqu'au moment où l'on constate que toutes les régions déclarées ZLAN unilatéralement, sous la pression de leurs propres citoyens, l'ont été dans des pays occidentaux.

On compte des centaines de régions ZLAN au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, etc. et pas une seule dans les pays du bloc soviétique. Les seules ZLAN approuvées par l'URSS et ses alliés l'ont été dans des régions extérieures à leur territoire et seulement par voie de traités bilatéraux avec des pays occidentaux (Antarctique, espace extra-terrestre, fonds marins, etc.).

Est-ce à dire que les citoyens soviétiques ne sont pas intéressés par la dénucléarisation? Sûrement pas. Il serait difficile d'en dire autant de leur gouvernement cependant, celui-ci s'étant montré particulièrement répressif lorsqu'il s'est agi d'empêcher des pacifistes soviétiques de proposer la conversion de Moscou en ZLAN. (1)

Ce ne sont pas que les activités visant à établir des ZLAN qui sont réprimées par les autorités soviétiques, ce sont toutes les activités qui mettent en cause leurs choix militaires.

Peu après l'incident nucléaire de Tchernobyl, Yuri et Olga Medvedkov, chercheurs à l'Académie des sciences d'URSS, distribuèrent des tracts dans les rues de Moscou pour réclamer un référendum sur l'utilisation du nucléaire. Ils furent emprisonnés et finalement expulsés d'URSS. Les membres d'un groupe pacifiste qui les accompagnaient furent internés dans des hôpitaux psychiatriques. (2)

Durant le Forum pour la paix

convoqué par Gorbatchev à Moscou en février dernier, des pacifistes organisèrent une manifestation en faveur du désarmement de l'URSS. Tous les militants présents furent arrêtés par la police soviétique. (3)

Constatant la répression systématique des pacifistes soviétiques par leur gouvernement, la section canadienne d'Amnistie internationale lança de nombreux appels pour leur libération en 1986-1987. Fidèle à la tradition, le gouvernement soviétique déclencha une campagne de calomnies soutenant que le rôle d'Amnistie consistait à «fabriquer et à publier des faux sur de prétendues violations des droits de l'homme en Union soviétique» (4). Air connu.

Lorsque Montréal fut déclarée ZLAN, le maire Doré déclara: «Plus l'étendue de territoire déclaré ZLAN est vaste, plus la pression est grande sur les négociations qu'entreprennent les deux grandes puissances sur le désarmement.»

Quelle étrange logique peut faire dire au maire que le désarmement unilatéral d'une des parties exercera une pression sur l'autre partie à cette négociation? En réalité, le désarmement de Montréal et de centaines d'autres villes occidentales ne pourra que renforcer la position de l'URSS puisqu'à l'Est on a les mains libres pour faire taire la pression pacifiste.

Chaque fois que les pays occidentaux désarment, l'URSS applaudit. Les dirigeants soviétiques qualifient l'attitude du Parti libéral et du NPD consistant à remettre en cause la participation du Canada au NORAD de «succès pour la paix», ils saluèrent la décision du Manitoba et de Montréal de se déclarer ZLAN, etc. (5) Pendant ce temps, ils coffraient les pacifistes chez eux.

Pour en savoir plus long sur ce que cachent ces applaudissements soviétiques, il est intéressant d'étudier l'attitude de l'URSS à l'égard de la Nouvelle-Zélande, un pays qui s'est proclamé ZLAN en 1986.

Après les applaudissements d'usage, les autorités soviétiques en sont-elles restées là se disant que la neutralisation de la Nouvelle-Zélande constituait un apport merveilleux à la paix mondiale? Surtout pas.

Dès que la Nouvelle-Zélande eût renoncé à sa défense nucléaire, l'URSS chercha à signer un accord de coopération militaire avec elle. L'entreprise ayant échoué, les dirigeants soviétiques intensifièrent les activités d'espionnage dans ce pays au point où le gouvernement néozélandais dut expulser un «diplomate» soviétique. C'était le sixième membre de l'ambassade d'URSS expulsé de Nouvelle-Zélande pour espionnage au profit du KGB. (6)

Justifier le désarmement unilatéral de notre pays en invoquant que ce sera une manifestation de notre bonne volonté, c'est ignorer complètement la politique extérieure de l'URSS de capitaliser sur tous

les reculs de l'adversaire. L'exemple récent de la Nouvelle-Zélande devrait nous en convaincre.

Non seulement l'administration Doré tait ces faits mais elle entretient au surplus des relations avec au moins deux organisations bien connues pour servir de courroies



Le maire Jean Doré

de transmission de l'URSS au Québec. Il s'agit du Conseil québécois de la paix (CQP) et de l'Alliance pour la paix du Québec (APQ).

Le CQP est la section québécoise du Conseil mondial de la paix (CMP), une organisation fondée en 1949 à l'instigation de l'URSS. Le CMP ne fait aucun mystère de son allégeance à l'URSS. Il acclama les nombreuses invasions soviétiques, ignore les violations des droits humains en URSS et répète à qui veut l'entendre qu'il réagit positivement à toutes les initiatives soviétiques en matière de politique internationale». (7)

Pour illustrer davantage cette intégration du CMP à l'État soviétique, mentionnons que le vice-président du CMP, Evgueni Primakov, fut porte-parole du Pacte de Varsovie lors d'une réunion de l'alliance militaire qui se déroula à Berlin-Est en mai dernier. (8) Le CQP est représenté à l'exécutif du CMP par son président Edward M. Sloan.

En janvier dernier, le CQP répondait à une invitation du Comité soviétique de défense de la paix et organisait une visite à Moscou pour quelques-uns de ses militants afin de leur permettre notamment d'étudier «les méthodes de fonctionnement, de financement et les succès du Comité soviétique de la paix» (9). On désigna le conseiller du RCM Sam Boskey, membre du Comité ZLAN du Conseil de ville, pour participer à cette «odyssée de paix».

Le Comité soviétique de défense de la paix est une excroissance du Kremlin pour lequel il n'a jamais servi à autre chose que de haut-parleur. Aller à Moscou rencontrer des fonctionnaires soviétiques à leur invitation et revenir à Mont-

réal prêcher pour le désarmement du Canada... Décidément, le conseiller Boskey et son Comité ZLAN savent inspirer confiance.

Le 15 mai dernier, le maire Doré se faisait représenter par le conseiller Georgoulis, autre membre du Comité ZLAN, au congrès de l'Alliance pour la paix du Québec. (10) Rappelons que le conseiller Georgoulis est membre du comité de soutien de l'Alliance pour la période 1986-1987. Pourquoi faut-il donc cautionner une organisation qui applaudit les massacres soviétiques en Afghanistan quand on propose le désarmement de son pays?

Récemment, André Jacob, coordonnateur de cette Alliance, publiait dans la revue théorique du Parti communiste du Québec un de ses éloges habituels de la politique extérieure soviétique. Il soutenait que la promotion de la paix a été au cœur de la politique extérieure soviétique depuis le début de son existence. Pour nous le prouver, Jacob rapportait que dès sa première participation à une conférence internationale (Gênes — 1922), la délégation soviétique proposa un programme de désarmement général aux autres pays participants. (11)

Ce que Jacob omit de mentionner, ce sont les motifs qui incitent Lénine et ses acolytes à faire une telle proposition. Voici ce que Lénine écrivit à l'un de ses assistants qui lui demandait d'expliquer la nouvelle attitude des communistes, eux qui avaient toujours réprouvé le pacifisme jusque-là: «Camarade Tchitchérine (...) vous et moi avons combattu le pacifisme en tant que programme du Parti prolétarien révolutionnaire. Cela est clair. Mais où, quand et qui a répudié l'utilisation des pacifistes par (notre) parti pour désagréger l'ennemi?» (12)

Désagréger l'ennemi. Voilà la pleine mesure des discours pacifistes de l'URSS et de ses supporters! A quoi bon masquer une campagne de désarmement unilatéral du Canada derrière la paix, les colombes et les fleurs bleues?

(1) *L'Alternative* (Paris), mai-août 1983, p. 32; (2) *L'Événement du jeudi* (Paris), 13 novembre 1986, p. 34; (3) Radio-Canada FM 100, 7, 15 février 1987; (4) *La vie internationale* (Moscou), février 1987, p. 135; (5) *La vie internationale* (Moscou), juin 1986, p. 96, et *Temps nouveaux* (Moscou), no 52, 1986, p. 15; (6) *The Times* (Londres), 28 août 1986, p. 7, *Journal de Montréal*, 25 avril 1987, p. 9; (7) *New Times* (Moscou), no 28, 1975, p. 17; (8) *Le Devoir* (Montréal), 28 mai 1987, p. 5; (9) *Québec-Monde* (Montréal), décembre 1986, p. 12, juin 1987, p. 8; (10) Bulletin du Comité ZLAN du Conseil de ville de Montréal, no 2, 1987, p. 3; (11) *Le communiste* (Montréal), vol. 5 no 3, 1986, p.

M. Vignola est de Montréal. Il a suivi de près pendant plusieurs années l'activité des mouvements dont il est question dans le présent article.



## Les syndicats et le comité Montréal zone libre d'armes nucléaires

# Attention de nuire aux «jobs»!

CLÉMENT TRUDEL

Deux organismes syndicaux ont mis en garde hier le comité ZLAN (Zone libre d'armes nucléaires) de Montréal contre tout plan susceptible d'éveiller ou d'alimenter une « inquiétude viscérale » chez

les travailleurs.

La disparition possible d'emplois, a soutenu le CTM-FTQ, invite à la prudence; le mémoire soumis hier soir, au début des audiences publiques du comité, reconnaît que l'armement n'est pas le meilleur producteur d'emplois.

Toute initiative de Montréal qui n'embrasserait que les armes nucléaires pousserait le Conseil central de la CSN à juger trop timide et trop restreinte l'approche du comité ZLAN de Montréal. Pierre Paquette, président du CCSNM, a

souhaité une démilitarisation de l'économie et voudrait que la communauté universitaire s'applique à découvrir des « produits alternatifs » socialement utiles, pourvu que soit assurée notre sécurité collective.

L'option privilégiée par les syndicats est de ne plus mettre la région montréalaise dans la position de « quémander des contrats militaires », comme cela s'est produit pour l'entretien des avions de chasse F-18. (On signale que Toronto est à la source de 37% de la production militaire canadienne, comparativement à 11% pour la région montréalaise). Une étude sur la reconversion de l'industrie de l'armement au Québec est présentement en cours; des spécialistes de l'UQAM et de Concordia y participent. M. Paquette a signalé hier que selon cette étude inachevée, les contrats liés à l'armement représentent \$500 millions dans la région montréalaise. C'est surtout la banlieue (Pont-de-Claire, Ville Saint-Laurent, Longueuil) qui accueille des industries reliées aux armes nucléaires.

Le comité ZLAN de Montréal est présidé par Diane Barbeau (Hochelega). Il est né d'une résolution unanime du conseil de ville adoptée le 17 décembre dernier. Les six membres du comité ont déposé le mois dernier un rapport de consultation; après des audiences les 3 et 5 novembre, ils entendent présenter un rapport final au conseil vers la fin de novembre. Au total, 21 organismes ont annoncé leur intention de soumettre un mémoire.

Le Mouvement canadien pour une fédération mondiale a donné son appui hier à l'ensemble des recommandations du comité et souhaité obtenir l'aval de Montréal dans ses démarches d'ordre juridique pour « soustraire le Canada à la participation à toute stratégie nucléaire ». Le projet Ploughshares espère que Montréal persistera dans sa volonté de dialoguer avec toutes les autres villes et que, dans les universités, l'on s'inspirera de la prise de position de milliers d'hommes de science américains contre la participation à l'IDS (Initiative de défense stratégique ou Guerre des étoiles).

Une cinquantaine de personnes à peine assistaient à cette première audience publique, à laquelle avait tenu à assister le président du comité exécutif, M. Michael Faïnstat. La Concertation Montréal-ZLAN exprime une très grande satisfaction face au rapport préliminaire du comité et éprouverait une « très grande fierté » si le conseil entérinait le rapport dans son intégralité.

économies que la CUM prétendait pouvoir générer avec son projet et, avec des enveloppes budgétaires de cette importance, le moindre contretemps pourrait tout simplement annuler cette économie marginale », explique une source bien au fait du dossier.

L'efficacité environnementale des deux usines serait par ailleurs très différente. Celle de Laval enlèverait 85% des matières susceptibles de réduire l'oxygène disponible dans le cours d'eau récepteur, ce qui est plus élevé que la norme de Québec, fixée à 80% en raison de la fragilité de la Rivière-des-Prairies. Ce cours d'eau, reconnaît le rapport, obtiendrait un « possible » avantage environnemental si aucune usine lavalloise ne s'y déversait.

L'usine de la CUM est incapable d'atteindre un tel niveau d'épuration. En raison de la grande disponibilité d'oxygène dissous dans le fleuve, Québec a demandé à la méga-usine métropolitaine d'enlever seulement 60% des matières bio-dégradables. C'est cet objectif réduit que les installations actuelles risquent de ne pas pouvoir atteindre à moins d'une possible injection supplémentaire de \$209 millions.

En réalité, la capacité de l'usine de la CUM a été calculée un peu serré, si l'on peut dire. Comme si on avait prévu de tirer une roulotte avec une petite voiture obligée de maintenir une vitesse élevée. On ne calcule plus aussi serré en matière d'usines d'épuration, au Québec, en Ontario ou aux États-Unis, note le rapport. Mais la CUM se dit convaincue que son usine peut tirer à la vitesse prévue la charge polluante de toute l'île et même celle de Laval si on construit les équipements additionnels nécessaires. Question de rodage, dit-elle.



## Montréal, une ZLAN?

■ S'il est bien naturel d'être sensible au credo pacifiste en ces temps difficiles, il ne faudrait tout de même pas, à mon avis, être dupe des visées de l'URSS, qui n'a jamais renoncé à répandre le communisme (régime totalitaire s'il en est un) partout sur la planète. Et, pour ce faire, elle a recours à l'espionnage, l'infiltration, la désinformation, etc.

Le «new-look» de Gorbatchev ne doit pas nous faire oublier le «dégel» krouchtchevien de 1964, suivi quatre ans plus tard par les chars soviétiques du *Printemps de Prague*. Depuis, il y a eu d'autres moments «héroïques»: l'Afghanistan, la Pologne... Au fait, a-t-on déjà vu un peuple se sortir du giron soviétique?

La liberté au Canada, c'est, entre autres, qu'on peut être de gauche, de droite, du centre ou ... d'ailleurs. La liberté au Canada, c'est qu'on peut y créer des zones libres d'armes nucléaires (ZLAN), chères au RCM de Monsieur Doré, et ainsi faire le jeu de la politique extérieure de l'URSS. Monsieur Daniel Vignola a vu juste, qui, dans une libre opinion parue dans *La Presse* du 20 octobre, nous met en garde contre notre naïveté et nos bons sentiments.

L'année dernière, dans un cahier pédagogique consacré à la paix et financé par le ministère de l'Éducation, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) se faisait l'écho des solutions pacifistes directement inspirées de Moscou. Cette brochure, de belle facture, suggérait aux écoliers de signer une pétition demandant de déclarer ZLAN le Canada. Avant de répandre ce type de solution dans nos écoles, la CEQ aurait été mieux avisée de jeter un coup d'oeil aux manuels scolaires soviétiques, dans lesquels on glorifie à qui mieux mieux le militarisme, et notamment les chars soviétiques. Il est vrai que le pacifisme n'est valable qu'à l'Ouest.

Jean-Pierre DURAND  
Montréal

■ Répondre aux absurdités de Daniel Vignola dans *La Presse* du 20 octobre («Vers le désarmement unilatéral du Canada») serait faire trop de cas d'un infâme ramassis qui ne peut provenir que d'un professionnel de la désinformation. Le sénateur Joseph McCarthy s'y adonnait fort bien dans les années 50. Il avait eu des prédécesseurs doués dans les années 30, alors que les forces de paix de cette époque s'efforçaient de faire valoir les mérites d'un pacte de non-agression entre l'URSS, la France et l'Angleterre, pour contrer la montée du fascisme. Les Daniel Vignola d'alors criaient au meurtre! Vous savez la suite, n'est-ce pas? L'Europe envahie et asservie par Hitler, nous, les



M. Jean Doré

«purs», nous, les «démocrates», nous avons dû accepter de nous associer avec l'Armée Rouge que nous reconnaissons soudain comme «vailleuse» et «noble»! On s'est sorti de ce mauvais pas au prix de 40 millions de morts, dont 20 millions pour la seule Union soviétique. (...)

Comprenons donc enfin que nous ne pouvons plus nous permettre de refuser la cohabitation avec des idées différentes des nôtres. Nous apprendrons à vivre ensemble, sans armes nucléaires, et éventuellement, sans armes du tout, ou bien nous périrons dans un Hiroshima planétaire. Telles sont les conséquences d'un développement technologique irréversible, indépendamment de toute idéologie. Même les chefs des deux superpuissances semblent le comprendre aujourd'hui. Bravo à Montréal de faire un geste pour la paix avec son comité ZLAN!

Nous lui devons peut-être de vivre le 21<sup>e</sup> siècle sur Terre.

Puisque *La Presse* fait état du curriculum vitae de M. Vignola, je vous dirai simplement que je suis fille d'un ancien combattant de la Première Grande Guerre; que j'ai vécu la Deuxième et que je ferais l'impossible pour empêcher toutes celles que nous perpétons depuis 1945, qui détruisent notre qualité de vie et notre sens moral, qui corrompent notre dignité humaine et qui nous amènent au bord d'un holocauste nucléaire et final.

Danièle DIONNE  
Montréal

## **La rétrospective**

**Mai 1985 - Mai 1986**

### **OCTOBRE**

**Samedi 19**

- 5 000 personnes manifestent dans les rues de Montréal en faveur du désarmement, sous le thème «Un F-18 pour la paix». Des manifestations identiques ont lieu dans 8 autres villes au Québec.

## Oui, Montréal doit être ZLAN

**KONSTANTINOS  
GEORGOULIS**  
conseiller municipal

■ *La Presse*, dans son édition du 20 octobre, publiait une « Libre opinion » de Daniel Vignola sur le mouvement ZLAN (zone libre d'armes nucléaires), plus particulièrement sur la décision de la Ville de Montréal de s'associer au mouvement et de mettre sur pied un comité sur cette question. En tant que membre du comité ZLAN de la Ville et un des initiateurs de la proposition faite au conseil municipal en décembre 1986, en tant que militant pacifiste de longue date et membre du RCM, j'aimerais apporter des rectifications qui s'imposent.

M. Vignola semble voir le ZLAN comme une étape vers le désarmement unilatéral. Ce n'est à mon

avis pas du tout le cas. Le mouvement ZLAN se veut une pression des villes d'abord, des régions, des provinces, dont les administrations sont plus proches des citoyens, une pression vers le désarmement nucléaire multilatéral et éventuellement total.

Le but de M. Vignola est clair dès le début de son article: il vise à discréditer le travail du comité ZLAN du conseil municipal en tentant de réduire le mouvement de la paix à deux seuls organismes, le Conseil québécois de la paix et l'Alliance pour la paix du Québec, sur lesquelles il porte un jugement négatif. Il oublie volontairement qu'il y a plus de 200 organismes au Québec qui ont donné leur appui au mouvement ZLAN et qui travaillent pour la paix et le désarmement nucléaire total. Le comité ZLAN collabore avec tous les organismes qui oeuvrent dans ce sens

sans faire de discrimination.

Le but de M. Vignola est de convaincre les électeurs et les électrices que toute action en vue du désarmement nucléaire ou le fait de déclarer Montréal zone libre d'armes nucléaires ne fait qu'aider les Soviétiques qui, eux, resteront armés. Et le monde occidental devrait se fermer les yeux sur le problème crucial de notre époque, menace que fait peser l'armement nucléaire, et rester muet devant le gaspillage entraîné par la course aux armements. Ce sont des arguments qui ont déjà été exprimés par d'autres sans vraiment avoir réussi à convaincre la population.

À preuve, le nombre de villes et de territoires déclarés ZLAN au Canada et aux États-Unis. À preuve, le mouvement pour la paix qui prend de l'ampleur partout dans le monde. Il ne faut pas sous-estimer l'intelligence des gens ni leur volonté de vivre en paix à l'est comme à l'ouest. Il faut dire que le fait de déclarer Montréal zone libre d'armes nucléaires ne laisse en aucun cas le pays désarmé, la défense étant de toute façon du ressort du gouvernement fédéral. Les déclarations ZLAN ont toutefois un effet positif dans le sens qu'elles expriment la volonté populaire qui presse les gouvernements pour qu'ils se penchent sérieusement sur le problème.

Tout cela, c'est une philosophie bien différente de celle du désarmement unilatéral et ce n'est pas faire le jeu d'une puissance étrangère; c'est simplement prendre en compte les intérêts de tous les êtres humains, montréalais et autres, qui veulent vivre.

Il faut rappeler que le Canada ne possède pas d'armes nucléaires et que nous sommes les voisins à la fois des États-Unis et de l'Union soviétique. Nous sommes donc en très bonne position pour jouer le rôle de médiateur et aider à ce que les grandes puissances s'assoient pour négocier un accord de désarmement. Mais tout cela ne se fera pas du jour au lendemain.

Le comité ZLAN de la Ville de Montréal comme M. Vignola le mentionnait dans son article, a tenu sa première assemblée publique tout récemment. Une soixantaine de personnes étaient présentes. Nous avons reçu, jusqu'ici, 21 mémoires d'organismes syndicaux, d'Eglises, de mouvements pour la paix, de simples individus. Comme nous n'avons pu tous les entendre, deux autres sessions ont été prévues pour les 3 et 5 novembre. Notre rapport final sera ensuite soumis au conseil municipal. Nous avons entrepris ce processus avec sérieux et nous écoutons tous les commentaires et critiques qui nous sont faits. Nous aurions écouté M. Vignola aussi s'il était venu nous présenter sa position plutôt que d'utiliser un grand média pour faire ce qui ressemble étrangement à de la chasse aux sorcières.

Au moment où messieurs Reagan et Gorbatchev sont près d'un accord, au moment où le mouvement pour le désarmement progresse au niveau des administrations et des gouvernements, au moment où la détente pointe à l'horizon, n'est-il pas étrange que certains ne veulent surtout pas quitter la guerre froide?

## Montréal doit devenir ZLAN

■ Montréal ferait-elle le jeu de Moscou en se déclarant Zone libre d'armes nucléaires (ZLAN)? Oui, prétendent les adversaires habituels du pacifisme, parce que les nombreuses ZLAN du monde occidental restent sans contrepartie du côté soviétique. Pour éviter le piège du désarmement unilatéral, ces opposants croient nécessaire de maintenir notre participation à la production d'armes nucléaires.

Ce qui rend inopérant le simplisme de cette argumentation, c'est l'existence d'une autre menace, au moins aussi redoutable: celle du suicide planétaire. L'existence même (et la prolifération) des armes nucléaires nous force à vivre jour après jour dans la bouche d'un volcan, et nous accepterions la logique voulant qu'elles soient garantes de notre sécurité?

Le mouvement ZLAN fait le choix d'ouvrir une brèche dans

cette logique illogique de la méfiance, qui règne d'ailleurs à l'Est comme à l'Ouest, et qui sert à justifier les milliards versés chaque année dans le gouffre sans fond de la course aux armements.

Comment désamorcer cette escalade de la méfiance? Il faut se donner mutuellement des signes d'une authentique volonté de paix. Du côté soviétique, les signes se manifestent au niveau diplomatique, à travers les ouvertures de Gorbatchev, mais en même temps, les pacifistes indépendants se trouvent muselés à la base. Du côté occidental, des milliers de citoyens se mobilisent pour la paix et le désarmement, mais la résistance demeure à peu près intacte au niveau des dirigeants politiques, dès qu'on dépasse la rhétorique d'usage. Tout se passe comme si de part et d'autre, il fallait tempérer chaque indice de changement par une bonne mesure de cynisme.

Car des intérêts puissants tirent profit de cette course infernale: non seulement les producteurs d'armes, mais l'ensemble du monde indus-

trialisé, à l'Est comme à l'Ouest. Pourquoi la suprématie militaire? Non d'abord pour se défendre, mais pour assurer l'hégémonie d'un bloc ou de l'autre, c'est-à-dire le maximum de contrôle sur les territoires stratégiques, les matières premières, la main-d'oeuvre et les marchés du Tiers-monde. La plus grande menace de guerre provient en définitive de cette domination du Sud par le Nord, entraînant une lutte implacable entre les nations qui se disputent la mainmise sur la part encore captive de la planète. Le signe le plus convaincant d'une réelle volonté de paix consisterait donc en des accords multilatéraux visant à établir plus d'équité dans l'ordre économique mondial.

La sécurité entre l'Est et l'Ouest passe par la justice entre le Nord et le Sud. Le mouvement pour la paix doit articuler son action autour de ces deux axes à la fois, sous peine de perdre son temps.

Guy CÔTÉ

Entraide missionnaire Inc.  
Montréal



## À la défense des ZLAN pour un désarmement multilatéral

ANDRÉ JACOB

*André Jacob est coordonnateur provincial de l'Alliance pour la paix (Québec).*

■ Le 20 octobre dernier, un dénommé Daniel Vignola signait un article dans *La Presse* intitulé « Vers le désarmement unilatéral du Canada ». En utilisant un titre aussi démagogique que faux, l'auteur, bien qu'il se définisse comme un observateur de mouvements pour la paix, étale son ignorance de la réalité au grand jour, doublée d'une certaine perfidie à l'égard des forces anti-guerre. En effet, à ma connaissance, aucun groupe pour la paix sérieux au Canada ne met de l'avant le désarmement unilatéral.

Cet auteur obscur, se prétendant bien informé, donc justifié d'utiliser des arguments captieux et pseudo-scientifiques, ne fait qu'entonner un refrain antipacifiste déjà usé chez les militaires, les fabricants d'armes, les politiciens militaristes... et au S.C.R.S. Que nous dit ce vieux thème utilisé à profusion depuis 40 ans: les Russes vont nous attaquer, donc il faut s'armer et leur faire peur (la dissuasion stratégique!). En conséquence, ceux qui prônent le désarmement sont payés par Moscou pour faire le jeu des Russes. Tel est le discours habituel de preux chevaliers de la trempe de Vignola. D'ailleurs, à ce chapitre, il ne fait qu'entonner ce que le ministère de la Défense du Canada met de l'avant: « La principale menace directe qui continue de planer sur le Canada est celle d'une attaque nucléaire soviétique contre l'Amérique du Nord (*Défis et engagements*, une politique de défense pour le Canada, p. 10).

Mais que lit-il, cet observateur, pour conclure que l'Alliance pour la paix prône le désarmement unilatéral? Certainement pas nos documents. Comme des milliers d'organismes pour la paix à travers le monde, comme la presque totalité des nations représentées à l'ONU (à l'exception des pays membres de l'OTAN), l'Alliance pour la paix a toujours affirmé la nécessité de l'abolition de toutes les armes de destruction massive sur toute la planète, en premier lieu les armes nucléaires. Nous proposons le désarmement multilatéral et que nous supportons tous les efforts de négociation entre les États-Unis et l'Union soviétique pour en arriver à un tel état de fait dans les plus brefs délais. Qu'il s'agisse d'un moratoire sur les essais nucléaires, du démantèlement des missiles à courte et moyenne portée sous contrôle international, de l'exploration conjointe (États-Unis, Union soviétique et autres pays) de l'espace à des fins scientifiques et pacifiques, de la création de zones libres nucléaires dans les Balkans, de l'application de l'Acte final d'Helsinki, et de combien d'autres initiatives pour la paix et le désarmement, nous sommes d'accord pour les appuyer en vue d'un désarmement nucléaire total et multilatéral.

Il est évident que Vignola est mal informé parce qu'il aurait facilement compris qu'au Canada, la nouvelle « politique de défense pour le Canada », mieux connue sous le titre Livre blanc sur la défense *Défis et engagements*, constitue l'os principal autour

duquel le mouvement anti-guerre articule son action aujourd'hui. Dans ses grandes lignes, que propose cette nouvelle politique? Tout d'abord le maintien de la politique de « dissuasion stratégique » (p. 17), c'est-à-dire le principe de l'acquisition de la supériorité nucléaire comme outil de maintien de la paix dans le monde et comme force de frappe éventuelle d'une telle puissance que l'ennemi n'osera jamais nous attaquer. Deuxièmement, une augmentation considérable des dépenses militaires. Face à de telles perspectives, n'importe qui comprend facilement que la plupart, sinon toutes les organisations anti-guerre, remettent en question ces orientations, mais non sans poursuivre l'action avec insistance en vue du désarmement nucléaire mondial. Comme Vignola ne dit rien sur ces questions vitales pour l'avenir du Canada, nous sommes en droit de croire qu'il adhère pleinement à l'analyse du gouvernement du Canada, soit l'augmentation des dépenses militaires en vue de développer une force de dissuasion et non une force de paix, même si messieurs Perrin Beatty, ministre de la Défense, et Joe Clark, ministre des Affaires extérieures, nous répètent constamment que la dissuasion stratégique basée sur ce qu'ils appellent « le formidable bouclier nucléaire américain » est la garantie suprême de la paix. Position tout à fait contradictoire.

En ce qui a trait à la création de zones libres d'armes nucléaires au Canada et au Québec, nous sommes en droit d'affirmer qu'il s'agit maintenant d'une réalité. Deux provinces (Ontario et Manitoba), des villes importantes comme Vancouver, Toronto, Winnipeg, Ottawa, Montréal et des dizaines d'autres à travers le pays, et au Québec, une centaine de municipalités sont déclarées ZLAN. Toutes irresponsables? Permettez-nous d'en douter. De plus en plus, Monsieur et Madame Tout-le-Monde, dans leur ville et leur province, disent clairement à notre gouvernement qu'ils ne veulent plus d'une approche de la sécurité et de la stabilité des relations entre les pays basée sur la confrontation et la dissuasion nucléaire pour justifier la course aux armements; au contraire, ils demandent de développer des relations pacifiques basées sur la négociation et la coopération culturelle, scientifique et économique entre les pays. Comme le disait M. Bernard Lamarre, P.D.G. de Lavalin, à son retour du Forum international pour la paix, tenu à Moscou: « Le meilleur moyen d'avoir la paix, c'est peut-être de faire des affaires avec les Soviétiques... » Pour en arriver là, il faut de plus en plus de zones libres d'armes nucléaires, lieux privilégiés pour développer cette coopération. Il faut reconnaître qu'en ce qui a trait à la création de ZLAN, les Soviétiques furent les premiers à proposer de faire de l'URSS une ZLAN avant l'an 2000 en mettant de l'avant le désarmement nucléaire total et multilatéral... Êtes-vous contre une telle position?

Un mot en passant sur la question de l'Afghanistan. Je demande simplement à Vignola de nous indiquer ses sources de renseignement. En ce qui me concerne, je n'ai trouvé aucun document qui fait état de notre position là-dessus pour la bonne et simple raison que notre organisme existe depuis 1985 et depuis, nous n'avons jamais abordé cette question dans nos rencontres.

En terminant, je souhaite qu'une situation de paix stable et permanente dans le monde vous permette de vivre assez vieux pour acquérir les connaissances, les capacités d'analyse, l'expérience et la maturité nécessaires pour éviter de torpiller encore une fois votre crédibilité en étalant sur la place publique vos préjugés et votre ignorance des questions relatives à la paix et au désarmement. Enfin, à pourfendre des moulins à vent à la lumière de votre credo sectaire et dogmatique, poussé par vos propres peurs d'ennemis mystérieux, vous risquez de vous perdre dans le désert de vos idées... Où je ne pourrai sûrement pas vous rechercher, trop occupé que je serai à promouvoir la paix et le désarmement pour le Nord, le Sud, l'Ouest... et l'Est.

# Montréal, zone libre d'armes nucléaires? Le Comité exécutif va rendre sa décision

CLÉMENT TRUDEL

Le Comité exécutif de Montréal rendra officiellement sa réponse au rapport du comité « ad hoc » sur les ZLAN (zones libres d'armes nucléaires) à la prochaine séance du conseil, le 29 février.

Le comité présidé par la conseillère Diane Barbeau (Hochelaga) a soumis son rapport préliminaire en septembre dernier puis a tenu trois auditions et reçu 22 mémoires. Plusieurs ont recommandé que l'on élargisse la question à l'ensemble des armements, pas seulement à l'arsenal nucléaire.

L'un des obstacles souvent signalés à une étude exhaustive de la question des ZLAN est « l'absence de renseignements relatifs à la production et au transport d'armes et de matériel nucléaires » mais l'on sait (p. 17 du mémoire) que « les navires porteurs d'armes nucléaires s'amarent dans le port de Montréal ». On prévoit aussi des difficultés autour de la notion de « boycott économique » d'entreprises ayant des liens avec les armements nucléaires. Le rapport, déposé en novembre, précise que Montréal a tout intérêt à « refuser toute forme de complicité » dans cette course aux armements, et à ne pas oublier qu'elle est responsable de la protection de la santé publique lorsque des convois de matériaux radio-actifs ou nucléaires tra-

versent la ville en direction des quais.

Dans leur rapport final (ce rapport est en réimpression) les conseillers accumulent 44 suggestions dans le but de faire de Montréal une véritable ZLAN d'ici à deux ans. Il faudrait, entre autres, que le conseil de ville forme un « comité permanent » relié à la question des ZLAN; que l'on invite les autres municipalités de la CUM à se joindre aux efforts consentis; qu'une campagne publicitaire se déroule l'automne prochain, que la ville procède aussi à l'adoption de règlements visant à ne pas laisser sans suivi sa politique (Vancouver et Chicago peuvent servir d'exemples sur ce point); et que des contacts s'établissent avec tous les milieux intéressés à la question, ce qui inclut les syndicats travaillant à la « reconversion » des industries.

On a calculé que 64,4 % de la population canadienne vit présentement dans des villes ou des provinces qui se sont proclamées ZLAN, et qui prohibent sur leur territoire la fabrication, l'entreposage, le déploiement ou le transport d'armements nucléaires ou de composantes de ces armes. Il existe 20 ZLAN au Québec.

Le comité ad hoc était formé de six conseillers. Outre la présidente D. Barbeau et le secrétaire Pierre Goyer (Jean-Talon), il comprenait: Sam Boskey (Décarie); Konstantinos Georgoulis (Mile-End); Nicole Milhomme (Tétreaultville) et Mar-

cel Sévigny (Pointe-Saint-Charles).

Le bureau de M. Fainstat, président du comité exécutif, devra adopter une ligne de conduite dans ce dossier qui a été revu par une équipe de fonctionnaires qui a pu conclure à une acceptation globale du texte ou le rejeter en partie. On invoque, pour expliquer la lenteur relative de cette équipe de fonctionnaires, un roulement très prononcé et une réorganisation de l'effectif du contentieux depuis décembre.

Les conseillers ont pris trois semaines à rédiger leur rapport; les fonctionnaires ont mis plus de deux mois à le scruter! Que restera-t-il de la substance de ce rapport, une fois que le comité exécutif en aura pris connaissance? Il faut attendre le 29 pour vérifier si la volonté politique maintes fois exprimée par le Rassemblement des citoyens de Montréal, du temps qu'il formait l'opposition, se retrouve inentamée.

Deux fois déjà, le RCM s'était buté à une fin de non-recevoir de l'ancien maire-Drapeau sur la compétence du conseil de ville face aux ZLAN. Le contexte a changé profondément. Le 17 décembre 1986, lors de la dernière séance du conseil au cours de l'Année internationale de la Paix, le maire Doré et le président du Comité exécutif, M. Michael Fainstat, appuyaient chaudement les tenants d'une Montréal-ZLAN. Le projet, il est vrai, avait recueilli plus de 8,000 appuis en quelques mois.

### ■ **Le RCM trahit sa base**

EN SOUTENANT massivement le projet *Mattox* — qui jouit d'un contrat militaire de \$ \$ 300 millions, ce que personne ne nie — nos élus municipaux ont trahi la confiance que deux tiers des électeurs leur ont accordée.

Le plus triste est que le maire Jean Doré, en soutenant ce projet, — qui comprend la destruction de beaux arbres — a pris une décision totalement opposée à la résolution du Conseil municipal de Montréal, votant *unaniment* en 1986 pour le projet ZLAN.

Dire que ce contrat ne touche nullement le nucléaire est ergoter sur un point de détail. Ce que les gens de Montréal voient maintenant, c'est que le RCM renie tous les espoirs portés en lui... et cela c'est grave !

J'ai milité pour le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal depuis ses débuts en 1974... mais je ne sais pas si je voterai pour lui à l'avenir. Le fait est qu'il refuse d'avoir des contacts avec l'électorat... et agit à sa tête... pour le malheur de notre ville.

— **CLAUDE DE MESTRAL**  
Montréal, le 18 février.



# Le RCM va tenir un débat sur la question militaire

YVON LABERGE

■ Le maire Jean Doré est ulcéré d'entendre certains de ses collègues du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) confondre sans nuance une industrie qui obtient des contrats militaires et une usine d'armement conventionnel ou nucléaire.

Prenant la parole hier soir devant le Conseil général de son

parti réuni dans un hôtel du centre-ville, M. Doré a donc fait sienne une proposition faite par le conseiller Marvin Rotrand à l'effet que le RCM tienne un vaste débat sur la question.

D'entrée de jeu, le maire a précisé hier soir que jamais le programme de son parti — Montréal zone libre d'armement nucléaire — ne l'empêchera de revendiquer pour sa ville ou sa région sa

part des contrats du gouvernement canadien.

Il a rappelé avoir fait ce qu'il avait à faire pour que Montréal profite de la construction des frégates et il continuera à travailler pour que Montréal profite du contrat de construction des sous-marins à propulsion nucléaire qu'Ottawa s'appête à commander ou bien à une société britannique ou bien à une société française.

Dans son esprit, ses troupes doivent éviter d'associer une fabrique de chemises à l'industrie militaire sous prétexte qu'un fabricant de chemises obtient un contrat du ministère canadien de la Défense.

Ainsi en est-il, selon lui, de la compagnie Matrox qui a obtenu un contrat de l'armée américaine pour la fabrication d'un vidéodisque interactif qui permettra l'utilisation simultanée d'un ordi-

nateur personnel et d'un disque vidéo au laser.

On se souvient qu'à la mi-février, le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal a permis à Matrox d'agrandir son usine du West Island afin de rencontrer ce contrat de \$300 millions.

Or, une dizaine de conseillers du RCM ont refusé de souscrire à cette démarche sous prétexte

qu'on sacrifiait un boisé pour permettre la construction d'une usine d'armement. Hier encore, le conseiller Rotrand a rappelé, que dans son esprit, ce contrat accordé à Matrox est bel et bien un contrat militaire à n'en pas douter.

En conséquence, a déclaré M. Rotrand, le RCM doit débattre de la question militaire au plus vite. Et le maire n'a pas manqué de relever le gant.



# Weekly paper spreads fear with hoax headline heralding 'Nuclear fire!'

By PEGGY CURRAN  
of The Gazette

Call it *War of the Worlds (The Sequel)*.

A hoax this week by a community newspaper offered residents of Plateau Mont-Royal and Mile End a twist on the old Orson Welles radio drama — and a new outlook on future shock.

"Nuclear fire!" blasted the headline on *Liaison St. Louis*, a weekly delivered free of charge to 28,000 inner-city households.

The accompanying story by Anne-Marie Sicotte warned of "a serious fire at the des Carrières nuclear reactor."

The article said authorities kept the accident secret until escaping fumes and radioactive clouds forced them to reassure a frightened public.

However, the careful reader would notice the date — March 2, 2008 — or catch reference to the Chernobyl nuclear accident "more than 20 years ago." (The Chernobyl accident occurred in April 1986.)

Citizens alarmed enough to call the phone number at the bottom of the story discovered it was a fake.

A flip through the rest of the paper offered a perspective on AIDS, the homeless, and life in space 20 years from now.

"I feel kind of sheepish now," said one Plateau resident, who admits she was alarmed when she first skimmed the article.

But while the newspaper gave her a scare, she said she's not angry.

"The fact that I could believe it shows it's not so outlandish. These things do happen and it shows how uninformed we are.

"I think it was useful in that it stops us from becoming too complacent about these things."

Not all readers were so understanding.

Sicotte said *Liaison St. Louis* received at least a dozen calls from people who believed the story and wanted to know how to protect themselves.

"One man was appalled when he realized it was a joke," Sicotte said.

"Another man said his son had been very frightened. That call bothered me more."

She said the issue was intended to deal with subjects from the perspective of the future for the fun of it and to attract attention to the newspaper — which it did.

But she said they didn't mean to frighten people and anyone who read the paper carefully would realize it was supposed to be a joke.

# Crossed signals left demonstrators out in the cold

While governments have no trouble getting publicity for major ventures, such as the \$8-billion nuclear submarine program proposed by Ottawa, it's not always as easy for individuals to publicize their views.

Those who feel outside the political process sometimes take to the streets to make their views public and to confront their ideological opponents. The confrontation may be indirect, through news reports. But if the media don't report the demonstration, then the message may not get to the public or the government.

Ross Smyth of Montreal objected to what he called "bias and brainwashing by my newspaper," which he said accepted "government propaganda to justify military expenditures well into the future, far in excess of the inflation rate, when so many human needs in Canada and the world are more important."

He said, "The government is spending millions to give a one-sided version of the need for new billions on submarines. Why don't you give the opposition a better break?"

Smyth had noted that on Feb. 2, Defence Minister Perrin Beatty

## THE PRESS

### Clair Balfour



had spoken about defence contracts at a luncheon organized by the Chambre de Commerce de Montréal at the Sheraton Centre on Dorchester Blvd. W. While Beatty had spoken to more than 300 business people, a group variously estimated at between 40 and 100 outside on the street protested the government's defence policy.

*The Gazette* had reported Beatty's comments on the front page of its Business section accompanied by a photo of him, but the demonstration was not mentioned. "Why not?" asked Smyth. He added, "I spoke to quite a few of these people and their arguments made more sense than the government's."

Protesters included Montreal city councillor Sam Boskey and Gordon Edwards, president of the Mont-

real-based Canadian Coalition for Nuclear Responsibility. Edwards said other groups represented included the Alliance for Non-Violent Action, Alliance pour la Paix du Québec, Westmount Initiative for Peace, Project Plowshares, and Health Professionals for Nuclear Responsibility.

*Gazette* business reporter Brian Dunn, who covered Beatty's comments, said he did not report the demonstration because he had been instructed that the City Desk would assign a local news reporter to it.

However, assistant city editor Paul Waters said his department had been interested in a different demonstration, concerning a labor contract for language teachers at Collège Militaire Royal de St. Jean. "It seems to me the peace demo would have been part of the Beatty story," Waters said.

**Assessment:** Smyth's view that *The Gazette* accepts the government view is his opinion; in addition to government plans, the newspaper has reported opposition by Liberals, New Democrats and church representatives. However, their opposition is part of the established forum. The opposition on the street outside one of Montreal's most expensive hotels was beyond

the establishment.

The protest was rated newsworthy by *La Presse* and CBMT's *Newswatch*, which reported it with Beatty's remarks. *Newswatch* assignment editor Alan Dever said reporter Ray Fichaud had been instructed "not to ignore them (the demonstrators); the idea was to provide some balance." (*Le Journal de Montréal* reported Beatty's speech without reference to the demonstration.)

*The Gazette* seems to have got its signals crossed. That was unfortunate. Even readers of business pages can benefit from what those on the outside have to say.

## Ottawa to hold public inquiry on nuclear waste

Canadian Press

OTTAWA

The federal Government will conduct a public inquiry into what to do with Canada's nuclear fuel waste, Energy Minister Marcel Masse announced yesterday.

The announcement was made shortly after New Democratic Party House Leader Nelson Riis presented a private member's bill in the House of Commons calling for a moratorium on nuclear reactor construction, a two-year inquiry into nuclear issues and a public referendum on whether to lift the moratorium.

In January, a Commons committee called for a moratorium on the construction of nuclear power plants until there is an acceptable method of disposing of highly radioactive waste.

The inquiry announced by Mr. Masse will be conducted by the federal environmental assessment review office.

The inquiry panel will look at a broad range of topics, he said in a statement, including the social, economic and environmental implications of long-term waste management.

#### Enquête sur les déchets nucléaires

■ Le ministre de l'Énergie, M. Marcel Masse, a fait savoir hier que le gouvernement fédéral va conduire une enquête publique sur la façon de disposer des déchets nucléaires. L'annonce a été faite peu après que le leader du NPD aux Communes, M. Nelson Riis, eut présenté un projet de loi privé pour réclamer un moratoire sur la construction des réacteurs nucléaires. L'enquête dont M. Masse a parlé sera faite par le Bureau de révision du ministère de l'Environnement. Il aura pour mission d'examiner tous les aspects de la question, dont les implications sociales, économiques et écologiques à long terme des déchets nucléaires.



## Les armes nucléaires dans la prochaine campagne électorale

OTTAWA (JDG) — Au terme de leur congrès annuel de deux jours à Ottawa, les dirigeants du mouvement Alliance pour la paix, regroupant 420 organisations, ont annoncé hier le lancement d'une campagne nationale de soutien aux candidats qui se prononceront contre les armes nucléaires lors de la prochaine campagne.

Plus de 32,000 «cartes d'engagement» ont déjà été signées et un récent sondage indique que 38% des 1,501 personnes interrogées voteraient pour un candidat préoccupé par la paix.

Le nombre de groupes pour la paix a grimpé de 23 à 59 au Québec au cours de la dernière année, selon Annie Bourret, une des dirigeantes de l'Alliance qui veut que le Canada, à l'exemple de la Nouvelle-Zélande, devienne une zone libre d'armement nucléaire.

### Réacteurs nucléaires

Un projet de loi privé déposé par le néo-démocrate Nelson Riis, veut laisser le soin aux Canadiens de décider de l'avenir des réacteurs nucléaires. Leur construction serait stoppée pendant deux ans, pour permettre la tenue d'une enquête par une Commission constituée d'experts en puissance nucléaire qui ferait rapport au gouvernement.

En janvier dernier, au terme de plusieurs mois de consultations, un Comité des Communes avait également demandé que la construction de centrales thermonucléaires soit suspendue, jusqu'à ce qu'on trouve une façon de disposer sans danger des déchets radioactifs.

### \$200 millions pour les vétérans

Ottawa versera \$200 millions additionnels au cours des cinq prochaines années, pour aider quelque 10,000 vétérans qui ont servi au Canada, de bénéficier du programme leur permettant de recevoir des soins à domicile.

Jusqu'à maintenant, ces services qui vont de l'enlèvement de la neige sur le trottoir jusqu'aux soins médicaux, incluant les médicaments et les appareils orthopédiques, n'étaient disponibles qu'à ceux ayant servi outre-mer.

Le ministre George Hees, qui a annoncé la nouvelle à l'occasion du congrès national de la Légion canadienne, a précisé que les bénéficiaires doivent être dans le besoin et avoir au moins 65 ans.

### Libre-échange

Des conférences aideront bientôt les hommes d'affaires à «explorer les débouchés engendrés par l'Accord de libre-échange», avec des délégués commerciaux du Canada et des États-Unis. On s'occupera aussi des entreprises n'ayant jamais exporté.

Bruno Goulet (283-7907) est responsable de la Conférence qui se tiendra à Montréal, le lundi 27 juin, et Ronald Poirier (819-564-5912) organise celle de Sherbrooke, le lendemain. Une autre se tiendra à Québec le mercredi 29 juin sous la responsabilité de Jean Grandmaison (418-648-2507), alors que la dernière au Québec se tiendra le jeudi 30 juin, à Chicoutimi, où la directrice du Bureau de l'expansion industrielle régionale est Rita Tremblay (418-668-3084).

## Mayors can contribute, too

According to your June 8 article about opposing nuclear weapons, there are still mayors of West Island towns who believe that the problem of nuclear war is none of their concern, and that they can pass the buck to the federal government.

They seem to forget that the prime duty of mayor and council is to ensure the safety of their citizens.

Nowadays the biggest threat to the safety of their citizens is nuclear war. Consequently they clearly have a responsibility in this area.

No one is asking them to build shelters. This is generally recognized as being no help, despite the now famous remark by T.K. Jones of the Pentagon: "With enough shovels, we'll all pull through."

Surely it is not asking too much of them to declare their towns to be nuclear-free zones. This can turn out to be more than a symbolic gesture. It can prevent the passage of material for bombs from Canada to the United States; it can encourage conversion from military to civilian production in factories within municipal boundaries; and it helps pressure senior governments into getting out of the nuclear arms race.

The only defence against a nuclear holocaust is not to have it. Even a small municipality can play its part in lessening the likelihood of it happening.

U.P. RONALD  
Roxboro

## Nuclear power must be avoided at whatever cost

Once again we are subjected to William Johnson in his role as tiresome and uninspired apologist for the establishment (Column, "Canada needs nuclear power," Aug. 26).

He starts by calling *The China Syndrome* and *Silkwood* "horror films," implying that they are meant merely to provide cheap thrills and frights. While the first may have been a bit unrealistic, *Silkwood* depicts a true incident and is hardly a horror film.

The Commons Standing Committee on Energy, Mines and Resources may be correct in saying "treated with respect and properly

managed," nuclear energy is promising. I have no doubt that it is treated with respect, but properly managing the resource is another question, as Chernobyl and Three Mile Island clearly show.

Mistakes can be made no matter how good the safety precautions, and the potential for disaster remains. But even this is not the main problem with Mr. Johnson's argument.

He compares the problems of nuclear energy — rather vaguely — with the problems of fossil fuel energy and concludes "in our dirty world, nuclear energy is clean."

Yet he leaves out some vital facts — we still do not know of a safe way to dispose of the high-level radioactive waste produced by nuclear reactors.

Although the burning of fossil fuels does produce large quantities of environmentally damaging gases, we do know how to significantly reduce these emissions, given the political will.

It is expensive, yes, but any realistic evaluation of future energy production would have to conclude that if we are to protect our environment — and we can't afford not to — we are going to have to

pay.

Considering the costs of cleaning the environment and keeping it that way while using conventional energy sources, far more effort and money should be invested in developing alternate sources, such as solar, wind, and the like.

The Commons committee may well have subjected nuclear power to "the hard light of facts," but Mr. Johnson's treatment of the subject considerably dims whatever light there may have been.

DAVID KALANT  
Mount Royal

**Le maire Jean Doré veut faire de Montréal la première cité améro-péenne, une sorte de point d'ancrage privilégié entre l'Europe et l'Amérique.**

**Jean Maurice Duddin**

Conférencier hier midi dans le cadre du collo-

# DORÉ VEUT QUE MONTRÉAL SOIT «AMÉROPÉEN»

que annuel du Conseil des relations internationales de Montréal (CRIM) et de l'École nationale d'administration publique (ENAP), le maire de Montréal a fait un long plaidoyer en faveur du rôle internatio-

nal de Montréal.

Il a à priori rappelé qu'en affirmant, l'an dernier, que Montréal n'était pas une ville internationale, il avait simplement voulu faire un appel à la mobilisation et non pas un cons-

tat négatif.

Le maire a ensuite longuement développé la question du nouveau rôle qu'exercent les cités dans les relations internationales, que ce soit au plan social ou au plan économique.

Après avoir précisé que les maires préfèrent habituellement laisser les problèmes de politique étrangère aux gouvernements nationaux, M. Doré a rappelé que, de plus en plus, les maires s'impliquent sur certaines questions, comme la menace nucléaire et le racisme.

Montréal s'est prononcée depuis deux ans contre ces deux aspects en se déclarant zone libre d'armes nucléaires et a pris position contre l'apartheid.

«De plus en plus, les frontières nationales s'estompent au plan économique. C'est donc inévitable, le développement s'articule autour des centres urbains.

«Montréal, doit, à ce chapitre, devenir une

ville d'interface, une ville charnière, a affirmé le premier magistrat, au même titre que les «euro-cités» comme Rotterdam, Hambourg, Francfort, Munich, Lyon, Milan et Barcelone, entre autres.»

Le maire n'a toutefois pas présenté de politique étrangère montréalaise hier, affirmant que ce n'est pas au seul maire de définir un tel rôle mais qu'il lui appartient d'agir en concertation avec le milieu.

Il a conclu son allocution en affirmant que Montréal va devenir de plus en plus une ville internationale.

«A bien des points de vue, elle l'est d'ailleurs déjà. Les actions entreprises, les projets annoncés, les perspectives esquissées nous permettent, j'en suis sûr, d'atteindre l'objectif fixé. Si je crois qu'aujourd'hui Montréal est davantage internationale qu'elle ne l'était hier, je vous assure qu'elle l'est bien moins que ce qu'elle sera demain.»



## 'Nuke-free city' signs to go up on main streets

By LEWIS HARRIS  
of The Gazette

The city will put up 200 signs this month as part of a policy to become a "nuclear-weapons-free zone."

The signs, reading "Montréal zone libre d'armes nucléaires," are to be attached to lampposts on thoroughfares, Alain Duhamel, an aide to executive committee chairman Michel Fainstat, said in an interview.

The signs are among five measures the city plans — more than two years after council declared the city a nuclear-free zone.

But the measures received some lukewarm responses.

"I don't see why it should have taken this long to come up with these proposals," independent councillor Sam Boskey said in an interview.

The city says it also will:

- Rename a downtown square Place de la Paix. City officials have been told to select possible spots.

- Organize a contest next spring for students in Montreal schools to design an emblem depicting Montreal as a nuclear-free city.

- Try to organize an exhibition this year on Hiroshima and Nagasaki at the city's Palais de la civilisation. The Japanese cities were the targets of the first nuclear bombs in 1945.

- Place mosaics with peace as their theme at the Montreal end of Jacques Cartier Bridge, city hall and the Mount Royal chalet.

The executive committee allotted \$6,000 to pay for the measures.

However, the city hasn't moved on more far-reaching recommendations submitted by a special committee a year ago, including bans on the manufacture, storage or deployment of nuclear weapons in city territory.

Anti-nuclear activist Gordon Edwards, who was named recently to a city advisory committee on nuclear arms, said the steps are "perfectly fine but if they are only going to go that far, I am indeed disappointed."

## 'What is Doré's agenda?

Your Jan. 12 editorial, titled "A Place for peace," notes that "there is a certain amount of hypocrisy in a city declaiming its nuclear purity at no risk to its industrial base."

This point has not been lost on many groups that have become somewhat sceptical of the Doré-Fainstat administration's agenda on the peace issue.

The program adopted by the MCM Congress prior to the 1986 election is explicitly opposed to the establishment of any new military industry in Montreal, and proposes both financing and public education by the municipal administration to convert existing military industry to socially useful production (Art. 6.12 and 6.13).

The unions representing workers in the defence industries — and nearly half of Canada's defence production takes place in the Greater Montreal area — told the city Nuclear-Weapons-Free-Zone committee in 1987 that they wanted the city's policy to cover all military, not just nuclear, production and they supported the principles of education and conversion programs so that unemployment would not result from a social re-orientation of the Montreal economy:

In contrast, Mayor Doré has been very receptive to the possibility of constructing nuclear-powered submarines in Montreal and led his caucus in support of zoning changes to allow the Matrox company to expand its defence-production facilities into a protected green zone (to fulfill contracts for a foreign army).

International disarmament negotiations progress at a snail's pace, but surely, Montrealers should be able to expect quicker action from a local administration.

SAM BOSKEY  
City Councillor  
Décarie



Photo Gilles LAFRANCE

## Et ZLAN pour Montréal

Le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Michael Fainstat, a procédé hier à la mise en place, sur un réverbère, de la première pastille identifiant Montréal comme «zone libre d'armes nucléaires» (ZLAN). L'administration municipale veut sensibiliser les Montréalais à l'importance du désarmement nucléaire à l'échelle planétaire. Au cours des jours à venir, le Service des travaux publics en installera 200 autres, un peu partout sur le territoire.



### **Pas d'armes nucléaires à Montréal**

Le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Michael Fainstat, a procédé jeudi à la mise en place de la première d'une série de pastilles identifiant Montréal comme «zone libre d'armes nucléaires». «Par ce geste, notre administration entend sensibiliser les Montréalais à l'importance du désarmement nucléaire à l'échelle planétaire», a déclaré M. Fainstat. Environ 200 de ces pastilles seront installées dans les lampadaires d'une dizaine d'artères.

TELEPHOTO PC



# Les commerçants de la rue Mont-Royal veulent retrouver les clientèles perdues

La fermeture de l'artère pendant plusieurs mois en 1959 et sa transformation en mail piétonnier en 1971, lui ont été fatales



MARIANN FAVREAU

La Sidac de l'avenue Mont-Royal se lance dans une opération de rajeunissement des commerces, tentant de rattraper la clientèle perdue au fil des ans par de mauvaises décisions municipales.

Voici comment tout a commencé sur le Plateau: fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les fermiers de la bourgeoisie montréalaise s'installent sur le Plateau Mont-Royal.

Vers 1845, les ouvriers et petits artisans s'établissent à leur tour dans quelques rues du Plateau pour se rapprocher des carrières qui se trouvent un peu plus au nord. Ce sont ces carrières qui suscitent le développement de tout le Plateau et y créent divers quartiers.

L'avenue du Mont-Royal devient la frontière entre les villages de Côteau Saint-Louis, créé en 1846, et Saint-Jean-Baptiste, créé en 1861. Ils seront annexés à Montréal en 1893.

L'inauguration d'une ligne de tramways, qui rejoint l'avenue en 1893, favorisera l'installation des ouvriers le long de son trajet jusqu'en 1900.

Vers 1910, l'avenue du Mont-Royal est éclairée et pavée. Elle devient une artère commerciale importante, desservant toute la communauté montréalaise.

La crise ralentit cependant son développement et la construction ne reprendra sur le Plateau qu'après la guerre. On y commence aussi des rénovations aux commerces, d'un goût jugé maintenant détestable.

Mais l'artère commerciale ne se relève jamais complètement de sa fermeture pendant plusieurs mois, à l'été de 1959, pour des travaux d'infrastructure.

Aussi, une tentative pour lui donner un autre cachet, en 1971,

se soldait-elle par un échec. Dans une ultime tentative pour ranimer sa fonction commerciale, la municipalité avait imaginé de transformer l'avenue Mont-Royal en un mail semi-piétonnier qui ne laissait qu'un étroit passage aux automobiles.

Mais on défaisait le tout l'année suivante pour lui redonner son aspect initial. Depuis, le commerce a repris lentement, mais ne répondrait plus tout à fait aux goûts un peu plus sophistiqués de la nouvelle population du Plateau, plus instruite, mieux rémunérée et plus jeune que l'ancienne.

### AMENDEMENT RÉTROACTIF?

Le comité exécutif a récemment annulé trois de ses décisions du 14 décembre dernier. Il s'agissait de contrats d'environ \$50 000 chacun, accordés à des compagnies pour exécuter des travaux de recherche et d'étude sur des arrondissements.

Ils faisaient d'ailleurs partie de l'avalanche de contrats de fin

d'année dont nous avons parlé dans cette chronique.

Or, immédiatement après les avoir abrogés, à sa séance du 8 janvier dernier, le comité exécutif entérinait les mêmes contrats, aux mêmes compagnies et aux mêmes montants.

Il a fallu comparer attentivement les décisions, celles du 14 décembre et celles du 8 janvier suivant, pour découvrir où se trouvait la différence.

Le seul changement, c'est qu'on ne soumet plus ces contrats au conseil municipal pour adoption.

Et pourquoi donc? Parce que, le 23 décembre, l'administration Doré a obtenu un amendement à la charte de Montréal qui permet maintenant au comité exécutif d'accorder des contrats allant jusqu'à \$50 000 sans en référer au conseil municipal.

Fort bien. Mais cela permet-il au comité exécutif de rendre cet amendement rétroactif? De ne pas soumettre au conseil des contrats décidés avant l'entrée

en vigueur de l'amendement, le 23 décembre?

### QUELQUES VOYAGES

Le comité exécutif a désigné le conseiller Denis Beauchamp pour diriger, pendant dix jours, la délégation de la ville de Montréal à Abidjan, en Afrique. Il s'agissait d'une participation à une rencontre de préparation dans le cadre du programme Afrique 2000, du 20 février au 2 mars dernier.

Le conseiller du district Péro-Marquette était accompagné de Gilles Rioux, conseiller en affaires internationales au service de planification et concertation de la ville, et de M. Carlos Rodriguez, de l'Organisation canadienne pour la solidarité et le développement.



Le comité exécutif a autorisé une dépense de \$20 850 pour le voyage de ces trois personnes. M. Rioux devait séjourner deux jours de plus en Afrique, dans le cadre d'un projet de la CUM.

De son côté, la conseillère Diane Barbeau a également dirigé une délégation de la ville de Montréal à Eugene, en Oregon, en février dernier. Il s'y tenait une conférence internationale des villes Zlan. Montréal s'est déclaré Zlan (zone libre d'armement nucléaire) peu de temps après l'élection de l'équipe Doré.

M. Guy Côté, président du comité consultatif Zlan de Montréal, et M. Pierre Fournier, professeur au département de sciences politiques de l'UQAM, accompagnaient la conseillère du district d'Hochelaga.

Le comité exécutif a autorisé une dépense de \$4 000 pour ces trois personnes, l'UQAM défrayant la moitié des dépenses du professeur.

### LE VIEUX-MONTRÉAL S'AFFICHE

François Drouin, coordonnateur d'une équipe de graphistes dans une firme de publicité de Montréal, a remporté le premier prix d'un concours d'affiche lancé par Montréal et le ministère des Affaires culturelles, chez les professionnels.

Le concours visait à faire illustrer l'ambiance et le caractère historique du Vieux-Montréal et s'adressait tant aux professionnels qu'aux étudiants en graphisme.

Des mentions sont allées à Collin Chabot et Suzanne Côté dans la catégorie professionnelle.

Chez les étudiants, Jacques Cournoyer est sorti vainqueur. Jaqueline Lorange et Brigitte Dion ont reçu des mentions, chez les étudiants.

Les affiches de MM. Drouin et Cournoyer ont été reproduites à 10 000 exemplaires et seront distribuées dans les maisons de la Culture, les bibliothèques et les bureaux Accès Montréal.

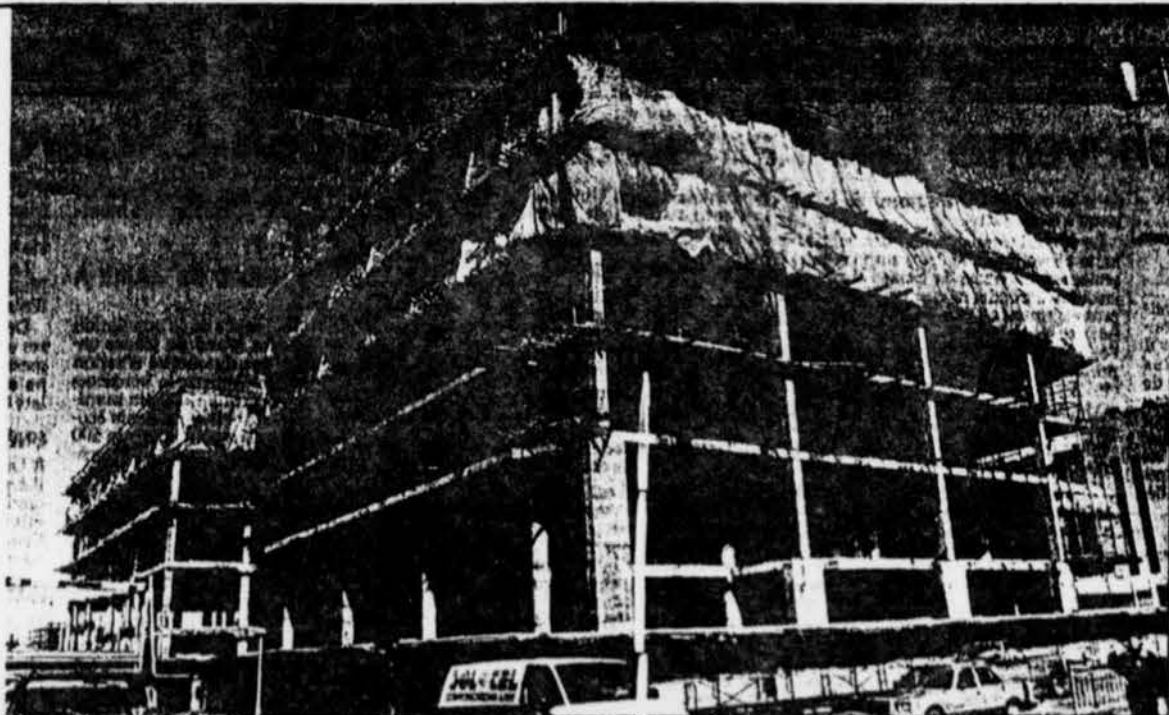
De plus, on expose 27 des 71 projets soumis au concours. On peut les voir au Château Ramezay jusqu'au 9 avril.



### Paysage modifié

La construction d'un centre administratif de la Banque nationale, est en train de modifier complètement le paysage, non loin de l'hôtel de ville de Montréal. En effet, la banque logera son centre Master Card dans un immeuble de sept étages, dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Denis, Viger et Sanguinet, tout à côté de la station de métro Champ-de-Mars. En bordure de l'immeuble, le long des rues, des arcades formeront un déambulatoire. Quelques espaces commerciaux sont prévus. Il s'agit d'un projet de \$21 millions dont l'ouverture est prévue pour le printemps 1990. La Banque nationale occupera la moitié des espaces à bureaux.

PHOTO ARMAND TROTTER, La Presse





Claude Picher

## Conseil gras pour une ville pauvre

Ce soir, les conseillers municipaux de Montréal approuveront leurs propres augmentations de salaires. Le projet déposé au début du mois par le Comité exécutif, et qui prévoit une hausse moyenne frisant les 17 p. cent, sera facilement adopté par un Conseil massivement dominé par le RCM.

L'ampleur de ces hausses est malsaine.

Pas tellement à cause des dépenses additionnelles qu'elles représentent ; les augmentations de nos élus coûteront \$ 313 000 aux contribuables, sur un budget de \$ 1,5 milliard (une autre façon de voir les choses, évidemment, c'est de se dire que cet argent pourrait permettre d'augmenter de 15 p. cent le nombre d'agents de sécurité dans le métro)...

Si ces hausses sont vicieuses, c'est à cause de leur effet d'entraînement. Alors que partout au Québec, dans tous les secteurs de l'économie, les conventions collectives prévoient des hausses salariales plus ou moins égales au taux d'inflation (souvent moins que plus), comment nos élus, après s'être eux-mêmes votés des hausses quatre fois supérieures à l'augmentation du coût de la vie, pourraient-ils demander aux syndicats de faire preuve de modération ? Quelle crédibilité auront-ils pour négocier sérieusement avec les douze mille employés de la Ville, après s'être servis si généreusement ? Comment pourraient-ils, sans rire, ou sans faire rire d'eux, parler d'austérité ou de contraintes aux contribuables ?

### CHERCHER LES RAISONS

Le geste que le Conseil posera ce soir est d'autant plus malsain qu'aucun motif raisonnable ne peut le justifier. Une hausse aussi exceptionnelle ne pourrait s'appuyer que sur deux bonnes raisons : un urgent besoin de rattrapage ou une augmentation radicale de la charge de travail.

Montréal, une des villes les plus pauvres du Canada, se paie déjà le luxe d'entretenir un des conseils municipaux les plus gras pour une ville de sa taille. Globalement, avant même les augmentations qui seront approuvées ce soir, notre conseil nous coûte deux fois plus cher qu'à Toronto ! Certes, les conseillers municipaux torontois sont mieux payés que leurs collègues montréalais, mais ils sont beaucoup moins nombreux : chacun d'eux représente plus de 26 000 électeurs, contre 12 000 à Montréal.

S'il fallait appliquer exactement les mêmes critères à Montréal qu'à Toronto, il ne faudrait pas augmenter, mais diminuer les salaires de nos conseillers ! Et même avec la disparition éventuelle de onze districts électoraux, Montréal comptera encore deux fois plus de conseillers que Toronto. Dans ce contexte, il semble farfelu de parler de rattrapage.

### DES CONSEILLERS SURCHARGÉS ?

Y aurait-il eu, alors, une augmentation de la charge de travail telle que les conseillers puissent s'accorder des hausses aussi spectaculaires ? C'est loin d'être évident. Représenter 12 000 électeurs ne constitue tout de même pas un travail à plein temps, à ce que l'on sache ! D'autant plus qu'à Montréal, ce n'est pas le conseil municipal qui administre, mais le comité exécutif (dont seuls les membres peuvent, avec le maire, prétendre sérieusement travailler à plein temps). Enfin, pour fournir des services à la population, Montréal dispose déjà de toute une armée de fonctionnaires compétents.

Mais beaucoup de conseillers du RCM, après leur élection, se sont eux-mêmes proclamés conseillers à plein temps, sans que personne ne leur demande, tout comme personne ne leur a tordu le bras pour qu'ils se présentent, et que personne ne les supplie pour qu'ils restent à leurs postes s'ils se considèrent sous-payés...

Avec les augmentations qui seront votées ce soir, le traitement de base d'un conseiller passera à près de \$ 33 000 (incluant ce qu'il reçoit de la CUM). Plus du quart de ce montant n'est pas imposable, ce qui veut dire que ce traitement équivaut à un revenu brut de \$ 40 000. Mais ce n'est pas tout : des quelque 50 conseillers du RCM, quinze seulement touchent ce « salaire minimum ».

Un conseiller peut toucher toute une brochette de suppléments, selon qu'il est appelé à siéger à diverses instances de la CUM ou de la Ville, comme le Conseil du fonds de pension de la police, ou encore lorsqu'on lui confie la présidence ou la vice-présidence d'une commission du Conseil, ou encore s'il est nommé conseiller associé. À cause de tous ces petits extras, plus de la moitié des conseillers du RCM toucheront l'équivalent de \$ 46 000 à \$ 69 000 bruts. C'est beaucoup pour un job à temps partiel. Tous ces chiffres excluent les membres du comité exécutif, dont le traitement moyen équivaut à \$ 90 000 bruts, toujours en incluant ce qu'ils reçoivent de la CUM.

### DE L'UTILITÉ D'ÊTRE UNE ZLAN

Enfin, le poste de conseiller apporte des avantages difficiles à comptabiliser, comme le prestige, le pouvoir, le sentiment d'être au cœur de l'action, la possibilité de nouer des contacts intéressants, et aussi des avantages plus terre-à-terre, comme les voyages...

À ce chapitre, note ma collègue Mariane Favreau, observatrice privilégiée de la vie municipale depuis cinq ans, il n'y a pas de comparaison possible entre l'ancienne et la nouvelle administration. Juste ces dernières semaines, des conseillers du RCM ont piloté des délégations de la Ville de Montréal en Côte-d'Ivoire, dans le cadre des travaux préparatoires du programme de coopération Afrique 2000, et en Oregon, pour participer à la conférence des ZLAN (zones libres d'armements nucléaires). La facture présentée aux contribuables montréalais pour ces deux voyages : tout près de \$ 25 000 (encore un agent de sécurité de plus, ou presque, dans le métro). On se surprend à se rappeler les modestes comptes de voyage du maire Drapeau, qui se déplaçait souvent seul et sans ostentation ; pendant les 18 mois précédant son accident de décembre 1985, M. Drapeau a dépensé, en tout, moins de \$ 21 000...



A U C A N A D A

# Le nucléaire est l'énergie thermique qui respecte le plus l'environnement.

Les pays industrialisés sont de grands consommateurs d'énergie. Environ le quart de la population mondiale utilise les trois quarts de l'énergie produite. La consommation d'électricité par habitant au Canada est la deuxième plus élevée du monde, venant immédiatement après celle de la Norvège. La rigueur de notre climat, les grandes distances qui séparent nos villes et la faible densité de notre population à travers l'ensemble du territoire en sont les principales causes.

## La production de l'électricité

L'électricité est une source d'énergie produite à partir d'une variété de ressources énergétiques: l'eau, le charbon, le pétrole, le gaz naturel et l'uranium. Chaque région du pays choisit le mode de production d'électricité qui lui permet de tirer le meilleur parti des ressources dont elle dispose. Bien que le Québec possède une centrale nucléaire très performante, pratiquement toute l'énergie électrique consommée au Québec provient de l'hydro-électricité. À l'échelle du pays, par contre, cette dernière ne représente que 65 % de toute l'électricité produite. En Ontario et au Nouveau-Brunswick, l'énergie nucléaire est la principale source de production d'électricité.

## Le réacteur CANDU: une source d'énergie thermique

Au Canada, nous utilisons des réacteurs nucléaires de type CANDU. Ces réacteurs de



M. John S. Foster, docteur en génie, est président du conseil exécutif international de la Conférence mondiale de l'énergie. Cet organisme se consacre à la mise en valeur des ressources énergétiques de la planète ainsi qu'à la promotion de l'énergie à des fins pacifiques.

conception canadienne utilisent l'énergie contenue dans l'uranium naturel pour produire de la chaleur. C'est ce que l'on appelle l'énergie thermique. Les centrales nucléaires présentent un avantage important sur les autres centrales thermiques utilisant des combustibles fossiles comme le pétrole ou le charbon. Le nucléaire fournit de l'énergie sans combustion et sans émanation de gaz carbonique CO<sub>2</sub>, ni de gaz acides.

## Le contrôle de la pollution

Au Canada, le nucléaire est l'énergie thermique qui respecte le plus l'environnement. On y a même recours pour contrôler la pollution. Des instruments nucléaires sont utilisés pour

mesurer la teneur en soufre des combustibles fossiles et déterminer le contenu des gaz d'échappement des automobiles. On l'utilise aussi comme traceur pour déceler les fuites des canalisations souterraines et suivre le mouvement des déchets industriels.

## Un environnement à protéger

La combinaison du nucléaire, de l'hydraulique, du pétrole, du charbon et du gaz naturel confère au Canada un potentiel énergétique considérable. L'abondance de nos ressources ne devrait cependant pas nous inciter à la surconsommation. Une utilisation plus rationnelle de ces ressources nous assurerait d'un meilleur avenir énergétique tout en limitant l'étendue des effets néfastes sur l'environnement d'une consommation irréflichée de combustibles fossiles. La qualité de notre cadre de vie, n'est-ce pas là notre ressource la plus précieuse?

Pour en savoir davantage sur l'énergie nucléaire, vous pourriez aller visiter sur rendez-vous la centrale de Gentilly 2 près de Trois-Rivières ou toute autre centrale CANDU au Canada. Vous pouvez aussi obtenir des renseignements supplémentaires en composant, sans frais, le 1-800-387-4477 ou en écrivant à l'adresse suivante:

Association nucléaire canadienne  
3405, rue Saint-Urbain A40  
Montréal (Québec) H2X 2N2

Il est temps de parler de l'avenir.



Association Nucléaire Canadienne

Une association regroupant plus de 100 entreprises.



L'ACTUALITÉ/AVRIL 1989



## Armes nucléaires

# MONTREAL ACQUIERT DE NOUVEAUX POUVOIRS

QUÉBEC (PC) - La Ville de Montréal s'est vue accorder hier de nouveaux pouvoirs qui lui permettront de donner des dents à sa politique anti-apartheid et à ses déclarations de principe contre les armes nucléaires.

Montréal pourra en effet désormais refuser de commercer avec des personnes ou des entreprises ayant un intérêt avec l'Afrique du Sud ou dans la fabrication, l'entreposage ou le transport d'armements nucléaires.

Ces nouveaux pouvoirs lui sont donnés en vertu du projet de loi privé 264 qui modifie la charte de la Ville de Montréal dont l'étude article par article devait se terminer tard hier soir à Québec.

En fait, les dispositions prévues au projet de loi permettront à Montréal d'exclure ces personnes ou entreprises des soumissions publiques, même s'il s'agit des plus bas soumissionnaires pour des contrats offerts par la municipalité.

Le projet de loi définit toutefois que l'expression armements nucléaires ne recouvre que les bombes atomiques ou thermocycléaires ainsi que les missiles ou autres dispositifs destinés spécifiquement à les transporter.

Il précise également, quant à l'exclusion d'entreprises liées à l'Afrique du Sud, que cette disposition ne peut être en vigueur que tant que le gouvernement du Québec, dans le cadre de la politique canadienne, maintiendra les restrictions au commerce avec ce pays parce qu'il applique une politique d'apartheid.

Une autre modification à la charte permettra à Montréal, qui s'est déjà déclarée zone libre d'armes nucléaires (ZLAN), de prohiber la fabrication et l'entreposage d'armes nucléaires et la fabrication de composants spécifiques de telles armes sur son territoire.

### **Le consul Praekelt**

"Ces gestes s'inscrivent dans un mouvement mondial pour la paix et contre l'apartheid", a déclaré le maire Jean Doré à l'appui des demandes municipales.

"Montréal fait fausse route, a rétorqué le consul d'Afrique du Sud, M. Klaus W. Praekelt, venu lui-même défendre la position de son pays devant le gouvernement du Québec.

Ce n'est pas avec des sanctions qu'on change les politiques", dit-il, ajoutant que des changements sont déjà en cours dans son pays.

"Pourquoi adopter des mesures destructrices plutôt que constructives, des mesures punitives et blessantes qui de toute manière heurteront les plus pauvres de mon pays et qui affecteront aussi vos propres entreprises", a-t-il ajouté.

On estime à 250 le nombre d'entreprises canadiennes qui ont encore des liens commerciaux avec l'Afrique du Sud, selon des chiffres recueillis par la municipalité.

Un projet de loi privé est sur le point d'être adopté à Québec

# Le pacifisme de Montréal peut désormais devenir réalité

**Michel Venne**  
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — La Ville de Montréal s'est vue accorder hier de nouveaux pouvoirs qui lui permettront de donner des dents à sa politique anti-apartheid et à ses déclarations de principe contre les armes nucléaires.

Montréal pourra en effet désormais refuser de commercer avec des personnes ou des entreprises ayant un intérêt avec l'Afrique du Sud ou dans la fabrication, l'entreposage ou le transport d'armements nucléaires.

Ces nouveaux pouvoirs lui sont donnés en vertu du projet de loi privé

264 qui modifie la charte de la Ville de Montréal dont l'étude article par article devait se terminer tard hier soir à Québec.

En fait, les dispositions prévues au projet de loi permettront à Montréal d'exclure ces personnes ou entreprises des soumissions publiques, même s'il s'agit des plus bas soumissionnaires pour des contrats offerts par la municipalité.

Le projet de loi définit toutefois que l'expression armements nucléaires ne recouvre que les bombes atomiques ou thermocycléaires ainsi que les missiles ou autres dispositifs destinés spécifiquement à les transporter.

Il précise également, quant à l'exclusion d'entreprises liées à l'Afrique

du Sud, que cette disposition ne peut être en vigueur tant que le gouvernement du Québec, dans le cadre de la politique canadienne, maintiendra les restrictions au commerce avec ce pays parce qu'il applique une politique d'apartheid.

Un autre amendement à sa charte permettra à Montréal, qui s'est déjà déclarée zone libre d'armes nucléaires (ZLAN), de prohiber la fabrication et l'entreposage d'armes nucléaires et la fabrication de composants de telles armes sur son territoire.

« Ces gestes s'inscrivent dans un mouvement mondial pour la paix et contre l'apartheid », a déclaré le maire Jean Doré à l'appui des demandes municipales.

« Montréal fait fausse route, a rétorqué le consul d'Afrique du Sud, M. Klaus W. Praekelt, venu lui-même défendre la position de son pays devant le gouvernement du Québec. Ce n'est pas avec des sanctions qu'on change les politiques », dit-il, ajoutant que des changements sont déjà en cours dans son pays.

« Pourquoi adopter des mesures destructrices plutôt que constructives, des mesures punitives et blessantes qui, de toute manière, heurteront les plus pauvres de mon pays et qui affecteront aussi vos propres entreprises », a-t-il ajouté.

On estime à 250 le nombre d'entreprises canadiennes qui ont encore des liens commerciaux avec l'Afri-

que du Sud, selon des chiffres recueillis par la municipalité.

Deux autres articles du projet de loi devaient faire l'objet, hier soir, de débats plus approfondis.

Un premier visant à permettre à Montréal d'accorder un crédit de taxes foncières à des familles désireuses de faire l'achat d'une première maison. Des discussions avec le ministère des Finances étaient encore en cours hier après-midi à ce sujet.

Un second ayant pour objet de faire tomber les 1,040 poursuites de commerçants qui contestent le droit de Montréal de leur imposer une taxe d'affaires par l'ajout à la charte d'une précision qui aurait pour effet de contrecarrer l'argument invoqué par eux. Une kyrielle d'avocats

étaient sur place hier pour s'opposer à cette modification auprès du ministre des Affaires municipales, M. Pierre Paradis.

Par ailleurs, Montréal a obtenu le droit de faire passer de \$ 5,000 à \$ 50,000 l'amende maximale qui peut être imposée à une personne qui procède illégalement à la démolition d'un immeuble, le droit de régler la distribution de circulaires publicitaires, de fixer une rémunération additionnelle pour les fonctions de chef de l'Opposition et de leader de la majorité au conseil, de régler l'installation d'antennes paraboliques et d'accorder à l'ex-maire Jean Drapeau la pension annuelle de \$ 52,400 votée par le conseil municipal au cours de la dernière année.

## Québec approuve la politique anti-apartheid de Montréal

*Presse Canadienne*

QUEBEC

■ La Ville de Montréal s'est vue accorder hier de nouveaux pouvoirs qui lui permettront de donner des dents à sa politique anti-apartheid et à ses déclarations de principe contre les armes nucléaires.

Montréal pourra en effet désormais refuser de commercer avec des personnes ou des entreprises ayant un intérêt avec l'Afrique du Sud ou dans la fabrication, l'entreposage ou le transport d'armements nucléaires.

Ces nouveaux pouvoirs lui sont donnés en vertu du projet de loi privé 264 qui modifie la charte de la Ville de Montréal dont l'étude article par article devait se terminer tard hier soir à Québec.

En fait, les dispositions prévues au projet de loi permettront à Montréal d'exclure ces personnes ou entreprises des soumissions publiques, même s'il s'agit des plus bas soumissionnaires pour des contrats offerts par la municipalité.

Le projet de loi définit toutefois que l'expression armements nucléaires ne recouvre que les bombes atomiques ou thermonucléaires ainsi que les

missiles ou autres dispositifs destinés spécifiquement à les transporter.

Il précise également, quant à l'exclusion d'entreprises liées à l'Afrique du Sud, que cette disposition ne peut être en vigueur tant que le gouvernement du Québec, dans le cadre de la politique canadienne, maintiendra les restrictions au commerce avec ce pays parce qu'il applique une politique d'apartheid.

Une autre modification à la charte permettra à Montréal, qui s'est déjà déclarée zone libre d'armes nucléaires (ZLAN), de prohiber la fabrication et l'entreposage d'armes nucléaires et la fabrication de composants spécifiques de telles armes sur son territoire.

« Ces gestes s'inscrivent dans un mouvement mondial pour la paix et contre l'apartheid », a déclaré le maire Jean Dore à l'appui de ses demandes.

« Montréal fait fausse route, a rétorqué le consul d'Afrique du Sud, M. Klaus W. Praekelt, venu lui-même défendre la position de son pays devant le gouvernement du Québec. Ce n'est pas avec des sanctions qu'on change les politiques », dit-il, ajoutant que des changements sont déjà en cours dans son pays.

# City takes aim at apartheid, nuclear weapons

By LEWIS HARRIS  
of The Gazette

Montreal is drafting bylaws to prevent companies with ties to South Africa or involved in the production of nuclear weapons from doing business with the city.

The bylaws, expected to be tabled this fall, are the result of amendments to the city charter approved last week by the provincial government, city councillor Sharon Leslie said in an interview.

"The charter amendments allow us to discriminate actively against companies involved with South Africa and those involved with nuclear weapons," said Leslie, who represents the Loyola district at council for the Montreal Citizens' Movement.

"They will give teeth to the city's anti-apartheid policy and the city's stance against nuclear weapons.

"It's a major breakthrough because as far

as I know, we're the first Canadian city to be granted such rights."

Officials at the South African consulate in Montreal declined immediate comment.

Leslie said that until the anti-apartheid bylaw is passed, the city remains legally obliged to award contracts to the lowest bidder, even if a bid is made by a person or company with ties to South Africa.

The city already is officially opposed to apartheid but is virtually powerless to do anything under that policy, she said.

Now that the charter has been amended, city lawyers and other officials will compile a list of companies that could be banned from doing business with the city because of their ties to South Africa, Leslie said.

Research also will be done on which companies in the Montreal area are involved in the manufacture of components for nuclear weapons. There are no nuclear weapons stationed in Canada.

One charter amendment approved by Quebec says Montreal "is authorized to refuse to deal with any person or enterprise having an interest in South Africa of a type defined by resolution of the council, and to exclude such a person or enterprise from public tenders, for as long as the government of Canada maintains an official anti-apartheid policy."

Another amendment says the city is "authorized to refuse to deal with any person or enterprise holding an interest of the type defined by resolution of the council in the manufacture, storage, or transportation of nuclear weaponry or specific nuclear weapon components or in research in that field, and to exclude such a person or enterprise from public tenders."

Independent councillor Sam Boskey, an architect of the policies on South Africa and nuclear weapons, said in an interview the charter amendments were "important be-

cause the city is getting the legal authority to apply social policy."

"The next step is to look at the contents of the bylaws brought before council. The city will have to come up with very specific wording."

Gordon Edwards, a member of a city advisory committee on nuclear weapons, said in an interview the number of firms in the Montreal area manufacturing components for nuclear weapons depends on how the city defines component.

"It could be anywhere from a handful to more than a dozen," he said. "The challenge for the city will be to table a bylaw that's legally sound and administratively fair. The committee I'm a member of will be giving some advice on that."

Any new anti-nuclear bylaw should give affected companies a period of grace that would allow them to convert to other types of manufacturing, Edwards said.



# Montréal deviendra bientôt libre d'armes nucléaires

MARC DORÉ

■ Montréal adoptera bientôt des mesures pour interdire la fabrication et l'entreposage d'armes nucléaires sur son territoire et exclure les compagnies qui ont des liens directs avec l'industrie nucléaire militaire de la liste de ses fournisseurs.

C'est ce qu'a fait savoir hier à Hiroshima, au Japon, un membre du comité exécutif de la Ville, John Gardiner, qui représentait la municipalité à la Conférence des maires pour la paix.

À Montréal, un porte-parole de l'administration a indiqué qu'un comité mis sur pied par la Ville pour établir les critères sur lesquels s'appuiera la politique municipale anti-armes nucléaires remettra son rapport dans les prochaines semaines.

Mais il n'est pas certain que la question soit soumise au conseil municipal, a déclaré M. Alain Leclerc, puisque celui-ci a déjà décidé, en décembre 1986, de faire de Montréal une «ZLAN», une zone libre d'armes nucléaires.

Les mesures concrètes annoncées au Japon par M. Gardiner

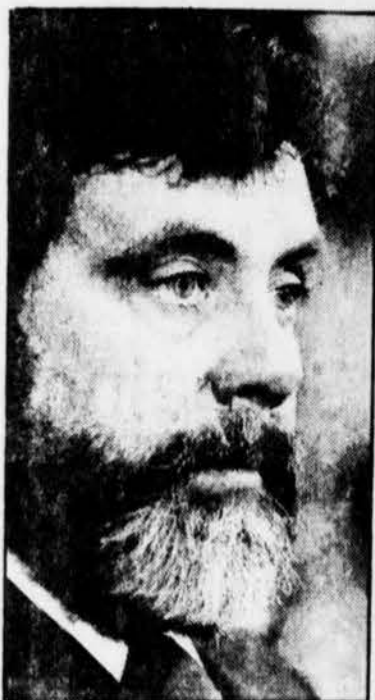


PHOTO JEAN GOUPIL, La Presse

John Gardiner

s'inscrivent dans le cadre de cette ZLAN.

Depuis le 21 juin, le gouverne-

ment du Québec a accordé à la Ville de Montréal le pouvoir de refuser de faire des affaires avec des entreprises ayant des intérêts en Afrique du Sud ou encore qui sont impliquées dans la fabrication, l'entreposage ou le transport d'armements nucléaires.

Selon M. Leclerc, les mesures que prendra l'administration Doré-Fainstat ne touchent que peu de compagnies établies sur le territoire montréalais, puisque les conditions d'exclusion exigent que ces firmes soient impliquées directement dans l'industrie des armes nucléaires offensives.

La région de Montréal compte plusieurs sociétés importantes qui fabriquent des armes conventionnelles ou qui fournissent divers biens et services qui sont susceptibles de servir à des fins militaires. Ces compagnies ne sont pas visées par la politique anti-armes nucléaire de l'administration municipale.

C'était hier le 44<sup>e</sup> anniversaire du bombardement atomique américain sur Hiroshima, qui a été marqué dans cette ville japonaise par une cérémonie à laquelle participaient 55 000 personnes.

Le maire de la ville, Takeshi Araki, a affiché, face au monument à la mémoire aux victimes, une liste portant les noms de 4 424 personnes décédées depuis un an et considérées comme victimes de l'explosion. Ce nombre porte à 157 071 le bilan officiel des morts des suites du bombardement du 6 août 1945.

M. Araki a lu une déclaration de paix, demandant notamment

que les armes nucléaires soient bannies.

Quant au représentant montréalais John Gardiner, il a déclaré que «les efforts de Montréal pour promouvoir la paix et le désarmement nucléaire sont à la fois un hommage à toutes les victimes des guerres et des bombardements et un message d'espoir que cela ne se reproduira plus.»

Au cours de son séjour au Japon, M. Gardiner doit discuter

avec les maires d'Hiroshima et de Nagasaki, l'autre ville japonaise touchée par une bombe nucléaire, le 9 août 1945, de la possibilité de tenir à Montréal une exposition sur les conséquences des explosions atomiques qui frappent ces deux villes.

Signalons enfin que l'administration Doré-Fainstat fera connaître dans les prochaines semaines à quel endroit elle compte aménager une place de la Paix.

# Montréal ne dispose d'aucune liste des compagnies liées aux armes nucléaires

*L'opposition qualifie de «ballon politique» l'annonce de John Gardiner*

**BRUNO BISSON**

■ La Ville de Montréal est déterminée à rayer de son territoire toutes les activités liées à l'armement nucléaire mais ne possède toujours aucun moyen d'appliquer un règlement en ce sens malgré l'annonce faite dimanche par M. John Gardiner, membre du comité exécutif et représentant de la Ville à la Conférence des maires pour la paix qui se tient à Hiroshima, au Japon.

En effet, Montréal ne dispose d'aucune liste de compagnies liées à la fabrication, au transport ou à l'entreposage de composantes nucléaires, deux ans après qu'un comité du conseil municipal ait recommandé prioritairement de dresser une telle liste.

Quant à la définition même de «composante nucléaire» au sens du futur règlement municipal,

elle ne sera connue qu'à l'automne après le dépôt d'un projet de règlement en cours de rédaction, faisant de Montréal une zone libre d'armements nucléaires (ZLAN).

Ce projet devrait aussi préciser à quelles conditions la Ville utilisera son pouvoir de rayer de sa liste de fournisseur les compagnies impliquées dans l'industrie militaire, qu'elle soit montréalaise ou non.

Dans l'intervalle, et ce depuis le 31 décembre 1986, Montréal n'aura toujours de ZLAN qu'une déclaration de principes et des affiches installées sur les terrains de l'hôtel de ville.

Ce qui a fait dire hier au conseiller indépendant de l'opposition Pierre Goyer, qui siègeait sur le comité du Conseil de 1987, que l'annonce de M. Gardiner n'est rien d'autre qu'un «ballon politique».

«Cette déclaration ne sert qu'à justifier les trois semaines de vacances à \$8 000 que M. Gardiner passe à Hiroshima aux frais des contribuables de Montréal», a ironisé le conseiller du district Jean-Talon.

Selon M. Goyer, la Ville aurait dû amorcer depuis longtemps des négociations avec le ministère de la Défense du Canada pour connaître les compagnies de son territoire qui ont des contrats dans le domaine de l'armement nucléaire.

Ces informations sont tenues «top secret» par le gouvernement et les compagnies qui ont de tels contrats, a fait remarquer le conseiller, et ces dernières n'ont pas l'habitude de s'en vanter.

«Si ça continue comme ça, le règlement ne pourra s'appliquer qu'à cinq ou six compagnies et ne sera à peu près d'aucune utilité», a critiqué M. Goyer.

Un porte-parole de l'administration Doré-Fainstat, M. Alain Leclerc, a pour sa part reconnu que la rédaction d'un règlement bannissant de Montréal toute activité militaire liée au nucléaire, est complexe à plus d'un égard.

La Ville a mis sous contrat un groupe de recherches pour rédiger un projet de règlement qui sera étudié par une commission municipale à l'automne, en vue de son adoption pour le printemps 1990.

Ce règlement aurait pour effet de rayer de la liste des fournisseurs de la Ville toute compagnie, montréalaise ou non, qui fabrique, transporte ou entrepose des composantes nucléaires d'utilisation militaire.

M. Leclerc a toutefois admis que les firmes déjà impliquées dans cette industrie au moment de l'entrée en vigueur du règlement, ne seront pas forcées d'abandonner leurs activités. «Un règlement n'est pas rétroactif», a précisé M. Leclerc.

«Nos actions vont plutôt consister à nous battre pour la paix que contre l'industrie militaire, a dit M. Leclerc. Il pourrait être question d'encouragement à la conversion des industries à d'autres activités que le nucléaire».